



Assemblée générale Conseil de sécurité

UN LIBRARY

OCT 31 1986

UN COLLECTION

Distr.
GENERALE
A/41/697
S/18392 —
14 octobre 1986
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE/
ESPAGNOL/FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante et unième session

Points 19, 24, 25, 26, 28, 29, 31, 32, 33,
34, 35, 36, 37, 38, 40, 43, 45, 47, 48,
49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58,
59, 60, 61, 62, 65, 66, 67, 68, 69, 70,
71, 74, 75, 79, 81, 107 et 108 de
l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI
DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES
COLONIAUX

AGRESSION ARMEE ISRAELIENNE CONTRE LES
INSTALLATIONS NUCLEAIRES IRAQUIENNES ET
SES GRAVES CONSEQUENCES POUR LE SYSTEME
INTERNATIONAL ETABLI EN CE QUI CONCERNE
LES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ENERGIE
NUCLEAIRE, LA NON-PROLIFERATION DES ARMES
NUCLEAIRES ET LA PAIX ET LA SECURITE
INTERNATIONALES

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES
CONSEQUENCES POUR LA PAIX ET LA
SECURITE INTERNATIONALES

QUESTION DES ILES FALKLAND (MALVINAS)

SITUATION ECONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE

QUESTION DE L'ILE COMORIENNE DE MAYOTTE

DROIT DE LA MER

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT
SUD-AFRICAIN

CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR

LA PROMOTION DE LA COOPERATION
INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DES
UTILISATIONS PACIFIQUES DE
L'ENERGIE NUCLEAIRE

QUESTION DE PALESTINE

QUESTION DE NAMIBIE

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

EXAMEN DE L'EFFICACITE DU
FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET
FINANCIER DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

CONSEIL DE SECURITE

Quarante et unième année

OUVERTURE DE NEGOCIATIONS GLOBALES
SUR LA COOPERATION ECONOMIQUE
INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT
QUESTION DE CHYPRE
CONSEQUENCES DE LA PROLONGATION DU
CONFLIT ARME ENTRE L'IRAN ET L'IRAQ
CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS
EXPERIMENTALES NUCLEAIRES
NECESSITE URGENTE DE CONCLURE UN
TRAITE D'INTERDICTION COMPLETE DES
ESSAIS NUCLEAIRES
CREATION D'UNE ZONE EXEMPTEE D'ARMES
NUCLEAIRES DANS LA REGION DU
MOYEN-ORIENT
CREATION D'UNE ZONE EXEMPTEE D'ARMES
NUCLEAIRES EN ASIE DU SUD
CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA
LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES
ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ETRE
CONSIDEREES COMME PRODUISANT DES
EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU
COMME FRAPPANT SANS DISCRIMINATION
CONCLUSION D'ARRANGEMENTS INTERNATIONAUX
EFFICACES SUR LE RENFORCEMENT DE LA
SECURITE DES ETATS NON DOTES D'ARMES
NUCLEAIRES CONTRE L'UTILISATION OU LA
MENACE DE L'UTILISATION DES ARMES
NUCLEAIRES
CONCLUSION D'ARRANGEMENTS INTERNATIONAUX
EFFICACES POUR GARANTIR LES ETATS NON
DOTES D'ARMES NUCLEAIRES CONTRE
L'UTILISATION OU LA MENACE DE
L'UTILISATION DES ARMES NUCLEAIRES
PREVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS
DANS L'ESPACE
APPLICATION DE LA RESOLUTION 40/88 DE
L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE A LA
CESSATION IMMEDIATE ET A L'INTERDICTION
DES ESSAIS D'ARMES NUCLEAIRES
APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LA
DENUCLEARISATION DE L'AFRIQUE
INTERDICTION DE LA MISE AU POINT ET DE LA
FABRICATION DE NOUVEAUX TYPES D'ARMES
DE DESTRUCTION MASSIVE ET DE NOUVEAUX
SYSTEMES DE TELLES ARMES
REDUCTION DES BUDGETS MILITAIRES
ARMES CHIMIQUES ET BACTERIOLOGIQUES
(BIOLOGIQUES)
DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET
EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE
CLOTURE DE LA DOUZIEME SESSION
EXTRAORDINAIRE DE
L'ASSEMBLEE GENERALE

EXAMEN DE L'APPLICATION DES
RECOMMANDATIONS ET DECISIONS
ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE
A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE
RELATION ENTRE LE DESARMEMENT ET LE
DEVELOPPEMENT
QUESTION DE L'ANTARCTIQUE
RENFORCEMENT DE LA SECURITE ET DE LA
COOPERATION DANS LA REGION DE LA
MEDITERRANEE
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE
INTERNATIONALE
APPLICATION DES DISPOSITIONS DE SECURITE
COLLECTIVE DE LA CHARTE DES
NATIONS UNIES POUR LE MAINTIEN DE LA
PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES
EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS
RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE
D'ENQUETER SUR LES PRATIQUES
ISRAELIENNES AFFECTANT LES DROITS
DE L'HOMME DE LA POPULATION DES
TERRITOIRES OCCUPES
QUESTIONS RELATIVES A L'INFORMATION
OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES
NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE
PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT
DEVELOPPEMENT ET COOPERATION
ECONOMIQUE INTERNATIONALE
FORMATION ET RECHERCHE
PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT ET DE
FORMATION DES NATIONS UNIES
POUR L'AFRIQUE AUSTRALE
MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS
PAR LES ETATS MEMBRES AUX HABITANTS
DES TERRITOIRES NON AUTONOMES

Lettre datée du 30 septembre 1986, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Zimbabwe auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir copie des documents finals adoptés par la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés qui s'est tenue à Harare (Zimbabwe) du 1er au 6 septembre 1986, et vous serais reconnaissant de bien vouloir en faire distribuer le texte aux Etats Membres comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 19, 24, 25, 26, 28, 29, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 40, 43, 45, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 74, 75, 79, 81, 107 et 108 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) I. S. G. MUDENGE

ANNEXE

Documents finals de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Harare (Zimbabwe) du 1er au 6 septembre 1986

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. DECLARATION POLITIQUE	6
Déclaration spéciale sur l'Afrique australe	78
Mesures relatives au Fonds pour la résistance contre l'invasion, le colonialisme et l' <u>apartheid</u>	83
Appel spécial de la huitième Conférence au sommet du Mouvement des pays non alignés pour l'indépendance immédiate de la Namibie	84
Appel de Harare pour le désarmement	86
Déclaration de Harare sur le renforcement de l'action collective	88
II. DECLARATION ECONOMIQUE	89
Programmes d'action pour la coopération économique	139

APPENDICES

I.	Ordre du jour de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés	161
II.	Discours liminaire de l'honorable Robert Gabriel Mugabe, premier ministre de la République du Zimbabwe, prononcé à l'occasion de la cérémonie d'inauguration de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés	164
III.	Rapport du Rapporteur général	173
IV.	Rapport de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés	181
V.	Rapport de la Réunion du Comité préparatoire au niveau des hauts fonctionnaires et des ambassadeurs	188
VI.	Rapport de la Commission politique	196
VII.	Rapport de la Commission économique	197

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
VIII. Discours de clôture prononcé par l'honorable Robert Gabriel Mugabe, premier ministre de la République du Zimbabwe et président de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés	198
IX. Motion de remerciements au Gouvernement et au peuple du Zimbabwe	201
X. Participation à la Conférence*	202

* La liste complète des participants a été distribuée séparément
(NAC/CONF.8/Doc.23).

I. DECLARATION POLITIQUE

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	9
II. LE ROLE DU NON-ALIGNEMENT	10
III. EVALUATION DE LA SITUATION INTERNATIONALE	13
IV. DESARMEMENT ET SECURITE INTERNATIONALE	15
V. UTILISATION DE L'ENERGIE NUCLEAIRE A DES FINS PACIFIQUES	24
VI. LA SITUATION EN AFRIQUE AUSTRALE	25
VII. SAHARA OCCIDENTAL	38
VIII. MAYOTTE	39
IX. LES ILES MALGACHES	40
X. SOUVERAINETE DE MAURICE SUR L'ARCHIPEL DE CHAGOS, Y COMPRIS DIEGO MARCIA	40
XI. TCHAD	40
XII. ASIE DU SUD-EST	40
XIII. COREE	41
XIV. ASIE DU SUD-OUEST	41
XV. LE CONFLIT ENTRE L'IRAN ET L'IRAQ	42
XVI. NOUVELLE-CALEDONIE	42
XVII. LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT	43
XVIII. L'AGRESSION ISRAELIENNE CONTRE LES INSTALLATIONS NUCLEAIRES IRAQUIENNES	47
XIX. LA QUESTION DE PALESTINE	47
XX. LIBAN	51
XXI. L'OCEAN INDIEN, ZONE DE PAIX	51
XXII. L'ANTARCTIQUE	52

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
XXIII. CHYPRE	53
XXIV. LA MEDITERRANEE	54
XXV. L'AGRESSION DES ETATS-UNIS CONTRE LA LIBYE	55
XXVI. EUROPE	56
XXVII. AMERIQUE LATINE ET CARAIBES	57
XXVIII. APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX	66
XXIX. LE DROIT AU DEVELOPPEMENT	67
XXX. TERRORISME INTERNATIONAL	67
XXXI. NON-AGRESSION ET NON-RECOURS A LA FORCE OU A LA MENACE DE RECOURS A LA FORCE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES	68
XXXII. REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS	69
XXXIII. NON-INTERVENTION ET NON-INGERENCE	70
XXXIV. L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE (Unesco)	70
XXXV. LE DROIT DES NATIONS A PRESERVER LEUR CULTURE ET LEUR HERITAGE NATIONAL	71
XXXVI. LE NOUVEL ORDRE MONDIAL DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	71
XXXVII. ANNEE INTERNATIONALE DE LA PAIX	74
XXXVIII. L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	74
XXXIX. RENFORCEMENT DE L'ACTION COLLECTIVE	76
XL. FUTURES REUNIONS DES PAYS NON ALIGNES	77
XLI. COMPOSITION DU BUREAU DE COORDINATION	78
DECLARATION SPECIALE SUR L'AFRIQUE AUSTRALE	78
MESURES RELATIVES AU FONDS POUR LA RESISTANCE CONTRE L'INVASION, LE COLONIALISME ET L' <u>APARTHEID</u>	83

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
APPEL SPECIAL DE LA HUITIEME CONFERENCE AU SOMMET DU MOUVEMENT NON ALIGNE POUR L'INDEPENDANCE IMMEDIATE DE LA NAMIBIE	84
APPEL DE HARARE POUR LE DESARMEMENT	86
DECLARATION DE HARARE SUR LE RENFORCEMENT DE L'ACTION COLLECTIVE ..	88

I. INTRODUCTION

1. La huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés s'est tenue à Harare (Zimbabwe) du 1er au 6 septembre 1986.
2. La Conférence a été précédée d'une Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue les 28 et 29 août 1986.
3. Ont participé à la Conférence les représentants des pays et organisations membres du Mouvement suivants : Afghanistan, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Inde, Indonésie, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Organisation de libération de la Palestine, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Qatar, République arabe syrienne, République arabe du Yémen, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République islamique d'Iran, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, South West Africa People's Organization (SWAPO), Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Vanuatu, Viet Nam, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.
4. Assistaient à la Conférence en qualité d'observateurs les représentants des pays, organisations et mouvements de libération nationale suivants : Brésil, Mexique, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Uruguay, Venezuela, African National Congress, Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), Ligue des Etats arabes, Organisation de la Conférence islamique, Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques, Organisation de l'unité africaine, Organisation des Nations Unies, Pan Africanist Congress of Azania, Parti socialiste de Porto Rico.
5. Etaient présents en qualité d'invités les pays et organisations suivants : Australie, Autriche, Espagne, Finlande, Grèce, Mongolie, Portugal, République dominicaine, Roumanie, Saint-Siège, Saint-Marin, Suède, Suisse, Comité international de la Croix-Rouge, Comité spécial contre l'apartheid (ONU), Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (ONU), Comité spécial de l'océan Indien (ONU), Comité sur l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (ONU), Commissaire des Nations Unies pour la Namibie, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, Conférence internationale sur la question de Palestine, Conseil des Nations Unies pour la Namibie, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Fonds international de développement agricole, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale

de la santé, Programme alimentaire mondial, Programme des Nations Unies pour le développement, Secrétariat du Commonwealth, Système économique latino-américain, Zone d'échanges préférentiels.

6. Lors de la séance inaugurale, la Conférence a entendu un discours liminaire prononcé par le camarade R. J. Mugabe, premier ministre de la République du Zimbabwe. Il a été décidé par acclamation que le texte du discours ferait partie des documents de la Conférence*.

7. La Conférence a rendu hommage à la regrettée Shrimati Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde et présidente du Mouvement des pays non alignés, championne infatigable du non-alignement, dont le dynamisme et la force de conviction ont donné au Mouvement une marque ineffaçable.

8. La Conférence a également rendu hommage à la mémoire de Forbes Burnham, président du Guyana, qui a apporté une exceptionnelle contribution au Mouvement des pays non alignés. La Conférence a également rendu hommage au regretté J. M. G. Adams, premier ministre de la Barbade, pour la contribution qu'il a apportée au Mouvement des non-alignés.

9. La Conférence a en outre rendu hommage à Lê Duan, secrétaire général du Comité central du Parti communiste du Viet Nam, mémorable figure du Mouvement des pays non alignés.

10. Conscients de l'importance et de l'opportunité que revêt la tenue de leur réunion en Afrique australe, à un moment critique de l'histoire de la sous-région, et convaincus que l'apartheid n'est pas seulement un crime contre l'humanité mais aussi une menace contre la paix et la sécurité du monde, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné qu'il faut d'urgence intensifier la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'apartheid, le racisme, le sionisme et toutes les formes de déstabilisation, d'expansionnisme ainsi que d'occupation, de domination et d'hégémonisme étrangers.

11. Dans cette perspective, les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont prononcés pour une solidarité totale et agissante du Mouvement des pays non alignés avec les peuples opprimés d'Afrique du Sud et de Namibie comme avec les gouvernements et peuples des Etats de première ligne et d'autres Etats indépendants d'Afrique australe.

II. LE ROLE DU NON-ALIGNEMENT

12. Le Mouvement des pays non alignés a été conçu dans le cadre de la lutte contre le colonialisme et de la polarisation des relations internationales résultant de la construction de blocs et d'alliances militaires et de la guerre froide. Il a été la réponse la plus logique au besoin ressenti par tous les pays ayant nouvellement accédé à l'indépendance d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes et

* Voir appendice II.

d'autres régions du monde, de préserver et de renforcer leur indépendance nationale ainsi que de promouvoir leur pleine souveraineté sur le plan politique comme sur le plan économique. Pendant les 25 dernières années, malgré les obstacles, le Mouvement et la politique de non-alignement ont remporté de notables victoires; ils ont été les principaux promoteurs et défenseurs de la paix et de la coexistence pacifique, de l'indépendance, du désarmement, d'une accélération du développement économique des pays en développement et de la lutte pour un nouvel ordre international fondé sur l'égalité, la justice et la paix. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec satisfaction que, tout au long de son existence, le Mouvement a démontré qu'il conservait tout son intérêt, toute son actualité et toute sa vitalité.

13. Fondée sur les principes et sur son caractère tels qu'ils ont été définis à l'origine puis développés lors des conférences au sommet tenues successivement à Belgrade, au Caire, à Alger, à Lusaka, à Colombo, à La Havane et à New Delhi, la politique de non-alignement implique la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'hégémonisme, l'agression, l'occupation et la domination étrangères et contre l'apartheid, le racisme, le sionisme et toutes les formes de dépendance, d'intervention, d'ingérence et de pression, tout comme la lutte contre la politique de grandes puissances et de blocs. L'évolution récente de la situation internationale a amplement prouvé l'efficacité de la politique de non-alignement et de ses principes et objectifs en tant que force mondiale indépendante, se situant en dehors des blocs dans les relations internationales, rejetant toutes les forces d'asservissement, déclaré ou voilé, et toutes les pressions, qu'elles soient politiques, économiques, militaires, diplomatiques ou culturelles.

14. Pionnier de la paix dans le monde, le Mouvement des pays non alignés a inlassablement déployé ses efforts en vue de la détente, de la paix et de la coexistence pacifique. Dans le même esprit, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont engagé le Mouvement à oeuvrer pour la cessation et le renversement des tendances dangereuses de la situation internationale actuelle et pour la promotion de conditions propices à la coopération et à la coexistence pacifique entre Etats. Ils ont souligné qu'il importe d'oeuvrer pour l'élimination des foyers de tension, d'agression et de conflit, pour la promotion d'un règlement juste et pacifique des différends internationaux, pour un désarmement général et complet, pour le maintien d'une paix fondée sur la justice et pour la suppression de toutes les structures de domination, de discrimination, d'exploitation et d'inégalité. Ils ont demandé que les peuples puissent librement exprimer leurs traditions et leur culture nationales authentiques et que soit instauré un système de relations internationales fondé sur le principe du respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de l'égalité, de la justice et de la coopération entre tous les Etats.

15. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé que la non-intervention et la non-ingérence dans les affaires intérieures et extérieures des Etats sont des principes fondamentaux du non-alignement qui doivent être rigoureusement respectés. Ils ont réaffirmé que la violation de ces principes est injustifiable et inacceptable, quelles que soient les circonstances, et ils ont affirmé le droit de tous les Etats de poursuivre leur propre développement politique, social et

économique sans être soumis à des intimidations, des gênes ou des pressions. Ils ont constaté avec consternation que la sécurité et l'indépendance des pays non alignés sont de plus en plus menacées par les politiques colonialistes, les rivalités de grandes puissances et de blocs, les politiques impérialistes de domination et la recherche de sphères d'influence ainsi que par la persistance d'un système économique injuste qui se sont toutes traduites par des pressions militaires, politiques et économiques et par des interventions étrangères contre des pays non alignés. Ils ont noté avec préoccupation qu'un nombre croissant de pays non alignés font l'objet de toutes sortes de pressions visant à affaiblir l'unité du Mouvement et à la détourner de ses principes et de ses objectifs fondamentaux. Ils ont donc appelé les pays non alignés à renforcer leur unité et leur solidarité et à agir avec plus de coordination afin de résister à ces pressions. Ils ont souligné qu'il importe d'observer rigoureusement les principes et les objectifs du non-alignement, en particulier en cette période de crise que traversent les relations internationales.

16. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur indéfectible soutien à l'émancipation complète des peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'autres régions du monde, et ont souligné qu'ils s'opposent totalement à toutes les tentatives visant à dénaturer les luttes des peuples pour l'indépendance et la dignité humaine en les inscrivant dans le cadre de la confrontation Est-Ouest. Ces tentatives mal avisées contestent aux peuples en lutte leur droit inaliénable à l'autodétermination et les empêchent de réaliser leurs aspirations légitimes. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé à cet égard les critères d'adhésion au Mouvement des pays non alignés adoptés à Belgrade en 1961. Ils ont renouvelé leur engagement de ne pas participer ni de faire quoi que ce soit pour contribuer aux affrontements et aux rivalités entre grandes puissances ni au renforcement des alliances militaires existantes et aux arrangements de solidarisation qui en découlent, notamment en étant parties à des arrangements militaires ou en concédant des bases et des installations militaires permettant à des grandes puissances d'établir une présence militaire conçue dans le contexte des conflits entre elles, ou entre l'une de ces puissances et des pays membres du Mouvement non aligné.

17. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés déterminés à ne ménager aucun effort pour renforcer davantage les moyens d'action du Mouvement et à prendre des mesures concrètes pour accroître l'influence et l'impact de ses décisions sur les affaires internationales. Ils ont souligné que l'efficacité du Mouvement des pays non alignés dépend directement de la fidélité de ses membres aux principes et à l'esprit du non-alignement ainsi que de la constance avec laquelle ils s'opposent à l'injustice d'où qu'elle vienne. Dans cet esprit, ils ont réaffirmé leur volonté de respecter scrupuleusement les principes et l'esprit du Mouvement.

18. La politique de non-alignement et le Mouvement des pays non alignés constituent une force positive et influente dans l'évolution des relations politiques et économiques internationales en ce qu'ils expriment le besoin universel de paix, de liberté, d'indépendance, d'égalité, de développement et de prospérité. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités de l'intérêt croissant porté à la politique de non-alignement, qui est un facteur authentique dans la recherche de solutions aux graves problèmes qui se posent dans les affaires

internationales. Ils ont noté avec satisfaction que d'autres pays prennent de plus en plus conscience de la nécessité de coopérer sur la base des principes et des objectifs du non-alignement.

19. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, réaffirmant leur foi dans les buts et principes de la Charte des Nations Unies, ont souligné la nécessité de renforcer davantage le rôle important joué par les pays non alignés au sein des Nations Unies.

III. EVALUATION DE LA SITUATION INTERNATIONALE

20. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note avec une profonde préoccupation de la dégradation de la situation politique et économique mondiale ainsi que des conflits, des différends et de l'instabilité qui persistent dans de nombreuses régions du monde. De nombreux pays non alignés et autres pays en développement sont confrontés à une situation économique de plus en plus grave et le fossé qui sépare les pays développés des pays en développement ne cesse de se creuser. Les politiques des grandes puissances et les pratiques de domination et d'intervention ainsi que, de plus en plus fréquemment, de menace de recours à la force et de recours à la force, l'agression, l'occupation, la pression, la coercition et l'ingérence économique, en violation flagrante des principes et des buts de la Charte des Nations Unies, ont aggravé la situation internationale. Des forces hostiles à la liberté des peuples continuent à empêcher les peuples soumis à la domination coloniale et étrangère d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance, et à violer la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays non alignés et autres pays en développement. La recrudescence des rivalités entre grandes puissances et le renforcement de leurs politiques visant à étendre leurs sphères d'influence ont porté la course aux armements, en particulier aux armements nucléaires, à des niveaux qualitatifs et quantitatifs encore jamais atteints. Ces manifestations négatives menacent gravement la paix et la sécurité mondiales. Bien que plusieurs propositions concrètes aient été avancées, notamment pour une élimination échelonnée et totale des armes nucléaires, aucun progrès notable n'a été fait pour arrêter ou renverser la course aux armements nucléaires et pour l'empêcher de s'étendre à l'espace extra-atmosphérique. Des politiques consistant à négocier à partir d'une position de force continuent d'être appliquées. Des doctrines nouvelles et dangereuses sont propagées et l'opinion publique est mobilisée pour justifier la mise au point, l'accumulation et le déploiement d'armements perfectionnés, nucléaires en particulier, dans diverses parties du monde. Certains pays développés ont ainsi été conduits à détourner de vastes ressources humaines, matérielles et technologiques, qui auraient autrement servi au développement économique et social, pour produire de nouvelles armes de destruction massive et perfectionner celles qui existent déjà.

21. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné avec beaucoup d'inquiétude que le monde continue de se heurter à des problèmes de plus en plus graves dus à un enchevêtrement de contradictions profondes dans les relations économiques internationales. L'aggravation de cette crise élargit de façon considérable l'écart qui sépare pays développés et pays en développement, dont beaucoup ne peuvent répondre aux besoins les plus élémentaires de leurs peuples ni atteindre leurs objectifs prioritaires de développement. Les perspectives d'instauration du

nouvel ordre économique international fondé sur la justice et l'égalité souveraine continuent de s'assombrir. Le dialogue Nord-Sud est au point mort et des menaces pèsent sur la coopération internationale en vue d'un développement économique et social qui utiliserait les mécanismes multilatéraux offerts par le système des Nations Unies. La course aux armements non seulement met en danger l'existence même de l'humanité mais encore intensifie la crise en privant le développement de vastes ressources humaines, matérielles et technologiques. Les problèmes du système économique mondial, en particulier le renforcement du protectionnisme, la détérioration persistante des termes de l'échange, les taux d'intérêt toujours élevés et l'accumulation de la dette extérieure, qui ont pris des dimensions politiques sans précédent, mettent en péril l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale ainsi que le développement économique sans entrave des pays non alignés et autres pays en développement.

22. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note de l'adoption d'un programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990, au cours de la treizième session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée à la situation économique critique en Afrique (résolution S-13/2*). A ce sujet, ils ont instamment prié la communauté internationale et les institutions financières de fournir des ressources suffisantes pour la mise en oeuvre pleine et effective du programme.

23. La confrontation Est-Ouest, en s'étendant aux conflits locaux et régionaux, les aggrave, rend leur solution difficile et menace la paix du monde. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que dans ce climat de confrontation, la présence, les activités et les manoeuvres militaires des grandes puissances sur le territoire et dans l'espace aérien ou les eaux territoriales des pays non alignés et autres pays en développement, ou dans leur voisinage, menacent la souveraineté et l'indépendance de ces pays. Ils ont souligné que ces activités sont un danger pour la paix et la sécurité mondiales et ont exigé qu'elles prennent fin.

24. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont affirmé que les conceptions et politiques particulières de sécurité des grandes puissances et leurs systèmes d'alliance, qui sont souvent incompatibles avec le principe de sécurité collective contenu dans la Charte des Nations Unies, les incitent à se faire une concurrence militaire et politique, menacent la sécurité des pays non alignés et autres Etats et accroissent le risque de guerre nucléaire.

25. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que le dialogue, particulièrement dans le cadre des Nations Unies, porte en germe la solution à la crise mondiale qui affecte dans tous les domaines les relations internationales actuelles. Ils ont souligné qu'une solution globale aux problèmes internationaux pressants comme ceux de la paix et de la sécurité, du désarmement et du développement ne pourra être obtenue que par de telles négociations reposant sur les principes de la Charte des Nations Unies, auxquelles tous les pays participeraient sur un pied d'égalité.

26. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont vivement inquiétés des tentatives visant à affaiblir le multilatéralisme et à paralyser l'Organisation des

Nations Unies. Ils ont réaffirmé leur adhésion aux principes et aux buts de la Charte des Nations Unies et leur volonté d'oeuvrer sans relâche à renforcer l'organisation mondiale et le multilatéralisme en général.

27. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé avec satisfaction la réunion au sommet des dirigeants des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, en novembre 1985. Ils ont toutefois regretté que ce sommet n'ait pas donné l'impulsion nécessaire pour faire progresser les négociations sur le désarmement. Ils ont invité les deux puissances à surmonter leur méfiance réciproque et leurs rivalités pour engager des négociations sérieuses dans un esprit de bonne volonté, et en tenant compte des intérêts de toute l'humanité.

28. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé qu'il n'y a pas d'autre voie réelle que la coopération et la coexistence pacifique entre les Etats, quels que soient leurs systèmes politiques, économiques et sociaux, leur taille ou leur situation géographique. La détente, pour être durable, doit être universelle et globale et ouverte à la participation de tous, dans l'intérêt de tous les Etats. Seule une telle détente peut conduire à des solutions équitables et réelles des problèmes clefs et poser les fondements d'une paix durable. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont insisté pour que les pays non alignés participent activement et positivement à ce processus et y prennent part sur un pied d'égalité, en continuant d'y contribuer de façon constructive dans l'intérêt de la communauté internationale tout entière.

29. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé avec satisfaction que 1986 a été proclamée Année internationale de la paix par l'Organisation des Nations Unies. A ce sujet, ils ont invité la communauté internationale à la célébrer en adoptant des mesures positives pour promouvoir et renforcer la paix dans le monde entier.

IV. DESARMEMENT ET SECURITE INTERNATIONALE

30. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que le désarmement, le relâchement de la tension internationale, le respect du droit à l'autodétermination et à l'indépendance nationale, le règlement pacifique des différends conformément à la Charte des Nations Unies et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales sont étroitement liés. Ils ont souligné que les progrès accomplis dans l'un quelconque de ces domaines rejaillissent sur les autres; inversement, les échecs dans l'un d'eux sont ressentis aussi ailleurs.

31. De tous temps, les Etats ont pensé pouvoir défendre leur sécurité en possédant des armes. Les armes nucléaires sont venues tout changer. Ces armes sont plus que des armes de guerre, ce sont des instruments d'annihilation de masse. L'accumulation d'armes, et surtout d'armes nucléaires, est une menace pour la survie même de l'humanité. Il est donc impératif que les Etats renoncent à leur objectif dangereux de sécurité unilatérale reposant sur l'armement et choisissent celui d'une sécurité commune par le désarmement.

32. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont donc jugé alarmant que la course aux armements, particulièrement aux armes nucléaires et autres armes de destruction massive, se poursuive alors qu'elle renforce le risque de guerre nucléaire et met en danger la survie de l'humanité. Ils ont réaffirmé que le péril le plus grave que court le monde est la menace que fait peser sur l'humanité l'existence d'armes nucléaires. Comme il suffit d'une seule fois pour anéantir l'humanité tout entière, écarter la menace de catastrophe nucléaire n'est donc pas un objectif parmi d'autres mais une tâche vitale et la plus urgente qui soit actuellement. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont donc souligné qu'il fallait adopter sans tarder des mesures immédiates pour empêcher la guerre nucléaire et réaliser le désarmement nucléaire.

33. Depuis une quarantaine d'années, la survie de l'humanité dépend exclusivement de la façon dont quelques Etats dotés d'armes nucléaires, en particulier les superpuissances et leurs alliés, conçoivent leurs intérêts de sécurité. S'appuyer sur la dissuasion nucléaire, c'est accepter un climat perpétuel et généralisé de peur, contraire à la Charte des Nations Unies et à l'approche et aux principes exposés dans le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale (résolution S-10/2), la première session extraordinaire consacrée au désarmement, ainsi qu'à ceux qui sont énoncés dans la déclaration des conférences des chefs d'Etat ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés. Il n'y a pas de mythe plus dangereux que l'idée selon laquelle la paix mondiale peut être maintenue par la dissuasion nucléaire, doctrine qui est à la base du développement continu, quantitatif, des armes nucléaires et qui, en fait, a rendu les relations internationales encore moins sûres et plus instables que jamais.

34. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés profondément inquiets de l'accélération effrénée de la course aux armements, particulièrement aux armes nucléaires et autres armes de destruction de masse. Ce qui est particulièrement grave, c'est que les technologies nouvelles produisent une nouvelle génération d'armes de destruction de masse tant nucléaires que non nucléaires, dont les effets sont si proches qu'ils abolissent toute distinction entre les armes nucléaires et les armes classiques et légitiment ainsi la possession d'armes nucléaires et autres armes de destruction de masse. De même, de nouvelles technologies servent à mettre au point de nouvelles armes et de nouveaux systèmes d'armements spatiaux, ajoutant ainsi une nouvelle et grave dimension à la course aux armements.

35. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont été profondément troublés par la déclaration du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique selon laquelle celui-ci ne se sentait plus lié par les dispositions du deuxième Traité sur la limitation des armes stratégiques (SALT II) de 1979. Ils ont demandé au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de reconsidérer sa position.

36. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur vive préoccupation devant les préparatifs visant à étendre la course aux armements sous toutes ses formes à l'espace extra-atmosphérique. Ils ont réaffirmé avec vigueur le principe selon lequel l'espace, qui est le bien commun de l'humanité, doit être utilisé exclusivement à des fins pacifiques dans l'intérêt de tous les pays, quel que soit le niveau de leur développement économique ou scientifique et selon lequel aussi tous les Etats doivent y avoir accès.

37. Ils ont rappelé l'obligation qu'ont tous les Etats de s'abstenir d'employer la menace ou de recourir à la force dans leurs activités spatiales. Ils ont encore souligné que, selon eux, l'objectif universellement accepté d'un désarmement général et complet sous un contrôle international effectif exige que l'espace ne soit pas transformé en théâtre de la course aux armements. Ils ont donc invité la Conférence du désarmement à engager sans attendre des négociations en vue de conclure, selon le cas, un ou plusieurs accords afin d'empêcher que la course aux armements, sous tous ses aspects, ne gagne l'espace et d'améliorer les perspectives de coopération dans le domaine des utilisations pacifiques de l'espace. Ils ont souligné, en particulier, la nécessité de cesser immédiatement la mise au point d'armes antisatellites, de démanteler les systèmes existants, d'interdire le lancement de nouvelles armes dans l'espace extra-atmosphérique et de s'assurer que les traités existants sauvegardant l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique, ainsi que le Traité de 1972 sur la limitation des systèmes de missiles antibalistiques, sont pleinement respectés, renforcés et étendus, le cas échéant, compte tenu des progrès technologiques récents. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont invité le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et la Conférence sur le désarmement à chercher les moyens de placer les satellites utilisés à des fins militaires sous contrôle international, en particulier lorsque la sécurité des pays non alignés est en jeu.

38. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé à tous les Etats, notamment ceux dotés d'un potentiel spatial important, de se conformer strictement aux restrictions et limitations légales existantes concernant les armes spatiales, y compris celles qui figurent dans le Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes (résolution 2222 (XXI) de l'Assemblée générale, annexe) et dans le Traité conclu en 1972 par l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique sur les missiles antimissiles balistiques, et de s'abstenir de prendre des mesures visant à mettre au point, à expérimenter ou à déployer des armes et des systèmes d'armes dans l'espace extra-atmosphérique. Dans le même temps, des négociations doivent être entreprises dans les meilleurs délais pour réaliser un ou plusieurs accords destinés à prévenir la poursuite de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Ces mesures pourraient, par une réaction en chaîne, conduire à une escalade de la course aux armements "offensifs" et "défensifs", et accroître ainsi le risque d'éclatement d'un conflit nucléaire. Elles pourraient également conduire à une augmentation spectaculaire du niveau des ressources consacrées aux armements, tout en rendant par ailleurs extrêmement difficiles les efforts entrepris en faveur du désarmement.

39. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté que, dans leur déclaration commune publiée à Genève en novembre 1985, le Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique et le Président des Etats-Unis d'Amérique sont convenus d'accélérer les négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la limitation des armements, l'objectif déclaré de ces négociations étant la conclusion "d'accords effectifs visant à prévenir la course aux armements dans l'espace et à mettre un terme à la course aux armements sur la Terre, le but ultime étant de parvenir à l'élimination totale des armements nucléaires partout

dans le monde". A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont lancé un appel aux dirigeants des deux pays pour qu'ils poursuivent, sans retard et dans un esprit de bonne volonté, les objectifs qu'ils se sont fixés à Genève et ont insisté pour que ces négociations aboutissent rapidement à un accord interdisant l'extension de la course aux armements à l'espace extra-atmosphérique et réduisent simultanément et considérablement leurs arsenaux nucléaires existants.

40. Notant en particulier l'affirmation selon laquelle "il est impossible de gagner une guerre nucléaire et une telle guerre ne doit jamais être menée" et son corollaire, c'est-à-dire qu'une guerre nucléaire ne sera jamais faite par l'une ou l'autre partie, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé l'espoir qu'en gage de sincérité de cette déclaration, les Etats-Unis et l'Union soviétique ainsi que les autres puissances nucléaires se mettent d'accord pour signer un instrument ayant force exécutoire bannissant l'emploi des armes nucléaires.

41. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exhorté les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques à constamment prendre en compte, au cours de leurs négociations, non seulement leurs propres intérêts nationaux mais également les intérêts vitaux de tous les peuples du monde. Ces deux gouvernements devraient tenir l'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence sur le désarmement - celle-ci étant la seule instance de négociations multilatérales sur les questions de désarmement - dûment informées des progrès et de l'état de leurs négociations.

42. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé la décision prise par consensus par la communauté internationale - décision qui figure dans le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale qui a eu lieu en 1978 - en vue de l'adoption d'un programme global de désarmement. Ils ont regretté que la Conférence sur le désarmement n'ait pas pu faire de progrès sur cet important sujet surtout parce que certains Etats dotés de l'arme nucléaire et leurs alliés ont refusé de donner leur accord à des mesures spécifiques et à un calendrier de mesures visant à prévenir une guerre nucléaire et à réaliser le désarmement nucléaire. Ils ont demandé à cette conférence de reprendre ses travaux dès l'ouverture de sa session de 1987 et de déployer tous les efforts nécessaires pour mener à bien ces travaux au cours de la première partie de cette session en vue de soumettre un projet complet de programme global de désarmement à l'Assemblée générale à ce moment-là.

43. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont accueilli avec satisfaction le programme complet et opportun sur un désarmement nucléaire échelonné et limité dans le temps qui a été récemment proposé par l'Union soviétique. Les objectifs et les priorités de ce programme qui vise, pour tous les Etats dotés d'armes nucléaires, l'élimination complète de ces armes de la surface de la Terre d'ici la fin du siècle sont, dans une large mesure, en accord avec la position que les pays non alignés ont toujours adoptée sur ces questions.

44. L'interdiction complète des essais d'armes nucléaires, objectif poursuivi depuis 25 ans, est une question qui revêt la priorité la plus élevée pour les pays non alignés. L'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires entraînerait une désescalade de la course aux armements nucléaires et réduirait considérablement le

risque de guerre nucléaire. La poursuite des essais d'armes nucléaires favorise la course aux armements nucléaires et augmente le risque de guerre nucléaire. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné l'urgente nécessité de négocier et de conclure un traité général et multilatéral interdisant les essais nucléaires, traité qui proscrirait tout essai d'armes nucléaires par tous les Etats, dans tous les milieux et pour toujours. Les moyens de vérification dont on dispose actuellement permettent de s'assurer qu'une telle interdiction sera effectivement respectée. On ne peut invoquer l'absence de tels moyens de vérification comme prétexte pour poursuivre la mise au point et le perfectionnement des armes nucléaires. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déploré qu'en raison de l'obstruction persistante de quelques Etats, la Conférence sur le désarmement n'ait pas été en mesure d'engager des négociations multilatérales en vue de conclure un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires, sur la cessation de la course aux armements nucléaires et sur le désarmement nucléaire.

45. Pendant la durée des négociations visant à la conclusion d'un tel traité, un moratoire devrait être institué sur tout essai nucléaire, toute production et tout déploiement d'armes nucléaires. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note de l'appel lancé par l'Argentine, la Grèce, l'Inde, le Mexique, la République-Unie de Tanzanie et la Suède aux Etats-Unis et à l'Union soviétique en octobre 1985 et réitéré en février, en avril et en août 1986, leur demandant de mettre un terme à tout essai nucléaire, ainsi que de leur offre concrète d'assistance pour mettre au point des mécanismes de vérification adéquats permettant de contrôler ce moratoire. Ils ont accueilli avec satisfaction le moratoire unilatéral sur les essais nucléaires décidé par l'Union soviétique en août 1985 et depuis prorogé par elle à plusieurs reprises, notamment la dernière fois jusqu'au 1er janvier 1987. Ils ont demandé aux Etats-Unis, qui est l'une des deux superpuissances collectivement responsables de la majorité des essais nucléaires, de s'associer au moratoire décidé par l'Union soviétique sur les essais nucléaires et à cette dernière de le prolonger.

46. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rejeté l'opinion selon laquelle la négociation en vue d'un traité global sur l'interdiction des essais nucléaires devrait être différée jusqu'à ce que l'on ait résolu les problèmes relatifs à la vérification. Ils ont souligné que la formulation d'un système de vérification et des modalités dépendent des buts, de la portée et de la nature de l'accord y afférent et qu'en conséquence, il fallait tenir compte des exigences d'un système de vérification acceptable pour toutes les parties au cours des négociations. Ils ont été profondément inquiétés par l'opinion, émise par un Etat doté d'armes nucléaires, selon laquelle l'interdiction des essais d'armes nucléaires demeurait, pour cet Etat, un objectif éloigné.

47. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que tout emploi d'armes nucléaires constituerait une violation de la Charte des Nations Unies, voire un crime contre l'humanité.. Ils ont donc vivement invité les Etats dotés de l'arme nucléaire à approuver, en attendant de parvenir à la réalisation du désarmement nucléaire, la conclusion d'un traité international sur l'interdiction de l'emploi ou de la menace d'emploi d'armes nucléaires. Ils ont estimé que la conclusion rapide d'un instrument international par lequel chacun des Etats dotés d'armes

nucléaires s'engagerait à ne pas être le premier à utiliser ou à menacer d'utiliser les armes nucléaires serait un pas important dans cette direction. Ils ont par ailleurs lancé un appel pour un gel de la mise au point, de la production, du stockage et du déploiement des armes nucléaires. Le gel des armes nucléaires devrait, entre autres, assurer l'arrêt simultané de toute nouvelle production d'armes nucléaires et l'arrêt complet de la production de matières fissiles à des fins militaires.

48. Le Mouvement des pays non alignés a noté avec satisfaction l'initiative prise par les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Suède de lancer, dans leurs déclarations conjointes en date des 22 mai 1984, 28 janvier 1985 et 7 août 1986, un appel aux Etats dotés d'armes nucléaires pour qu'ils mettent un terme à tout essai, à toute production et à tout déploiement des armes nucléaires ainsi que leurs systèmes de vecteurs, et ensuite qu'ils opèrent une réduction importante de leurs forces nucléaires. En outre, les six dirigeants avaient instamment demandé que cette réduction soit suivie d'un programme permanent de réduction des armements menant à un désarmement général et complet et soit accompagnée de mesures propres à renforcer le système des Nations Unies et à faire en sorte d'affecter au développement économique et social, qui en a besoin d'urgence, les ressources considérables actuellement consacrées à la course aux armements. La Déclaration de Delhi en date du 28 janvier 1985 appelait particulièrement l'attention sur deux mesures spécifiques et urgentes : la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique et la conclusion rapide d'un traité sur l'interdiction totale des essais nucléaires. La Déclaration de Mexico du 7 août 1986 a réitéré la nécessité d'adopter ces mesures. De plus, elle a appelé instamment les dirigeants des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique à poursuivre et à intensifier le dialogue qu'ils ont engagé l'année dernière, à fixer une date ferme pour une nouvelle rencontre et à s'assurer qu'un tel dialogue débouche sur des résultats pratiques dans le domaine du désarmement, grâce à une attitude de compromis et de conciliation mutuels. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que ces mesures sont conformes à la doctrine fondamentale des pays non alignés et montrent le bien-fondé des principes du non-alignement et les positions prises par les pays non alignés pour l'ensemble de la communauté internationale.

49. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé leur point de vue selon lequel la seule garantie crédible de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace d'emploi d'armes nucléaires réside dans l'élimination complète de ces armes. Mais, dans l'attente du désarmement nucléaire total, il est essentiel que les Etats non dotés d'armes nucléaires soient assurés qu'ils ne feront pas l'objet de menaces ni d'attaques nucléaires. Aussi les chefs d'Etat ou de gouvernement ont-ils souligné l'obligation incombant aux Etats dotés d'armes nucléaires de fournir une garantie aux Etats non dotés de telles armes contre toute attaque ou menace d'attaque nucléaire venant d'une puissance nucléaire quelle qu'elle soit, y compris le pays donnant sa garantie. Ils ont donc recommandé que des négociations soient engagées sans délai pour permettre l'adoption d'un instrument international ayant force obligatoire et prévoyant des dispositions internationales efficaces pour préserver les Etats non dotés d'armes nucléaires de l'utilisation ou de la menace d'utilisation de ces armes.

50. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont affirmé que la création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'accords librement conclus entre les Etats d'une région, compte tenu des caractéristiques propres à chacune, constitue une mesure importante en faveur du désarmement. Ils se sont déclarés favorables à toutes les initiatives ou propositions individuelles et régionales qui prévoient de créer ainsi des zones dénucléarisées. La création de telles zones en diverses parties du monde devrait être encouragée, l'objectif ultime étant un monde entièrement dénucléarisé.

51. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que l'application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique adoptée en 1964 par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) constituerait une mesure importante pour la prévention de la prolifération des armes nucléaires, la sauvegarde de la paix et de la sécurité internationales. A cet égard, ils ont condamné énergiquement le régime raciste d'Afrique du Sud qui s'est doté d'un potentiel nucléaire et ont vivement déploré la collaboration que certains Etats membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) et Israël ont apportée au régime raciste pour doter ce pays d'une capacité nucléaire. Ils ont noté avec une profonde inquiétude que la collaboration avec le régime raciste d'Afrique du Sud viole de nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies, y compris le point de vue de la communauté internationale exprimé par consensus au paragraphe 12 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale et selon lequel : "Il est certain que l'accumulation massive d'armements, l'acquisition de techniques relatives aux armements et aussi, éventuellement, d'armes nucléaires, par des régimes racistes, constituent un défi et un obstacle de plus en plus dangereux pour une communauté mondiale confrontée à l'urgente nécessité de désarmer. C'est pourquoi il est essentiel aux fins du désarmement d'empêcher ces régimes racistes d'acquérir d'autres armes ou de se doter de techniques permettant de les fabriquer; pour ce faire, il faut en particulier que tous les Etats se conforment aux décisions pertinentes du Conseil de sécurité." Cette collaboration va aussi à l'encontre des objectifs de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique et réduit à néant les efforts entrepris en faveur du désarmement, de la paix et de la sécurité dans la région ainsi que de la paix et de la sécurité internationales. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont donc invité le Conseil de sécurité, dans l'exercice de ses responsabilités en tant que principal organe de l'ONU chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales, à adopter des mesures efficaces et concrètes pour faire face au danger que représente l'acquisition de la capacité nucléaire par le régime raciste d'Afrique du Sud.

52. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que, bien que le désarmement nucléaire soit au premier rang des priorités, il faut par ailleurs entreprendre sans délai des efforts pour faire adopter un traité interdisant l'utilisation, la mise au point, la production et le stockage de toutes les armes chimiques. Ils se sont déclarés vivement préoccupés par la production et l'utilisation accrues d'armes chimiques et la mise au point de nouvelles armes chimiques, y compris les armes binaires. Ils ont condamné l'utilisation, par tout Etat en toutes circonstances, des armes chimiques qu'ils ont estimé constituer une violation grave du droit international et des principes de l'humanité. Bien que l'utilisation des

armes chimiques soit déjà interdite par le Protocole de Genève de 1925, les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés convaincus que la possession de ces armes conduit inévitablement à leur utilisation. Ils ont instamment prié tous les Etats d'engager de bonne foi des négociations et de s'abstenir de toute action pouvant faire obstacle à la conclusion rapide d'une convention sur les armes chimiques. En attendant, ils ont lancé un appel pour le strict respect du Protocole de Genève de 1925.

53. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec une profonde inquiétude que le développement qualitatif d'armes classiques ajoute une dimension nouvelle à la course aux armements, particulièrement entre les Etats possesseurs des plus vastes arsenaux classiques. Ils ont invité instamment ces Etats à freiner cette évolution. Ils ont souligné qu'il convient, parallèlement aux négociations sur le désarmement nucléaire, de continuer résolument à prendre des mesures pour limiter et réduire progressivement les forces armées et les armes classiques, dans la perspective d'un désarmement général et complet. Les Etats dotés des arsenaux militaires les plus importants ont une responsabilité particulière à cet égard. L'adoption de ces mesures de désarmement devrait se faire de manière équitable et équilibrée afin que soit garanti à chaque Etat le droit à la sécurité et qu'à aucun stade un Etat ou un groupe d'Etats ne puisse acquérir des avantages sur d'autres Etats. A chaque stade, l'objectif à rechercher doit être une sécurité non diminuée avec des armements et des forces armées au niveau le plus bas. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont insisté pour que l'adoption des mesures de désarmement repose sur le plein respect des principes de non-intervention, de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats et de règlement pacifique des conflits, conformément à la Charte des Nations Unies.

54. Conformément aux critères énoncés ci-dessus, lorsque la situation régionale le permet, sur initiative de l'un ou de l'ensemble des Etats concernés et avec leur concours, les Etats devraient envisager et adopter des mesures au niveau régional en vue de renforcer la paix et la sécurité à un niveau inférieur de forces par la limitation et la réduction des forces armées et des armes classiques. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note avec satisfaction des initiatives unilatérales, de même que des initiatives régionales et sous-régionales que certains pays non alignés ont prises récemment pour limiter l'acquisition d'armes classiques et réduire les dépenses militaires en vue d'affecter les ressources ainsi libérées au développement socio-économique de leurs populations.

55. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont instamment demandé aux autres Etats, notamment aux principaux fournisseurs d'armes, de faciliter l'évolution vers un désarmement régionale en s'abstenant de toute action, y compris la menace ou le recours à la force, qui empêcherait d'atteindre les buts de ces initiatives, et en prenant des mesures de coopération positive permettant d'atteindre cet objectif.

56. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés convaincus que la limitation et la réduction des activités militaires et de la rivalité des grandes puissances et des blocs hors de leurs frontières contribueraient pour beaucoup à renforcer la sécurité des pays non alignés et des autres pays. Ils ont par conséquent demandé que les grandes puissances et leurs alliances militaires se

retirent et se désengagent militairement des positions qu'elles occupent hors de leurs frontières et suppriment leurs bases et leurs installations militaires dans les territoires des pays non alignés.

57. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné le rôle central et la responsabilité essentielle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement. Ils ont bien marqué que les négociations sur le désarmement sont un enjeu vital pour tous les peuples du monde qui ont le droit de participer sur un pied d'égalité à ces négociations lorsqu'elles touchent à leur sécurité nationale et qu'ils ont un droit inhérent de contribuer à leur succès. Les négociations bilatérales et multilatérales sur le désarmement devraient bénéficier chacune des progrès de l'autre et se compléter, et non se gêner ou s'exclure. La Conférence sur le désarmement devrait donc être dûment informée de toutes les phases des négociations bilatérales et être en mesure de remplir le mandat qui lui est assigné en tant que seul organe de négociation multilatérale dans le domaine du désarmement, et pouvoir adopter des mesures concrètes sur le désarmement, notamment des mesures favorisant le désarmement nucléaire et la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

58. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note avec satisfaction de la campagne mondiale actuelle contre la course aux armes nucléaires. Ils sont convaincus que des initiatives de ce genre peuvent contribuer à promouvoir le désarmement nucléaire et empêcher une catastrophe nucléaire. Ils ont estimé qu'il importait au plus haut point de contribuer le plus possible à ce processus. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé les trois objectifs de la campagne mondiale pour le désarmement : informer, éduquer et faire en sorte que le public comprenne mieux et appuie davantage les objectifs des Nations Unies dans le domaine du désarmement. Ils ont réaffirmé la nécessité de renforcer le rôle des organismes régionaux afin qu'ils donnent corps à cette campagne et en favorisent les objectifs. Dans ce contexte, les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités de la création à Lomé (Togo) du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique. Ils ont aussi favorablement accueilli l'offre du Gouvernement péruvien de créer à Lima un Centre régional pour le désarmement, la sécurité, la paix et le développement, chargé de faire connaître en Amérique latine les objectifs des Nations Unies dans le domaine du désarmement.

59. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé la nécessité pressante de décider d'une date ferme pour convoquer la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement.

60. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déploré qu'il n'ait pas été possible de réunir à Paris, en juillet 1986, une conférence internationale sur la relation entre désarmement et développement. Ils ont souligné l'importance de cette conférence qui marquerait le début d'un examen intensif de ces problèmes pour la communauté internationale tout entière et ils ont exprimé l'espoir que la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies prendra une décision quant à la date et au lieu de la Conférence conformément à la décision prise par l'Assemblée générale à la reprise de la quarantième session de convoquer ladite conférence en 1987. Ils ont estimé que cette conférence était indispensable pour

examiner au moment et de la façon voulus les conséquences négatives de l'accroissement constant des dépenses d'armement sur l'économie mondiale. Ils ont invité tous les Etats à participer à un niveau élevé à cette conférence et à contribuer à son succès. Il est indispensable de trouver un remède à la situation actuelle où des centaines de milliards de dollars sont consacrés chaque année à l'acquisition d'armes, alors que les deux tiers de la population mondiale vivent dans la pauvreté, voire même dans la misère. Ils ont jugé particulièrement important que la Conférence adopte des recommandations précises quant aux moyens de libérer, par des mesures de désarmement, des ressources supplémentaires, notamment pour les mettre au service du développement, dans l'intérêt des pays en développement. Convaincus que les conséquences économiques et sociales de la course aux armements s'opposent à la création du nouvel ordre économique international, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déclaré qu'une paix durable ne pouvait être assurée que par une restructuration de l'économie mondiale visant à mettre en place le nouvel ordre et à combler le fossé économique entre pays en développement et pays développés. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont invité les pays développés à faire preuve d'une plus grande détermination politique pour atteindre ce but.

V. UTILISATION DE L'ENERGIE NUCLEAIRE A DES FINS PACIFIQUES

61. Rappelant les décisions des pays non alignés, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné l'importance exceptionnelle de la coopération internationale entre pays non alignés et autres pays en développement dans le domaine des utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Cette coopération présente un intérêt particulier dans les domaines où les pays concernés peuvent acquérir davantage d'autonomie.

62. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont affirmé le droit inaliénable de tous les Etats d'appliquer et de développer leurs programmes d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques axés sur le développement économique et social, conformément à leurs priorités, à leurs intérêts et à leurs besoins. Tous les Etats devraient avoir un accès sans restriction aux techniques, au matériel et aux matières nécessaires aux utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et pouvoir les acquérir sans conditions discriminatoires et compte tenu des besoins particuliers des pays en développement. Ils ont déploré les pressions et les menaces dirigées contre les pays en développement pour les empêcher de poursuivre leurs programmes de développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

63. Dans ce même contexte, ils se sont déclarés préoccupés par les obstacles que les pays développés mettent au libre transfert des techniques liées aux utilisations pacifiques de l'énergie atomique en fixant des conditions incompatibles avec la souveraineté des pays en développement. Il importe de respecter les choix et décisions de chaque pays en matière d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques sans compromettre les politiques applicables au cycle du combustible ou les accords et contrats internationaux touchant aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

64. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont aussi mis l'accent sur la nécessité de respecter les principes de la non-discrimination et du libre accès à la technologie

nucléaire et ils ont réaffirmé le droit de chaque pays de mettre au point des programmes d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, conformément aux priorités et besoins qu'il aura librement déterminés.

65. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que la non-prolifération ne devrait pas servir de prétexte pour empêcher des Etats d'exercer pleinement leurs droits d'acquérir et de mettre au point une technologie nucléaire à des fins pacifiques axée sur le développement économique et social, conformément aux priorités, aux intérêts et aux besoins qu'ils auront déterminés en toute souveraineté.

66. Après avoir examiné les travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (23 mars-10 avril 1987), les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés convaincus que la Conférence contribuera à assurer l'exercice du droit inaliénable de tous les pays d'accéder librement et sans restriction aux techniques, au matériel et aux matières nucléaires, sur une base non discriminatoire, ce qui devrait permettre aux pays de mettre au point des programmes nationaux d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques qui sont d'une importance particulière pour la réalisation des programmes de développement économique et social des pays en développement conformément à leurs priorités, leurs intérêts et leurs besoins.

67. Partant des positions adoptées par la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés et la Conférence ministérielle de Luanda, les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés convaincus que, grâce à leur participation active aux travaux préparatoires, les pays non alignés et autres pays en développement contribueront au succès de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

VI. SITUATION EN AFRIQUE AUSTRALE

68. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés vivement préoccupés par l'état de guerre persistant en Afrique australe. Ils ont réaffirmé que l'apartheid est à l'origine des conflits dans la région qui ont déjà compromis la paix et la sécurité du sous-continent et constituent une menace grave pour la paix et la sécurité internationales. La perpétration d'actes de génocide à l'intérieur du pays et la pratique de l'agression et du terrorisme en dehors font partie du système de l'apartheid. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont par conséquent répété qu'il ne pourra y avoir de paix, de stabilité ni de sécurité en Afrique australe tant que ce système odieux n'aura pas été complètement éliminé.

69. Qualifié à juste titre de crime contre l'humanité et d'affront à la conscience universelle, l'apartheid a son origine dans l'idéologie raciste et belliciste qui a déjà provoqué la seconde guerre mondiale et a été la cause d'immenses destructions et d'effusions de sang. Considérant que l'apartheid constitue une menace non seulement à la paix et à la sécurité de l'Afrique australe mais aussi à la paix et à la sécurité internationales, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur

indignation et leur stupeur en constatant que certaines nations occidentales, elles-mêmes anciennes victimes de l'agression fasciste, continuent d'apporter à l'apartheid une aide et un soutien économiques, financiers, politiques, diplomatiques et militaires.

70. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont sévèrement condamné le régime de Prétoria et le terrorisme d'Etat qu'il exerce à l'encontre des pays de première ligne et des autres Etats indépendants voisins. Ils ont notamment condamné le recrutement, l'entraînement, le financement, l'envoi et l'infiltration de bandits et de mercenaires par le régime raciste dans le but de déstabiliser les Etats indépendants voisins et de renverser leur gouvernement.

71. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné la politique d'"engagement constructif" du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qu'ils considèrent comme un secours et un réconfort apportés au régime raciste, enhardissant celui-ci dans ses actes d'agression éhontés contre les Etats indépendants voisins et l'encourageant à défier l'opinion publique internationale. Notant que l'accroissement des actes de génocide commis par le régime raciste d'Afrique du Sud contre la majorité sans défense de ce pays est aussi la conséquence de l'arrogance accrue du régime encouragée par la politique d'"engagement constructif", les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités du rejet croissant de cette politique, notamment à l'intérieur même des Etats-Unis, et ont appelé le gouvernement de ce pays à abandonner cette politique dont les effets désastreux sur la région sont devenus si manifestes.

72. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé d'appuyer les efforts du Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), au nom des peuples d'Afrique australe, conformément à la mission qui lui a été confiée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa vingt-deuxième session ordinaire, d'accélérer le processus de libération de cette sous-région. Ils se sont déclarés prêts à soutenir ces efforts et à participer à toute initiative entreprise dans le cadre de la Déclaration sur la situation critique en Afrique australe qui a été adoptée par la Conférence.

Déstabilisation

73. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur appui au communiqué publié par la réunion des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats de première ligne qui s'est tenue à Harare (Zimbabwe) le 18 juillet 1986, au cours de laquelle ont été examinés la multiplication des actes d'agression à l'encontre des pays indépendants et la déstabilisation de ces pays par l'Afrique du Sud, ainsi que d'autres faits aggravant la situation explosive dans la région, et où a été lancé un appel à l'application immédiate de sanctions globales obligatoires contre le régime raciste d'Afrique du Sud.

74. Ils ont vigoureusement condamné la politique et les actes de terrorisme d'Etat pratiqués par le régime de Pretoria à l'encontre des Etats de première ligne et des autres Etats indépendants voisins. A ce propos, ils ont approuvé l'analyse faite par la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud

raciste qui s'est tenue à Paris du 16 au 20 juin 1986 et selon laquelle les nombreux actes d'agression, de subversion, de déstabilisation et de terrorisme perpétrés par le régime raciste d'Afrique du Sud contre les Etats africains indépendants, y compris les massacres délibérés de réfugiés, provoquant d'énormes pertes de vies humaines et des dégâts matériels considérables, ainsi que les attaques lancées contre les navires, les aéronefs et les ressortissants d'autres pays, la complicité et l'aide que l'Afrique du Sud apporte à des groupes de subversion terroriste dans ces Etats, son défi aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies appelant à une cessation immédiate de tels actes et exigeant le versement d'une indemnisation aux Etats concernés, constituaient "une claire illustration des politiques de terrorisme d'Etat". Ils ont donc condamné avec véhémence la politique de déstabilisation et les actes de terrorisme d'Etat exercés par le régime raciste de Pretoria à l'encontre des Etats de première ligne et des autres Etats indépendants voisins, actes qui menacent non seulement la paix et la sécurité dans la région mais aussi la paix et la sécurité internationales. A ce propos, ils ont appelé la communauté internationale à faire pression sur le régime raciste de Pretoria pour qu'il mette immédiatement un terme à ses actes de terrorisme d'Etat et de déstabilisation contre les Etats indépendants voisins.

75. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné le régime raciste de Pretoria pour le maintien de son occupation militaire dans certaines parties du territoire de la République populaire d'Angola et ont exigé le retrait immédiat, total et inconditionnel des troupes sud-africaines. Ils ont également condamné le régime raciste de Pretoria pour ses actes répétés d'agression armée à l'encontre de l'Angola, notamment le port commercial de Namib et ont exigé le versement immédiat d'une indemnisation complète et adéquate au Gouvernement de la République populaire d'Angola pour les pertes en vies humaines et les dommages matériels résultant de ces actes d'agression, conformément aux décisions et aux résolutions du Conseil de sécurité sur la question. Ils ont demandé à tous les membres du Mouvement des pays non alignés et à la communauté internationale de fournir un appui matériel accru au Gouvernement de la République populaire d'Angola afin de lui permettre de consolider son indépendance nationale et de sauvegarder sa souveraineté et son intégrité territoriale.

76. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que l'occupation du sud de l'Angola par le régime raciste de Pretoria a été pour une large part facilitée par la politique du Gouvernement des Etats-Unis dans la région, notamment son soutien aux bandits criminels armés de l'UNITA et sa politique d'"engagement constructif" et de "couplage" ("linkage").

77. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé que la Conférence ministérielle des pays non alignés qui s'est tenue à Luanda du 4 au 8 septembre 1985 a condamné l'abrogation de l'amendement Clark par le Congrès des Etats-Unis. Ils ont appuyé la Déclaration adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa vingt-deuxième session ordinaire en juillet 1986, relative à l'ingérence du Gouvernement des Etats-Unis dans les affaires intérieures de la République populaire d'Angola [voir A/41/654, annexe II, AHG/Decl.1 (XXII)]; selon laquelle, entre autres :

"a) L'annonce faite, en 1986, par le Gouvernement des Etats-Unis selon laquelle des missiles 'Stinger' de fabrication américaine seraient livrés aux bandits angolais et la livraison effective de ces missiles constitue un affront et un défi à l'Organisation de l'unité africaine ainsi qu'un acte vil de guerre non déclarée commis par le Gouvernement des Etats-Unis contre la République populaire d'Angola souveraine;

b) L'aide financière et militaire que l'actuel Gouvernement des Etats-Unis apporte aux bandits en Angola constitue une violation grave à la Déclaration de 1970 des Nations Unies sur les relations amicales entre les Etats, ainsi qu'une violation des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies;

c) L'ingérence délibérée et ouverte du Gouvernement des Etats-Unis dans les affaires intérieures de la République populaire d'Angola constitue un acte hostile à l'égard de l'Organisation de l'unité africaine."

78. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont donc fermement condamné le Gouvernement des Etats-Unis pour son mépris flagrant des appels solennels de l'OUA et du Mouvement des pays non alignés et pour l'appui qu'il ne cesse de fournir au terrorisme en Afrique australe en apportant une aide matérielle aux bandits criminels de l'UNITA qui sont employés par le régime de Pretoria pour déstabiliser la République populaire d'Angola. Ils ont notamment été choqués que le Gouvernement des Etats-Unis ait reçu officiellement Jonas Savimbi, chef des bandits criminels de l'UNITA, et lui ait fourni une aide accrue, y compris des missiles Stinger et autres armes meurtrières. Ces actes du Gouvernement des Etats-Unis non seulement constituent une ingérence flagrante et injustifiée dans les affaires intérieures d'Angola, en violation des principes reconnus du droit international applicables à la conduite des relations entre Etats, mais aussi un acte d'agression contre l'OUA et le Mouvement des pays non alignés dans son ensemble, en faisant fi des appels lancés par l'OUA et le Mouvement. En s'ingérant de façon flagrante dans les affaires intérieures de l'Angola et en aidant ouvertement le régime raciste de Pretoria à maintenir l'apartheid à l'intérieur du pays et à appuyer des bandits en dehors, le Gouvernement des Etats-Unis est devenu un obstacle à éliminer plus qu'un médiateur et un honnête courtier dans le processus de négociations conduisant à une mise en oeuvre rapide de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

79. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rendu hommage au Gouvernement de la République populaire d'Angola pour la volonté politique et la souplesse diplomatique dont il fait preuve dans la recherche d'une solution pacifique et négociée aux problèmes de l'Afrique australe, essentiellement sous forme de présentation, le 17 novembre 1984, d'un plan de négociations globales à M. Javier Pérez de Cuéllar, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Ils ont accueilli avec satisfaction et appuyé sans réserve cette initiative du Gouvernement angolais, qui constitue une base équitable pour le rétablissement de la paix et de la sécurité internationale dans la région.

80. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont félicité le Gouvernement de la République populaire d'Angola pour ses efforts, conformes au communiqué de Lusaka du 16 février 1984 et au Plan de négociations globales exposé dans le document

A/39/688-S/16838 du 26 novembre 1984 de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité de l'ONU et visant à instaurer un climat de coexistence pacifique et de compréhension favorable à la recherche d'une paix juste et durable en Afrique australe. La volonté politique dont a fait preuve le Gouvernement de la République populaire d'Angola ainsi que sa souplesse diplomatique dans la recherche de solutions viables, équitables et durables aux problèmes de l'Afrique australe ont nettement contrasté avec la pugnacité, la duplicité et l'irresponsabilité dont a fait montre le régime raciste de Pretoria dans son approche des problèmes de la région. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont salué l'attitude constructive du Gouvernement angolais et ont fermement condamné le régime raciste de Pretoria pour son intransigeance et sa mauvaise foi.

81. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur profonde préoccupation devant la stratégie de déstabilisation politique, économique, sociale et militaire appliquée par l'Afrique du Sud raciste contre la République populaire du Mozambique. A ce sujet, ils ont fermement condamné à nouveau le recrutement, la formation, l'armement, le transport et l'infiltration de bandits armés en territoire mozambicain auxquels l'Afrique du Sud continue de procéder pour assassiner la population sans défense et causer des destructions massives à l'infrastructure économique et sociale de ce pays. Ils ont fermement rejeté cette politique de terrorisme d'Etat, d'intimidation, de chantage, de blocus économique ainsi que l'utilisation systématique de bandits armés, contrairement aux normes les plus élémentaires du droit international.

82. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur total soutien au peuple et au Gouvernement mozambicains ainsi qu'à la préservation de la paix, de l'indépendance et de la souveraineté nationale de ce pays. Ils ont demandé à tous les pays membres du Mouvement des pays non alignés et à la communauté internationale tout entière d'accorder une aide diplomatique, politique, financière et matérielle au Mozambique pour lui permettre de renforcer sa défense et pour poursuivre sa reconstruction nationale.

83. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné l'Afrique du Sud pour ses activités continuelles de déstabilisation, notamment les attaques armées contre la République du Botswana et le Royaume du Lesotho, qui constituent une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ces pays. Ils ont exigé que cessent immédiatement les actes d'agression commis contre ces pays et que soient appliquées intégralement par le régime raciste de Pretoria les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU en la matière, y compris une indemnisation intégrale et appropriée pour les atteintes aux vies humaines et les dommages matériels causés par ces actes d'agression.

84. Ils ont condamné dans les termes les plus vigoureux les attaques lancées récemment par le régime raciste de Pretoria contre les Républiques du Botswana, de Zambie et du Zimbabwe et ont souligné que, par ces actes éhontés d'agression, le régime de Pretoria à élargir le conflit en Afrique australe, menaçant gravement la paix et la sécurité dans la région comme la paix et la sécurité internationales. Ils ont appelé l'attention de la communauté internationale sur cette dangereuse escalade du conflit en Afrique australe et sur l'arrogance accrue du régime raciste de Pretoria, au mépris du droit international et de la pratique des nations

civilisées. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont dits convaincus qu'en vue d'éviter une nouvelle escalade du conflit avec les désastreuses conséquences qu'elle entraînerait pour toute la région et pour la paix et la sécurité internationales, il était indispensable que la communauté internationale impose immédiatement des sanctions globales obligatoires contre le régime raciste de Pretoria et ils ont instamment demandé au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies de s'employer à adopter et à imposer sans délai de telles sanctions en application du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

85. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé le droit des Etats de première ligne et autres Etats indépendants voisins de l'Afrique du Sud de donner asile aux victimes de l'apartheid, du pouvoir minoritaire et de l'occupation étrangère, conformément à leurs obligations internationales et à leurs principes humanitaires. Ils ont lancé un appel à tous les membres du Mouvement des pays non alignés et à la communauté internationale dans son ensemble pour qu'ils apportent aux Etats de première ligne et autres Etats indépendants voisins de l'Afrique du Sud une assistance diplomatique, politique, financière et matérielle en vue de mettre ces pays mieux à même de remplir ces obligations et de renforcer leurs moyens de défense.

86. Dans ce contexte, ils ont demandé aux Etats membres du Mouvement des pays non alignés d'entreprendre sérieusement la constitution de stocks de secours destinés à être utilisés comme il convient afin de soutenir les Etats de première ligne et autres Etats d'Afrique australe et de les aider à résister aux représailles du régime raciste d'Afrique du Sud provoquées par l'imposition de sanctions par la communauté internationale.

87. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur solidarité avec les objectifs qui sont à la base de la création de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) qui traduit le besoin ressenti par les Etats de première ligne et autres Etats indépendants d'Afrique australe de réduire leur dépendance économique vis-à-vis de l'Afrique du Sud et d'assurer leur croissance économique et leur autonomie collective et constitue l'instrument essentiel pour atteindre ces objectifs. Ils ont réaffirmé leur appui aux objectifs de la SADCC et ont pris note avec satisfaction des mesures importantes que cet organisme a prises au cours des six dernières années en lançant des programmes dans les secteurs économiques clefs en vue d'assurer la croissance économique, de réaliser l'autonomie collective et de réduire la dépendance économique des pays concernés vis-à-vis de l'Afrique du Sud dont la puissance économique et militaire est systématiquement utilisée pour déstabiliser ses voisins indépendants et paralyser leurs efforts de développement national.

Namibie

88. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont vigoureusement condamné le régime raciste sud-africain pour la poursuite de son occupation illégale, coloniale et brutale de la Namibie, en violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies, de l'Organisation de l'unité africaine, du Mouvement des pays non alignés et autres instances internationales.

Ils ont déclaré que la poursuite de l'occupation illégale de la Namibie constituait un acte d'agression contre le peuple namibien, au mépris de nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies, en particulier de la résolution 3314 (XXIX), en date du 14 décembre 1974, de l'Assemblée générale des Nations Unies.

89. Ils ont souligné la légitimité de la lutte du peuple namibien pour l'autodétermination par tous les moyens possibles, y compris la lutte armée, et ont réaffirmé leur appui sans faille au combat juste et héroïque du peuple de Namibie, sous la conduite de son seul représentant authentique et légitime, la South West Africa People's Organization (SWAPO). A cet égard, ils ont félicité la SWAPO de la manière remarquable dont elle a conduit le peuple namibien depuis sa fondation, de l'esprit constructif dans lequel elle a réagi aux initiatives diplomatiques et de la coopération qu'elle a apportée aux Nations Unies dans la recherche d'une solution juste, pacifique et négociée à la question namibienne. Cette attitude positive contraste fortement avec l'intransigeance, la duplicité et la mauvaise foi dont fait preuve le régime raciste de Pretoria.

90. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur appui aux efforts déployés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le règlement de la question namibienne et lui ont instamment demandé de commencer à mettre en oeuvre, sans délai, la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

91. Ils ont condamné les activités des intérêts économiques étrangers qui font obstacle à l'application à la Namibie de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale) et ont souligné l'incompatibilité de ces activités avec les résolutions pertinentes de l'ONU, l'Avis consultatif de 1971 de la Cour internationale de Justice et le décret No 1 pour la protection des ressources naturelles de la Namibie, adopté en 1974 par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

92. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont instamment invité tous les Etats à s'abstenir d'accorder à l'Afrique du Sud quelque forme que ce soit d'assistance qui puisse encourager ce pays à poursuivre sans relâche sa politique de terrorisme d'Etat et ses actes systématiques d'agression et de déstabilisation contre les pays indépendants voisins et à prolonger son occupation illégale de la Namibie. En particulier, ils ont demandé à tous les Etats de mettre immédiatement un terme à toutes leurs relations politiques, économiques, diplomatiques, militaires, nucléaires, culturelles, sportives et autres avec le régime raciste de Pretoria, conformément à la résolution 283 (1970) du Conseil de sécurité, de manière à hâter la fin de l'occupation coloniale illégale de la Namibie.

93. Ils ont aussi énergiquement condamné le régime raciste de l'Afrique du Sud pour sa militarisation massive de la Namibie et son utilisation éhontée de ce territoire comme base pour la perpétration d'actes de terrorisme d'Etat, notamment de subversion, d'agression et de déstabilisation contre les Etats indépendants voisins, particulièrement l'Angola.

94. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que le droit du peuple namibien à l'indépendance ne devait pas être un enjeu dans la confrontation Est-Ouest et ils ont rejeté catégoriquement toutes les machinations visant à détourner l'attention du problème crucial, qui est la réalisation des aspirations du peuple namibien à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance nationale.

95. Ils ont approuvé la Déclaration et le Programme d'action adoptés sur la question de la Namibie par la Réunion ministérielle extraordinaire du Bureau de coordination des pays non alignés, tenue à New Delhi (Inde) du 19 au 21 avril 1985.

96. Ils ont pris note avec satisfaction du Document final adopté par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie à sa réunion plénière extraordinaire à Vienne en juin 1985 qu'ils ont appuyé sans réserve, et ils ont réaffirmé leur ferme soutien au Conseil des Nations Unies pour la Namibie dans son rôle d'autorité administrante légale de la Namibie jusqu'à l'indépendance.

97. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exigé une fois de plus que tous les prisonniers politiques namubiens détenus dans les prisons racistes soient libérés immédiatement et sans conditions et que les combattants de la liberté capturés bénéficient du statut de prisonnier de guerre en application de la Convention de Genève et des dispositions de l'article 44 du Protocole additionnel à ladite convention.

98. Considérant l'intransigeance du régime raciste sud-africain en ce qui concerne l'application du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie et rappelant l'appel urgent lancé par le Comité de coordination pour la libération de l'Afrique à sa quarante et unième session tenue en février 1984, en vue d'un accroissement de l'assistance matérielle aux mouvements de libération nationale, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont instamment demandé à la communauté internationale d'apporter un soutien politique, diplomatique, militaire, financier et matériel accru à l'héroïque lutte armée menée légitimement par le peuple namibien sous la conduite de la SWAPO, son seul représentant authentique et légitime.

99. Ils ont aussi invité les Etats Membres, en particulier ceux qui ne l'ont pas encore fait, à contribuer au Fonds de solidarité pour la Namibie en vue de renforcer la capacité de la SWAPO à mener la lutte de libération nationale.

100. A l'occasion du vingtième anniversaire du début de la lutte armée engagée par la SWAPO, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont félicité la SWAPO et en particulier son aide militaire, l'Armée populaire de libération de la Namibie (PLAN), pour les succès remportés sur le champ de bataille contre le régime raciste sud-africain et ses troupes d'occupation en Namibie.

101. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, reconnaissant l'efficacité de la directive de la SWAPO déclarant l'année 1986 "Année de mobilisation générale et d'action décisive pour la victoire finale", ont accueilli avec satisfaction la mobilisation accrue du peuple namibien et l'intensification de la lutte armée dont

témoignent les récents rassemblements et manifestations de masse et les grèves, ainsi que les succès remportés en abattant les avions et hélicoptères de combat du régime raciste sud-africain et les attaques armées menées contre les bases militaires situées en Namibie.

102. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités de la convocation à Bruxelles, à l'initiative d'organisations non gouvernementales, de la deuxième Conférence internationale sur la Namibie, du 5 au 7 mai 1986. Ils ont noté avec satisfaction que la Conférence constituait un instrument utile pour sensibiliser l'opinion internationale, particulièrement dans les pays occidentaux, aux problèmes posés par le maintien de l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud raciste.

103. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont accueilli favorablement la réunion à Vienne, du 7 au 11 juillet 1986, d'une Conférence internationale pour l'indépendance de la Namibie. Ils ont exprimé leur adhésion totale à la Déclaration et au Programme d'action adoptés par la Conférence. En particulier, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté avec satisfaction que la Conférence avait engagé vivement tous les Etats à s'abstenir de prêter à l'Afrique du Sud une assistance quelconque qui pourrait encourager sa politique de terrorisme d'Etat et ses actes systématiques d'agression et de déstabilisation à l'encontre des pays voisins indépendants, a invité le Conseil de sécurité à adopter et à imposer immédiatement des sanctions globales obligatoires contre l'Afrique du Sud, au titre du Chapitre VII de la Charte, et a demandé aux Etats-Unis d'Amérique ainsi qu'au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui sont membres permanents du Conseil de sécurité et qui, à ce titre, l'ont jusqu'à présent empêché d'agir efficacement, de revoir leur position compte tenu de la situation grave en Afrique australe et de l'accumulation, depuis 20 ans, de faits qui appellent irréfutablement des sanctions globales obligatoires comme moyen pacifique le plus efficace de contraindre l'Afrique du Sud à mettre fin à son occupation illégale de la Namibie.

104. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités de l'appel lancé par le groupe de personnalités éminentes à la Conférence internationale pour l'indépendance immédiate de la Namibie, afin que des sanctions globales soient prises contre l'Afrique du Sud raciste et qu'une aide soit apportée aux Etats de première ligne et, en particulier, ils ont approuvé l'analyse du groupe de personnalités éminentes selon laquelle ceux qui refusent d'imposer des sanctions économiques globales contre l'Afrique du Sud raciste se font complices de ce pays dans le défi qu'il lance à l'Organisation des Nations Unies, sa politique d'agression et de répression en Namibie et son mépris total des droits fondamentaux de la personne humaine.

105. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé le droit inaliénable du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance sur l'intégralité de son territoire, y compris Walvis Bay, les îles Penguin et toutes les autres îles côtières, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. A cet égard, ils ont prié instamment le Conseil de sécurité, conformément à la demande de la Conférence internationale pour l'indépendance immédiate de la Namibie, tenue à Vienne du 7 au 11 juillet 1986, de réaffirmer

solennellement que Walvis bay et les îles côtières font partie intégrante de la Namibie et ne doivent pas faire l'objet de négociations entre l'Afrique du Sud et une Namibie indépendante.

106. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont sévèrement condamné le régime raciste sud-africain pour son intransigeance, qui constitue le principal obstacle à l'application du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Ils se sont indignés de la proposition faite par le régime raciste, le 1er août 1986, de commencer à appliquer le plan, simple geste de propagande puisqu'elle est liée à la question extrinsèque du retrait des forces internationalistes cubaines de la République populaire d'Angola, qu'ils ont totalement rejeté comme étant incompatible avec la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Ils ont fermement condamné toute manoeuvre obstructionniste de ce type visant à prolonger l'occupation illégale et coloniale de la Namibie par l'Afrique du Sud et ont réaffirmé leur soutien et leur appui total au plan des Nations Unies. Dans ce contexte, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont approuvé l'appel lancé par la récente Conférence internationale pour l'indépendance immédiate de la Namibie, afin que tous les Etats s'opposent résolument, dans toutes les tribunes possibles, aux tentatives persistantes, universellement et catégoriquement rejetées du Gouvernement des Etats-Unis et de l'Afrique du Sud raciste pour lier l'application du plan des Nations Unies à des questions sans rapport et extrinsèques, telles que la présence de troupes cubaines en Angola.

107. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné sévèrement le régime raciste de Pretoria pour avoir mis en place en Namibie un prétendu gouvernement provisoire, en violation de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, et ils ont réaffirmé leur soutien inconditionnel à la résolution 566 (1985) du Conseil de sécurité, en date du 19 juin 1985, qui a déclaré cette action non seulement illégale, mais encore nulle et non avenue. Ils ont vivement engagé tous les Etats à ne reconnaître en aucune façon l'acte illégal commis par le régime raciste d'Afrique du Sud ou un quelconque représentant ou organe du régime fantoche qu'il prétend avoir mis en place. Ils ont approuvé l'appel lancé par la Conférence internationale pour l'indépendance immédiate de la Namibie qui a réclamé la fermeture immédiate des prétendus bureaux d'information sur la Namibie, créés par le régime raciste dans la capitale de certains pays occidentaux pour légitimer ses institutions fantoches en Namibie.

108. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont aussi accueilli favorablement la décision de réunir une session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la Namibie en 1986, pendant la première semaine de sa quarante et unième session ordinaire. Ils ont décidé de déléguer, pour participer au débat de la session extraordinaire afin d'assurer son succès, des ministres des affaires étrangères des Etats membres du Mouvement des pays non alignés dont les noms suivent : Argentine, Chypre, Congo, Egypte, Ghana, Inde, Jamaïque, Nicaragua, République-Unie de Tanzanie, Sao tomé-et-Principe, Sri Lanka, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie et Zimbabwe ex officio. A cet égard, ils ont insisté auprès de tous les Etats, en particulier des Etats occidentaux, pour qu'ils contribuent au succès de la session extraordinaire en s'abstenant d'aborder des questions extrinsèques qui empêcheraient d'appliquer la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité concernant l'indépendance de la Namibie.

Afrique du Sud

109. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur vive inquiétude devant l'aggravation rapide de la situation en Afrique du Sud qui, par le nombre de victimes innocentes qu'elle fait quotidiennement, atteint les proportions d'un génocide. A ce sujet, ils ont été scandalisés de l'intransigeance que le régime raciste de Pretoria ne cesse d'opposer aux appels internationaux à une élimination négociée du fléau de l'apartheid, et ont souligné que la duplicité, la mauvaise foi et l'arrogance du régime raciste ont conduit l'Afrique du Sud au bord d'une explosion raciale qui menace de secouer toute la sous-région.

110. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont vivement condamné le régime raciste d'Afrique du Sud pour sa politique et sa pratique odieuse d'apartheid, qui est à l'origine de la violence et de l'instabilité en Afrique australe. Ils ont en outre réprouvé la politique de bantoustanisisation mise en oeuvre par le régime raciste de Pretoria, qui ne fait que perpétuer la situation coloniale existant en Afrique du Sud.

111. Seules l'élimination complète du système abominable et criminel d'apartheid et l'instauration d'une société non raciale et démocratique dans une Afrique du Sud unitaire constitueraient une base solide en vue d'une solution juste, durable et universellement acceptable du problème. Aussi les chefs d'Etat ou de gouvernement ont-ils invité la communauté internationale à prendre des mesures concrètes et efficaces pour contraindre le régime raciste sud-africain à renoncer immédiatement à sa politique répréhensible d'apartheid.

112. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réitéré leur appel pour la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers et détenus politiques, notamment de Nelson Mandela et de Zephania Mothopeng, la levée de l'interdiction frappant l'African National Congress of South Africa (ANC), le Pan Africanist Congress of Azania (PAC) et tous les autres partis politiques, l'abrogation de l'Internal Security Act et de toutes les autres mesures iniques, le retrait des troupes racistes des townships et le libre retour de tous les exilés politiques et combattants de la liberté, afin que s'instaure ainsi un climat propice à l'ouverture d'un dialogue constructif entre le régime d'une part et les dirigeants authentiques du peuple opprimé de l'autre, permettant ainsi d'établir une base démocratique pour administrer le pays.

113. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur solidarité avec le peuple opprimé d'Afrique du Sud et leur soutien à celui-ci dans sa lutte légitime pour l'autodétermination, la liberté et la justice. Ils ont vigoureusement condamné le régime raciste de Pretoria pour ses actes d'oppression, de répression et de discrimination contre la majorité écrasante de la population et les arrestations, les emprisonnements et les détentions arbitraires auxquels il soumet tous ceux qui se dressent contre sa politique et ses pratiques odieuses et injustifiables d'apartheid.

114. Convaincus que l'apartheid ne peut être réformé mais doit être totalement aboli et remplacé par une société démocratique non raciale fondée sur le suffrage universel, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rejeté catégoriquement les

manoeuvres du régime raciste de Pretoria telles que la prétendue "natal option" dont l'objectif était de leurrer la communauté internationale et de faire échouer la lutte pour la libération afin de prolonger l'oppression de la majorité privée du droit de vote.

115. Ils ont salué le peuple héroïque d'Afrique du Sud qui a intensifié sa lutte armée et ont prié instamment tous les Etats de ne pas se contenter d'exprimer leur appui mais bien de fournir une assistance effective aux mouvements de libération reconnus par l'Organisation de l'unité africaine. A cet égard, ils ont demandé un accroissement de l'appui moral, politique et matériel à l'ANC et au PAC dans leur combat légitime et en vue d'une plus grande mobilisation politique des masses à l'intérieur du pays.

116. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont affirmé que la militarisation croissante du régime raciste sud-africain, en particulier dans le domaine nucléaire, n'aurait pas eu lieu sans la connivence et l'appui tacite de certains pays occidentaux et d'Israël. Ils se sont indignés que certains de ces pays aient violé l'embargo sur les armements imposé contre le régime raciste d'Afrique du Sud par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, principal organe de maintien de la paix et de la sécurité internationales dont ils sont membres permanents. Ils ont également été outrés que ces mêmes Etats accordent au régime raciste une capacité nucléaire, violant ainsi le paragraphe 12 de la Déclaration du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la première session extraordinaire consacrée au désarmement (1978), qui mettait en garde contre le danger que représente la possession d'armements nucléaires par des régimes racistes et, en outre, que ces Etats contrecarrent les efforts déployés par le Comité du désarmement dans l'exécution de son mandat, à savoir présenter des recommandations à l'Assemblée générale sur la manière d'empêcher le régime raciste d'Afrique du Sud de disposer d'une capacité nucléaire. Ils ont souligné que ces attitudes renforçaient l'arrogance et l'intransigeance du régime raciste, empêchaient le peuple maltraité et opprimé d'Afrique du Sud d'accéder à la liberté et aggravaient la menace à la paix et à la sécurité dans cette région et dans le monde entier que représente le régime de Pretoria.

117. Ils ont pour ces raisons énergiquement condamné la poursuite de la collaboration militaire et nucléaire entre le régime raciste d'Afrique du Sud et certains Etats membres de l'OTAN et Israël et exhorté tous les Etats et organisations internationales à rompre de telles relations avec le régime criminel et abominable d'apartheid. Ils ont demandé aux principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud - Europe occidentale, Etats-Unis d'Amérique et Japon - de ne pas entraver la lutte que le peuple opprimé d'Afrique du Sud mène pour sa liberté et de favoriser l'apparition d'un changement et d'une démocratie véritables en Afrique du Sud.

118. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont vivement condamné la coopération accrue entre les régimes racistes d'Afrique du Sud et d'Israël. Ils ont pris note des similitudes existant entre les mesures répressives prises par ces deux régimes à l'encontre des peuples d'Afrique du Sud, de Namibie, de Palestine, du Sud-Liban et des territoires arabes occupés par Israël, telles que la politique de la main de fer et l'abus du droit de poursuite. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont

invité tous les pays à s'abstenir de coopérer avec les régimes de Pretoria et de Tel-Aviv dans le domaine nucléaire, une telle coopération constituant une menace pour la paix et la sécurité internationales. Ils ont également rappelé les résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarantième session, qui a condamné une nouvelle fois la coopération nucléaire entre Israël et l'Afrique du Sud et a souligné les conséquences graves qu'avait pour la paix et la sécurité internationales la collaboration d'Israël avec l'Afrique du Sud pour la mise au point d'armes nucléaires et de leurs vecteurs.

119. Notant qu'en dépit de la brutalité croissante du régime raciste de Pretoria et de l'intensification de la terreur, les héroïques combattants de la liberté sud-africains ont résolument poursuivi la lutte pour la justice et la liberté dans leur pays, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rendu hommage au courage et à la fermeté du peuple sud-africain et exprimé leur soutien à l'intensification de la campagne d'action populaire visant à éliminer la politique d'apartheid en la rendant inopérante et en faisant de l'Afrique du Sud un pays ingouvernable.

120. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur soutien total au boycottage général par le peuple opprimé d'Afrique du Sud des produits de consommation pour forcer les troupes racistes à se retirer des "townships", et ont accueilli chaleureusement l'appel du peuple sud-africain en faveur de sanctions globales obligatoires contre le régime raciste de Pretoria.

121. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont également félicités de la prise de conscience et du développement des mouvements anti-apartheid en Europe occidentale, en Amérique du Nord et dans le Pacifique sud, et ils ont noté avec satisfaction que plusieurs gouvernements de ces régions ont imposé des sanctions sélectives contre l'Afrique du Sud.

122. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités de la tenue en France, à Paris, du 16 au 20 juin 1986, de la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste et en ont soutenu les conclusions, à savoir que les gouvernements et les peuples du monde s'accordent pour affirmer que l'application de sanctions globales obligatoires représente le moyen pacifique le mieux approprié et le plus efficace dont dispose la communauté internationale pour éliminer l'apartheid, libérer la Namibie et maintenir la paix en Afrique australe; ils ont également appuyé le programme général d'action proposé, dont des sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud, aux termes du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, représentent l'élément principal, et qui devrait également inclure les mesures supplémentaires qu'adopteraient les gouvernements et les peuples afin d'isoler le régime raciste, ainsi que toute assistance requise par ceux qui luttent pour la liberté et la paix en Afrique australe.

123. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé qu'en 1981, la Conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud avait adopté une série de recommandations proposant des mesures internationales pour écarter la menace grandissante que le régime raciste de Pretoria fait peser sur la paix en Afrique australe mais que depuis lors, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies n'avait pu appliquer ces recommandations en raison du veto opposé par le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique. Ils ont exigé que le Royaume-Uni et

les Etats-Unis cessent de collaborer avec le régime raciste de Pretoria en empêchant le Conseil de sécurité de remplir son rôle d'organe principal chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et ce, en abusant de leur droit de veto, allant ainsi à l'encontre de la volonté de l'immense majorité des Etats et des peuples du monde.

124. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé d'envoyer les ministres des affaires étrangères du Mouvement des pays non alignés suivants dans les principaux pays industrialisés, notamment le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, le Japon et les Etats-Unis d'Amérique, avec pour mandat de convaincre ceux-ci d'imposer des sanctions globales obligatoires contre l'Afrique du Sud : Algérie, Argentine, Congo, Inde, Nigéria, Pérou, Yougoslavie et Zimbabwe, ex officio.

125. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec satisfaction que lors du sommet qui a réuni à Londres en août 1986 les dirigeants de sept pays du Commonwealth, six pays, dont trois appartenant au Mouvement des pays non alignés, sont convenus de prendre, ou ont déjà pris, un certain nombre de mesures économiques contre l'Afrique du Sud. Ils ont également pris note du rôle considérable que le rapport du Groupe des personnes éminentes constitué par les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays du Commonwealth lors de la réunion qu'ils ont tenue à Nassau en octobre 1985 a joué pour activer, au plan mondial, un débat sérieux sur la situation intolérable en Afrique du Sud.

126. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur satisfaction à la suite de la conclusion récente de la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports et ont félicité pour ses efforts le Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports. Ils ont invité les Etats membres du Mouvement des pays non alignés qui ne l'ont pas encore fait à signer et à ratifier dès que possible la Convention internationale afin qu'elle soit mise en vigueur dans les meilleurs délais.

VII. SAHARA OCCIDENTAL*

127. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur profonde inquiétude face à la poursuite du conflit au Sahara occidental. Selon eux, la situation qui prévaut dans ce territoire constitue une menace sérieuse pour la paix, la sécurité et la stabilité de toute la région. Ils ont réaffirmé que la question du Sahara occidental était un problème de décolonisation et ne pourrait trouver de solution que si le peuple du Sahara occidental exerçait son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

128. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur conviction que la solution de la question du Sahara occidental résidait dans l'application de la résolution AHG/104 adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa dix-neuvième session et de la résolution 40/50 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 2 décembre 1985, qui ont défini les divers moyens qui permettront de parvenir à une solution juste et durable du conflit au Sahara occidental.

* Réserves : Maroc.

129. Ils ont déploré que tous les efforts déployés pour parvenir à un règlement pacifique du conflit au Sahara occidental n'aient pas été couronnés de succès et ont instamment prié les parties en cause, à savoir le Royaume du Maroc et le Front Polisario, d'engager des négociations directes en vue d'arriver à un cessez-le-feu et de créer les conditions favorables à l'organisation d'un référendum juste et pacifique, sans pression administrative ou militaire, effectué sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation des Nations Unies.

130. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec satisfaction les efforts déployés par le Président de l'OUA et le Secrétaire général de l'ONU pour encourager la mise en oeuvre de ces résolutions et ils les ont exhortés à poursuivre leurs efforts afin de parvenir à une solution juste et durable du problème du Sahara occidental.

131. Notant avec satisfaction qu'un processus conjoint de médiation a été engagé par le Président de l'OUA et le Secrétaire général de l'ONU le 9 avril 1986 à New York, en vue de mettre en oeuvre les résolutions susmentionnées, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exhorté le Maroc et le Front Polisario à faire preuve de la volonté politique qui permettra d'appliquer ces résolutions.

VIII. MAYOTTE

132. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que l'île comorienne de Mayotte, qui demeure sous occupation française, fait partie intégrante du territoire souverain de la République fédérale islamique des Comores. Ils ont déploré que le Gouvernement français, en dépit de ses promesses répétées, n'ait jusqu'à présent pris aucune mesure ni aucune initiative permettant de parvenir à une solution acceptable du problème de l'île comorienne de Mayotte.

133. Ils ont pris note de la reprise du dialogue avec les autorités françaises en vue d'amener la France à restituer rapidement l'île comorienne de Mayotte à la République fédérale islamique des Comores conformément à la résolution CM/PLEN/RES.1 (XLIV) de l'OUA.

134. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur solidarité agissante avec le peuple comorien dans ses efforts légitimes pour recouvrer l'île comorienne de Mayotte et préserver l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale des Comores.

135. Ils ont fait appel au Gouvernement français pour qu'il respecte la juste revendication de la République fédérale islamique des Comores concernant l'île comorienne de Mayotte, comme il s'y est engagé à la veille de l'indépendance de l'archipel, et ils ont catégoriquement rejeté toute nouvelle forme de consultation que pourrait organiser la France sur le territoire comorien de Mayotte à propos du statut juridique international de l'île, étant donné que le référendum sur l'autodétermination du 22 décembre 1974 demeure la seule consultation valide applicable à l'ensemble de l'archipel.

IX. LES ILES MALGACHES

136. S'agissant des îles malgaches - Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India - les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé la nécessité impérieuse de préserver l'unité et l'intégrité territoriale de la République démocratique de Madagascar. A cet égard, ils ont instamment demandé à toutes les parties concernées d'entreprendre immédiatement des négociations conformément aux résolutions et décisions pertinentes des Nations Unies, du Mouvement des pays non alignés et de l'Organisation de l'unité africaine, en particulier la résolution 34/91 de l'Assemblée générale des Nations Unies et la résolution 784 de la trente-cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation de l'unité africaine.

X. SOUVERAINETE DE MAURICE SUR L'ARCHIPEL DE CHAGOS,
Y COMPRIS DIEGO GARCIA

137. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur soutien total à la souveraineté de Maurice sur l'archipel de Chagos, y compris Diego Garcia qui, en 1965, a été détaché du territoire de Maurice par l'ancienne puissance coloniale en violation des dispositions des résolutions 1514 (XV) et 2066 (XX) de l'Assemblée générale des Nations Unies. L'établissement et le renforcement de la base militaire de Diego Garcia ont compromis la souveraineté, l'intégrité territoriale et le développement pacifique de Maurice et d'autres Etats. Ils ont demandé la restitution sans tarder de Diego Garcia à Maurice.

XI. TCHAD

138. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé les précédentes décisions du Mouvement des pays non alignés et celles de l'Organisation de l'unité africaine touchant à la question du Tchad. Ils ont exprimé leur plein appui aux tentatives de l'Organisation de l'unité africaine et aux efforts de certains pays pour réaliser la réconciliation nationale et instaurer une paix durable dans le respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Tchad sans ingérence étrangère. Ils ont exhorté la communauté internationale à contribuer à la reconstruction nationale du Tchad.

XII. ASIE DU SUD-EST

139. Faisant le point de la situation en Asie du Sud-Est, les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont montrés fort préoccupés par les conflits continus et les tensions qui agitent cette région, en particulier du fait que de nombreux Etats en cause sont membres du Mouvement des pays non alignés. Ils ont réaffirmé leur appui aux principes de la non-ingérence dans les affaires d'Etats souverains et de l'inadmissibilité de l'usage de la force contre les Etats souverains. Ils ont mis en garde contre le danger réel d'une propagation des tensions existant au Kampuchea et alentour. Ils ont exprimé la conviction qu'il fallait d'urgence trouver un moyen de renverser la tendance par une solution politique globale prévoyant le retrait de toutes les forces étrangères, ce qui garantirait le plein respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de tous les Etats de la région, y compris le Kampuchea.

140. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé le droit du peuple kampuchéen de déterminer son propre destin sans ingérence, subversion ni coercition étrangères et ils ont exprimé l'espoir qu'un processus de négociation et la compréhension mutuelle permettront de créer un climat favorable à l'exercice de ce droit. Ils sont également convenus que les problèmes humanitaires résultant des conflits qui troublent cette région appellent des mesures d'urgence exigeant la coopération active de toutes les parties concernées. Ils ont instamment prié tous les Etats de la région d'engager un dialogue conduisant au règlement de leurs différends et à l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables dans la région, ainsi qu'à l'élimination d'ingérences ou de menaces d'intervention de puissances extérieures. Dans ce contexte, ils ont pris note en les approuvant des efforts déployés en vue de créer dans les meilleurs délais une zone de paix, de liberté et de neutralité dans la région et ils ont demandé à tous les Etats d'apporter leur plein appui à ces efforts.

XIII. COREE

141. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec inquiétude que, en dépit des aspirations du peuple coréen à la réunification pacifique de sa patrie, la Corée reste divisée, ce qui constitue une menace potentielle pour la paix.

142. Ils se sont félicités de l'attitude du peuple coréen qui oeuvre pour la réunification pacifique de sa patrie et s'efforce d'atteindre cet objectif sans ingérence étrangère aucune, par le dialogue et la concertation entre le Nord et le Sud, conformément aux trois principes d'indépendance, de réunification pacifique et de grande unité nationale énoncés dans la Déclaration commune Nord-Sud du 4 juillet 1972.

143. Ils ont exprimé l'espoir que le retrait de toutes les troupes étrangères de la région permettra de réaliser le désir de réunification pacifique du peuple coréen.

XIV. ASIE DU SUD-OUEST

144. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note avec une vive inquiétude de la situation en Asie du Sud-Ouest et ont estimé qu'elle pourrait avoir des conséquences sérieuses pour la paix et la stabilité de la région. Ils ont reconnu que cette situation, si elle se poursuit, pose des problèmes sérieux pour la paix et la sécurité internationales. Dans ce contexte, ils se sont particulièrement préoccupés de la situation en Afghanistan. Ils ont renouvelé l'appel urgent lancé à la Conférence des ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à New Delhi en février 1981 en vue d'un règlement politique sur la base du retrait des troupes étrangères et du plein respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et du statut non aligné de l'Afghanistan, ainsi que du strict respect des principes de la non-intervention et de la non-ingérence. Ils ont réaffirmé également le droit des réfugiés afghans de regagner leurs foyers dans la sécurité et dans l'honneur et ont demandé une solution rapide à ce vaste problème humanitaire. A cet effet, ils ont invité instamment toutes les parties intéressées à oeuvrer en faveur d'un règlement qui permette au peuple afghan de décider de son propre destin, sans ingérence extérieure, et aux réfugiés afghans de regagner leurs foyers.

145. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont approuvé les efforts sincères qui ont été déployés dans la recherche d'un règlement politique de la situation en Afghanistan et ont apporté leur soutien aux mesures constructives qui ont été prises à cet égard par le Secrétaire général de l'ONU. Ils ont considéré les discussions menées avec la médiation du Secrétaire général comme un pas dans la bonne direction et ils ont demandé qu'elles se poursuivent en vue de promouvoir un règlement politique rapide du problème, conformément aux idéaux et aux principes du Mouvement des pays non alignés. Ils ont invité tous les Etats à faire preuve de modération pour éviter toute aggravation qui mette en danger la paix et la sécurité de la région et à prendre des mesures propres à créer des conditions favorables à des relations stables et harmonieuses entre les Etats de la région, fondées sur les principes non alignés de la coexistence pacifique, du respect de la souveraineté, de l'indépendance nationale, de l'intégrité territoriale, ainsi que de la non-intervention et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

XV. LE CONFLIT ENTRE L'IRAN ET L'IRAQ

146. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé la validité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales en ce qui concerne le conflit entre la République islamique d'Iran et l'Iraq.

147. Dans ce contexte, ils ont profondément regretté l'ouverture et la poursuite des hostilités entre les deux pays qui sont des membres importants du Mouvement des pays non alignés.

148. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont donc, une fois de plus, lancé un appel à la République islamique d'Iran et à l'Iraq pour qu'ils cessent immédiatement les hostilités afin d'éviter de nouvelles pertes en vies humaines, et d'autres dommages matériels. Ils se sont engagés une fois de plus à ne ménager aucun effort pour faciliter la fin rapide de ce tragique conflit.

XVI. NOUVELLE-CALEDONIE

149. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont reconnu que la région du Pacifique sud comprend un grand nombre des territoires non encore autonomes et ils ont réaffirmé le droit de tous les peuples, quelle que soit l'importance de leur population ou de leur territoire, de décider de leur propre destin, à l'abri de toute ingérence étrangère.

150. Dans ce contexte, les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont prononcés en faveur de l'autodétermination et de l'accession rapide de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance, conformément aux droits et aspirations du peuple autochtone et de manière à garantir les droits et les intérêts de tous ses habitants. A cette fin, ils ont accueilli avec satisfaction et appuyé la décision des membres du Forum du Pacifique sud prise lors de la réunion tenue à Suva (Fidji), du 8 au 11 août 1986, visant à proposer la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes de l'Organisation des Nations Unies.

151. Reconnaissant que la Nouvelle-Calédonie est, selon les pratiques et précédents des Nations Unies, un territoire non autonome, et considérant les

devoirs et les responsabilités de l'Organisation des Nations Unies en vertu de sa Charte ainsi que le rôle positif qu'elle a joué dans le processus de décolonisation, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déclaré que l'inscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes aurait pour effet d'assurer que l'Organisation procède régulièrement à un examen des progrès réalisés vers l'autonomie et l'indépendance du territoire. En conséquence, ils ont instamment prié l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa quarante et unième session, de réinscrire la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes.

152. Les chefs d'Etat ou de gouvernement sont convenus d'oeuvrer de concert en vue de cette réinscription, et d'user de leur influence pour parvenir à une solution juste et durable des problèmes actuels de la Nouvelle-Calédonie. A cet égard, ils ont exhorté la puissance administrante et le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) à renouer le dialogue et à amorcer une évolution rapide et pacifique vers l'indépendance, en tenant dûment compte de la réforme électorale.

XVII. LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

153. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur inquiétude face à la détérioration de la situation au Moyen-Orient due à l'occupation sioniste continue de la Palestine et des autres territoires arabes, ainsi qu'à la politique et aux pratiques d'Israël qu'illustrent ses actes d'agression expansionnistes dans la région, lesquels menacent sérieusement la paix et la sécurité internationales.

154. Ils ont réaffirmé la solidarité agissante du Mouvement des pays non alignés avec les pays arabes victimes de l'agression israélienne, et avec le peuple palestinien dans la juste lutte qu'il mène sous la conduite de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), son seul représentant légitime, pour la restauration des droits nationaux qui lui ont été illégalement retirés et la restitution des territoires occupés.

155. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé l'engagement de leurs gouvernements à soutenir les Etats arabes de première ligne et l'OLP face aux menaces israéliennes et à l'agression sioniste, ainsi que leur lutte pour libérer leurs territoires.

156. Ils ont réaffirmé que la question de la Palestine est au coeur même de la crise du Moyen-Orient et à l'origine du conflit arabo-israélien, que des solutions partielles se limitant à certains aspects du conflit et en méconnaissant d'autres ne peuvent que compliquer et dégrader encore la situation au Moyen-Orient et qu'une paix juste et globale dans la région ne peut se fonder que sur le retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires arabes et palestiniens occupés, y compris Jérusalem, et sur la restauration de tous les droits inaliénables du peuple palestinien, y compris le droit au retour dans sa patrie, le droit à l'autodétermination sans ingérence étrangère et le droit de créer son propre Etat indépendant et souverain sur son territoire national, conformément à la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale des Nations Unies, datée du 22 novembre 1974, et autres résolutions pertinentes.

157. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné tout accord ou traité ayant pour effet de violer ou de transgresser les droits de la nation arabe du peuple palestinien tels qu'ils sont reconnus par le Mouvement des pays non alignés conformément au droit international, à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes, faisant obstacle à la libération de Jérusalem et des territoires arabes et palestiniens occupés et empêchant le peuple palestinien arabe d'exercer ses droits inaliénables, de même qu'ils ont condamné toute solution unilatérale et partielle.

158. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont vivement condamné l'implantation de colonies de peuplement israéliennes dans les territoires arabes et palestiniens occupés, la judaïsation de Jérusalem et sa proclamation comme capitale de l'Etat sioniste; ils ont réaffirmé que toutes les mesures prises par Israël pour modifier les caractéristiques politiques, culturelles, religieuses, démographiques et autres des territoires arabes et palestiniens occupés sont illégales, nulles et non avenues.

159. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé aux Nations Unies de prendre des mesures effectives et d'imposer les sanctions stipulées dans le Chapitre VII de la Charte contre Israël en vue d'imposer un retrait total et immédiat et de mettre fin à l'occupation israélienne de tout le territoire palestinien ainsi que des autres territoires arabes, y compris la ville d'Al Qods (Jérusalem) occupée depuis 1967 par Israël.

160. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que la décision prise par Israël le 14 décembre 1981 d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration sur le territoire arabe syrien des hauteurs du Golan est nulle, non avenue et invalide. Elle est également considérée comme un acte d'agression aux termes de l'Article 39 de la Charte des Nations Unies.

161. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné à nouveau Israël pour sa persistance à occuper les hauteurs du Golan et à ne pas appliquer les résolutions pertinentes des Nations Unies, en violation flagrante des dispositions de la Convention de La Haye de 1907 et de la Convention de Genève de 1949 sur la protection des personnes civiles en temps de guerre.

162. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé au Conseil de sécurité de prendre des mesures effectives, notamment l'imposition à l'encontre d'Israël des sanctions prévues dans le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, en vue d'obtenir le retrait immédiat des forces israéliennes des territoires de la République arabe syrienne. Ils ont renouvelé leur soutien total à la lutte menée par la République arabe syrienne pour libérer ses terres occupées. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont salué le mouvement de révolte contre l'occupation israélienne des habitants arabes syriens des hauteurs du Golan.

163. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné l'"alliance stratégique" conclue entre les Etats-Unis d'Amérique et Israël, soulignant que cette alliance renforce le rôle agressif joué par le régime expansionniste de Tel-Aviv qui cherche à déstabiliser la région et encourage à poursuivre et à accentuer sa politique d'agression, ce qui fait peser une lourde menace sur la stabilité, la paix et la

sécurité internationales au Moyen-Orient. Ils ont également condamné la politique des Etats-Unis d'Amérique qui vise à développer les industries militaires en Israël, y compris celle de l'aviation, et à assurer la participation de cet Etat au programme dit de la "guerre des étoiles".

164. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souscrit aux conclusions et accords qui ont été adoptés par la septième Conférence au sommet et condamnent toutes ces politiques, en particulier la politique des Etats-Unis qui aide Israël à poursuivre l'occupation des territoires palestiniens et autres territoires arabes, y compris Jérusalem, et empêche le peuple palestinien d'exercer ses droits inaliénables. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté que les Etats-Unis persistent à soutenir Israël dans nombre de domaines, en particulier par la conclusion d'un accord créant une zone libre pour la coopération mutuelle dans le cadre de leur "alliance stratégique", lequel met en danger la sécurité de la région et du monde et confirme le parti pris total des Etats-Unis en faveur d'Israël.

165. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné énergiquement l'exploitation par Israël des ressources et richesses naturelles des territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés au mépris des Conventions de La Haye et de Genève et du principe de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources et richesses naturelles, et ils ont lancé un appel à tous les Etats et institutions internationales pour qu'ils s'abstiennent de reconnaître l'autorité d'Israël et de coopérer que quelque façon que ce soit avec ce régime.

166. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur adhésion à la résolution adoptée lors de leur septième Conférence au sommet tenue à New Delhi du 7 au 21 mai 1983, priant instamment les pays non alignés d'oeuvrer en faveur du boycottage d'Israël dans les domaines diplomatique, économique, militaire et culturel ainsi qu'en matière de transport maritime et aérien et ils ont demandé au Conseil de sécurité d'appliquer les dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies afin de contraindre Israël à mettre fin à l'occupation des territoires arabes et palestiniens et de permettre au peuple palestinien de recouvrer ses droits nationaux, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et autres institutions internationales et aux recommandations du Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien adoptées par l'Assemblée générale.

167. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné l'urgente nécessité de convoquer la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, conformément au paragraphe 6 de la Déclaration de Genève et à la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 13 décembre 1983 en vue d'aboutir à une solution juste et globale du problème du Moyen-Orient, fondée essentiellement sur le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à la création d'un Etat palestinien indépendant et souverain sur son territoire national, la Palestine, comme prévu dans la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 22 novembre 1974 et la résolution ES-7/2 du 29 juin 1980. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que la participation à la Conférence de toutes les parties directement intéressées par le conflit arabo-israélien, y compris l'OLP et les membres permanents du Conseil de sécurité, était une condition sine qua non à la réalisation des objectifs de la Conférence.

168. Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés demandent instamment au Conseil de sécurité des Nations Unies d'envisager la constitution d'une commission préparatoire ou siégeraient les membres permanents du Conseil, qui serait chargée d'examiner les voies et moyens permettant d'assurer la tenue de la Conférence internationale prévue par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 38/58 C relative à la crise du Moyen-Orient, conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'ONU concernant le conflit arabo-israélien.

169. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné qu'il incombe au Conseil de sécurité de fournir un cadre institutionnel qui garantisse le respect des accords résultant de cette conférence et ils ont condamné l'attitude négative des Etats-Unis et d'Israël au sujet de celle-ci.

170. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur soutien total à la création d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient en vue de réduire les tensions et de renforcer la sécurité dans la région, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies, en particulier à la résolution S-10/12. A cette fin, ils ont fait appel au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il prenne des mesures concrètes afin d'établir des conditions favorables à la création d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient.

171. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont énergiquement condamné l'agression armée et l'attaque terroriste barbare perpétrées par Israël le 1er octobre 1985 contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Tunisie, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du droit international. Ils ont exprimé leur profonde tristesse devant les lourdes pertes humaines subies par les civils tunisiens et palestiniens et les dommages matériels résultant de l'attaque contre le siège de l'OLP qui visait à briser l'héroïque résistance palestinienne. Rappelant la résolution 573 (1985) du Conseil de sécurité, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont insisté pour que des mesures soient prises d'urgence afin de contraindre Israël à ne pas recourir à de tels actes et à accorder à la Tunisie une juste réparation des dommages qu'elle a subis. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur sympathie, leur solidarité et leur soutien au Gouvernement tunisien face à cette agression.

172. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné l'acte de piraterie qu'a commis Israël le 4 février 1986 lorsqu'il a intercepté et détourné par la force un avion civil libyen dans un espace aérien international et son intention déclarée de continuer à commettre de tels actes. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont instamment demandé à la communauté internationale de prendre d'urgence des mesures efficaces pour empêcher Israël de commettre à nouveau de tels actes terroristes et provocateurs qui mettent en danger la vie et la sécurité des passagers et de l'équipage et violent les clauses des conventions internationales protégeant l'aviation civile. En utilisant leur droit de veto au Conseil de sécurité pour empêcher ce dernier de condamner Israël, les Etats-Unis d'Amérique ont soutenu le terrorisme et les actes de piraterie d'Israël.

173. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné la nécessité de prendre d'urgence des mesures appropriées pour faire échec à la menace qu'Israël représentait pour la sécurité régionale de l'Afrique, compte tenu de l'étroite

coopération de ce pays avec le régime d'apartheid d'Afrique du Sud dans les domaines militaire, économique et nucléaire, laquelle contribue à perpétuer l'occupation illégale de la Namibie et à renforcer l'appareil d'agression et de répression du régime criminel de l'apartheid contre les peuples d'Afrique du Sud et des Etats voisins. Ils ont demandé aux Etats Membres en particulier de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour faire face au danger que pose l'application du plan économique mis au point en commun par les deux régimes racistes pour neutraliser les effets de toute mesure visant à imposer des sanctions globales et obligatoires.

XVIII. L'AGRESSION ISRAELIENNE CONTRE LES INSTALLATIONS NUCLEAIRES IRAQUIENNES

174. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné Israël pour son agression armée contre les installations nucléaires irakiennes, qui sont soumises aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA); cette agression viole le système des garanties de l'AIEA et le droit inaliénable des peuples d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé au Conseil de sécurité de prendre des mesures effectives pour qu'Israël applique la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté qu'Israël ne s'est pas encore engagé à s'abstenir d'attaquer ou de menacer d'attaquer les installations nucléaires en Iraq ou ailleurs, y compris les installations soumises aux garanties de l'AIEA. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont donc demandé à l'AIEA d'étudier des mesures supplémentaires propres à obtenir d'Israël qu'il s'engage à s'abstenir d'attaquer ou de menacer d'attaquer les installations nucléaires pacifiques en Iraq ou ailleurs en violation de la Charte des Nations Unies et du système des garanties de l'AIEA. En outre, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné leur opposition aux tentatives faites par certains Etats de supprimer de l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies le point intitulé "L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes pacifiques", à moins qu'Israël ne se conforme à la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité.

XIX. LA QUESTION DE PALESTINE

175. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que la Mouvement des pays non alignés dans son ensemble s'est engagé à soutenir le peuple palestinien dans sa juste lutte pour la libération de sa patrie et pour le rétablissement de ses droits nationaux inaliénables.

176. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé qu'un règlement global juste et durable de la situation au Moyen-Orient ne peut être réalisé sans le retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et le rétablissement de l'exercice en Palestine des droits légitimes et inaliénables du peuple palestinien, y compris le droit au retour, le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure, le droit à l'indépendance nationale et le droit de créer un Etat souverain et indépendant en Palestine, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes.

177. Les chefs d'Etat ou de gouvernement déclarent que la poursuite de l'occupation israélienne des territoires arabes palestiniens, y compris Jérusalem, fait obstacle au développement politique, social et économique du peuple palestinien et compromet en outre l'amélioration de ses conditions de vie. Ils condamnent également la politique israélienne appuyée par les Etats-Unis qui vise à lier l'économie des territoires palestiniens occupés à celle d'Israël, gênant ainsi le peuple palestinien dans la lutte qu'il mène pour sa libération, pour son indépendance et pour l'affirmation de son identité palestinienne.

178. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur ferme soutien à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), seul représentant légitime du peuple palestinien, et ils ont souligné que seule l'OLP représente de plein droit le peuple palestinien. Ils ont réaffirmé le droit de l'OLP de participer en toute indépendance et en toute égalité, conformément au droit international, à toutes les initiatives, conférences et activités internationales ayant pour objectif de garantir le respect et l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

179. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note avec satisfaction des résolutions adoptées par le Conseil national palestinien, notamment celles de la dix-septième session, tenue à Amman du 22 au 29 novembre 1984, qui réaffirment sa stricte adhésion aux droits nationaux inaliénables du peuple palestinien et la légitimité de la lutte menée sous la direction de l'OLP. Ils ont lancé un appel pour qu'un soutien accru soit apporté à ce combat et à l'intensification de la lutte armée contre les forces sionistes d'occupation.

180. Ils ont en outre réaffirmé leur stricte adhésion aux principes de non-intervention et de non-ingérence dans les affaires internes et externes du peuple palestinien et au droit de l'OLP de prendre librement ses décisions en toute indépendance.

181. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné la campagne menée par les Etats-Unis et Israël pour détruire l'infrastructure de l'OLP et "éliminer" les combattants palestiniens de la liberté. Ils ont également condamné l'agression armée perpétrée par Israël et appuyée par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique contre l'OLP et les Etats hôtes arabes, et les campagnes insidieuses visant à discréditer la lutte de libération du peuple palestinien et remettre en question la politique de l'OLP.

182. La Conférence a estimé que la reconnaissance des droits inaliénables du peuple palestinien et l'exercice de ces droits tels qu'ils ont été définis par l'Assemblée générale des Nations Unies dans ses résolutions 3236 (XXIX) et ES-7/2 du 22 novembre 1974 et du 29 juin 1980 respectivement, et le retrait total, immédiat et inconditionnel d'Israël de tous les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, contribueraient à rétablir la légalité dans les relations internationales et à renforcer la démocratisation, ainsi qu'à instaurer la paix et la stabilité au Moyen-Orient. A cette fin, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réitéré leur appel pour que soit rapidement mise en oeuvre la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1983, et souligné de nouveau qu'il fallait convoquer dans les plus brefs délais la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient,

soulignant qu'incombait au Conseil de sécurité la responsabilité principale de faciliter la convocation de cette conférence et d'élaborer les arrangements institutionnels adéquats pour garantir l'application des accords auxquels la Conférence devait permettre d'aboutir. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné l'attitude négative d'Israël et des Etats-Unis en ce qui concerne la tenue de cette conférence et exprimé l'espoir que les Etats-Unis reconsidéreraient leur position. Ils ont souligné qu'il fallait encourager et appuyer pleinement le Secrétaire général de l'ONU pour lui permettre de poursuivre ses consultations et ses efforts en vue de la convocation de la Conférence.

183. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés profondément émus par la situation dans les camps de réfugiés palestiniens situés dans les zones de conflits armés résultant de l'invasion et de l'occupation par Israël de territoires libanais. Ils ont réaffirmé la nécessité d'obtenir des garanties pour assurer la sécurité des réfugiés palestiniens et ont demandé au Secrétaire général des Nations Unies de fournir des garanties pour une telle protection en application de la résolution 581 (1982) du Conseil de sécurité et conformément aux responsabilités des Nations Unies.

184. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné Israël qui dénie aux Palestiniens le droit inaliénable de retourner chez eux et de recouvrer leurs biens en Palestine et les empêche d'exercer ce droit inaliénable.

185. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont élevés contre la situation des Palestiniens et autres Arabes vivant dans les territoires arabes occupés qui sont privés de toute forme de protection juridique et sont victimes d'une législation répressive, de la "politique de la main de fer", d'arrestations arbitraires en masse, de tortures, de déplacements de personnes, d'expulsions et de destruction de leurs habitations, en violation flagrante des droits de l'homme et des dispositions de la quatrième Convention de Genève.

186*. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé qu'ils rejetaient toutes les politiques et pratiques d'Israël visant à modifier les caractères géographiques de la Palestine et autres territoires arabes occupés, y compris Jérusalem, ou à modifier la structure démographique, particulièrement les plans d'Israël pour déplacer et transférer dans d'autres emplacements les camps de réfugiés palestiniens. Ils ont prié à nouveau instamment tous les pays de ne pas reconnaître ces modifications et de cesser ou d'interrompre toute coopération avec Israël qui pourrait encourager celui-ci à poursuivre ses politiques et pratiques contraires à la résolution 465 (1980) du Conseil de sécurité.

187. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné les politiques israéliennes visant à amener les nouveaux immigrants juifs à s'installer en Palestine occupée aux dépens, d'une part, de la population arabe autochtone qui subit le joug de l'occupation israélienne et qui est expulsée et privée de ses terres et, d'autre part, du droit des Palestiniens de rentrer dans leurs foyers et de retrouver leurs

* Réserves : Zaïre.

biens. Ils ont de plus instamment prié tous les Etats de s'abstenir, dans ce contexte, d'offrir à Israël ou au sionisme mondial de l'aide ou des encouragements sous quelque forme que ce soit qui puissent lui permettre de persister dans la poursuite de ses politiques de colonisation et d'expansion.

188*. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur adhésion aux résolutions adoptées par la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés réunie à New Delhi du 7 au 12 mars 1983 au sujet de mesures d'urgence, de la part des pays non alignés, pour boycotter Israël dans les domaines diplomatique, économique, militaire et culturel ainsi que dans celui des transports maritimes et aériens et invitant aussi le Conseil de sécurité à appliquer à Israël les dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Ils ont de plus invité instamment tous les Etats à s'abstenir de toute coopération avec le régime sioniste qui risquerait de l'encourager à poursuivre sa politique de terrorisme d'Etat et à commettre des actes terroristes et expansionnistes contre des pays voisins.

189. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont vigoureusement condamné l'agression commise contre les Lieux saints de Palestine et autres territoires arabes occupés. A cet égard, ils ont entièrement appuyé les résolutions pertinentes adoptées par l'Organisation de la Conférence islamique.

190. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont renouvelé leur appui au plan de paix arabe adopté par la douzième Conférence arabe au sommet tenue à Fès du 6 au 12 septembre 1982 et réaffirmé par la Conférence extraordinaire au sommet des chefs d'Etat arabes, tenue à Casablanca du 7 au 9 août 1985. Ils ont appuyé en outre les résolutions adoptées par les conférences arabes et autres conférences internationales pour soutenir le Plan de paix.

191. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités des efforts déployés par le Comité des huit pays non alignés sur la Palestine créé à la septième Conférence au sommet de New Delhi au niveau des chefs d'Etat et comprenant l'Algérie, le Bangladesh, Cuba, l'Inde, l'Organisation de libération de la Palestine, le Sénégal, la Yougoslavie et la Zambie. Ils ont souligné le rôle de premier plan joué par ce comité dans les efforts entrepris pour résoudre la question de Palestine, qui est au coeur de la crise du Moyen-Orient. Aussi, ont-ils décidé que le Comité poursuivrait ses travaux en vue de faciliter la tenue de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, en se mettant activement en rapport avec les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies et, par d'autres moyens appropriés, en déployant et orientant les efforts des pays non alignés pour résoudre la question de Palestine d'une manière qui facilite une solution globale, durable et juste de la crise du Moyen-Orient. Ils ont également décidé que le Zimbabwe, en tant qu'actuel président du Mouvement, devait devenir membre additionnel du Comité et en assumer la présidence.

* Réserves : Zaïre.

XX. LIBAN

192. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés gravement préoccupés par la situation dangereuse qui persiste au Liban. Ils ont confirmé les résolutions antérieures adoptées à cet égard par les pays non alignés, particulièrement par la septième Conférence au sommet. Ils ont exigé l'application complète des résolutions 425 et 426 de 1978 ainsi que 508 et 509 de 1982 du Conseil de sécurité, exigeant le retrait immédiat et inconditionnel des forces israéliennes de tous les territoires libanais et le déploiement de la FINUL et de l'armée libanaise jusqu'aux frontières internationalement reconnues du Liban. Ils ont exprimé aussi leur solidarité avec le peuple et le Gouvernement libanais et réaffirmé leur appui total à la sécurité du Liban, son intégrité territoriale et son droit d'exercer sa souveraineté sur tous ses territoires à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

193. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné l'agression israélienne contre le Liban et la poursuite de l'occupation israélienne dans certaines régions du Sud-Liban, ainsi que les pratiques inhumaines des forces d'occupation dans ces territoires, en violation flagrante des dispositions de la quatrième Convention de Genève de 1949; ils ont exprimé aussi leur approbation et leur plein appui à la résistance nationale libanaise qui cherche à libérer le Sud-Liban de l'occupation israélienne. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont instamment prié les Nations Unies d'assurer la protection de la population civile, y compris des réfugiés palestiniens qui vivent sous l'occupation israélienne.

XXI. L'OCEAN INDIEN, ZONE DE PAIX

194. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé la détermination des Etats non alignés de continuer à oeuvrer pour que soient atteints les objectifs inscrits dans la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix, objectifs examinés à la Réunion des Etats du littoral et de l'arrière-pays de l'océan Indien en juillet 1979, ainsi qu'aux réunions ultérieures du Comité spécial de l'océan Indien. Ils ont de nouveau exprimé la conviction que toute manifestation dans l'océan Indien de la présence militaire des grandes puissances - bases étrangères, installations militaires, installations d'appui logistique, armes nucléaires et autres armes de destruction massive conçues dans le contexte des rivalités entre grandes puissances - constitue une violation flagrante de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix.

195. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec inquiétude et une vive préoccupation l'escalade continue de la présence militaire des grandes puissances dans la zone de l'océan Indien, particulièrement l'élargissement et le perfectionnement des bases existantes, la recherche de nouvelles bases et l'installation de nouvelles structures de commandement militaire des grandes puissances contre la volonté clairement exprimée des Etats du littoral et de l'arrière-pays de l'océan Indien et d'autres pays non alignés. Ils ont souligné que ces activités mettaient en péril l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et le développement pacifique des Etats de la région.

196. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur plein appui à la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 2832 (XXVI) du 16 décembre 1971 et ils ont instamment demandé qu'elle soit mise en oeuvre au plus tôt. Ils ont également noté qu'en dépit des efforts des Etats non alignés, la tenue de la Conférence sur l'océan Indien prévue à Colombo (Sri Lanka) avait été indûment retardée en raison de l'attitude obstructionniste adoptée par certains Etats. Ils ont instamment prié le Comité spécial des Nations Unies d'achever les préparatifs de la Conférence en se conformant strictement à son mandat.

197. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé de poursuivre leurs efforts afin que la Conférence sur l'océan Indien se tienne à Colombo le plus tôt possible, au plus tard en 1988. A cet égard, ils ont demandé à tous les membres permanents du Conseil de sécurité et aux utilisateurs maritimes importants de participer pleinement et activement à la Conférence et de coopérer aussi avec les Etats du littoral et de l'arrière-pays, coopération qui est essentielle au succès de la Conférence.

XXII. L'ANTARCTIQUE

198. Rappelant les dispositions pertinentes de la Déclaration de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi du 7 au 12 mars 1983, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté que le continent antarctique soulève de plus en plus d'intérêt au niveau international, comme l'ont montré les débats qui ont eu lieu au cours des sessions ultérieures de l'Assemblée générale, dans le cadre des réunions du Mouvement des pays non alignés et lors de la Conférence au sommet de l'OUA, et aussi le nombre croissant des adhésions au Traité de l'Antarctique. Dans ce contexte, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur conviction que, dans l'intérêt de l'humanité tout entière, il faut que l'Antarctique soit, et cela pour toujours, exclusivement utilisé à des fins pacifiques, qu'il ne devienne pas le théâtre ou l'objet de dissensions internationales et qu'il soit accessible à toutes les nations.

199. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note des diverses résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies et exprimé l'espoir que l'étude du Secrétaire général, une fois mise à jour et élargie, ainsi que l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 40/156, en date du 16 décembre 1985, permettra à celle-ci de procéder à un examen plus complet de la question à sa quarante et unième session, en vue de prendre les mesures appropriées, compte tenu des préoccupations des membres du Mouvement. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé leur conviction que l'intérêt porté par la communauté internationale à ce continent pourrait être renforcé si les Nations Unies étaient tenues parfaitement au courant des faits nouveaux dans l'Antarctique et ils ont été d'avis que les Nations Unies devraient continuer à être saisies de la question.

200. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont aussi déclarés convaincus que toute mise en valeur des ressources de l'Antarctique devait assurer le maintien de la paix et la sécurité internationales ainsi que la protection de l'environnement et profiter à l'humanité tout entière. A cet égard, ils ont aussi réaffirmé que tous les Etats Membres des Nations Unies avaient un intérêt légitime dans une telle exploitation.

201. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec regret que le régime raciste d'apartheid d'Afrique du Sud était partie consultative au Traité de l'Antarctique et, considérant la résolution 40/156 C de l'Assemblée générale des Nations Unies, ils ont instamment prié les parties consultatives d'exclure immédiatement ce régime de toute participation à leurs réunions.

202. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé à tous les Etats de reprendre leur coopération en vue d'arriver à un accord sur toutes les questions concernant l'Antarctique dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies.

XXIII. CHYPRE

203. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur entière solidarité avec le peuple et le Gouvernement de la République de Chypre et leur soutien à l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'unité et le statut non aligné de la République. Ils ont déploré la Déclaration unilatérale d'indépendance proclamée le 15 novembre 1983 par les dirigeants chypriotes turcs, qu'ils estiment sans valeur juridique, et en ont demandé l'annulation. De même, ils ont déploré toutes les actions séparatistes et autres mesures illégales prises ultérieurement, y compris le prétendu "référendum" de mai 1985 et les prétendues "élections présidentielles" et "élections parlementaires" tenues en juin 1985, au mépris des résolutions pertinentes.

204. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont également exprimé leur grave préoccupation devant le fait qu'une partie de la République de Chypre continue d'être sous domination étrangère et ils ont exigé le retrait immédiat de toutes les forces d'occupation, comme base indispensable au règlement du problème chypriote. Ils ont favorablement accueilli la proposition faite par le Président de la République de Chypre tendant à la démilitarisation totale de Chypre.

205. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné qu'il était urgent que les réfugiés puissent retourner de leur plein gré dans leur foyer en toute sécurité, que les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous les Chypriotes soient respectés, que les disparus soient retrouvés et que la lumière soit faite sur leur sort dans les meilleurs délais; ils ont condamné tous les efforts et les mesures qui visent à modifier la structure démographique de la population chypriote, qui a atteint récemment des proportions alarmantes.

206. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont considéré que la situation de fait créée par le recours à la force des armes et à des mesures unilatérales ne devrait en aucune manière influencer sur la solution du problème.

207. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés en faveur de la poursuite de la mission de bons offices confiée au Secrétaire général des Nations Unies par le Conseil de sécurité afin de parvenir à une solution juste et durable du problème chypriote conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur Chypre.

208. Enfin, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé toutes les déclarations et les communiqués précédemment adoptés par le Mouvement des pays non alignés et exigé l'application immédiate et inconditionnelle des résolutions et des décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

XXIV. LA MEDITERRANEE

209. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés gravement préoccupés par l'escalade et l'aggravation de la situation dans la Méditerranée, les pressions militaires et autres s'exerçant contre les pays non alignés de la région, la persistance des confrontations entre les blocs, la présence militaire accrue et la concentration des effectifs militaires et des arsenaux, y compris les armes nucléaires des grandes puissances, les bases et flottes étrangères, ainsi que par l'existence permanente de foyers de crise, d'occupation et d'agression dans la région.

210. Ils ont condamné les manoeuvres militaires répétées et autres démonstrations de puissance militaire près des eaux territoriales et de l'espace aérien des pays littoraux qui entraînent des incidents très graves et mettent en danger la souveraineté et l'indépendance des pays non alignés de la région et noté qu'une telle situation risque de provoquer des événements incontrôlables qui pourraient avoir des conséquences incalculables pour la paix et la stabilité dans la Méditerranée, l'Europe et le monde en général. Ils ont souligné qu'aucun motif ou prétexte ne peut justifier la menace ou le recours à la force, l'ingérence dans les affaires intérieures des pays méditerranéens et la création de situations susceptibles d'avoir de telles conséquences.

211. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur soutien à la transformation de la région méditerranéenne en une zone de paix, de sécurité et de coopération, libérée de tout conflit et d'affrontement, et ont exprimé leur ferme appui au renforcement de la sécurité et de la coopération dans le bassin méditerranéen, objectif qui a déjà fait l'objet de déclarations antérieures du Mouvement et de résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

212. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, rappelant la décision de la septième Conférence au sommet de New Delhi qui demandait aux Etats riverains de la Méditerranée membres du Mouvement des pays non alignés de tenir une réunion en vue d'harmoniser leurs positions et de prendre des initiatives propres à favoriser la coopération et le renforcement de la sécurité en Méditerranée, ont accueilli avec satisfaction l'accord contenu dans la Déclaration sur la paix en Méditerranée adoptée lors de la réunion de La Valette en septembre 1984.

213. Appuyant la détermination des pays riverains de la Méditerranée membres du Mouvement des pays non alignés à poursuivre leur efforts en vue de réduire et d'éliminer les tensions et de renforcer la coopération dans tous les domaines dans l'intérêt de tous, les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités de la décision prise par les pays non alignés riverains de la Méditerranée de tenir, lorsqu'ils l'estiment nécessaire, des réunions au niveau des ministres des affaires étrangères, dont la prochaine doit avoir lieu en Yougoslavie, et ont insisté pour

que des réunions ministérielles des pays non alignés riverains de la Méditerranée se tiennent chaque fois que le besoin s'en fait sentir afin de contribuer concrètement tant à la stabilité de la région qu'à la promotion d'une coopération fonctionnelle dans divers domaines entre les pays non alignés riverains de la Méditerranée et entre ces derniers et les pays européens.

214. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont invité tous les Etats, en particulier les autres Etats européens riverains de la Méditerranée, à observer les dispositions de la Déclaration de La Vallette, notamment à respecter strictement le principe de non-recours à la force ou à la menace de recours à la force, et les ont instamment priés de ne pas faire usage de leurs armements, de leurs forces, de leurs bases et autres installations militaires contre les Etats méditerranéens non alignés et de ne pas permettre aux forces étrangères d'utiliser leurs territoires, leurs eaux territoriales ou leurs espaces aériens pour mener des agressions contre les pays non alignés.

XXV. L'AGRESSION DES ETATS-UNIS CONTRE LA LIBYE*

215**. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés vivement préoccupés par les derniers événements qui se sont produits dans la région méditerranéenne, à la suite des agressions et des provocations répétées commises par les Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne socialiste et populaire, qui constituent une grave menace contre la paix et la sécurité dans la région et dans le monde. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé les communiqués publiés par le Bureau de coordination à ce sujet lors de ses réunions du 6 février et du 26 mars 1986 à New York, de même que le communiqué publié lors de la Réunion extraordinaire des ministres et des chefs de délégation du Bureau de coordination des pays non alignés tenue à New Delhi le 15 avril 1986, à la suite de l'attaque lancée par les Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne socialiste et populaire avec l'appui et le concours du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont vivement condamné cette agression non provoquée qui constitue un acte de terrorisme d'Etat et une violation du droit international et des principes de la Charte des Nations Unies et ont demandé aux Etats-Unis de renoncer immédiatement à entreprendre de tels actes d'agression, y compris les manoeuvres militaires dans le golfe de Syrte, qui sont considérés comme une atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Jamahiriya arabe libyenne socialiste et populaire et qui menacent la paix et la sécurité dans la région méditerranéenne, compromettant ainsi les efforts visant à faire de cette région une zone de paix, de sécurité et de coopération; ils ont demandé aux Etats-Unis d'Amérique de verser intégralement et immédiatement à la Jamahiriya arabe libyenne des indemnités pour les pertes en vies humaines et les dommages matériels qu'elle a subis. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réitéré à la Jamahiriya arabe libyenne leur plein appui et leur solidarité pour la sauvegarde de son indépendance, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale.

* Réserves : République centrafricaine.

** Réserves : Zaïre.

216. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déclaré que le bombardement de la résidence du chef de la révolution libyenne en vue de l'éliminer physiquement, lui et sa famille, constitue un grave précédent dans les relations internationales et un crime dénué de toute justification politique et morale.

217*. Compte tenu des responsabilités du Conseil de sécurité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déploré que cet organe ait été empêché d'adopter une résolution condamnant cet acte flagrant d'agression des Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne socialiste et populaire, en raison de l'abus du droit de veto par certains de ses membres permanents. Dans ce contexte, les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés ont décidé d'appuyer, comme il convient, la demande d'inscription de l'agression américaine contre la Jamahiriya arabe libyenne à l'ordre du jour de la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, vu la gravité de cette question et ses effets négatifs et dangereux sur la paix et la sécurité régionales et internationales.

XXVI. EUROPE

218. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités des efforts entrepris pour réduire la tension en Europe, continent qui abrite la plus forte concentration d'arsenaux militaires et connaît la séparation la plus marquée des Etats en blocs rivaux. Ils se sont félicités de la reprise des discussions entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique sur la réduction ou l'élimination des missiles nucléaires de moyenne portée déployés sur le continent européen. Ils ont estimé qu'en cas de succès, ces négociations pourraient constituer un tournant historique dans les efforts pour arrêter la course aux armements et peut-être même déclencher le processus inverse.

219. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont également exprimé l'espoir de voir la prochaine session de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à Vienne réaffirmer et consolider les tendances positives apparues lors de la Conférence d'Helsinki. Ils ont noté que les pays non alignés et neutres d'Europe jouent un rôle important et constructif dans l'atténuation des tensions entre l'Est et l'Ouest. Le rôle joué par ces pays à la Conférence de Stockholm sur les mesures visant à promouvoir la confiance, la sécurité et le désarmement en Europe ainsi que dans le cadre de la CSCE vient compléter les efforts déployés par le Mouvement des pays non alignés et constitue une application concrète des principes et des politiques de non-alignement en Europe.

220. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé l'espoir que les résultats de la Conférence de Stockholm contribueraient au renforcement de la confiance et de la sécurité en Europe et en Méditerranée, et à la création de conditions permettant d'engager un processus de négociations sur le désarmement en Europe plus large et plus substantiel.

* Réserves : Zaïre.

221. Ils ont souligné l'étroite interdépendance entre la sécurité de l'Europe et la sécurité de la Méditerranée ainsi que le fait que les mesures pour l'instauration de la confiance en Europe devraient être étendues à la région méditerranéenne. Ils ont souligné que les pays non alignés de la Méditerranée et les pays européens devraient discuter, sur une base de pleine égalité, de toutes les questions concernant la sécurité et la coopération en Méditerranée.

222. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec satisfaction que beaucoup de pays européens accordent un intérêt croissant aux activités du Mouvement des pays non alignés ainsi qu'à la coopération avec les pays qui en sont membres.

XXVII. AMERIQUE LATINE ET CARAIBES

223. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté que l'Amérique latine et les Caraïbes sont parmi les régions les plus directement affectées par les actes d'agression des puissances coloniales et impérialistes. L'Amérique latine et les Caraïbes souffrent de la plus grave crise économique depuis la seconde guerre mondiale. C'est la région la plus endettée du monde et elle est confrontée à une détérioration constante du niveau de vie de ses peuples. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont mis en relief la signification historique profonde de la lutte anti-impérialiste et démocratique menée par les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes pour la consolidation de leur indépendance nationale et le plein exercice de leur souveraineté conformément aux principes et objectifs du Mouvement des pays non alignés, et de leur droit inaliénable de choisir leur système politique, économique et social sans ingérence extérieure. Ils ont également exprimé leur satisfaction des efforts déployés par les Etats de la région pour renforcer leur unité, leur solidarité et leur coopération par le biais de diverses tentatives d'intégration régionale. Ils ont noté l'émergence d'une prise de conscience commune des pays latino-américains de la nécessité de trouver des solutions aux graves problèmes politiques et économiques de la région, en particulier le problème de l'énorme dette extérieure et le conflit d'Amérique centrale.

224. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec une profonde préoccupation que la situation en Amérique centrale constituait l'un des principaux points de tension au niveau international. Ils ont également noté qu'en dépit des appels constants lancés par le Mouvement des pays non alignés et l'écrasante majorité des Etats ainsi que des efforts du Groupe de Contadora dans la recherche d'une solution diplomatique, la crise s'était aggravée en raison des politiques d'ingérence et d'intervention impérialistes qui, ajoutées aux conditions endémiques de misère et d'oppression de la région, représentent une menace réelle pour la paix et la sécurité internationales. Ils ont réaffirmé que l'origine des conflits en Amérique centrale est de nature socio-économique et ne peut se concevoir en termes de confrontation idéologique entre les blocs militaires; ils ont également noté que le risque d'intervention directe des Etats-Unis au Nicaragua et dans d'autres pays de la région a augmenté de façon alarmante.

225. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné l'escalade de l'agression, des attaques militaires et d'autres actions contre la souveraineté, l'indépendance politique, l'intégrité territoriale, la stabilité et l'autodétermination du

Nicaragua. A cet égard, ils ont particulièrement condamné la violation de l'espace aérien et des eaux territoriales de ce pays, l'organisation de manoeuvres militaires et d'autres actes d'intimidation, les menaces de saisie et d'occupation et le bombardement sélectif du territoire nicaraguayen, l'utilisation des pays voisins comme bases d'agression et d'entraînement de groupes de mercenaires, les actes de sabotage, les attaques navales et aériennes, le minage des principaux ports du pays, et l'imposition de mesures économiques coercitives, y compris le blocus commercial. Ces actes terroristes ont causé la mort de milliers de Nicaraguayens ainsi que de lourdes pertes économiques et empêchent le développement normal du Nicaragua.

226. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont considéré que ces actes de pression politique et économique, en plus des actions militaires, doivent être perçus dans le cadre d'un plan plus vaste visant à déstabiliser et à renverser le Gouvernement du Nicaragua et qu'ils augmentent le risque d'une guerre régionale et empêchent le dialogue nécessaire qui est encouragé par le Groupe de Contadora dans le but de parvenir à une solution négociée et politique aux problèmes de la région.

227. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont été indignés que le Congrès des Etats-Unis ait approuvé l'allocation de fonds supplémentaires d'un montant total de 100 millions de dollars des Etats-Unis à son armée mercenaire de contras, autorisant ouvertement la CIA à participer à sa direction et à son encadrement, ainsi que des conseillers militaires, membres de forces spéciales de l'armée américaine à participer à l'entraînement des mercenaires dans le but de renverser le Gouvernement légitimement constitué du Nicaragua. Ils ont fermement condamné cet acte immoral et illégal qui viole les normes admises du droit et des usages internationaux. Ils ont souligné que cet acte flagrant d'agression contre la République du Nicaragua non seulement viole la souveraineté, l'indépendance politique et l'autodétermination de ce pays, membre du Mouvement non aligné, mais encore constitue un affront aux principes et aux objectifs du Mouvement des pays non alignés et de la Charte des Nations Unies.

228. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé une nouvelle fois leur ferme solidarité avec le Nicaragua et ont exigé l'arrêt immédiat de toutes les menaces et des actes hostiles contre le Nicaragua, y compris les attaques, le financement des groupes de mercenaires par le Gouvernement des Etats-Unis et les mesures économiques coercitives prises contre le peuple et le Gouvernement de ce pays, mesures qui visent toutes à renverser le Gouvernement légitimement constitué du Nicaragua et qui augmentent le risque d'un conflit généralisé. Ils ont demandé à tous les membres du Mouvement des pays non alignés ainsi qu'à la communauté internationale d'exprimer leur solidarité et d'accorder toute l'aide nécessaire au Nicaragua pour préserver son droit à l'autodétermination, à l'indépendance nationale, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale.

229. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exhorté les Etats-Unis à respecter la décision du 10 mai 1984 relative aux mesures conservatoires et l'arrêt du 2 novembre 1984 sur la compétence et la recevabilité de la demande présentée par le Nicaragua le 9 avril 1984. Ils ont en outre demandé instamment aux Etats-Unis de respecter l'arrêt de la Cour internationale de Justice du 27 juin 1986, et notamment ses conclusions selon lesquelles les Etats-Unis, par leurs nombreux actes

hostiles contre le Nicaragua, ont violé le droit international, qu'il est de leur devoir de mettre immédiatement un terme à de tels actes et de s'abstenir d'en commettre aucun, qu'ils sont dans l'obligation de dédommager la République du Nicaragua, et que la forme et le montant de ces dédommagements, à défaut d'accord entre les deux parties, seraient fixés par la Cour.

230. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont salué et pleinement appuyé les efforts diplomatiques du Groupe de Contadora, composé de la Colombie, du Mexique, de Panama et du Venezuela, visant à trouver une solution négociée à la crise en Amérique centrale. Ils ont réaffirmé leur conviction que ce groupe traduisait une volonté régionale authentique de résoudre la crise en Amérique centrale par des moyens pacifiques et ils ont insisté auprès de tous les Etats intéressés pour qu'ils redoublent d'efforts afin de conduire au succès le processus de paix engagé par le Groupe de Contadora.

231. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités des résultats des travaux du Groupe de Lima, chargé d'appuyer le Groupe de Contadora et composé de l'Argentine, du Brésil, du Pérou et de l'Uruguay, et ils ont bon espoir que cette initiative contribuera sensiblement à soutenir les efforts de paix dans la région.

232. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont accueilli favorablement le message de Caraballeda lancé le 12 janvier 1986 par le Groupe de Contadora et du Groupe d'appui de Lima, repris par les ministres des affaires étrangères des Etats d'Amérique centrale en janvier 1986 et réaffirmé à Punta del Este, en Uruguay. Ils ont exprimé l'espoir que ces efforts et l'application des mesures simultanées envisagées dans le message permettront la reprise du processus de négociation et de dialogue indispensable à une solution pacifique de la crise en Amérique centrale. Ils ont réaffirmé que les mesures envisagées devaient être prises simultanément de manière à renforcer la confiance mutuelle nécessaire pour assurer la paix et qu'il était inacceptable d'en choisir certaines au détriment d'autres. Il faut souligner que chaque initiative a sa raison d'être. En conséquence, aucune ne peut être subordonnée à d'autres puisqu'elles constituent une obligation politique et juridique pour chaque Etat.

233. Pour créer un climat favorable à la paix et à la coopération en Amérique centrale, des actions concrètes doivent nécessairement être prises dans le but d'assurer la sécurité des Etats d'Amérique centrale. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, conscients que la cessation de tous les actes d'agression contre le Nicaragua marquerait une étape fondamentale vers la réalisation de cet objectif, ont à nouveau demandé au Gouvernement des Etats-Unis de reprendre les négociations avec le Gouvernement du Nicaragua afin de normaliser les relations bilatérales et de parvenir à un règlement pacifique du conflit en Amérique centrale, sur la base des principes de respect mutuel, de souveraineté et d'autodétermination des peuples.

234. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont félicité le Gouvernement du Nicaragua des mesures constructives qu'il a adoptées, dans la recherche d'un règlement pacifique de la crise en Amérique centrale, dans le cadre du processus de Contadora.

235. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé à toutes les parties intéressées de favoriser la création d'un climat de confiance mutuelle,

indispensable pour trouver à la crise que traverse la région une solution juste et durable, fondée sur la garantie de la sécurité de tous les Etats et le respect de leur souveraineté, de leur indépendance nationale et de leur autodétermination, en adoptant une attitude constructive pour la mise en oeuvre simultanée du Plan de Caraballeda approuvé par les pays d'Amérique centrale dans la Déclaration du Guatemala.

236. Les chefs d'Etat ou de gouvernement sont convenus que le démantèlement des bases militaires étrangères, le retrait des conseillers militaires étrangers, la cessation des manoeuvres militaires et la stricte adhésion au principe de non-recours à la force ou à la menace de recours à la force dans les relations entre Etats réduiraient substantiellement les tensions, contribuant ainsi à la recherche d'une solution politique et négociée aux problèmes de l'Amérique centrale.

237. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déploré que les Etats-Unis continuent de s'opposer à l'adoption d'une solution politique négociée et ils ont lancé un appel pour que ce pays contribue à instaurer le climat de confiance nécessaire au règlement juste et durable du conflit qui affecte la région et qu'il respecte les principes du droit international en évitant d'aggraver les tensions afin d'aider à créer les conditions de la paix.

238. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont accueilli avec satisfaction les accords conclus entre le Nicaragua et le Costa Rica en vue d'établir les bases politiques de la formation d'une commission de surveillance et de contrôle de leur zone frontalière, et ont vivement engagé le Gouvernement du Costa Rica à les appliquer. Ils se sont félicités de la volonté manifestée par le Gouvernement du Nicaragua de créer une commission semblable pour la frontière entre ce pays et le Honduras et ont instamment prié le Gouvernement du Honduras de répondre favorablement à cette initiative qui permettrait de mettre en place un mécanisme efficace visant à empêcher les incidents frontaliers et à renforcer la confiance mutuelle.

239. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés satisfaits de la création d'un cadre institutionnel qui contribuera de façon importante à l'intensification du dialogue politique et économique entre l'Europe et l'Amérique centrale. Ils ont dit leur certitude que les conférences ministérielles des Etats membres de la Communauté économique européenne, des pays d'Amérique centrale et des pays du Groupe de Contadora - la Conférence de San José (Costa Rica) en 1984, puis celle de Luxembourg en novembre 1985 et celle prévue pour septembre 1986 au Guatemala - continueront à contribuer à la recherche de la paix et à la coopération en Amérique centrale.

240. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec satisfaction le rôle joué par le Groupe officieux des amis du Président du Bureau de coordination, qui a aidé celui-ci à suivre l'évolution de la situation en Amérique centrale et lui ont demandé de suivre attentivement le déroulement des événements dans la région.

241. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé à nouveau leur profonde inquiétude devant le fait que la situation en El Salvador ne cesse de se dégrader par suite de l'aggravation des problèmes économiques, politiques et sociaux et d'un

renforcement de l'intervention impérialiste, qui a encore intensifié le conflit armé dans tout le pays. Ils ont rappelé que, dans sa résolution 39/119 du 14 décembre 1984, l'Assemblée générale des Nations Unies avait invité "tous les Etats à s'abstenir d'intervenir dans la situation intérieure d'El Salvador et, au lieu de fournir des armes ou d'aider d'une manière ou d'une autre à prolonger et à intensifier la guerre, à encourager la poursuite de dialogue jusqu'à ce qu'une paix juste et durable soit instaurée". En conséquence, ils ont demandé au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique d'adopter une attitude constructive en faveur d'une solution politique qui mettra fin aux souffrances du peuple salvadorien.

242. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déploré les graves violations des droits de l'homme qui continuent à être perpétrées en El Salvador. Ils se sont déclarés particulièrement préoccupés par le préjudice causé à la population civile dans tous les pays par le conflit armé, notamment les attaques, bombardements et déplacements par la contrainte que les forces gouvernementales pratiquent à l'encontre de la population civile dans la zone contrôlée par les forces insurgées. Outre qu'elles ont fait d'innombrables victimes civiles, ces violations augmentent le nombre déjà élevé des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays, qui en subit les graves conséquences économiques et sociales.

243. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés satisfaits que le Gouvernement d'El Salvador ait accepté de reprendre le dialogue avec le Front Farabundo Marti de libération nationale et le Front démocratique révolutionnaire (FMLN-FDR). Ils ont noté que les Fronts avaient fait une proposition de paix pour une solution politique négociée qui devrait être conforme aux principes fondamentaux du non-alignement. A cet égard, ils ont rappelé aux deux parties que l'Assemblée générale leur a demandé dans sa résolution 40/139, "comme convenu à la réunion de La Palma le 15 octobre 1984, d'établir dès que possible les mécanismes appropriés pour étudier les plans et les propositions soumis par les deux parties et d'inclure tous les secteurs de la vie nationale dans la recherche de la paix". Enfin, ils ont réaffirmé qu'une solution politique globale négociée et durable à cette crise ne pouvait être obtenue que par des négociations directes entre les parties et ils ont prié instamment le Gouvernement d'El Salvador et les forces révolutionnaires, le FMLN-FDR, de reprendre immédiatement les négociations et de les poursuivre jusqu'à ce que la paix soit rétablie sur la base de la justice à laquelle aspire le peuple salvadorien.

244. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec satisfaction que des élections avaient eu lieu au Guatemala et qu'un nouveau gouvernement avait été formé dans ce pays. Ils ont également accueilli avec satisfaction le processus de démocratisation amorcé par ce Gouvernement constitutionnel. Ils ont exprimé leur préoccupation devant la violence continue qui affecte ce pays et ils ont émis le vœu que le Gouvernement continue à prendre les mesures nécessaires pour enrayer cette violence et garantisse la plus large participation possible de toutes les catégories de la population à la recherche d'une solution politique au conflit que ce pays connaît depuis quelques années, et assure le plein exercice des droits de l'homme.

245. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés profondément satisfaits de la réunion historique des cinq Présidents d'Amérique centrale à Esquipulas

(Guatemala) le 25 mai 1986, au cours de laquelle ils ont déclaré que la paix en Amérique centrale ne peut être que le fruit d'un processus démocratique, pluraliste et fondé sur la participation impliquant la promotion de la justice sociale, le respect des droits de l'homme, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats et du droit de toutes les nations à déterminer librement et sans ingérence extérieure d'aucune sorte leur modèle économique, politique et social, étant entendu que cette détermination doit résulter d'une volonté librement exprimée par les peuples.

246. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé la nécessité d'éliminer le colonialisme sous toutes ses formes et manifestations en Amérique latine et dans les Caraïbes et ont réitéré la pleine solidarité des pays non alignés avec les peuples de la région qui sont toujours sous domination coloniale. En conséquence, ils ont demandé aux puissances coloniales de mettre immédiatement en oeuvre dans ces territoires la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ils ont également exprimé leur vive préoccupation devant le fait que les puissances coloniales utilisent les territoires de la région comme bases ou comme ports d'escale pour les navires transportant des armes nucléaires et pour le stockage de telles armes.

247. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné le passage de navires équipés d'armes nucléaires et le maintien de bases militaires et de troupes étrangères dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, telles que celles existant à Cuba, à Porto Rico et aux îles Malvinas. Ils ont noté avec préoccupation l'intention d'en installer de nouvelles, comme celle envisagée à l'île de Pâques, qui constitue une menace pour la paix et la sécurité dans la région.

248. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé que soit levé immédiatement et sans conditions le blocus économique et qu'il soit mis fin à toutes autres formes de pression exercées par les Etats-Unis à l'encontre de Cuba. Ils ont vigoureusement condamné la récente montée des menaces d'agression et de violation des eaux territoriales et de l'espace aérien de Cuba, notamment par des engins d'espionnage, ainsi que le blocus dans les domaines de la finance, du crédit et du commerce. Ils ont réaffirmé la solidarité du Mouvement avec Cuba et son soutien total à la demande légitime de Cuba tendant à ce que les Etats-Unis lui restituent la zone illégalement occupée par la base navale de Guantanamo et qu'ils indemnisent le peuple cubain pour les pertes matérielles subies.

249. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé la nécessité d'éliminer le colonialisme sous toutes ses formes et manifestations conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies et, à cet égard, ils ont réitéré leur appui au droit inaliénable du peuple de Porto Rico à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution susmentionnée et en tenant pleinement compte de la résolution adoptée le 14 août 1985 par le Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

250. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur inquiétude devant les rapports faisant état de l'emprisonnement de patriotes portoricains aux Etats-Unis, et ils ont instamment demandé à ce pays de respecter les droits civils de tous les patriotes portoricains.

251. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur solidarité avec le peuple de Haïti qu'ils soutiennent pleinement dans la lutte engagée pour le rétablissement total des libertés civiles, des droits politiques et économiques et des droits de l'homme dans ce pays. Ils ont exprimé leur respect du droit à l'autodétermination du peuple haïtien et leur préoccupation devant toutes les manifestations d'ingérence dans les affaires intérieures d'Haïti qu'ils condamnent vigoureusement, manifestations qui risquent de constituer un obstacle pour le peuple haïtien dans l'exercice de son droit de choisir librement son régime politique et économique. A cet égard, ils ont soutenu la lutte du peuple haïtien pour assurer le plein exercice de ses droits de l'homme.

252. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur solidarité avec le peuple de la Grenade et ont exhorté tous les Etats à respecter le droit de ce peuple à l'indépendance et à la souveraineté ainsi qu'au libre choix de son système politique, économique et social. Ils ont noté qu'en dépit de la résolution 38/7 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 2 novembre 1983, les troupes étrangères sont encore présentes à Grenade, et ils ont instamment demandé leur retrait immédiat en application des dispositions de cette résolution.

253. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont renouvelé leur soutien et leur solidarité à l'égard du peuple et du Gouvernement de la République du Suriname dans leurs efforts pour préserver l'indépendance et la souveraineté de leur pays. Ils se sont félicités de l'évolution récente de la situation au Suriname en ce qui concerne le processus de démocratisation par le dialogue national qui a contribué à la création d'un gouvernement de transition issu de la représentation nationale la plus large jamais réalisée dans l'histoire de ce pays.

254. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté que des cercles interventionnistes étrangers aidés par des mercenaires étrangers et des éléments criminels locaux plaçaient de dangereux obstacles sur le chemin du Suriname en se livrant à des activités contre-révolutionnaires et que ces activités mercenaires avaient eu lieu dans la zone frontalière orientale, ce qui avait entraîné la mort de civils et de militaires du Suriname. Ils ont condamné ces actes et lancé un appel aux gouvernements intéressés pour qu'ils prennent toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter que leur territoire ne soit utilisé pour des activités mercenaires, qui font obstacle au développement, à la stabilité et à la paix du pays et qui favorisent le désordre dans la région. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont également exprimé leur grave préoccupation devant les mesures prises par certains gouvernements et leurs tentatives incessantes pour exercer des pressions qui nuisent au développement politique, économique et social du Suriname. Ils leur ont demandé instamment de mettre fin à ces mesures et ont exprimé l'espoir que les gouvernements intéressés entameraient un dialogue franc, honnête et fructueux avec ce pays sans exercer sur lui aucune pression et sans se livrer à aucune autre forme d'ingérence, afin d'aboutir à une solution sur la base du respect mutuel, dans l'intérêt et pour le bien-être du peuple du Suriname.

255. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur pleine solidarité avec le peuple et le Gouvernement de Panama dans leurs efforts pour amener les Etats-Unis à respecter scrupuleusement les Traités du canal de Panama et la neutralité de cette voie d'eau interocéanique. Ils ont exprimé leur préoccupation concernant l'application par les Etats-Unis de certaines politiques et pratiques administratives et comptables dans la gestion de la Commission du canal de Panama, qui vont à l'encontre de ce qui a été décidé par les deux pays dans les traités en question, et concernant en particulier l'application de la loi 96/70 du Congrès des Etats-Unis, qui est incompatible avec ces traités et en viole l'esprit et la lettre.

256. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné la campagne de diffamation menée contre la République de Panama et les autorités supérieures de ce pays, orchestrée par les milieux ultraconservateurs des Etats-Unis en collaboration avec des éléments réactionnaires de l'opposition en vue de déstabiliser le pays, d'empêcher le recouvrement total par les autorités panaméennes de leur souveraineté sur le canal en 1999, de neutraliser la politique étrangère non alignée de la République de Panama et sa participation au Groupe de Contadora, et de discréditer son centre bancaire international.

257. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont à nouveau lancé un appel à tous les pays pour qu'ils adhèrent au Protocole au Traité de neutralité permanente du canal de Panama et pour qu'ils respectent la neutralité de cette voie d'eau interocéanique.

258. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note des efforts déployés par le Gouvernement du Guyana en vue de renforcer son indépendance et sa souveraineté et d'assurer un avenir pacifique à son peuple. En ce qui concerne la revendication territoriale posée par le Venezuela, ils ont noté que les deux pays ont soumis les instruments pour le règlement du différend au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour examen, conformément à l'Accord de Genève de 1986. Ils se sont félicités de l'amélioration récente des relations entre le Guyana et le Venezuela et ont exprimé l'espoir que ce processus aboutirait à une amitié et à une coopération renforcées entre ces deux pays.

259. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réitéré leur ferme soutien au droit de la République argentine au rétablissement de sa souveraineté sur les îles Malvinas par la voie de négociations. Ils ont lancé de nouveau un appel à la reprise des négociations entre les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord avec la participation et les bons offices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Ils ont réaffirmé qu'il faudrait tenir compte dans la solution des intérêts de la population des îles et ils ont noté avec satisfaction la volonté exprimée par le Gouvernement argentin de respecter et de garantir la continuité du mode de vie des insulaires, leurs traditions et leur identité culturelle, y compris l'application de garanties et de statuts qui pourraient être négociés. Ceci assurerait un règlement rapide, pacifique et juste de la question, conformément aux principes et aux décisions du Mouvement des pays non alignés sur le sujet et aux résolutions 1514 (XV), 2065 (XX), 3160 (XXVIII), 31/49, 37/9, 38/12, 39/6 et 40/21 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

260. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont accueilli favorablement l'adoption de la résolution 40/21 de l'Assemblée générale le 27 novembre 1985 et ont félicité le Gouvernement argentin pour la contribution effective qu'il a apportée à la recherche d'une solution pacifique et durable aux problèmes qui se posent entre l'Argentine et le Royaume-Uni. Ils ont noté avec satisfaction qu'à la suite de l'adoption de la résolution 40/21 de l'Assemblée générale, le Gouvernement argentin a confirmé qu'il était disposé à reprendre les négociations demandées par l'Assemblée et ils ont instamment prié le Gouvernement du Royaume-Uni de donner son accord à la reprise de ces négociations et de s'abstenir de prendre des décisions qui modifieraient unilatéralement la situation alors que le différend relatif à la souveraineté n'est pas encore résolu.

261. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont par ailleurs réaffirmé que la présence britannique massive militaire et navale dans la zone des îles Malvinas, South Georgias et South Sandwich où se trouve un aéroport stratégique suscite la vive préoccupation des pays de la région d'Amérique latine et constitue une menace à la paix de même qu'elle compromet la stabilité de la région.

262. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé que l'implantation de bases et autres installations militaires dans des territoires dépendants est un obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies), et qu'elle est incompatible tant avec les objectifs et les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies qu'avec les termes de la résolution susmentionnée.

263. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont une fois de plus affirmé leur soutien total à la juste et légitime revendication de la République de Bolivie qui entend retrouver l'accès direct dont elle a besoin à l'océan Pacifique en pleine souveraineté. Convaincus que la solution de ce problème est dans l'intérêt de la communauté internationale et passe par l'application des procédures pacifiques énoncées dans la Charte des Nations Unies et conformes aux objectifs du Mouvement des pays non alignés, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris acte avec un vif intérêt de l'ouverture prometteuse amorcée par les Gouvernements bolivien et chilien et ont exprimé l'espoir que le problème serait réglé grâce à ce processus, témoignant ainsi de l'esprit de fraternité existant entre les pays d'Amérique latine et favorisant une meilleure compréhension entre ces derniers.

264. Notant le degré élevé d'unité atteinte par les forces démocratiques du Chili et l'intensification de la lutte du peuple chilien pour les droits civils, politiques et sociaux qui lui sont refusés par le régime militaire en place, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur solidarité avec eux et ont exigé de la junte militaire qu'elle mette fin à toutes les atteintes aux droits de l'homme, aux répressions et aux crimes qui ont été condamnés par le monde entier. Ils ont réaffirmé leur soutien total aux aspirations légitimes du peuple chilien à retrouver sa liberté, la démocratie et ses droits fondamentaux et à reprendre la politique de non-alignement suivie par le regretté président Salvador Allende.

265. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réitéré leur soutien inconditionnel à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Belize, et au respect du droit de ce pays de décider de son avenir en nation libre et souveraine autant sur son

territoire national que dans ses eaux territoriales. Ils ont souligné que toute menace de recours ou tout recours à la force contre le Belize est inacceptable et ont, par ailleurs, réaffirmé leur attachement au règlement des différends par la négociation et autres moyens pacifiques.

266. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que le Traité de Tlatelolco portait création d'une zone dans laquelle le développement, la production, le déploiement et le stockage d'armements nucléaires sont interdits. Pour assurer le bon fonctionnement du Traité, il est indispensable que toutes les conditions favorables à l'accession au Traité par tous les Etats de la région soient réunies, le meilleur moyen d'y parvenir étant le respect des objectifs et dispositions du Traité par les Etats dotés d'armes nucléaires. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exhorté toutes les puissances dotées d'armes nucléaires à se conformer aux dispositions des protocoles additionnels au Traité, et ont vivement condamné l'introduction d'armes nucléaires dans la région par toute puissance dotée de telles armes.

267. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités de l'établissement de nouvelles démocraties en Amérique latine à la suite de la chute de dictatures militaires dans la région, ce qui a permis aux peuples de ces pays d'exercer pleinement leur droit inaliénable de choisir librement leur destin. A cet égard, ils ont reconnu qu'il est souhaitable de trouver des solutions politiques et de s'employer à consolider le processus démocratique dont la stabilité est gravement et directement compromise par le problème de la dette extérieure en raison de ses implications à long terme dans les domaines politique, économique et social.

268. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté que la défense des droits de l'homme et l'exercice plein et effectif du pluralisme politique idéologique constituent des facteurs importants pour le progrès des peuples de la région.

XXVIII. APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

269. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note avec satisfaction des activités, en particulier dans le cadre des Nations Unies, qui ont marqué le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 14 décembre 1960.

270. Tout en se félicitant des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la Déclaration, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont regretté que les puissances coloniales continuent à vouloir faire obstacle et à s'opposer à la lutte pour l'élimination totale du colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

271. Ils ont par conséquent vigoureusement condamné l'exploitation croissante des ressources humaines et naturelles de ces territoires par les puissances coloniales et les sociétés transnationales ainsi que l'utilisation de certains d'entre eux à des fins militaires, y compris le stockage et/ou le déploiement d'armes nucléaires

qui, non seulement représente un obstacle sérieux à l'exercice de leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, mais aussi menace leur sécurité et celle des Etats voisins indépendants.

272. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés convaincus que le système tristement célèbre du colonialisme ne sera pas vaincu tant que subsisteront des cas de colonialisme comme ceux de la Namibie, de la Nouvelle-Calédonie, de Porto Rico, des îles Malvinas, de la Micronésie et d'autres territoires dépendants. Ils ont exigé l'application immédiate dans ces cas de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et d'autres résolutions pertinentes des Nations Unies.

273. Ils ont demandé aux puissances coloniales de cesser immédiatement l'exploitation de ces territoires ou leur utilisation à des fins militaires, particulièrement en ce qui concerne les armes nucléaires, et de faciliter l'exercice par les peuples concernés de leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies.

274. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur conviction que la lutte pour l'indépendance nationale est un moyen légitime d'éliminer le colonialisme dans ses nombreuses formes et manifestations; ils ont instamment demandé à tous les Etats d'accroître leur appui moral, politique, diplomatique et matériel aux mouvements de libération nationale qui luttent pour l'autodétermination et l'indépendance, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies, en particulier la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale.

275. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés satisfaits du travail accompli par le Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ainsi que de son rôle efficace dans la mise en oeuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

XXIX. LE DROIT AU DEVELOPPEMENT

276. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné l'importance pour les pays non alignés et autres pays en développement du point intitulé "Le droit au développement" qui est actuellement examiné dans les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et ont demandé à tous les membres du Mouvement de lui accorder la plus grande attention.

277. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, tenant compte de la recommandation formulée par la Réunion ministérielle du Bureau de coordination tenue à New Delhi en avril 1986, ont chargé le Bureau de coordination de New York de procéder à des consultations en vue de promouvoir l'adoption, par les pays non alignés, d'une déclaration sur le droit au développement au cours de la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

XXX. TERRORISME INTERNATIONAL

278. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés profondément préoccupés par l'escalade du terrorisme, y compris le terrorisme d'Etat qui, dans le monde

entier et sous toutes ses formes, menace ou tue des innocents, porte atteinte aux libertés fondamentales, a un effet de plus en plus négatif sur les relations internationales, et risque de compromettre l'intégrité territoriale et la sécurité même des Etats. Ils ont condamné toutes les activités terroristes, qu'elles soient le fait d'individus, de groupes ou d'Etats, et ont pris la résolution de les combattre par tous les moyens légaux possibles. Ils ont demandé à tous les Etats de respecter leurs obligations dans le cadre du droit international de s'abstenir d'organiser, de fomenter, de soutenir des actes terroristes ou d'y participer dans d'autres Etats et de ne pas permettre que soient commis de tels actes sur leurs propres territoires.

279. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont toutefois souligné que la lutte légitime des peuples soumis à des régimes racistes et coloniaux et à toutes les formes de domination et d'occupation étrangères, ainsi que la lutte menée par leurs mouvements de libération nationale contre leurs oppresseurs, en particulier celles des peuples d'Afrique du Sud, de Namibie et de Palestine pour l'autodétermination et l'indépendance, conformément aux objectifs et principes de la Charte des Nations Unies et aux principes du non-alignement ne sauraient en aucun cas être considérées comme du terrorisme ou assimilées au terrorisme.

280. Le mercenariat ou les activités de soldats de fortune sont partie intégrante du terrorisme international et de ce fait constituent un crime international. A la lumière des effets négatifs que les activités des mercenaires ont eu sur un certain nombre d'Etats membres non alignés, particulièrement les pays d'Afrique, et qui ont été préjudiciables à la paix, la souveraineté et la stabilité de ces pays, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné sans réserve la récente attaque de mercenaires fomentée contre le Ghana.

281. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé à cet égard les différentes résolutions de l'Organisation de l'unité africaine ainsi que le projet de convention internationale des Nations Unies contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'entraînement de mercenaires, et ils ont invité tous les Etats membres de la communauté internationale, en particulier les pays occidentaux, à respecter les obligations nées des différentes conventions internationales, en interdisant le recrutement, l'utilisation, le financement, l'entraînement, le passage et l'envoi de mercenaires et en punissant sévèrement ceux qui sont arrêtés.

XXXI. NON-AGRESSION ET NON-RECOURS A LA FORCE OU A LA MENACE DE RECOURS A LA FORCE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

282. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec une profonde préoccupation que, ces dernières années, le recours à la force et les actes d'agression se sont exacerbés et que beaucoup d'entre eux ont causé de lourdes pertes humaines et matérielles aux économies des pays concernés et ont créé une menace pour la paix et la sécurité internationales, pour le progrès des peuples et pour la cohésion, l'efficacité et la solidarité du Mouvement des pays non alignés. Ils ont rappelé les principes de la Charte des Nations Unies condamnant l'agression et toute menace de recours à la force ou tout recours à la force dans les relations internationales et l'obligation de régler pacifiquement les différends, obligation qui demeure le fondement de la coexistence pacifique défendue par les pays non alignés.

283. Ils ont rappelé la définition de l'agression contenue dans la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale et la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, reprise dans la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, et ils ont affirmé qu'une guerre d'agression dans les relations internationales est considérée comme la plus grave violation du droit international et des principes des pays non alignés ainsi qu'un crime contre l'humanité qui crée une responsabilité internationale. Ils ont également affirmé que l'application de mesures punitives prises par la communauté internationale en vertu de la Charte des Nations Unies face aux actes d'agression fera progresser et respecter le droit international.

284. Ils ont exprimé leur total soutien à l'adoption d'une déclaration universelle sur le non-recours à la force dans les relations internationales et se sont engagés à oeuvrer dans ce but au Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales de l'ONU. A cet égard, ils s'engagent à tout mettre en oeuvre, lors de la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, pour accélérer les travaux du Comité spécial dans le sens indiqué ci-dessus.

XXXII. REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS

285. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec préoccupation que, durant les dernières années, les différends et conflits entre pays non alignés se sont aggravés et que certains d'entre eux causent de lourdes pertes en vies humaines et biens matériels affectant les économies des pays concernés et menaçant la paix et le progrès des peuples, ainsi que la cohésion, l'efficacité et la solidarité du Mouvement des pays non alignés. Ils ont considéré que la persistance de ce phénomène négatif minait le rôle et les efforts des pays non alignés dans le renforcement de la paix et de la sécurité internationales. Ils ont redit la nécessité de respecter strictement les principes de la Charte des Nations Unies et de la coexistence pacifique, notamment ceux touchant à l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales, ainsi que le respect des obligations découlant des traités et autres sources de droit international. Ils ont rappelé que l'adoption des principes du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force et du règlement pacifique des différends est un élément essentiel de la philosophie de la coexistence pacifique préconisée par les pays non alignés.

286. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont invité tous les pays non alignés à souscrire aux décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies et à les appliquer en utilisant pleinement les procédures pour le règlement amiable des différends prévus dans la Charte des Nations Unies, telles que la négociation, l'enquête, la médiation, la conciliation, l'arbitrage, le règlement judiciaire, le recours à des arrangements ou à des organismes régionaux ou tout autre moyen pacifique de leur choix.

287. A cet égard, ils ont rappelé que la septième Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, au paragraphe 170 de sa Déclaration politique, avait demandé au Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés à New York de fixer la composition du groupe de travail créé lors de la Réunion ministérielle de La Havane en vue d'étudier les propositions et documents de travail présentés au sujet du règlement pacifique des différends, ainsi que tous autres documents à soumettre à l'avenir, afin d'établir un rapport d'ensemble approprié et des recommandations aux fins d'examen par la Conférence ministérielle en 1988. Le groupe de travail est à participation non limitée.

XXXIII. NON-INTERVENTION ET NON-INGERENCE

288. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur soutien à la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention et de l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats, contenue dans la résolution 36/103 de l'Assemblée générale des Nations Unies, et leur appui à la Déclaration relative aux principes du droit international concernant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, telle qu'elle est consignée dans la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ils ont répété que la violation des principes de non-intervention et de non-ingérence dans les affaires intérieures et extérieures des Etats est en toutes circonstances injustifiable et inacceptable. Ils ont noté avec une profonde préoccupation que l'intervention et l'ingérence, la pression et la menace ou l'emploi de la force continuent d'être utilisés contre de nombreux pays non alignés et pays en développement, ce qui a de graves conséquences pour la paix et la sécurité. Ils ont affirmé le droit de tous les Etats de poursuivre leur propre développement économique ou politique sans intimidation, sans entrave ni pression, et ont instamment demandé à tous les Etats d'adhérer à la Déclaration sur la non-intervention et la non-ingérence et d'en observer les principes dans leurs rapports avec d'autres Etats.

XXXIV. L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE (Unesco)

289. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé vigoureusement le soutien total du Mouvement des pays non alignés à l'action menée par l'Unesco pour atteindre les buts et les objectifs que cette organisation s'est assignés et ils ont souligné le rôle éminent que joue l'Unesco, qui constitue l'instance universelle la plus appropriée pour la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de l'information. Ils ont rappelé que les programmes et activités de l'Unesco, en vertu de son mandat, devraient correspondre aux intérêts, aux aspirations et aux valeurs socioculturelles de tous les pays.

290. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont vivement regretté que certains pays aient pris des mesures contre l'Unesco, ce qui constitue un abandon des principes de la coopération multilatérale et du fonctionnement démocratique des organisations internationales et par conséquent menace le système des Nations Unies dans son ensemble. Ils ont lancé un appel urgent aux Etats qui se sont retirés de l'Organisation pour qu'ils reviennent sur leur décision.

291. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec satisfaction les résultats de la vingt-troisième Conférence générale de l'Unesco qui s'est tenue à Sofia en octobre et novembre 1985; ils ont exprimé leur soutien total à l'exécution des programmes et des activités adoptés lors de la Conférence et ils ont réaffirmé leur détermination à faire des efforts en ce sens.

XXXV. LE DROIT DES NATIONS A PRESERVER LEUR CULTURE ET LEUR HERITAGE NATIONAL

292. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont affirmé le droit des pays non alignés de protéger leur culture et de sauvegarder leur héritage national qui sont essentiels au maintien de leur identité culturelle. Ils ont rejeté toutes les tentatives d'intervention ou d'ingérence qui compromettent le libre et plein exercice de ce droit. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont par conséquent décidé d'accorder dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, de l'Unesco et des organismes qui leur sont apparentés, une attention accrue à cette question qui est la prolongation du processus de décolonisation.

293. Ils ont réaffirmé le droit des pays non alignés à recouvrer leurs biens culturels, y compris le patrimoine archéologique et les archives qui font partie de l'héritage national qui a été détourné.

XXXVI. LE NOUVEL ORDRE MONDIAL DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

294. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé la nécessité de resserrer davantage la coopération entre les pays non alignés et autres pays en développement dans les domaines de l'information et des médias et ce, afin d'instaurer le nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, fondé sur la circulation libre et équilibrée de l'information et d'éliminer rapidement les disparités dans les moyens de communication qui, dans une ère de progrès technique rapide, créent de nouveaux déséquilibres et érigent des obstacles nouveaux et complexes à la démocratisation du processus d'information et de communication dans le monde. Ils ont noté avec satisfaction les progrès réalisés dans ce domaine et en particulier la contribution significative apportée par le Pool des agences de presse des pays non alignés établi entre les pays non alignés afin de favoriser la décolonisation de l'information, la lutte contre l'information tendancieuse et les campagnes lancées par les médias contre les pays non alignés et les mouvements de libération nationale.

295. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont reconnu l'importance du Pool des agences de presse des pays non alignés et son rôle éminent dans la lutte pour la décolonisation de l'information et la création d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication en tant que moyen d'échange et de coopération entre les pays non alignés.

296. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris connaissance avec satisfaction des résultats de la quatrième Conférence du Pool des agences de presse des pays non alignés, qui s'est tenue à La Havane du 17 au 22 mars 1986, et en ont approuvé les résolutions ainsi que le Programme d'action de La Havane.

297. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont accueilli avec satisfaction les décisions prises par la Conférence des ministres de l'information des pays non alignés qui s'est tenue à Djakarta du 26 au 30 janvier 1984, portant sur le développement de la coopération entre les pays non alignés dans le domaine de l'information et l'établissement de solides assises pour des activités futures. Ils ont noté avec satisfaction qu'au cours de la réunion de Djakarta, on avait pu parachever le statut et définir les critères du Conseil intergouvernemental, comme l'avait demandé la septième Conférence au sommet.

298. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités des activités du Conseil intergouvernemental pour la mise en oeuvre des décisions de la Conférence générale des ministres de l'information des pays non alignés. A cet égard, ils ont accordé une attention particulière à la Réunion au niveau ministériel du Conseil intergouvernemental qui s'est tenue à Dakar du 9 au 15 janvier 1986 et a procédé à un examen général et à une évaluation de la mise en oeuvre du Programme d'action adopté par la Conférence de Djakarta, y compris les recommandations concernant les pays non alignés.

299. Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés ont noté avec satisfaction la décision adoptée à Djakarta en 1984 par le Conseil intergouvernemental pour la mise en oeuvre des décisions de la Conférence générale des ministres de l'information des pays non alignés, de tenir la prochaine Conférence générale des ministres de l'information des pays non alignés à Harare, en 1987. Ils ont invité les gouvernements des pays non alignés à contribuer activement au succès de la Conférence, dont la mission est d'identifier les stratégies futures pour le développement de la coopération dans toutes les activités touchant à l'information.

300. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé combien le Pool des agences de presse des pays non alignés avait contribué à faciliter la circulation de l'information entre les pays non alignés et ont préconisé davantage d'efforts afin d'accélérer ce processus. Ils ont aussi exprimé leur soutien au nouveau projet d'information économique du Pool (ECOPOOL) qui correspond au besoin des pays non alignés d'échanger des informations économiques, commerciales et financières.

301. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné qu'il fallait donner un nouvel élan aux activités des organes de radiodiffusion des pays non alignés et ont insisté sur la nécessité du renforcement de la coopération et des échanges de programmes entre médias informatisés des pays non alignés.

302. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec satisfaction que la réduction des tarifs des télécommunications, prévue lors de la septième Conférence au sommet tenue à New Delhi, a été effectuée par un certain nombre de pays; ils ont prié instamment tous les pays non alignés de donner effet à cette importante décision afin de favoriser une circulation plus libre de l'information entre les pays non alignés.

303. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont estimé qu'il était hautement utile et nécessaire que les pays non alignés garantissent, par l'intermédiaire des institutions existantes telles que la PANA, l'ORDNA et le CIG, de véritables

échanges d'informations entre eux sur les innovations techniques touchant à l'information et à la communication et élaborent les moyens de mettre en commun leur savoir-faire et leur compétence technologiques en la matière, dans un esprit d'assistance mutuelle et de volonté d'autonomie collective.

304. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont félicité la Pan African News Agency (PANA) pour la précieuse collaboration qu'elle a apportée à la lutte contre l'information fallacieuse et en faveur de la décolonisation et de la restructuration de l'information afin d'établir le nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, fondé sur des relations pacifiques et équitables; ils ont encouragé la PANA à poursuivre dans cette voie.

305. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec satisfaction les résultats de la Réunion des ministres de l'information de l'Organisation de l'unité africaine qui s'est tenue au Caire en novembre 1985.

306. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont également noté avec satisfaction le développement fructueux de la coopération entre le Mouvement des pays non alignés et l'Unesco, en particulier dans les domaines de l'information, de l'éducation, de la science et de la culture, et ont félicité l'Unesco pour ses activités et ses efforts systématiques en vue de la mise en place du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication.

307. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés satisfaits du concours apporté par l'Unesco aux pays non alignés, particulièrement en ce qui concerne les études sur les problèmes de l'information et de la communication, notamment la recherche d'une circulation beaucoup plus équilibrée de l'information entre pays développés et pays en développement. Ils ont exprimé leur vive inquiétude devant les tentatives récemment faites par certains pays pour affaiblir l'Unesco. Ils ont prié instamment tous les Etats de prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer le rôle de l'Unesco.

308. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont convenu de la nécessité de renforcer la coordination à l'intérieur du système des Nations Unies afin d'appliquer les principes du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, et ont également décidé d'apporter leur appui au Département de l'information de l'ONU afin qu'il puisse développer l'information écrite et audio-visuelle, faire mieux connaître au public les questions qui intéressent les pays non alignés et l'informer de façon plus complète et plus approfondie dans les domaines prioritaires comme la paix et la sécurité internationales, le désarmement, le maintien de la paix et les opérations de maintien de la paix, la décolonisation, la Palestine, la Namibie, la promotion des droits de l'homme, le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, l'apartheid et la discrimination raciale, les questions de développement économique et social, la participation des femmes à la lutte pour la paix et le développement, l'instauration du nouvel ordre économique international et du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication. Ils ont chaleureusement loué l'ONU et l'Unesco pour leur rôle positif dans la promotion de la coopération entre pays non alignés dans ce domaine.

309. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné l'utilisation de la radio comme instrument de propagande hostile par un Etat contre un autre, qu'il soit membre ou non du Mouvement des pays non alignés, car c'est un acte contraire aux principes fondamentaux du Mouvement et du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, ainsi qu'aux règles et normes internationales en matière de radiodiffusion qui découlent de la Charte des Nations Unies et du droit international.

310. Ils ont également exigé l'arrêt immédiat de toute émission de radio hostile dirigée contre des pays non alignés.

311. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont renouvelé l'appel lancé aux membres du Mouvement pour qu'ils envoient dorénavant des jeux complets de documents authentifiés de toutes les réunions des pays non alignés qui se tiendront dans leurs pays respectifs au Centre de documentation des pays non alignés de Colombo, qui est dépositaire des documents relatifs aux conférences et réunions du Mouvement des pays non alignés.

312. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont vivement souhaité une interaction et des échanges d'expériences continus et réguliers entre les professionnels de la communication et les personnels de formation des pays non alignés.

XXXVII. ANNEE INTERNATIONALE DE LA PAIX

313. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités que l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 40/3 du 24 octobre 1985, ait proclamé 1986 Année internationale de la paix, relançant ainsi de façon opportune la réflexion et l'action pour la promotion de la paix et donnant l'occasion aux gouvernements, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et aux autres d'exprimer concrètement l'aspiration à la paix commune à tous les peuples. Ils ont réaffirmé les vues exprimées par l'Assemblée générale à sa quarantième session et selon lesquelles l'Année internationale de la paix n'est pas seulement une célébration ou une commémoration mais aussi une occasion de méditer et d'agir dans un esprit systématique et créatif afin d'atteindre les buts et d'appliquer les principes de la Charte des Nations Unies et, à cet égard, ils se sont engagés à continuer de promouvoir, sur la base des principes et de la politique du non-alignement, une action concrète de la part des Etats et des peuples en vue de prévenir la guerre et d'éliminer les différentes menaces contre la paix.

XXXVIII. L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

314. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que le Mouvement des pays non alignés a profondément foi dans l'Organisation des Nations Unies. Si l'ONU a donné une impulsion au processus de décolonisation, les Etats nouvellement indépendants, qui font en grande majorité partie du Mouvement, ont de leur côté apporté richesse et diversité à l'Organisation. Ils ont contribué à en faire un organe réellement universel représentant une libre association d'Etats fondé sur l'égalité souveraine et qui reflète les espoirs et les aspirations des peuples du

monde entier. Ils se sont à nouveau déclarés résolus à jouer un rôle actif dans les organismes des Nations Unies pour atteindre les buts et objectifs du Mouvement lui-même.

315. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que l'Organisation des Nations Unies représente l'instance internationale la mieux appropriée pour le rôle central qu'elle joue dans le maintien de la paix et la sécurité internationales et le règlement pacifique des crises et des différends internationaux, dans la reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples qui vivent sous la domination coloniale et l'occupation étrangère, dans le progrès de la coopération internationale dans tous les domaines sur la base de l'égalité souveraine des Etats et dans l'établissement de relations économiques équitables et justes ainsi que le renforcement de la coexistence pacifique, de la détente universelle, du désarmement et du développement. Ils ont reconnu que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ont obtenu des résultats importants dans de nombreux domaines des relations internationales et ont contribué au progrès économique et social de tous les pays et de tous les peuples. Les membres du Mouvement des pays non alignés, qui représentent près des deux tiers des Membres de l'Organisation des Nations Unies, fermement attachés à leurs principes, sont déterminés à préserver et à consolider les réalisations de l'Organisation mondiale. La capacité des Nations Unies à définir et à résoudre des problèmes potentiels et nouveaux dans les domaines aussi bien politique qu'économique, social ou humanitaire devrait être développée de manière systématique.

316. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec satisfaction qu'un nombre jamais atteint de chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats Membres, en particulier du Mouvement des pays non alignés, ont pris part personnellement à New York aux cérémonies commémoratives qui ont marqué le quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. C'était là un témoignage de la foi et de la confiance placées dans l'Organisation des Nations Unies par la communauté internationale et de son désir de renforcer le multilatéralisme. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont cependant regretté qu'en dépit de la flexibilité dont ont fait montre les pays non alignés et d'autres Etats, aucune déclaration n'ait pu être adoptée à cette occasion en raison de l'attitude intransigeante de certains pays.

317. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur vive préoccupation face aux tentatives de plus en plus nombreuses pour affaiblir et restreindre le rôle des organismes des Nations Unies et éroder les principes d'égalité souveraine et de fonctionnement démocratique qui sont à leur base. Ils ont estimé que la crise actuelle est imputable à une désaffection à l'égard des principes et objectifs de la Charte des Nations Unies. Certains pays, cherchant à préserver leurs positions de force privilégiées, se sont opposés à la démocratisation des relations internationales, objectif poursuivi par les pays non alignés dans leur participation active à l'Organisation des Nations Unies. La non-acceptation de ce processus naturel est au coeur de la crise du multilatéralisme et tout particulièrement de l'attaque concertée lancée par ces pays contre l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées. Dans le même temps, les décisions et résolutions de ces institutions sont de moins en moins respectées, ce qui affaiblit leur rôle de centres de débat et de négociation d'importants

problèmes politiques et économiques. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté que l'utilisation du pouvoir financier pour entraver le fonctionnement de l'Organisation a exacerbé ce processus. Les pays non alignés ont exprimé leur conviction que toute retenue sur les contributions mises en recouvrement constituait une violation délibérée des obligations de la Charte, traité universel librement conclu, et compromettrait par là l'ordre international. Ils ont condamné, en particulier, les retenues sur les contributions mises en recouvrement qui visent à modifier le caractère fondamental et les buts de l'Organisation des Nations Unies.

318. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rejeté toutes les tentatives pour introduire des méthodes de prise de décisions incompatibles avec les buts et principes de la Charte et en particulier le principe de l'égalité souveraine des Etats. Ils ont souligné que la crise financière actuelle de l'Organisation des Nations Unies appelait une solution politique, globale et intégrée. Ils ont invité tous les Etats Membres responsables de cette situation à faire preuve de la volonté politique nécessaire et à ne ménager aucun effort pour trouver une solution durable.

319. Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés ont pris l'engagement de continuer à se conformer scrupuleusement à la Charte des Nations Unies et ont appelé tous les Etats à respecter les résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies.

320. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté que le Groupe d'experts intergouvernemental de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies, créé par l'Assemblée générale par sa résolution 40/237, du 18 décembre 1985, avait achevé ses travaux et ils ont exhorté tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies à accorder le plus grand intérêt à son rapport et à ses recommandations et à agir de façon constructive lors de la quarante et unième session de l'Assemblée générale pour atteindre l'objectif commun, à savoir accroître l'efficacité administrative et financière globale de l'Organisation.

321. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné qu'il était nécessaire d'améliorer l'efficacité des travaux du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et de renforcer le rôle de l'Organisation, dans l'intérêt des Nations Unies; à cet égard, ils ont recommandé que le Comité entreprenne une étude sur l'exercice du droit de veto par les membres permanents du Conseil de sécurité.

322. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rendu un hommage chaleureux au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour les efforts incessants qu'il déploie afin de renforcer le rôle et l'efficacité de l'ONU.

XXXIX. RENFORCEMENT DE L'ACTION COLLECTIVE

323. Constatant la grave détérioration de la situation internationale et réaffirmant la responsabilité historique de la politique de non-alignement, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé, pour lutter contre cette détérioration et promouvoir la paix, la détente, la sécurité collective et la démocratisation des relations internationales, de renforcer les mécanismes d'action collective en vue d'accroître l'influence et le rôle du non-alignement dans les affaires mondiales,

en stricte conformité avec les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et les règles du droit international, fondement même de la coexistence pacifique entre les Etats; ils ont souligné qu'il fallait que les engagements pris dans la présente déclaration soient dûment honorés dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et des autres instances internationales.

324. A cette fin, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé la validité et l'utilité des diverses mesures approuvées, conformément à la Charte des Nations Unies et à la politique de non-alignement, lors du Sommet d'Alger et de la Conférence ministérielle de Lima, en vue de renforcer la solidarité et l'entraide entre pays non alignés dont la souveraineté, l'indépendance, le développement et la sécurité sont menacés.

325. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont également réaffirmé l'urgence et la validité du mécanisme d'action collective prévu aux termes de la résolution No 3 adoptée par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement à Alger.

326. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont recommandé au Bureau de coordination de renforcer encore les instruments de coordination et de coopération entre les pays non alignés, y compris une action unifiée au sein de l'Organisation des Nations Unies et d'autres instances internationales ainsi que la tenue de consultations appropriées qui permettront de définir les modalités d'application de la présente déclaration et l'adoption des mesures nécessaires pour favoriser la promotion et la coordination des activités conjointes propres à garantir à la politique de non-alignement un rôle actif et efficace.

XL. FUTURES REUNIONS DES PAYS NON ALIGNES

327. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, rappelant qu'à la Réunion ministérielle du Bureau de coordination tenue à New Delhi, les ministres avaient pris note de l'offre du Gouvernement du Nicaragua d'accueillir la neuvième Conférence au sommet, ont pris note de cette offre avec satisfaction. Ils ont exprimé la solidarité du Mouvement avec le Nicaragua dans sa défense de sa souveraineté, de son intégrité territoriale et du droit de son peuple de décider de son propre destin face à l'agression étrangère. Ils ont condamné le refus des Etats-Unis d'accepter le jugement de la Cour internationale de Justice, refus qui constitue un défi au droit international.

328. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont en outre pris note avec satisfaction de l'offre du Gouvernement de la République d'Indonésie d'accueillir le neuvième Sommet.

329. Les chefs d'Etat ou de gouvernement sont convenus que la décision définitive sur la date et le lieu de la neuvième Conférence au sommet du Mouvement des pays non alignés sera prise par une conférence ministérielle qui aura lieu à Chypre au plus tard en 1988.

330. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé qu'une réunion ministérielle extraordinaire sur la coopération Sud-Sud aurait lieu à Pyongyang (République populaire démocratique de Corée) en 1987.

XLI. COMPOSITION DU BUREAU DE COORDINATION

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé que le nombre des membres du Bureau de coordination ne serait pas limité et ont noté que les candidatures seraient soumises à New York.

DECLARATION SPECIALE SUR L'AFRIQUE AUSTRALE

Nous, chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés réunis en notre huitième session ordinaire à Harare (Zimbabwe) du 1er au 6 septembre 1986, avons examiné la situation explosive en Afrique australe et avons constaté avec une grave préoccupation que cette situation s'est encore détériorée depuis notre dernière réunion à New Delhi. La cause principale qui a conduit à l'aggravation de la situation est la poursuite de l'apartheid qui a été déclaré crime contre l'humanité par la communauté internationale.

Nous avons également tenu compte de toutes les initiatives qui ont été prises par de nombreux Etats et organisations en vue de parvenir à un règlement négocié du problème mais qui ont été rejetées par le régime raciste de Pretoria. Se refusant à entendre l'appel que lui a lancé la communauté internationale pour qu'il démantèle l'apartheid, le régime raciste de Pretoria a renforcé son oppression et sa subjugation du peuple d'Afrique du Sud, privé de ses droits et dépossédé, en imposant l'état d'urgence et d'autres mesures répressives. Nous avons également noté avec une grave préoccupation que plusieurs milliers de personnes ont été tuées de sang-froid par les forces de sécurité racistes et que des milliers d'autres ont été jetés en prison sans jugement par le régime, dans sa fureur aveugle d'arrêter la vague de soulèvement du peuple opprimé.

En vue de soumettre à sa domination les Etats de première ligne et autres Etats voisins, le régime raciste a aussi intensifié sa campagne d'intimidation, de chantage, de sanctions économiques et d'agression délibérée contre les Etats indépendants de la région. Nous rappelons en particulier les actes d'agression répétés contre la République populaire d'Angola pour appuyer les bandits armés au Mozambique et en Angola ainsi que les raids armés au Botswana, en Zambie et au Zimbabwe, qui ont causé d'énormes pertes en vies humaines et en biens matériels.

Tenant compte de tous ces éléments et conscients de la responsabilité inéluctable de la communauté internationale de combattre l'apartheid, cause profonde de la violence et de l'instabilité dans la région, nous, chefs d'Etat ou de gouvernement, avons convenu des mesures indiquées sous chacun des sous-titres suivants et nous engageons à les mettre en oeuvre.

Namibie

Nous, chefs d'Etat ou de gouvernement, gravement préoccupés par le manque de progrès dans la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, du fait de l'occupation continue de la Namibie par l'Afrique du Sud, et de l'instance du gouvernement Reagan et du régime raciste de Pretoria à lier l'indépendance de la Namibie au retrait des forces

internationales cubaines d'Angola, qui est étranger à la question et sans rapport avec elle, couplage qui a déjà été rejeté par le Conseil de sécurité, et ayant à l'esprit l'angoisse et les aspirations du peuple opprimé de Namibie à son droit inaliénable à la liberté et à l'indépendance, nous nous engageons, individuellement et collectivement, à mettre effectivement en oeuvre les mesures suivantes en vue de hâter l'indépendance de la Namibie.

Nous

a) Réaffirmons une fois de plus que la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies demeure la seule base acceptable d'un règlement pacifique de la question namibienne. A cet égard, nous rejetons et dénonçons avec force la prétendue politique de "couplage" (linkage) comme étant une tentative visant à perpétuer l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud;

b) Réaffirmons la responsabilité inéluctable des Nations Unies de conduire sans plus attendre la Namibie à l'indépendance;

c) Prions le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de poursuivre ses efforts en vue de l'application rapide de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité;

d) Exhortons vivement tous les pays membres du Mouvement des non-alignés ainsi que les membres de la communauté internationale à exercer le maximum de pression, y compris l'imposition de sanctions, en vue d'éliminer tous les obstacles à la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité;

e) Exhortons tous les pays membres à accroître leur assistance bilatérale à la SWAPO, seul représentant authentique du peuple namibien, et à contribuer au Fonds de solidarité des non-alignés pour la Namibie;

f) Lançons un appel à tous les groupes de soutien et à tous les mouvements anti-apartheid aux Etats-Unis et dans le monde occidental pour qu'ils intensifient leurs actions en vue de l'indépendance immédiate de la Namibie;

g) Condamnons une fois de plus le prétendu gouvernement provisoire de la Namibie et exhortons la communauté internationale à continuer de le rejeter et à ne lui accorder aucune forme de reconnaissance;

h) Renouvelons notre appel au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il impose des sanctions globales et obligatoires contre le régime raciste d'Afrique du Sud en vue de le contraindre à coopérer dans la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité;

i) Invitons les pays membres du Mouvement à participer activement à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la Namibie, qui doit se tenir du 17 au 20 septembre 1986. Pour montrer l'importance que nous attachons à cette question, nous donnons mandat au Président du Mouvement pour qu'il fasse part personnellement de notre préoccupation et de notre détermination à la session extraordinaire.

Afrique du Sud

Après avoir examiné l'évolution récente de la situation en Afrique du Sud, nous, chefs d'Etat ou de gouvernement, réaffirmons notre détermination à oeuvrer sans relâche pour l'élimination du système inique de l'apartheid par l'adoption de mesures spéciales destinées à hâter son élimination totale.

Nous avons noté avec une profonde satisfaction la montée de la résistance et du mouvement de défi des masses sud-africaines. L'escalade de la lutte armée tant en Namibie qu'en Afrique du Sud indique clairement que les peuples de Namibie et d'Afrique du Sud sont résolus à consentir le sacrifice suprême dans leurs efforts pour obtenir la liberté et l'indépendance et atteindre les nobles objectifs qui sont ceux du Mouvement des pays non alignés et qui sont inscrits dans les Chartes de l'Organisation de l'unité africaine et des Nations Unies.

Nous avons également noté avec satisfaction qu'au sommet de Londres de sept chefs d'Etat ou de gouvernement de pays du Commonwealth, qui a eu lieu en août 1986, six pays, dont trois de notre mouvement, sont convenus d'imposer, ou ont déjà imposé, un certain nombre de mesures économiques contre l'Afrique du Sud, et nous espérons que d'autres membres du Commonwealth appliqueront des sanctions similaires contre le régime de l'apartheid. Nous avons aussi pris note du rôle important que le rapport du Groupe des personnes éminentes, créé par les chefs d'Etat ou de gouvernement du Commonwealth à leur réunion de Nassau en octobre 1985 a joué, pour stimuler dans le monde un débat bien documenté sur la situation intolérable en Afrique du Sud.

Nous, chefs d'Etat ou de gouvernement, réaffirmons notre décision et notre conviction que l'imposition de sanctions globales obligatoires à l'encontre de l'Afrique du Sud, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, demeure la seule option pacifique susceptible de contraindre le régime raciste de Pretoria à abolir le système d'apartheid. En conséquence, nous soutenons l'appel par l'Organisation de l'unité africaine pour la convocation rapide du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies afin d'imposer à l'Afrique du Sud des sanctions globales obligatoires conformément aux dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies (CM/Res.1952/XL de l'OUA). En attendant l'adoption de sanctions globales obligatoires, nous, chefs d'Etat ou de gouvernement, entérinons les mesures suivantes qui ont été adoptées par certains pays et organisations et recommandons à la communauté internationale dans son ensemble de les adopter et de les mettre en oeuvre au plus tôt :

a) Interdiction de transfert de technologie vers l'Afrique du Sud;

b) Cessation des exportations, de la vente ou du transport de pétrole et de produits pétroliers destinés à l'Afrique du Sud, et de toute coopération avec l'industrie pétrolière sud-africaine;

c) Arrêt de nouveaux investissements en Afrique du Sud ou en Namibie et de prêts financiers à ces pays, et de toute assurance ou garantie gouvernementale des crédits accordés au régime raciste;

- d) Cessation de toute promotion du commerce avec l'Afrique du Sud ou de l'appui à ce secteur, notamment de l'assistance gouvernementale aux missions commerciales;
- e) Interdiction de vente de krugerrands et de toutes autres pièces frappées en Afrique du Sud;
- f) Interdiction d'importer des produits agricoles, du charbon et de l'uranium, du fer et de l'acier, etc., provenant d'Afrique du Sud;
- g) Adoption de dispositions législatives ou autres en vue de se conformer au décret No 1 pour la protection des ressources naturelles de la Namibie adopté en 1974 par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie;
- h) Suppression de tous privilèges d'entrée sans visa et de la promotion du tourisme vers l'Afrique du Sud;
- i) Suppression des liaisons aériennes et maritimes avec l'Afrique du Sud;
- j) Cessation de toute relation universitaire, culturelle, scientifique et sportive avec l'Afrique du Sud, et des relations avec des particuliers, des institutions et des organes appuyant l'apartheid ou reposant sur ce système;
- k) Suspension ou abrogation des accords conclus avec l'Afrique du Sud tels que les accords de coopération culturelle et scientifique;
- l) Abrogation des accords de double imposition avec l'Afrique du Sud;
- m) Interdiction aux gouvernements de signer des contrats avec des sociétés à participation majoritaire sud-africaine.

En outre, nous demandons instamment à toutes les organisations non gouvernementales de participer activement à la campagne d'information et de sensibilisation de l'opinion publique internationale aux réalités de l'apartheid.

Par ailleurs, nous exhortons tous les Etats à accroître leur assistance matérielle et financière au peuple opprimé et combattant d'Afrique du Sud par l'intermédiaire de ses mouvements de libération nationale afin de lui permettre d'intensifier son combat contre l'apartheid et sa lutte en faveur de la mise sur pied d'un gouvernement non racial et représentatif en Afrique du Sud.

Enfin, nous prenons note de la résolution adoptée à la vingt-deuxième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine recommandant à tous les gouvernements et établissements d'enseignement de consacrer la première leçon de l'année scolaire 1986/87 à l'apartheid et d'inscrire à cette occasion sur le tableau de chaque classe des écoles et de commenter la phrase : "L'apartheid est un crime contre l'humanité". Nous recommandons que cette résolution, tendant à sensibiliser la jeunesse sur la question de l'apartheid, soit prise en considération sérieusement pendant l'année scolaire 1986/87 dans tous nos pays et dans le monde entier.

Etats de première ligne et autres Etats voisins

Nous, chefs d'Etat ou de gouvernement, avons examiné et noté avec une profonde inquiétude la situation extrêmement grave et explosive qui prévaut en Afrique australe, et qui est imputable à la politique de terrorisme d'Etat, d'occupation militaire, de chantage et de recours à des bandits armés que le régime de l'apartheid applique pour déstabiliser, saboter et détruire l'infrastructure économique et sociale des Etats de première ligne et autres pays voisins dans le but de les affaiblir et de les asservir. Aussi sommes-nous conscients plus que jamais de l'urgente nécessité d'une action internationale concertée à court et à long terme en vue de fournir un secours aux Etats de première ligne et autres Etats de la région pour leur permettre de résister aux sanctions de rétorsion imposées par le régime raciste de Pretoria.

Nous rejetons la politique d'"engagement constructif" ainsi que toute tentative, d'où qu'elle vienne, d'établir un dialogue avec le régime raciste en dehors du cadre d'un processus catégorique et irréversible destiné à éliminer complètement l'apartheid et assurer l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Namibie.

Nous faisons entièrement nôtres la Déclaration sur la situation critique en Afrique australe adoptée par la Conférence des chefs d'Etats et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa vingt-deuxième session (AHG/S.5) (XXII), ainsi que les mesures qui y sont préconisées, en particulier :

"g) La fourniture des ressources nécessaires aux Etats de première ligne pour leur permettre de renforcer leur capacité de défense;

h) La mobilisation de l'assistance nécessaire en faveur des Etats de première ligne et autres Etats voisins en vue de renforcer leur capacité à faire face aux conséquences des actes de sabotage, de chantage et d'agression économique du régime raciste;

i) La mobilisation de l'assistance nécessaire en faveur des Etats de première ligne et autres Etats voisins en vue d'accroître leur capacité à faire face aux effets des sanctions."

Dans ce contexte, nous décidons de créer un Fonds de solidarité pour l'Afrique australe auquel nous apporterons une contribution généreuse. Ce fonds servira à fournir une aide d'urgence ainsi qu'une assistance à long terme pour le développement de l'infrastructure afin de réduire la dépendance de ces pays à l'égard de l'Afrique du Sud. Le Fonds sera administré par un Comité composé de la Zambie et du Zimbabwe, représentant l'Afrique australe, et de l'Algérie, de l'Argentine, du Congo, de l'Inde, du Nigéria, du Pérou et de la Yougoslavie, représentant les autres Etats membres du Mouvement des pays non alignés.

Nous lançons un appel à l'ensemble de la communauté internationale pour qu'elle contribue généreusement à ce fonds.

MESURES RELATIVES AU FONDS POUR LA RESISTANCE CONTRE
L'INVASION, LE COLONIALISME ET L'APARTHEID

1. Les objectifs de ce fonds sont de :

a) Renforcer le potentiel économique et financier des Etats de première ligne dans leur lutte contre le régime d'apartheid de Pretoria et soutenir les mouvements de libération en Afrique du Sud et en Namibie dans leur lutte acharnée contre l'oppression raciste et colonialiste;

b) Aider les Etats de première ligne à appliquer les sanctions contre l'Afrique du Sud et à faire face à toute mesure de représailles économiques de la part du régime raciste.

2. Pour atteindre ces objectifs, les mesures suivantes seront prises :

a) Compenser les pénuries de produits de base dues à l'application des sanctions contre l'Afrique du Sud, notamment par la création d'un stock stratégique d'urgence;

b) Renforcer les transports et les communications affectés par la lutte contre le racisme;

c) Contrebalancer les efforts négatifs sur le commerce des mesures prises contre le régime sud-africain;

d) Assurer l'approvisionnement permanent en produits pétroliers et autres sources d'énergie;

e) Contribuer à assurer le bon fonctionnement des installations et réseaux économiques vitaux;

f) Développer les ressources humaines pour une gestion efficace des économies nationales;

g) Mobiliser l'opinion publique internationale et réunir des ressources financières pour atteindre les objectifs du Fonds.

3. Le Comité du Fonds est composé des Etats membres suivants :

- | | | |
|----|-------------|------------------|
| 1. | Inde | - Président |
| 2. | Zambie | - Vice-Président |
| 3. | Zimbabwe | |
| 4. | Nigéria | |
| 5. | Algérie | |
| 6. | Congo | |
| 7. | Yougoslavie | |
| 8. | Pérou | |
| 9. | Argentine. | |

APPEL SPECIAL DE LA HUITIEME CONFERENCE AU SOMMET DU MOUVEMENT DES
PAYS NON ALIGNES POUR L'INDEPENDANCE IMMEDIATE DE LA NAMIBIE

Nous, chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés réunis à Harare (Zimbabwe) du 1er au 6 septembre 1986, ayant examiné la situation actuelle en Namibie ainsi que l'appel urgent adressé à notre conférence au sommet par la Conférence internationale pour l'indépendance immédiate de la Namibie, qui s'est tenue à Vienne du 7 au 11 juillet 1986, exprimons notre indignation devant le maintien de l'occupation illégale de ce territoire et la brutalisation du peuple namibien par le régime raciste d'Afrique du Sud.

Il y a 20 ans, l'Organisation des Nations Unies a mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie et assumé une responsabilité directe sur ce territoire. Un plan des Nations Unies pour accorder l'indépendance aux habitants de ce territoire, adopté en 1978 en tant que résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, a été accepté par les parties intéressées et, par la suite, par la communauté internationale. A ce jour cependant, les efforts pour le mettre en oeuvre ont été compromis par l'obstination du régime raciste de Pretoria et la politique malencontreuse de "couplage" poursuivie par les Etats-Unis d'Amérique.

Conscients de la scandaleuse situation qui se perpétue, nous lançons un appel urgent pour que :

a) Le Gouvernement des Etats-Unis cesse de lier l'indépendance de la Namibie au retrait des forces internationalistes cubaines d'Angola;

b) Tous les Etats membres du Mouvement des pays non alignés et les autres pays soulèvent de toute urgence la question de Namibie dans toutes les instances internationales ainsi que dans le cadre de leurs relations bilatérales avec le Gouvernement des Etats-Unis afin de convaincre celui-ci de la nécessité de renoncer à sa politique de "couplage" et de collaborer sans plus tarder avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour mettre en oeuvre la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité;

c) Les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en tant que membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, s'abstiennent de recourir au veto pour empêcher le Conseil de sécurité d'imposer, contre le régime d'apartheid d'Afrique du Sud, des sanctions globales obligatoires qui constituent le moyen pacifique le plus efficace pour obliger ce régime à mettre un terme à son occupation illégale de la Namibie;

d) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies poursuive la mise en oeuvre du Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, maintenant que toutes les questions en suspens ont été réglées;

e) Les médias du monde entier fassent connaître le sort du peuple namibien et expliquent le sens de sa lutte, afin de rompre le blackout total sur l'information imposé par la puissance occupante en Namibie;

f) La communauté internationale accorde un soutien total, matériel, politique et diplomatique à la lutte menée par la SWAPO.

L'indépendance de la Namibie n'a que trop tardé. Attendre encore serait immoral. Nous en appelons donc à tous les hommes et à toutes les femmes de bonne volonté pour qu'ils refusent catégoriquement de différer encore, quelle qu'en soit la raison et dans quelque circonstance que ce soit, l'indépendance de la Namibie.

APPEL DE HARARE POUR LE DESARMEMENT

Nous, chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés réunis à Harare (Zimbabwe) du 1er au 6 septembre 1986, souhaitons au nom de nos gouvernements et de nos peuples, faire connaître à Votre Excellence notre inquiétude et notre profonde préoccupation devant la poursuite de la course aux armements nucléaires. Jamais auparavant l'humanité n'a été aussi près de l'autodestruction. En fait, l'alternative n'est plus aujourd'hui entre la guerre ou la paix, mais entre la vie ou la mort. C'est pourquoi la lutte pour la paix et pour la prévention d'une guerre nucléaire est aujourd'hui notre tâche principale.

Cet état de choses, s'il reste ce qu'il est, accroît le risque d'un holocauste nucléaire et la possibilité réelle d'un anéantissement de la civilisation. Aussi sommes-nous au plus haut point préoccupés par ce grave danger et souhaitons-nous le voir écarté dans l'intérêt de l'humanité tout entière.

Il y a exactement 25 ans, les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés réunis à la première Conférence au sommet à Belgrade ont ressenti la nécessité de lancer un appel à S. Exc. le Président des Etats-Unis d'Amérique et à S. Exc. le Président du Conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques afin qu'ils entreprennent des négociations en vue d'éliminer le risque de guerre dans le monde et de permettre à l'humanité de s'engager sur la voie de la paix.

Vingt-cinq ans se sont écoulés, et la dégradation de la situation internationale dans les domaines de l'économie, de la politique et de la sécurité est telle que l'humanité se trouve dans une situation aussi grave, sinon pire, que celle qui, en 1961, a incité les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à réagir.

Le risque de guerre qu'engendre l'apparition d'armes toujours plus perfectionnées et destructrices rend l'environnement politique et stratégique beaucoup plus périlleux qu'il ne l'a jamais été auparavant.

C'est pourquoi nous avons été poussés par notre préoccupation permanente d'éviter la guerre et de promouvoir la paix, la détente et la coexistence pacifiques, à vous adresser cet appel, vous priant instamment de ne ménager aucun effort pour réduire la tension qui prévaut et instaurer un climat de confiance dans le monde, afin de faciliter le règlement des grands problèmes internationaux par des moyens pacifiques.

Nous prions instamment les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ainsi que tous les autres Etats dotés d'armes nucléaires de prendre des mesures immédiates en vue de prévenir le déclenchement d'une guerre nucléaire.

En tant que chef de l'une des deux nations les plus puissantes du monde, il est en votre pouvoir, nous en sommes persuadés, d'arrêter l'escalade qui mène à l'affrontement et au conflit armé. Nous voudrions donc vous inciter à coopérer

pleinement avec votre homologue afin de poursuivre le dialogue qui a été ouvert pour mettre fin à la course aux armements dans la perspective de la conclusion d'accords de fond sur le désarmement et notamment un accord rapide sur la prévention de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

Nous formulons l'espoir que lors de votre prochaine réunion au sommet, les deux parties concernées conviendront d'un moratoire en tant que première étape vers la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires. Une telle décision serait accueillie très favorablement par les peuples du monde entier et contribuerait grandement à mettre un terme à la course aux armes nucléaires en même temps qu'elle encouragerait les progrès dans les autres secteurs du désarmement.

Convaincus que vous partagez aussi bien notre appréhension que nos espoirs, nous vous demandons d'accorder au présent appel toute votre attention afin de prévenir une dérive possible vers la guerre nucléaire et de renforcer les perspectives de paix et de coopération.

Le Mouvement des pays non alignés s'est engagé à oeuvrer pour la stabilité mondiale et le développement d'une coopération internationale équitable, en vue d'apporter des solutions aux principaux problèmes politiques et économiques du monde actuel. Nous, membres de ce mouvement, sommes prêts à continuer de jouer un rôle actif pour créer un climat international sûr.

Une lettre rédigée en termes identiques a été envoyée à S. Exc. Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Nous espérons que le présent appel vous encouragera à vous rendre à la réunion prévue et à parvenir à des conclusions qui serviront au mieux les intérêts de tous les Etats et de tous les peuples de notre planète. Il faut épargner à l'humanité le fléau de la guerre. Nous devons reconnaître que nous sommes liés par une destinée commune et lutter avec détermination pour un avenir de paix, de dignité, de développement et de progrès pour tous.

DECLARATION DE HARARE SUR LE RENFORCEMENT
DE L'ACTION COLLECTIVE

Nous, chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, réunis à Harare (Zimbabwe) au huitième Sommet des pays non alignés,

Reconnaissant la vulnérabilité particulière de tous les pays non alignés en développement aux actions politiques et économiques de pression et de coercition nées de contraintes structurelles et parfois d'environnements hostiles, surtout les pays en développement sans littoral, les pays insulaires en développement, les pays les moins avancés, les Etats de première ligne et autres Etats indépendants d'Afrique australe,

Résolus à préserver l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays membres du Mouvement des pays non alignés ainsi que le droit de tous les Etats à l'égalité et le droit d'être partie prenante dans les affaires internationales; résolus également à nous conformer aux principes et politiques du non-alignement pour raffermir le rôle de notre Mouvement en tant que facteur authentique et indépendant dans les relations internationales,

Réitérant notre engagement pour le renforcement de notre capacité d'action collective formulée dans le Programme de Lima d'août 1975 sur l'assistance mutuelle et la solidarité énoncé et approuvé dans le document sur l'action collective de la résolution No 3 de la Déclaration économique adoptée par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement tenue à Alger en 1973,

Décidons de charger le Bureau de coordination de multiplier les actions tendant à renforcer les mesures de coordination et de coopération, notamment l'unité d'action au sein des Nations Unies et d'autres instances internationales, de même que les formes de consultation les plus appropriées pour définir la manière dont il convient d'appliquer la présente Déclaration et de favoriser l'adoption des mesures propres à promouvoir et à coordonner une action commune qui maintiendra le dynamisme et l'efficacité du rôle joué par les politiques des non-alignés, et déclarons que :

a) Toute menace de recours à la force ou d'agression contre un pays non aligné sera considérée comme étant dirigée contre le Mouvement dans son ensemble;

b) Toute mesure contre un pays non aligné qui fait obstacle à l'exercice effectif, plein et libre de ses droits souverains sera considérée comme dirigée contre le Mouvement dans son ensemble;

c) Les pays non alignés seront alors prêts à apporter assistance mutuelle au pays menacé à sa demande.

II. DECLARATION ECONOMIQUE

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	92
II. LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE	95
III. NEGOCIATIONS EN VUE DE L'INSTAURATION D'UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL	97
IV. STRATEGIE INTERNATIONALE DU DEVELOPPEMENT	98
V. STRATEGIE A ADOPTER POUR LES NEGOCIATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES	99
VI. QUESTIONS MONETAIRES ET FINANCIERES ET TRANSFERT DE RESSOURCES	102
VII. DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT	107
VIII. COMMERCE ET MATIERES PREMIERES	110
IX. LA CNUCED	117
X. ALIMENTATION ET AGRICULTURE	118
XI. ENERGIE	120
XII. SCIENCE ET TECHNOLOGIE	121
XIII. INDUSTRIALISATION	123
XIV. TELECOMMUNICATIONS	123
XV. SOUVERAINETE SUR LES RESSOURCES NATURELLES	124
XVI. DROIT DE LA MER	125
XVII. SOCIETES TRANSNATIONALES	126
XVIII. ENVIRONNEMENT ET AUTRES ASPECTS QUALITATIFS DU DEVELOPPEMENT	127
A. Environnement	127
B. Aspects qualitatifs du développement	128

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
XIX. ANNEE INTERNATIONALE DU LOGEMENT DES SANS-ABRI	129
XX. LE ROLE DE LA FEMME DANS LE DEVELOPPEMENT	129
XXI. DESERTIFICATION ET AIDE AUX VICTIMES DE LA SECHERESSE	130
XXII. LA SITUATION DES REFUGIES ET DES PERSONNES DEPLACEES EN AFRIQUE	131
XXIII. CONDITIONS DE VIE DU PEUPLE PALESTINIEN DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPES	131
XXIV. LA SITUATION ECONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE	132
XXV. DECENNIE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS EN AFRIQUE	134
XXVI. DECENNIE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE	134
XXVII. LES PAYS LES MOINS AVANCES	134
XXVIII. PAYS EN DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL	135
XXIX. PAYS EN DEVELOPPEMENT INSULAIRES	135
XXX. LES PAYS LES PLUS GRAVEMENT TOUCHES	136
XXXI. ABUS ET TRAFIC ILLICITE DES DROGUES	137
XXXII. COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT	137
A. Situation générale	137
B. Programmes d'action pour la coopération économique ...	139
a) Programme d'action pour la coopération économique (pays non alignés)	139
b) Programme d'action de Caracas (Groupe des 77) ...	140
XXXIII. PROGRAMME D'ACTION POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE	141
I. INTRODUCTION	141
A. Matières premières	142

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
B. Commerce, transports et industrie	143
C. Coopération monétaire et financière	144
D. Assurance	144
E. Développement scientifique et technique	145
F. Coopération technique et services de consultants	145
G. Alimentation et agriculture	146
H. Pêches	147
I. Santé	147
J. Emploi et mise en valeur des ressources humaines	148
K. Tourisme	149
L. Sociétés transnationales et investissement privé extérieur	149
M. Education physique et sports	150
N. Système de recherche et d'information	150
O. Rôle de la femme dans le développement	151
P. Utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques	152
Q. Télécommunications	153
R. Habitat	154
S. Education et culture	154
T. Normalisation, métrologie et contrôle de la qualité	155
U. Coopération internationale pour le développement	156
V. Environnement	156
II. ORIENTATIONS FUTURES	156
XXXIV. LISTE DES PAYS COORDONNATEURS AU 6 SEPTEMBRE 1986	158

I. INTRODUCTION

1. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont examiné l'évolution de la situation économique internationale et ont constaté avec inquiétude que, depuis la septième Conférence au sommet tenue à New Delhi en mars 1983, la crise économique mondiale n'a cessé de s'aggraver et se caractérise entre autres par une accentuation des déséquilibres et des inégalités structurels qui résulte de la division internationale du travail actuelle qui ne permet pas un progrès juste et équilibré de l'économie mondiale, et qui a entraîné un effondrement du système des paiements internationaux. Le fossé qui continue de se creuser entre pays développés et pays en développement et la persistance d'un système économique international injuste et inéquitable constituent un obstacle majeur au processus de développement des pays non alignés et autres pays en développement* et menacent sérieusement la paix et la sécurité internationales. A ce sujet, ils ont renouvelé l'engagement pris par le Mouvement des pays non alignés de continuer à oeuvrer en vue de la restructuration du système économique international afin d'instaurer le nouvel ordre économique international fondé sur la justice, l'équité, l'égalité et l'intérêt de tous.

2. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé les nombreuses initiatives importantes prises par le Mouvement des pays non alignés au cours des 25 dernières années afin de restructurer l'ordre économique mondial sur une base d'égalité souveraine, de justice et d'équité et dans l'intérêt de tous. Dans ce contexte, ils ont tout particulièrement déploré l'absence de progrès dans la mise en oeuvre des propositions constructives, concrètes et équilibrées, faites au septième Sommet, pour relancer un dialogue authentique, effectif et constructif entre pays développés et pays en développement, dans les domaines d'intérêt vital pour la promotion d'un développement durable de l'économie internationale, en particulier de l'économie des pays en développement. L'érosion actuelle du multilatéralisme, le fait que les pays développés ont de plus en plus recours au bilatéralisme à des fins politiques et au détriment des intérêts des pays en développement, ainsi que l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations entre les pays développés et les pays en développement, signifient que certains pays développés manquent de volonté politique pour s'attaquer aux problèmes pressants et fondamentaux de l'économie mondiale dans son ensemble et dans chacun de ses éléments constitutifs. Ils ont noté que l'interdépendance de l'économie mondiale était une réalité incontestable et ont souligné que pour parvenir à une croissance soutenue et durable de l'économie mondiale, il fallait relancer d'urgence le processus de développement dans les pays en développement et adopter une approche intégrée des questions de plus en plus étroitement liées de la monnaie, des finances, de la dette, du commerce et du développement.

* Dans tout le document, dans l'expression "pays non alignés et autres pays en développement", le terme "pays en développement" désigne des Etats membres du Groupe des 77.

3. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déploré la tendance de certains pays développés à oublier, dans leur recherche de solutions aux problèmes économiques mondiaux, que les problèmes de développement des pays en développement font partie intégrante d'une économie mondiale interdépendante. A cet égard, ils se sont déclarés profondément convaincus qu'aussi longtemps que les politiques macro-économiques des pays développés seront incompatibles avec les buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, l'objectif d'une croissance soutenue et durable de l'économie mondiale demeurera illusoire. Dans ce contexte, ils ont exhorté les pays développés à engager des négociations sérieuses avec les pays en développement en vue d'atteindre les objectifs de développement adoptés par la communauté internationale et exposés notamment dans la Déclaration et le Programme d'action sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international et la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

4. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur attachement total aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations Unies et le rôle de l'Organisation des Nations Unies en tant que principal organe de dialogue et de négociations sur les questions relatives à la coopération internationale pour le développement et ont exhorté tous les Etats à respecter les principes démocratiques et toutes les normes et pratiques qui régissent le système des Nations Unies, et à l'aider à surmonter ses difficultés actuelles de financement. Ils ont fait l'éloge de certaines des institutions internationales qui ont contribué au progrès économique des pays en développement. A ce sujet, ils ont exprimé leur profonde préoccupation devant les tentatives récentes pour détruire et affaiblir le multilatéralisme en général et l'Organisation des Nations Unie et ses institutions spécialisées en particulier. Ils se sont déclarés déterminés à oeuvrer au renforcement des institutions internationales et à faire en sorte que leur rôle ne soit pas amoindri.

5. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont vivement déploré que certains pays développés aient de plus en plus tendance à recourir à des politiques et pratiques économiques unilatérales, coercitives et discriminatoires comme moyens de pression économique et politique sur les pays membres du Mouvement des pays non alignés et autres pays en développement, en violation flagrante des dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. Ils ont instamment prié les pays développés concernés de s'abstenir de recourir ou de menacer de recourir à des restrictions, blocus, embargos, sanctions de caractère commercial ou à toute autre mesure coercitive, ainsi qu'aux menaces de recours à la force ou au recours à la force, incompatibles avec les dispositions de la Charte des Nations Unies. Ils ont exprimé leur pleine solidarité avec les pays non alignés et autres pays en développement victimes de ce type d'agression alors qu'ils s'efforcent de consolider leur indépendance, leur souveraineté et leur intégrité territoriale. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé d'intensifier leurs efforts, individuellement et collectivement, pour résister à ces actes d'agression.

6. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné le lien direct existant entre la paix, le désarmement et le développement. Ils ont noté que la course aux armements, et plus particulièrement la course aux armements nucléaires, est source d'instabilité mondiale. Ils ont demandé que cesse la course aux armements,

notamment en ce qui concerne les armes nucléaires, et que soient adoptées des mesures en vue du désarmement, en particulier par les grandes puissances nucléaires, afin de mettre en place un ordre international viable. Ils ont souligné qu'un développement harmonieux n'est possible que dans un climat de paix et de coopération et, à cet égard, ils ont réitéré leur appel en faveur de la cessation immédiate de la course aux armements, suivie de l'adoption de toute urgence de mesures de désarmement qui libéreraient les ressources humaines, financières, matérielles et techniques si nécessaires pour le développement.

7. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que le colonialisme, l'impérialisme, le néocolonialisme, l'ingérence dans les affaires intérieures, l'apartheid, le sionisme, le racisme et toutes les formes de discrimination raciale, l'agression étrangère, l'occupation, la domination, l'hégémonie, l'expansionnisme, l'exploitation et la déstabilisation sont des obstacles fondamentaux à l'émancipation économique des pays en développement et ils ont réaffirmé leur volonté de prendre individuellement et collectivement des mesures efficaces pour mettre fin à de telles pratiques.

8. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec une profonde inquiétude la situation économique critique en Afrique où le revenu par habitant continue à baisser, la croissance s'étant même arrêtée dans de nombreux pays dont l'économie est réduite à un simple niveau de subsistance. Les efforts déployés par la communauté internationale pour aider les pays africains concernés à faire face à cette situation d'urgence sont louables, mais il est encore plus important que la communauté internationale continue d'aider généreusement les pays africains qui s'efforcent de surmonter la crise et de relancer leur économie, notamment de rétablir et de réaménager aux fins de la croissance leur infrastructure sérieusement atteinte. Ils ont par ailleurs noté avec satisfaction que lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la situation économique critique en Afrique, la communauté internationale a reconnu la nécessité de fournir à l'Afrique les ressources extérieures supplémentaires nécessaires à son redressement économique. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont fait appel à la communauté internationale et aux institutions financières et monétaires régionales et internationales pour qu'elles débloquent de toute urgence les fonds requis et prennent les mesures appropriées pour la mise en oeuvre totale et efficace du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990.

9. Conscients de la situation économique mondiale et de l'état actuel des relations économiques internationales, notamment l'impasse des négociations globales en vue de l'établissement du nouvel ordre économique international et ses conséquences graves pour l'économie et les perspectives de développement des pays non alignés et autres pays en développement, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné l'importance de l'autonomie collective en tant qu'élément essentiel des efforts déployés par les pays non alignés pour restructurer les relations internationales. Ils ont réaffirmé qu'une meilleure coopération économique entre les pays non alignés et autres pays en développement non seulement améliorerait les perspectives de développement, mais aussi renforcerait leur pouvoir de négociation face aux pays développés. Ils ont souligné que la coopération économique entre pays en développement fait partie intégrante du nouvel ordre économique international et qu'elle est aussi un instrument qui aidera à le mettre en place. A cet égard, ils ont affirmé leur volonté de se mettre à la tâche sur-le-champ et énergiquement.

II. LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE

10. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont passé en revue la situation économique mondiale et ont exprimé leur profonde inquiétude devant l'aggravation de la crise que connaît le système économique international. Ils ont souligné que cette crise n'est pas simplement un phénomène cyclique mais le symptôme d'une inadaptation structurelle profondément enracinée, caractérisée par l'accentuation des déséquilibres et des inégalités dont les pays en développement ressentent inexorablement l'impact. Ils ont également noté que cette situation se trouve encore aggravée par les politiques macro-économiques étroites et à courte vue de quelques pays développés qui ne favorisent ni la croissance de l'économie mondiale dans son ensemble ni les réformes structurelles du système des relations économiques mondiales. Dans bien des cas, ces politiques ont pour effet de transférer le fardeau de l'ajustement aux Etats les plus vulnérables de la communauté internationale, avant tout aux pays en développement. De plus, les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont dit préoccupés par le fait que, dans bien des cas, ces politiques reflètent une intention délibérée de la part de certains pays développés de se servir de leur puissance économique à des fins politiques.

11. Conscients des conséquences de la situation d'instabilité prolongée qui caractérise l'économie mondiale et de la relation étroite qui existe entre les questions commerciales, monétaires, financières et les problèmes de développement, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur inquiétude devant la baisse brutale des prix des produits de base, qui a entraîné une nouvelle détérioration des termes de l'échange des pays en développement, devant la recrudescence des tendances protectionnistes et la prolifération généralisée des pratiques discriminatoires au mépris des règles et pratiques du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), ainsi que devant d'autres restrictions commerciales appliquées avec une sévérité particulière à l'égard des exportations des pays en développement; ils ont également constaté avec préoccupation l'instabilité monétaire et financière, les taux d'intérêt élevés, le désalignement des taux de change, la charge de plus en plus lourde et insupportable du service de la dette extérieure, le renversement des flux de ressources des pays en développement vers les pays développés et le manque de surveillance multilatérale efficace des politiques suivies par les grands pays industrialisés. Ils ont noté avec une vive inquiétude que, dans la conjoncture économique mondiale actuelle, ces facteurs ont gêné le processus de croissance de l'économie mondiale en général et des économies des pays en développement en particulier.

12. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté que la chute brutale et persistante des prix du pétrole a entraîné un transfert massif de revenus des pays en développement exportateurs de pétrole vers les pays développés et ils ont exprimé leur préoccupation face à l'impact négatif que cette situation aura sur les économies des pays en développement exportateurs de pétrole et sur leur capacité d'assurer un développement soutenu. La capacité de ces pays d'importer et de continuer à fournir une aide financière a été considérablement affaiblie, ce qui aura de nouvelles conséquences défavorables pour d'autres pays en développement.

13. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont également constaté que les tendances divergentes des perspectives économiques des pays en développement et des pays

développés ont accentué les asymétries existant dans l'ordre économique mondial, élargissant ainsi l'écart entre pays développés et pays en développement, ce qui constitue une grave menace pour la paix et la sécurité internationales.

14. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec regret que la plupart des pays en développement ont vu leurs taux de croissance stagner ou baisser pendant la première moitié de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, contrairement à la croissance de 7 p. 100 prévue dans le cadre de la Stratégie internationale du développement et aux buts et objectifs du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés. Ils se sont aussi montrés préoccupés par le fait que les tendances actuelles de l'économie mondiale traduisent une contraction et une stagnation plus accusées entraînant de nouvelles souffrances humaines et une aggravation de la pauvreté, de la faim, de la malnutrition et de la maladie qui menacent la structure sociale des pays en développement et constituent une source de danger supplémentaire pour la paix et la sécurité. Ils ont également noté que la reprise économique limitée de certains pays développés n'a pas sensiblement amélioré l'environnement économique défavorable auquel sont confrontés les pays en développement ni leurs perspectives de développement. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté avec inquiétude qu'une telle reprise économique repose sur des activités économiques qui ne stimulent pas la croissance de la demande de produits de base en provenance des pays en développement.

15. Devant les incertitudes économiques et au vu des conditions extrêmement dures que connaissent les pays en développement, la baisse de l'aide publique au développement (APD) accordée aux pays en développement en général et aux pays les moins avancés en particulier est un phénomène alarmant. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déploré la réduction de l'aide à des conditions de faveur aux pays en développement et ont regretté que l'on n'ait pas atteint l'objectif d'APD de 0,7 p. 100 du produit national brut (PNB) fixé dans la Stratégie internationale du développement de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et les objectifs de l'APD du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés. Ils ont souligné que les problèmes de développement très graves auxquels les pays en développement sont confrontés sont dus, dans une large mesure, à l'insuffisance des transferts de ressources au profit du développement.

16. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont reconnu que le problème de la dette extérieure des pays en développement est un reflet du mauvais fonctionnement du système économique international. Ils se sont déclarés profondément préoccupés par les effets de la crise de l'endettement qui a atteint maintenant des dimensions politiques graves. Ils ont aussi noté que l'énorme fardeau du service de la dette extérieure a été alourdi encore par le processus d'ajustement restrictif imposé par les institutions internationales de financement et de crédit, de même que par l'absence d'accès aux marchés financiers et la stagnation de l'APD. Ces problèmes menacent la stabilité même de la plupart des pays en développement.

17. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que la situation économique de la plupart des pays du continent africain suscite une grande inquiétude, parce

qu'ils doivent supporter non seulement les répercussions de la crise économique, mais encore les effets dévastateurs d'une sécheresse prolongée. Dans ce contexte, ils ont fait leur le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa treizième session extraordinaire consacrée à la situation économique critique en Afrique et tenue à New York du 24 au 31 mai 1986, ont félicité les pays africains des efforts qu'ils déploient pour relancer leurs économies et reprendre un développement durable, et ont exhorté les pays membres du Mouvement des pays non alignés à apporter leur contribution concrète à la réalisation de ce programme.

18. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que l'interdépendance croissante de l'économie mondiale - l'internationalisation croissante des problèmes et l'imbrication de leurs solutions - oblige d'autant plus, tant les pays développés que les pays en développement, à engager d'urgence un dialogue sérieux pour trouver des solutions communes aux problèmes actuels de l'économie internationale, notamment la réforme des systèmes monétaire, financier et commercial, dans l'intérêt à la fois des pays développés et des pays en développement. Une approche globale serait nécessaire dans les domaines connexes de la monnaie, des finances, de la dette extérieure, du commerce et du développement. Ils ont exprimé l'espoir que la quarante et unième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui doit se tenir prochainement, et la septième session de la CNUCED donneront largement l'occasion, aux pays développés et aux pays en développement, d'oeuvrer de manière constructive pour trouver une approche commune aux problèmes concernant les domaines connexes de la monnaie, des finances, de la dette extérieure, du commerce et du développement.

III. NEGOCIATIONS EN VUE DE L'INSTAURATION D'UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

19. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont été d'avis que la persistance de la crise économique mondiale montre l'importance qu'il y a à apporter des ajustements structurels fondamentaux dans les relations économiques internationales afin de créer un système économique juste et équitable qui puisse promouvoir une croissance et un développement rapides et soutenus de l'économie mondiale, particulièrement dans les pays en développement. Dans ce contexte, ils ont réaffirmé leur attachement à la Déclaration et au Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adoptés par l'Assemblée générale dans ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI), du 1er mai 1974, ainsi qu'à la Charte des droits et devoirs économiques des Etats établie par la résolution 3281 (XXIX), du 12 décembre 1974, et ils ont réaffirmé que ces textes continuent d'être valables et applicables.

20. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont vivement déploré l'absence de progrès dans la mise en oeuvre des résolutions mentionnées ci-dessus malgré l'attitude souple et constructive adoptée par les pays en développement. Ils ont félicité le Groupe des 77 qui a fait des efforts considérables pour stimuler le processus des négociations internationales par la mise en oeuvre des propositions formulées par la septième Conférence au sommet des pays non alignés qui comprennent l'ouverture de négociations globales en deux phases et un programme de mesures immédiates dans

des domaines d'une importance vitale pour les pays en développement, notamment une conférence internationale sur les moyens monétaires et financiers du développement, en vue d'une refonte complète de l'actuel système monétaire et financier insuffisant, inéquitable et dépassé. Ils ont regretté que, du fait de l'attitude négative de certains pays développés, aucun progrès n'ait été accompli dans l'application de ces propositions. Ils ont souligné l'importance de la mise en oeuvre du programme de mesures immédiates pour la relance de l'économie mondiale.

21. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur ferme conviction que les négociations globales proposées par la sixième Conférence au sommet et demandées ensuite dans la résolution 34/138 de l'Assemblée générale des Nations Unies demeurent l'initiative la plus importante et la plus complète prise par la communauté internationale pour restructurer les relations économiques internationales, accélérer le développement des économies des pays en développement et renforcer la coopération économique multilatérale. Ils ont prié le Groupe des 77 à New York de poursuivre ses efforts afin de relancer les discussions en vue d'ouvrir les négociations globales au plus tôt et ont exhorté les pays développés à faire preuve de la volonté politique indispensable à l'ouverture desdites négociations.

22. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que toute négociation entre pays développés et pays en développement en vue de résoudre les problèmes liés à l'instauration du nouvel ordre économique international devrait avoir un caractère universel et être menée dans le cadre des Nations Unies.

23. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont examiné l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats figurant dans la résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1974. Ils en ont réaffirmé l'importance en tant qu'élément clé dans l'instauration du nouvel ordre économique international et ont noté avec consternation la lenteur de sa mise en oeuvre. Dans ce contexte, ils ont demandé aux pays développés qui ne sont pas encore parties à la Charte de réexaminer leur position et d'en respecter les principes et les dispositions.

24. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont condamné l'emploi par certains pays développés de mesures de coercition telles qu'embargos, sanctions économiques ou gel des avoirs, à l'encontre de certains pays en développement, et ont réaffirmé que la communauté internationale doit adopter des mesures urgentes et concrètes afin de venir à bout de telles pratiques, qui ne cessent de se généraliser et ont pris de nouvelles formes. Ils ont pleinement appuyé la résolution 40/185 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 17 décembre 1985, et ont exhorté les pays non alignés et autres pays en développement victimes de la coercition économique à fournir au Secrétaire général de l'ONU les éléments d'information nécessaires à l'élaboration de l'étude complète mentionnée dans ladite résolution.

IV. STRATEGIE INTERNATIONALE DU DEVELOPPEMENT

25. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que les buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, figurant en annexe à la résolution 35/56 de

l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 5 décembre 1980, gardent toute leur validité. Ils ont souligné que la Stratégie constitue un élément clé pour la réalisation des objectifs du nouvel ordre économique international.

26. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté avec déception que les objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement sont encore loin d'être atteints. Ils ont pris note des conclusions approuvées par le Comité spécial chargé d'examiner et d'évaluer l'application de la Stratégie internationale du développement et de l'attitude constructive et souple dont les pays en développement ont fait preuve au cours des négociations. Ils ont regretté que même les résultats limités obtenus par le Comité aient encore été amoindris par les réserves formulées par certains pays développés. Ils ont appelé les pays développés à faire preuve de la volonté politique requise et à s'engager plus fermement à mettre en oeuvre les mesures de politique générale énoncées dans la Stratégie.

V. STRATEGIE A ADOPTER POUR LES NEGOCIATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES

27. Les Etats ont tous intérêt à stimuler le processus des négociations économiques internationales et à élargir le champ de la coopération dans le domaine économique pour le bien de tous les pays. Il est essentiel de relancer le dialogue dans de brefs délais et d'intensifier les efforts dans le contexte multilatéral des Nations Unies et d'autres organisations internationales si l'on veut restaurer le consensus international en faveur du développement tel qu'il apparaît; entre autres, dans les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale des Nations Unies, sur l'instauration du nouvel ordre économique international, et dans l'annexe à la résolution 35/56 de l'Assemblée générale sur la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Dans un monde de plus en plus interdépendant, il est vain qu'un groupe de pays s'efforce de parvenir à la prospérité économique, au détriment des autres, en recherchant des solutions unilatérales. La corrélation qui existe entre les problèmes de l'économie mondiale, notamment dans les domaines monétaire et financier ainsi que dans ceux du commerce et du développement, nécessite un ensemble de politiques et de mesures intégrées, cohérentes et solidaires.

28. La septième Conférence au sommet avait présenté un ensemble de propositions cohérentes et équilibrées en vue de stimuler le dialogue Nord-Sud et ainsi relancer la croissance et la reprise de l'économie mondiale et de restructurer les relations économiques internationales sur la base de l'équité et des intérêts mutuels. Cers propositions envisageaient des négociations globales et un programme de mesures immédiates, notamment une conférence internationale sur les moyens monétaires et financiers du développement. Bien que les propositions aient été largement accueillies comme étant constructives, même par les pays développés, malheureusement très peu de progrès concrets ont été accomplis dans leur mise en oeuvre, faute d'une attitude positive de la part des grands pays industrialisés. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont appelé les pays développés à renverser ces tendances négatives et ont réaffirmé la nécessité de démarches simultanées pour promouvoir une reprise soutenue aussi bien que la restructuration de l'économie mondiale, afin d'instaurer le nouvel ordre économique international.

29. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont regretté que, malgré les préoccupations largement exprimées par les chefs d'Etat ou de gouvernement et les ministres des affaires étrangères au cours de la quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies - célébrant le quarantième anniversaire de l'Organisation - peu de progrès véritables aient été faits dans des domaines fondamentaux de la coopération, particulièrement de la coopération économique, certains signes indiquant même un recul dans certains domaines. La recherche de solutions durables aux problèmes étroitement liés de l'économie mondiale exige que pays développés et pays en développement entreprennent des actions communes. Ils ont demandé que des mesures et des initiatives appropriées soient prises au Conseil économique et social, à l'Assemblée générale des Nations Unies, à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et dans d'autres organisations internationales sur les questions d'intérêt vital pour l'économie mondiale et en particulier pour les pays en développement. Dans ce contexte, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont fait observer que, bientôt, la septième session de la CNUCED fournirait une excellente occasion à la communauté internationale de faire avancer les questions étroitement liées de la monnaie, des finances, de la dette extérieure, du commerce et du développement.

30. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné qu'au sujet de questions relatives au commerce, dans le cadre de la nouvelle série proposée de négociations commerciales multilatérales, il fallait mettre au point une approche parallèle et intégrée couvrant, entre autres, les domaines monétaire et financier, y compris la dette extérieure. Ils ont insisté pour que les pays développés fassent preuve d'une attitude constructive afin de répondre positivement à cette approche.

31. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé que le Groupe de cinq experts de haut niveau de pays non alignés et autres pays en développement, créé par la regrettée Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde, en sa qualité de président du Mouvement des pays non alignés, a fait oeuvre utile en examinant de façon exhaustive des questions de fond et des questions de procédure et en faisant des recommandations sur la réforme du système monétaire et financier international.

32. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont mis l'accent sur la nécessité, pour les pays non alignés et autres pays en développement, de revoir et d'harmoniser leurs politiques et leurs programmes dans l'optique de la coopération économique internationale, afin de réagir aux changements de la situation économique mondiale, particulièrement en ce qui concerne les questions fondamentales et étroitement liées de la monnaie, des finances, de la dette, du commerce et du développement. Ils ont également souligné la nécessité de renforcer et d'élargir la position des pays non alignés et autres pays en développement en ce qui concerne la coopération économique multilatérale, de mettre au point des stratégies et d'enrichir la plate-forme de négociation des pays non alignés et autres pays en développement pour les négociations futures à la lumière des tendances et de l'évolution de l'économie mondiale et des relations économiques internationales.

33. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, après avoir examiné la recommandation de créer une commission ministérielle permanente pour la coopération économique faite par la Réunion ministérielle du Bureau de coordination des pays non alignés, qui s'est tenue à New Delhi en avril 1986, et après avoir examiné le rapport présenté

par le Bureau à ce propos, ont approuvé la constitution de la Commission ministérielle permanente pour la coopération économique. Ils ont par ailleurs décidé d'examiner le fonctionnement de la Commission ministérielle permanente pour la coopération économique à la neuvième Conférence au sommet du Mouvement des pays non alignés.

34. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note de l'interdépendance croissante tant des pays que des divers secteurs de l'économie mondiale, en particulier dans les domaines étroitement liés de la monnaie, des finances, du commerce, de la dette extérieure et du développement. Tout en appuyant les efforts actuellement déployés dans les institutions et organisations spécialisées compétentes en vue de résoudre les problèmes économiques, ils ont réaffirmé la nécessité d'établir un dialogue global à un niveau élevé pour redresser les déséquilibres actuels et favoriser une croissance soutenue et équilibrée de l'économie mondiale. Dans ce contexte, ils ont pris note avec intérêt de l'idée d'instaurer un tel dialogue dans une instance multilatérale compétente du système des Nations Unies, avec la pleine participation des pays en développement. Ils ont donc décidé d'entreprendre des consultations supplémentaires sur la question, y compris des consultations au sein du Groupe des 77, en vue d'évaluer l'état actuel de la coopération économique internationale au service du développement et de déterminer les modalités d'un tel dialogue afin de donner l'élan nécessaire aux négociations Nord-Sud actuellement dans l'impasse.

35. Dans ce contexte, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont estimé qu'étant donné les changements intervenus dans l'économie mondiale, il est nécessaire de poursuivre et d'intensifier les efforts pour ranimer le dialogue avec les pays développés et relancer la coopération économique internationale. Il est donc urgent que pays développés et pays en développement travaillent ensemble et examinent les diverses possibilités de relance du dialogue Nord-Sud pour une croissance et un développement économique mondial soutenus, notamment dans les pays en développement. Ils ont considéré que cette initiative constituerait une bonne base pour des accords au niveau politique entre pays développés et pays en développement concernant des actions et des mécanismes qui feraient avancer le dialogue Nord-Sud et favoriseraient un développement et une croissance soutenus et équilibrés de l'économie mondiale.

36. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné la nécessité d'intensifier les efforts déployés par les pays non alignés et autres pays en développement pour parvenir à l'autonomie collective ce qui non seulement renforcerait le pouvoir de négociation des pays en développement mais aussi augmenterait leurs possibilités de développement. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé la Déclaration sur l'autonomie collective des pays non alignés et autres pays en développement adoptée par la septième Conférence au sommet afin de donner à la coopération Sud-Sud une nouvelle impulsion en mobilisant tous les moyens et ressources nécessaires à cet effet. Ils ont souligné qu'il fallait des mesures concrètes et positives pour exécuter efficacement le programme de coopération dans ce domaine.

37. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé le rôle capital que joue le Groupe des 77 dans la promotion du dialogue et des négociations conduits avec les

pays développés sur la question du développement et ils ont instamment prié les pays non alignés et autres pays en développement de maintenir leur unité et leur solidarité dans l'adversité et d'oeuvrer collectivement pour résoudre les problèmes communs.

38. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec satisfaction l'information que leur a communiquée l'honorable Dato Seri Mahathir Mohamad, premier ministre de la Malaisie, concernant la création de la Commission non gouvernementale et indépendante du Sud pour les questions de développement présidée par S. Exc. Julius Nyerere, ancien président de la République-Unie de Tanzanie. Ils ont par ailleurs noté que cette commission se composerait de personnalités éminentes et hautement qualifiées qui émettraient des opinions indépendantes et des recommandations pour des stratégies et mesures concrètes sur des questions économiques importantes intéressant les pays non alignés et autres pays en développement pour la poursuite de leurs objectifs économiques.

VI. QUESTIONS MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES ET TRANSFERT DE RESSOURCES

39. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont été gravement préoccupés par l'absence de progrès dans les efforts actuellement déployés pour instaurer une véritable réforme et restructurer le système monétaire et financier international. Ils ont souligné qu'un système monétaire et financier viable était une condition indispensable à une coopération internationale améliorée et élargie. A ce propos, ils ont réaffirmé le besoin urgent de restructurer le système monétaire et financier international actuel et d'instaurer rapidement un système international qui puisse s'adapter pleinement à la diversité et à l'évolution constante de la situation économique mondiale, et notamment aux besoins des pays en développement.

40. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé la nécessité de convoquer rapidement la conférence internationale sur les moyens monétaires et financiers du développement proposée par la septième Conférence au sommet. Ils ont rendu hommage au Groupe des 77 à New York pour les efforts qu'il a accomplis à la quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et l'ont vivement engagé à poursuivre ses efforts pour faire démarrer le processus préparatoire pendant la quarante et unième session, à venir, de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ils ont instamment demandé aux pays développés de participer pleinement de manière positive et constructive au lancement des travaux préparatoires d'une telle conférence à participation universelle. A ce sujet, ils ont rappelé que le rapport du Groupe d'experts de haut niveau réuni par le regretté Premier Ministre de l'Inde, en sa qualité de présidente du Mouvement des pays non alignés, précise les questions et apporte des éléments importants pour les débats à venir sur les aspects de fond et de procédure de la conférence proposée.

41. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note de l'examen, par le Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international, des rapports du Groupe des Vingt-Quatre et du Groupe des Dix sur le fonctionnement du système monétaire international. Ils ont bien accueilli les initiatives prises par le Groupe des Vingt-Quatre et ont demandé qu'une action soit entreprise d'urgence pour réformer

le système monétaire et financier international, notamment par l'adoption de mesures et de mécanismes bien conçus qui favorisent la croissance et le développement économiques dans le monde et facilitent un processus d'ajustement équitable et symétrique. Ils ont regretté que les recommandations du Groupe des Vingt-Quatre sur ces questions n'aient toujours pas reçu suffisamment d'attention de la part des pays développés dans les instances compétentes. Ils ont insisté sur la nécessité pour les pays développés de prendre des mesures urgentes à cet égard.

42. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné qu'il importe d'urgence d'accroître sensiblement le nombre de voix attribuées aux pays en développement et leur niveau de participation aux décisions des institutions monétaires et financières internationales en restructurant les systèmes actuels, afin d'obtenir un fonctionnement plus équitable et efficace de ces institutions.

43. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés convaincus de la nécessité d'assurer en permanence une coordination accrue entre le Groupe des 77 et le Groupe des Vingt-Quatre, notamment dans les préparatifs de la réunion de la Conférence internationale sur les moyens monétaires et financiers du développement. A cet effet, ils ont lancé un appel pour que des consultations aient lieu rapidement entre toutes les parties concernées.

44. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que le système monétaire et financier international en vigueur, et notamment ses mécanismes institutionnels, s'est révélé insuffisant pour étayer les efforts déployés par les pays en développement en vue de résoudre les problèmes résultant des déficits excessifs et induits de l'extérieur de leurs comptes courants. A ce sujet, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé qu'il était urgent de prendre, entre autres, les mesures suivantes :

a) Mettre en place un système monétaire international stable et réaliste qui garantisse une stabilité des taux de change, une croissance non inflationniste et des niveaux appropriés de liquidité grâce à une coordination des politiques macroéconomiques entre les principaux pays développés dans un cadre multilatéral, en utilisant de façon complémentaire les instruments essentiels de politique monétaire, budgétaire et autres;

b) Faire exercer une surveillance multilatérale effective qui garantisse un ajustement international équitable et symétrique et influence l'adoption par les pays développés de politiques favorables à la croissance, particulièrement celle des pays en développement;

c) Mettre au point une action concertée qui garantisse une offre de liquidité internationale suffisante sur une base de plus en plus sûre, continue et prévisible, compatible avec les besoins de croissance de l'économie mondiale et réponde en particulier aux besoins des pays en développement, entre autres, par les moyens suivants :

i) L'application de la décision visant à faire des droits de tirage spéciaux (DTS) les principaux avoirs de réserve du système monétaire international et, à cet égard, émettre régulièrement des DTS chaque année, de sorte que leur proportion dans les réserves augmente progressivement;

- ii) L'établissement d'un lien entre l'attribution des DTS et les besoins en développement des pays en développement;
 - iii) Une allocation de DTS avant la fin de la quatrième période de base pour un montant total d'au moins 15 milliards de DTS, ainsi que des allocations spéciales de DTS pour les deux années à venir. Le montant pour la première année pourrait se situer entre 25 et 30 milliards de DTS et le montant nécessaire pour la seconde année serait fixé en fonction de la situation;
 - iv) Les mesures qui garantissent la nature inconditionnelle des DTS et leur répartition plus efficace.
- d) Apporter des changements substantiels aux critères de conditionnalité du Fonds monétaire international pour les axer non plus sur une déflation par la demande mais sur des ajustements structurels orientés vers la croissance qui exigent un allongement de la durée des programmes et un relèvement des niveaux de financement. Il faudrait aussi plus de souplesse dans l'application des critères de conditionnalité et il devrait être tenu dûment compte des causes qui suscitent les déséquilibres;
- e) Développer fortement le mécanisme de financement compensatoire en cherchant à éviter le durcissement de sa conditionnalité, rétablir les limites d'accès et étendre ce mécanisme pour qu'il compense non seulement les déficits d'exportation mais aussi la détérioration des termes de l'échange qu'il est possible de quantifier; dans la mesure où ce mécanisme doit compenser des déficits de recettes d'exportation à caractère temporaire, la conditionnalité n'a que peu de raison d'être et les crédits au titre de ce mécanisme devraient être octroyés de façon quasi automatique;
- f) Réduire radicalement les limites officielles d'accès aux ressources du Fonds, ces dernières années, a été une mesure rétrograde. Il est donc indispensable de poursuivre la politique d'accès élargi rendue nécessaire, entre autres, par l'inadaptation des quotes-parts;
- g) Avancer la neuvième révision des quotes-parts, compte tenu du fait que la huitième révision n'a pas répondu aux besoins. Les quotes-parts devraient être relevées à un niveau correspondant au moins à 10 p. 100 du commerce mondial, niveau qui était le leur jusqu'au début des années 70. En attendant un relèvement suffisant des quotes-parts, le Fonds monétaire international devrait conserver la possibilité de contracter des emprunts auprès d'autres sources de financement public.
45. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont alarmés des niveaux atteints par les transferts nets de ressources des pays en développement vers les pays développés (31 milliards de dollars en 1985, Etude sur l'économie mondiale de l'ONU). Ainsi, pour la seule année 1985, les intérêts versés par les pays en développement s'élevaient à 54 milliards de dollars, alors que les flux financiers, APD compris, continuaient à décliner en termes absolus et réels. Ces difficultés financières ont été aggravées par une forte baisse des termes de l'échange des

produits de base, y compris le pétrole, exportés par ces pays (près de 100 milliards de dollars en une seule année, selon le FMI et la CNUCED). Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réitéré leur grave préoccupation à l'égard de cette tendance anormale qui empêche les pays en développement de faire face à leurs besoins fondamentaux ou à leurs besoins essentiels de développement. Ils ont demandé que des mesures internationales soient prises pour inverser cette situation. En outre, ils ont exprimé leur soutien aux pays en développement qui sont l'objet de pressions étrangères ou de menaces parce qu'ils prennent des mesures de politique économique destinées à redresser le déséquilibre des transferts nets des ressources vers les pays développés.

46. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que la crise économique qui frappe les pays en développement est due en grande partie à l'inadéquation et à la diminution des transferts de ressources destinées au développement. Ils ont noté avec une profonde préoccupation que, depuis quelques années, les flux de capitaux assortis de conditions en faveur se sont réduits et que l'objectif de l'aide publique au développement (APD) fixé à 0,7 p. 100 du produit national brut (PNB) dans la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement est loin d'avoir été atteint. Ils ont déploré la forte et persistante diminution des flux multilatéraux ainsi que des prêts et crédits bancaires privés. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé que le Nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés, adopté en 1981, contient également l'engagement pris par les pays développés de consacrer 0,15 p. 100 de leur PNB au titre de l'APD aux pays les moins avancés dans le cadre de l'accroissement général des flux d'APD vers tous les pays en développement. Ils ont instamment demandé que tous les pays en développement prennent les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de dispositions de la Stratégie internationale du développement et du Nouveau Programme substantiel d'action concernant l'APD en faveur des pays les moins avancés et que le transfert de ressources aux pays en développement repose sur une base de plus en plus sûre, continue et prévisible.

47. Ils se sont montrés alarmés par les nouveaux types de conditions que les gouvernements des pays développés et leurs services officiels mettent à l'APD, par exemple en subordonnant l'attribution de ressources à des taux avantageux au règlement des obligations financières existantes.

48. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont invité les pays donateurs développés à redoubler d'efforts pour accroître d'urgence l'APD en prenant les mesures suivantes :

a) Porter l'APD à son objectif de 0,7 p. 100 du PNB dans les meilleurs délais, en tout cas avant la fin de la présente décennie; en outre, réaliser l'objectif d'une APD aux pays les moins avancés égale à 0,15 p. 100 du PNB le plus tôt possible, dans le cadre d'un accroissement général des flux d'aide publique au développement à tous les pays en développement; donner à l'assistance au développement une base de plus en plus sûre, continue et prévisible, pour aboutir à une répartition rationnelle et équitable entre pays en développement, conformément au Nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés;

b) Renforcer le rôle de la Banque mondiale face au nouveau défi qui lui est lancé de remplir ses engagements en ce qui concerne le développement, la croissance et l'atténuation de la pauvreté, ainsi qu'il ressort de ses statuts; procéder de toute urgence à une augmentation générale du capital de la Banque mondiale, dont le volume devrait au moins être le double de celui du capital autorisé actuel; mettre l'accent sur la nécessité de porter effectivement le taux de croissance annuel des prêts à 6,5 p. 100 au moins en termes réels. A ce sujet, les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés gravement préoccupés par l'insuffisance du programme de prêts de la Banque et fortement opposés à ce que la Banque octroie ses prêts en fonction de critères politiques ou lie son assistance à un accroissement de la conditionnalité fondée sur des considérations politiques;

c) Renverser la tendance à la contraction des ressources de l'Association internationale de développement (IDA) en tenant compte des besoins accrus des pays en développement les plus pauvres et de l'insuffisance de la septième reconstitution des ressources de l'IDA, et pour cela :

i) Achever rapidement les négociations relatives à la huitième reconstitution des ressources de l'IDA, qui devrait être sensiblement supérieure en valeur réelle à la septième reconstitution et atteindre au moins 12 milliards de dollars des Etats-Unis;

ii) Inverser immédiatement toute tendance à un abaissement de la qualité de l'assistance de l'IDA, soit en durcissant les conditions, soit en différenciant les pays.

d) Elargir le Fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne au moyen d'engagements de ressources supplémentaires de la part des pays donateurs. Les conditions d'accès au Fonds ainsi que les conditions et modalités de prêt devraient être du même ordre que celles qui s'appliquent à l'APD;

e) Renforcer sensiblement les banques régionales de développement existantes qui ont joué un rôle appréciable dans le développement de leurs pays membres. Il est urgent d'augmenter leur assise financière de façon qu'elles puissent accroître leurs prêts dans des conditions sûres, continues et prévisibles;

f) Maintenir les caractéristiques fondamentales des banques régionales de développement et en respecter le caractère régional, qu'il ne faut pas modifier au détriment des intérêts des pays en développement membres; les chefs d'Etat ou de gouvernement ont invité les pays développés membres de ces banques à s'abstenir d'établir un lien entre les négociations en vue de l'accroissement ou de la reconstitution des fonds propres de ces banques et les propositions concernant de telles modifications.

49. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec préoccupation la forte réduction des flux de capitaux privés vers les pays en développement et ont demandé que cette tendance soit immédiatement inversée et que l'accès des pays en développement aux marchés de capitaux privés soit facilité. Ils ont rappelé que les investissements étrangers privés peuvent jouer un rôle efficace dans

l'amélioration de la croissance et du développement des pays en développement, conformément à leurs politiques respectives. Ils ont souligné qu'il est urgent de conclure rapidement des codes de conduite efficaces concernant le transfert de technologie et les sociétés transnationales.

50. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné qu'il demeure nécessaire de renforcer les engagements en faveur du multilatéralisme et d'accroître l'assistance multilatérale financière, technique et autre aux pays en développement.

51. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont observé avec préoccupation que quelques pays développés ont commencé à exercer des pressions sur les institutions monétaires et financières internationales, en particulier la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ainsi que sur certaines banques régionales de développement, afin que ces institutions appliquent des conditions et procédures d'octroi de prêts d'inspiration politique qui sont incompatibles avec les exigences du développement et de l'ajustement structurel. Ils se sont prononcés contre l'adoption de formules simplistes pour résoudre les problèmes économiques à partir d'approches idéologiques particulières qui ne tiennent pas compte de la diversité des systèmes économiques et sociaux et ils ont rejeté catégoriquement toute tentative pour introduire dans la politique de prêt de ces institutions des critères de conditionnalité fondés sur des considérations politiques, de même que l'accroissement de la conditionnalité sous quelque forme que ce soit.

VII. DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT

52. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé la profonde préoccupation du Mouvement des pays non alignés devant les très graves répercussions de la crise de la dette extérieure sur le processus de développement des pays non alignés et autres pays en développement. Ils ont reconnu que ce problème est un résultat direct de la situation économique actuelle du monde qui est une manifestation des inégalités existantes et de l'ordre économique international injuste.

53. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que le problème de l'endettement extérieur des pays en développement a pris de vastes dimensions politiques et sociales aggravées par les incidences dramatiques des déséquilibres du système monétaire, financier et commercial international. C'est pourquoi, ils ont insisté sur le caractère inapproprié d'une approche sectaire du problème, qui tenterait d'y apporter une solution en ne tenant compte que de ses seules caractéristiques économiques ou de ses aspects techniques - par exemple, en limitant les mesures à prendre concernant la crise de la dette extérieure et du développement au financement des paiements extérieurs au lieu d'aborder le problème structurel qui la sous-tend. Dans ce contexte, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné la nécessité d'une approche politique globale à laquelle participeraient non seulement les pays en développement débiteurs et les pays développés créditeurs mais encore les institutions financières et bancaires internationales qui ont, elles aussi, le devoir de résoudre le problème de l'endettement des pays en développement. Ils se sont déclarés très inquiets de ce que la communauté internationale, tout en reconnaissant internationalement la gravité de la crise de la dette extérieure des pays en développement et ses conséquences négatives sur l'économie mondiale, n'ait pas encore adopté les mesures

nécessaires pour favoriser par un engagement politique une solution durable à ce problème.

54. Tout en reconnaissant les obligations internationales contractées au titre de la dette par les pays débiteurs, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que, dans les circonstances présentes, les obligations financières des pays en développement vis-à-vis de leurs créanciers, qu'il s'agisse de pays développés ou d'institutions financières multilatérales, sont devenues insupportables. En outre, si la communauté internationale ne trouve pas de solutions d'urgence justes et durables, les économies de certains des pays débiteurs ne pourront faire face à ces obligations.

55. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que la politique du Fonds monétaire international (FMI) pour résoudre les problèmes de la dette s'est révélée inadéquate, car elle ne tient pas compte des perspectives de développement économique et social à long terme des pays en développement. Aussi, ils ont souligné que la politique du FMI doit prendre en compte les exigences d'une croissance de la production et de l'emploi et respecter la capacité des pays de mettre au point et d'exécuter leurs propres plans d'ajustement.

56. Les chefs d'Etat ou de gouvernement sont convenus que le problème de la dette extérieure ne concerne pas uniquement la situation financière de leur pays, mais qu'étant donné les pratiques de renégociation imposées par le FMI et d'autres institutions financières multilatérales, il s'agit d'une grave question liée à la souveraineté que l'Etat exerce sur ses ressources naturelles et ses activités économiques. A cet égard, ils ont déclaré que ce processus de renégociation ne doit en aucun cas inclure de conditions qui privent l'Etat du pouvoir de définir sa propre politique économique et de répartir ses ressources consacrées à l'investissement et à la consommation, sans lequel il ne peut exercer son droit au développement et empêcher que ne baisse encore le niveau de vie, déjà fort détérioré, de la population. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont ainsi réaffirmé le droit inaliénable de tous les Etats de choisir librement leur système économique, de réglementer leurs activités économiques et de prendre eux-mêmes toutes décisions relatives aux orientations qu'ils jugent appropriées pour faire face à la crise et promouvoir le développement, y compris en ce qui concerne le service de la dette.

57. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que les pays en développement débiteurs ont entrepris des efforts d'ajustement vigoureux en réponse aux conditions extérieures et qu'ils en subissent les graves répercussions sociales et politiques. Néanmoins ils ont déploré que le processus d'ajustement reste pour une grande part asymétrique et inique car, de leur côté, les pays industrialisés ne font pas d'effort analogue pour adopter et appliquer de manière coordonnée les politiques économiques appropriées, pour éliminer les entraves au commerce et les subventions aux exportations, ou pour réduire effectivement les déséquilibres budgétaires, qui portent les taux d'intérêt réels à des niveaux encore jamais atteints. Ils ont réaffirmé la nécessité de résoudre le problème de la dette sur la base de la croissance et de l'ajustement. Ils ont noté que bien que cette idée ait maintenant été admise par les grands pays développés, les mesures proposées jusqu'à présent sont insuffisantes.

58. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé qu'il existe un lien étroit entre une solution efficace et durable aux graves problèmes de l'endettement extérieur des pays en développement et l'instauration du nouvel ordre économique international. Ils se sont de nouveau déclarés convaincus que la totale restructuration des relations économiques internationales par l'instauration du nouvel ordre économique international est essentielle au développement et à la croissance des pays en développement.

59. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont instamment demandé aux gouvernements des pays créanciers développés et à ceux des pays en développement débiteurs, ainsi qu'aux institutions internationales financières ou bancaires, d'engager un dialogue politique avec les pays en développement afin de trouver ensemble de vraies solutions aux problèmes de l'endettement extérieur des pays en développement. Ils ont souligné qu'à cette fin, la communauté internationale doit adopter un certain nombre de mesures, notamment les suivantes :

a) Reconnaître le partage des responsabilités entre débiteurs, créanciers, institutions internationales financières et bancaires;

b) Abaisser les taux d'intérêt réels sans compter sur les mécanismes de marché et allonger les délais et différés de paiement et les périodes de consolidation;

c) Etablir, grâce à des ressources supplémentaires, un nouveau dispositif de crédit du FMI afin d'élargir le mécanisme de financement compensatoire pour alléger le poids du service de la dette causé par le niveau élevé des taux d'intérêt réels; modifier sensiblement les critères de conditionnalité appliqués par les institutions financières internationales, et veiller à ce que toute coordination entre le FMI, la Banque mondiale et les autres institutions financières multilatérales n'entraîne pas de conditionnalité croisée;

d) Limiter les paiements au titre du service de la dette à un pourcentage des recettes d'exportations qui soit compatible avec les nécessités de développement et les besoins économiques et sociaux de chaque pays; mettre au point de nouveaux mécanismes destinés à aider les pays en développement débiteurs qui, du fait de facteurs exogènes défavorables, se trouvent dans l'impossibilité de s'acquitter de leurs obligations envers les institutions financières et monétaires multilatérales selon un calendrier fixe et relancer les flux financiers pour le développement;

e) Dans le cas des pays lourdement endettés envers le système bancaire international, établir une différence, pour déterminer le paiement des intérêts, entre la dette existante et les nouveaux flux de capitaux de façon à créer des incitations propres à attirer de nouveaux flux de capitaux vers les pays débiteurs, et assurer aux pays en développement les plus pauvres et les moins avancés un traitement spécial en ce qui concerne la solution de leurs graves problèmes d'endettement extérieur;

f) Elargir considérablement l'accès des exportations des pays en développement aux marchés des pays développés; mettre en oeuvre immédiatement les engagements pris par les pays développés en ce qui concerne l'arrêt et le recul du protectionnisme et renverser la tendance aux pratiques qui désorganisent le marché, à la discrimination et aux échanges dirigés; et renforcer les marchés des produits de base afin de garantir aux producteurs des prix équitables et rémunérateurs.

60. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réitéré leur appel en faveur de l'application immédiate et complète de la résolution 165 (S-IX) du Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et des recommandations découlant de l'examen global à mi-parcours, en 1985, du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80.

61. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont remercié le Gouvernement péruvien d'avoir offert d'accueillir à Lima la Réunion consultative d'experts visant à poursuivre l'échange d'informations sur les diverses expériences des pays en matière de dette extérieure. A cet égard, ils ont encouragé les pays non alignés et autres pays en développement à envoyer à cette réunion des fonctionnaires de rang élevé et des experts. Ils ont recommandé que le rapport de la Réunion d'experts soit soumis à la prochaine Conférence des ministres du Mouvement des pays non alignés.

62. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés satisfaits des efforts déployés et des actions entreprises par le Groupe des 77 pour suivre de près, au sein de l'Organisation des Nations Unies, le problème de la dette extérieure et du développement des pays en développement. Etant donné l'importance de la question, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé que l'Assemblée générale des Nations Unies devrait examiner en profondeur le "problème de la crise de la dette extérieure et du développement" à sa prochaine session ordinaire. Ils ont noté avec satisfaction que le Groupe des 77 à New York a pris les mesures nécessaires pour que la question de la crise de la dette extérieure et du développement soit inscrite en tant que point distinct à l'ordre du jour de la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ils se sont déclarés favorables à toute action qu'entreprendrait dans ce sens le Groupe des 77 à New York.

63. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont aussi pris note avec satisfaction des conclusions de la trente-troisième réunion tenue récemment par les ministres du Groupe des 24 pays en développement et consacrée aux affaires monétaires internationales dans le domaine de la dette, du transfert de ressources et de la réforme monétaire internationale. Ils ont invité le Groupe à poursuivre ses efforts pour rechercher la solution des problèmes pressants qui pèsent sur les relations monétaires et financières internationales.

VIII. COMMERCE ET MATIERES PREMIERES

64. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté avec une profonde inquiétude que la crise économique mondiale a réduit la capacité des pays en développement de participer au commerce international. Les échanges mondiaux de produits exportés par les pays en développement sont toujours caractérisés par une instabilité du marché, une baisse constante et excessive du prix de ces produits, un accès limité

aux marchés des pays développés, la montée du protectionnisme, la concurrence déloyale sous la forme de subventions aux exportations des pays développés et l'influence décisive des sociétés transnationales de certains pays développés sur la formation des prix, grâce au contrôle qu'elles exercent sur les principaux marchés des produits en question.

65. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné l'importance de l'expansion des échanges pour l'économie mondiale en général. Ils ont noté avec préoccupation que la part des pays en développement dans les exportations mondiales n'a progressé que de 20,6 à 26,1 p. 100 au cours des deux décennies 1962-1982. Leur part dans le commerce des articles manufacturés n'a été que de 10,9 p. 100. Au cours de cette période, un changement d'orientation des échanges a eu lieu, et les exportations des pays en développement vers d'autres pays en développement ont progressé de 22 à 31,5 p. 100, tandis que la part de leurs exportations vers les pays développés à économie de marché s'est réduite. En revanche, dans le secteur des articles manufacturés, les exportations des pays développés vers les pays en développement ont augmenté de 54,4 p. 100 pour atteindre 751,2 milliards de dollars des Etats-Unis, soit 28 p. 100 de leurs exportations totales. Il s'ensuit donc que, si les pays en développement ont commencé progressivement à exporter davantage de produits transformés et d'articles manufacturés, la part de leur production exportée est encore faible et ils dépendent fortement de leurs exportations de produits de base et de matières premières. En même temps, ils offrent des marchés appréciables aux exportations des pays développés.

66. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté que durant la dernière décennie, lors de la hausse du prix du pétrole brut, certains pays développés ont souvent accusé les pays exportateurs de pétrole d'avoir fait monter les prix de cette matière première et ont utilisé ce prétexte pour justifier la flambée des prix de leurs produits d'exportation manufacturés. Considérant le récent renversement de tendance des prix du pétrole, les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés inquiets de la hausse persistante du prix des produits manufacturés des pays industrialisés.

67. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur profonde préoccupation devant le fléchissement accentué et continu des prix des produits de base exportés par les pays en développement et la détérioration de leurs termes de l'échange, ce qui a aggravé leurs difficultés de balance des paiements et abouti à un transfert négatif de ressources. Plusieurs marchés de produits de base sont devenus extrêmement instables et désorganisés. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec inquiétude qu'aucune tentative sérieuse n'a de toute évidence été faite au niveau international pour enrayer cette tendance et ils ont souligné qu'il faut étudier d'urgence des mesures pour résoudre ces problèmes. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont appelé à une intensification des efforts, dans toutes les instances appropriées, pour parvenir à un équilibre entre les prix des exportations des matières premières et des produits de base des pays en développement et les prix des importations des pays industrialisés.

68. Le système de commerce multilatéral continue d'être gravement menacé. Malgré les appels éloquentes et répétés pour qu'il soit mis fin au protectionnisme, les arrangements sectoriels, les "accords volontaires de restriction des importations"

et autres actions visant à contourner les règles du GATT se multiplient. Le succès limité de la session ministérielle de 1982 n'a guère eu de suite et le programme de travail adopté à cette session reste inappliqué en raison de la position adoptée par certains pays industrialisés. Le contrôle du GATT sur les pratiques restrictives et sur les obstacles multiples aux exportations est resté déficient. De plus, le système du GATT a souffert des carences et de l'inefficacité de ses mécanismes d'application et de règlement des différends et en conséquence les droits des pays en développement n'ont pu être protégés ni exercés. Le manque d'entente profonde sur les clauses de sauvegarde a abouti à la création d'obstacles douaniers aux exportations des pays en développement, particulièrement dans les secteurs où ils avaient précisément acquis un avantage. En outre, les actions visant à restreindre les échanges sont exercées de façon discriminatoire à l'encontre des pays en développement, et les pays développés les perpétuent au lieu d'adopter des mesures d'aménagement appropriées. Il y a eu intensification des mesures protectionnistes, et près d'un tiers des exportations des pays en développement vers les pays développés continuent de se heurter à des obstacles d'un type ou d'un autre.

69. De même, il existe une tendance croissante de la part de certains pays développés à engager des enquêtes injustifiées sur le dumping et les mesures compensatoires, ce qui nuit aux exportations des pays en développement. Certains pays développés ont souvent cherché, en prenant de manière injustifiée des mesures de politique commerciale, à régler les problèmes créés par les politiques nationales qu'ils poursuivent dans les domaines de la monnaie, des finances, des taux de change et des budgets, politiques qui alimentent le protectionnisme. Il faut donc prendre des mesures macro-économiques coordonnées dans ces domaines, avec la pleine participation des pays en développement.

70. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déploré l'insignifiance, voir l'absence de progrès réalisés dans les secteurs clefs du commerce international et sur les questions de développement connexes. Même les accords qui ont été négociés n'ont été ni efficaces ni significatifs. Le Fonds commun pour les produits de base, qui a fait l'objet d'un accord en juin 1980, n'est toujours pas opérationnel. Très peu d'accords internationaux de produits ont été négociés, la plupart manquent de mécanismes d'application et certains sont restés lettre morte. Aucun code sérieux n'a été élaboré, ni sur les pratiques commerciales restrictives ni sur le transfert de technologie. Les efforts entrepris par les pays en développement en vue de transformer le recueil de principes et de règles concernant les pratiques commerciales restrictives en un code juridiquement contraignant sont restés infructueux tandis que le Code de conduite sur le transfert des techniques n'a pu être achevé en raison de l'attitude obstinément négative de certains pays développés concernant les chapitres sur les pratiques commerciales restrictives, sur le droit applicable et sur le règlement des différends. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur déception devant l'extension et l'élargissement du régime discriminatoire dirigé contre les pays en développement dans le commerce international des textiles et de l'habillement. Ils ont en outre déploré l'absence de progrès substantiel dans le domaine de l'agriculture et dans celui des produits tropicaux. Des éléments extérieurs ont été introduits dans le système généralisé de préférences de certains pays et ces éléments établissent aussi une

discrimination entre pays en développement. Les traitements différentiels et plus favorables accordés aux pays en développement ont été affaiblis ou même complètement négligés.

71. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, conscients de la nécessité de promouvoir le commerce et le développement des pays en développement, ont demandé, entre autres, que des consultations concrètes se tiennent, dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), sur les questions connexes de la monnaie, des finances, du commerce et du développement. Tenant compte du lien qui existe entre le commerce, la monnaie, les finances et le développement, ils ont demandé aux pays développés d'entreprendre une action coordonnée dans les domaines monétaire et financier et de prendre les mesures d'ajustement voulues pour contribuer à l'expansion du commerce des pays en développement ainsi qu'à un transfert de ressources réelles en leur faveur. Toutes les mesures nécessaires devraient être prises pour renforcer la CNUCED en vue d'atteindre ces objectifs. Dans ce but, le secrétariat de la CNUCED devrait fournir les études analytiques nécessaires pour soutenir des négociations intensives et significatives portant sur la coopération économique internationale.

72. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur soutien au Programme intégré pour les produits de base tel qu'il figure dans la résolution 93 (IV) de la CNUCED. Dans ce contexte, ils ont demandé que soient conclus d'autres accords internationaux de produits, que les accords en vigueur soient renforcés et que soit ratifié l'accord relatif à la création du fonds commun pour les produits de base afin que cet instrument puisse entrer en vigueur le plus tôt possible. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé aux pays non alignés qui n'ont pas encore ratifié l'accord de le faire sans tarder. De plus, ils ont invité tout particulièrement les Etats-Unis et l'URSS, ainsi que d'autres pays développés n'ayant pas encore ratifié l'accord, à le faire sans plus tarder.

73. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé l'obligation impérative pour le FMI d'assurer une augmentation et une libéralisation substantielles du mécanisme de financement des stocks régulateurs afin d'assurer aux pays en développement une compensation rapide, totale et automatique de leur déficit sans que des conditions leur soient imposées. Ils ont aussi demandé l'instauration d'un plan STABEX à l'échelle mondiale dans le but de stabiliser les recettes d'exportation des produits de base des pays en développement.

74. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné l'importance des associations de producteurs comme instrument d'amélioration du pouvoir de négociation des pays en développement pour leur permettre d'obtenir des prix justes et rémunérateurs pour leurs exportations et d'augmenter leurs recettes d'exportation. Ils ont, en outre, souligné que la coopération internationale devrait être renforcée de façon à permettre une meilleure participation des pays en développement au traitement, à la commercialisation et à la distribution des produits de base.

75. De plus, ils ont souligné la nécessité de renforcer les accords sur les produits de base par la coopération entre pays producteurs et pays consommateurs de façon à inclure dans les accords des mécanismes effectifs pour atteindre les objectifs de stabilité du marché et de prix à la fois rémunérateurs pour le producteur et équitables pour le consommateur.

76. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné la nécessité d'améliorer le système généralisé de préférences, notamment en ce qui concerne son fonctionnement et le nombre des produits visés. Ils ont également souligné que les dispositifs existants devraient être étendus à tous les pays en développement. Les pays développés devraient renoncer à toutes les formes de discrimination et de gradation à l'encontre des pays en développement, y compris à la progressivité des droits en fonction du degré de transformation.

77. Les objectifs essentiels de toute nouvelle série de négociations commerciales multilatérales doivent être la préservation et le renforcement du système commercial multilatéral d'une manière qui contribue à la croissance et à la diversification rapides des échanges des pays en développement, à l'amélioration des recettes réelles d'exportation de ces pays et à la protection totale des intérêts et droits des pays en développement, tout en leur réservant effectivement un traitement différentiel et plus favorable. La situation actuelle, caractérisée par le fait que les pays développés dérogent aux principes du GATT et s'en écartent de multiples manières, ne saurait être acceptée comme base de négociations futures. En conséquence, les pays développés devraient, dans le cadre du GATT, réparer le préjudice causé au système du GATT et, en particulier, aux intérêts des pays en développement.

a) Afin qu'une nouvelle série de négociations soit constructive, il est nécessaire :

- i) Qu'au début de la nouvelle série de négociations sur la question du statu quo, les pays développés prennent un engagement ferme et crédible avec effet dès le lancement des négociations. Cet engagement devrait être soumis à une surveillance multilatérale;
- ii) Que les pays développés prennent l'engagement d'abroger, dans un délai précis et n'excédant pas trois ans, les mesures couvrant tous les secteurs incompatibles avec les principes du GATT ou prises hors du cadre du GATT;
- iii) Que tous les participants s'engagent à négocier en priorité un accord global sur les sauvegardes fondé sur les principes du GATT, en particulier la non-discrimination; cet accord contiendrait, entre autres, les éléments énumérés dans le programme de travail de la session ministérielle du GATT de 1982;

b) Afin d'inspirer la confiance et de donner crédibilité aux processus préparatoires de la nouvelle série de négociations, il est nécessaire d'accomplir des progrès rapides dans l'application des engagements contenus dans la Déclaration ministérielle de novembre 1982. A cet égard, la libéralisation du commerce des textiles devrait se traduire en modalités spécifiques pour que la réglementation normale du GATT s'y applique de nouveau dans de brefs délais;

c) Au cours de la nouvelle série de négociations, les secteurs suivants devraient être examinés en priorité :

- i) Les dispositions et les décisions prévues dans le cadre du GATT concernant le traitement différentiel et plus favorable devraient être appliquées largement et effectivement, une attention particulière devant être accordée à la situation spécifique et aux problèmes des pays les moins avancés afin d'accélérer leur développement, en leur assurant une part équitable des avantages commerciaux;
- ii) La demande qu'ont faite de longue date les pays en développement pour l'admission en franchise, sans restriction aucune, des produits tropicaux primaires ou transformés sur les marchés des pays développés devrait être satisfaite dans un délai court et déterminé;
- iii) En ce qui concerne le secteur agricole, les négociations devraient viser à libéraliser le commerce des produits agricoles et à éliminer les exportations de produits agricoles subventionnés qui entrent en concurrence avec les exportations des pays en développement. La progressivité des droits et l'intensification des mesures non tarifaires au stade supérieur de la transformation des produits agricoles ou tirés de l'agriculture devraient être éliminées en vue d'encourager le développement et l'expansion de la production à plus forte valeur ajoutée dans les pays en développement, et des exportations en provenance de ces pays;
- iv) Des négociations devraient être menées dans le but de réduire et d'éliminer les restrictions quantitatives et les mesures ayant des effets similaires;
- v) Les moyens de réduire effectivement l'effet inhibiteur des pratiques commerciales restrictives, notamment celles des sociétés transnationales, devraient être mis au point de sorte que ces pratiques ne puissent porter atteinte aux échanges internationaux en restreignant la concurrence, en limitant l'accès aux marchés et en favorisant les contrôles monopolistiques;
- vi) Le mécanisme de règlement des différends et d'application du GATT devrait être amélioré et renforcé en vue de protéger les droits des pays en développement;
- vii) La progressivité des droits devrait être éliminée sur les marchés des pays développés;

d) Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont reconnu que les secteurs des services, de la propriété intellectuelle et de l'investissement ne relevaient pas de la compétence du GATT. Ils ont estimé que la notion de service couvre une série d'activités économiques de nature très hétérogène. Certaines d'entre elles concernent l'établissement ou le déplacement des personnes ou sont étroitement liées à la structure socio-économique d'un pays. Par ailleurs, il existe déjà des

organismes internationaux qui s'occupent de certains services particuliers. C'est pourquoi il convient d'examiner si une action internationale concernant tous les secteurs des services et leurs conséquences pour les pays en développement serait nécessaire ou réalisable et d'en préciser la nature. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déclaré catégoriquement qu'aucun lien ne devrait être établi entre l'accès aux marchés des produits des pays en développement et les concessions de leur part dans les domaines des services, car cela risquerait notamment d'accentuer les asymétries qui existent déjà dans l'ordre économique international.

78. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé que les parties contractantes au GATT prennent la décision, à leur session ministérielle de Punta del Este, d'exclure le régime raciste d'Afrique du Sud de la série des négociations multilatérales sur le commerce qui auront lieu prochainement.

79. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont reconnu l'importance croissante de la coopération commerciale et économique entre pays en développement, compte tenu notamment de la dégradation générale du climat qui caractérise le commerce international et des mesures protectionnistes auxquelles sont confrontées, dans les pays développés, les exportations des pays en développement. Certes, la coopération entre pays en développement ne saurait remplacer la coopération entre pays en développement et pays développés, mais la consolidation de l'autonomie collective des pays en développement leur permettrait de réduire leur dépendance vis-à-vis des pays développés et de jouer un rôle plus dynamique dans la croissance et dans le développement mondial. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris acte avec satisfaction des conclusions de la Conférence des ministres du commerce tenue à New Delhi en juillet 1985, à l'invitation du Gouvernement indien; cette conférence a donné une impulsion aux efforts visant à mettre en place le Système global de préférences commerciales (SGPC) qui est un des éléments clefs de la coopération économique entre pays en développement. Ils ont appelé les pays non alignés et les autres membres du Groupe des 77 à prendre une part active aux négociations sur le SGPC qui ont débuté à Brasilia en mai 1986 pour qu'elles aboutissent avec succès au plus tard le 1er mai 1987.

80. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec inquiétude que l'embargo commercial total décrété contre le Nicaragua par le Gouvernement des Etats-Unis en mai 1985 a été prorogé au mois de novembre de la même année, en violation des droits à la souveraineté et à l'autodétermination du Nicaragua. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont vivement élevés contre la prolongation de l'embargo contre le Nicaragua et ont demandé que celui-ci soit levé, conformément aux dispositions de la résolution 40/188 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 17 décembre 1985.

81. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, considérant le communiqué du Bureau de coordination en date du 28 juillet 1986, ont exigé l'exécution immédiate de l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice le 27 juin 1986 selon lequel, en décidant un embargo commercial et d'autres mesures coercitives à l'encontre du Nicaragua, les Etats-Unis ont contrevenu à leurs obligations aux termes du Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu entre les deux pays et qu'ils doivent indemniser la République du Nicaragua pour les préjudices causés du fait de la violation de ce traité.

82. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont examiné les mesures prises par le Gouvernement des Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, à savoir l'imposition d'un boycottage économique et le gel des avoirs qu'elle détient aux Etats-Unis. Ils ont condamné ces mesures, déclarant qu'elles sont une forme de coercition économique utilisée à des fins politiques, et ont demandé au Gouvernement des Etats-Unis de les annuler sans tarder. Ils ont exprimé leur solidarité avec la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste dans son opposition à ces mesures qui visent à saper les plans de développement économique et social de ce pays et à porter atteinte à la souveraineté et à l'indépendance de son peuple. Ils ont exhorté tous les pays à prendre les dispositions concrètes qui s'imposent pour aider la Jamahiriya arabe libyenne à contrer ces mesures arbitraires.

IX. LA CNUCED

83. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé le rôle important que joue la CNUCED depuis sa création dans le domaine de la coopération économique internationale pour le commerce et le développement, et, à cet égard, ils ont souligné la nécessité de préserver l'esprit et les objectifs de cette organisation tels qu'ils sont exposés dans la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale des Nations Unies et dans les résolutions et décisions pertinentes ultérieures qui visent à renforcer l'intégrité de la CNUCED dans l'exécution de son mandat. Ils ont rappelé que la CNUCED est l'instrument principal de l'Assemblée générale des Nations Unies pour les négociations économiques internationales sur les questions de commerce et de développement.

84. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont considéré que la septième session de la CNUCED se tiendra à un moment approprié pour examiner de manière globale et concertée la situation économique internationale et ses répercussions sur le commerce et le développement des pays en développement. A cet égard, ils ont souligné que la CNUCED à sa septième session devrait, entre autres, prendre des mesures efficaces en vue de lancer un programme pour un redressement économique mondial et assurer la relance d'une croissance et d'un développement réguliers et soutenus. La CNUCED à sa septième session devrait, à la lumière de la crise économique actuelle, se pencher sur les problèmes économiques internationaux importants qui se posent entre autres dans les domaines des produits de base, du commerce, de la monnaie et des finances, de la dette extérieure et du développement ainsi que l'interdépendance de ces domaines. Ils ont appelé à l'adoption de mesures et stratégies concrètes de coopération internationale pour atténuer les problèmes des pays en développement dans ces domaines. A cet égard, une attention particulière devrait être accordée aux problèmes des pays les moins avancés. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé l'espoir que la septième session de la CNUCED contribuera à la relance de négociations constructives, soutenues et efficaces entre pays développés et pays en développement; à cet effet, ils ont invité tous les Etats à prendre les dispositions adéquates en vue de leur participation au niveau ministériel à la septième session de la CNUCED.

X. ALIMENTATION ET AGRICULTURE

85. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec une profonde inquiétude la détérioration persistante et grave de la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans de nombreux pays en développement, notamment en Afrique, et ont réaffirmé qu'il était indispensable de veiller à ce que l'alimentation et l'agriculture restent au centre de l'attention mondiale. Ils ont réaffirmé que les mesures internationales visant à faire face au problème de l'alimentation et de l'agriculture dans les pays en développement doivent être envisagées de manière globale, dans leurs diverses dimensions et en tenant compte des perspectives immédiates, à court terme et à long terme. Dans ce contexte, ils ont demandé un accroissement de l'aide internationale et sa transformation en un facteur durable qui permette aux pays en développement de parvenir à l'autonomie alimentaire.

86. Ils ont constaté avec préoccupation la stagnation de l'aide extérieure promise au secteur agricole, notamment la diminution des crédits octroyés à des conditions de faveur. Ils ont également noté avec regret que l'assistance multilatérale au secteur agricole a baissé d'environ 5 p. 100 en 1985 (rapport de la FAO), et ont demandé instamment aux pays développés de prendre des mesures décisives en vue d'inverser cette tendance, notamment en augmentant leurs contributions aux organismes multilatéraux et en tenant compte de la situation financière difficile dans laquelle se trouvent des organismes qui, comme le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), consacrent leurs ressources au développement de l'agriculture. Ils ont estimé qu'il était indispensable d'adopter immédiatement des mesures en vue d'inverser le mouvement des ressources financières des pays en développement vers les pays développés. Ils ont proposé qu'un programme international spécial d'aide alimentaire et d'assistance financière soit adopté pour remédier à la situation de ces pays en développement, notamment en Afrique, qui souffrent d'un déficit alimentaire chronique.

87. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé que le droit à la nourriture était un droit fondamental et universel de la personne humaine, qui doit être garanti à tous les peuples. Ils ont énergiquement condamné l'utilisation de l'alimentation comme instrument de pression politique et ont mis en garde contre toute espèce de conditionnalité de l'aide alimentaire. Ils ont aussi réaffirmé que, pour améliorer la situation économique et promouvoir la sécurité alimentaire, il fallait renforcer la coopération internationale dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. A cet égard, ils ont souligné qu'il faut veiller à ce que les pays qui ont besoin de nourriture, notamment les pays africains et les pays les moins avancés, la reçoivent sans tarder, et aider les pays bénéficiaires à développer et à renforcer leur capacité logistique et administrative et leurs réseaux de distribution interne. Ils ont demandé instamment que l'on renforce le système mondial d'information et d'alerte rapide pour l'alimentation et l'agriculture de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ont souligné l'importance de l'établissement et de l'amélioration des systèmes nationaux et régionaux d'alerte rapide. Ils se sont félicités en outre des mesures prises par le Programme alimentaire mondial en vue de permettre la fourniture rapide et opportune de l'aide alimentaire et de mettre au point un système d'information permettant de diffuser

périodiquement tous les renseignements pertinents concernant l'aide alimentaire afin de faciliter la planification et la coordination opérationnelle.

88. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné la nécessité de renforcer la coopération aux niveaux sous-régional, régional et interrégional pour la promotion de la sécurité alimentaire et du développement agricole et ils ont appelé les organismes compétents des Nations Unies à accorder la priorité au soutien de la coopération économique et technique entre pays en développement dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture.

89. Dans ce contexte, ils ont réitéré l'appel de la septième Conférence au sommet en faveur de l'établissement rapide d'un système de sécurité alimentaire des pays non alignés et autres pays en développement.

90. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur soutien au projet de sécurité alimentaire approuvé lors de la vingt-troisième session de la Conférence de la FAO.

91. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont lancé un appel pressant à la communauté internationale pour qu'elle apporte son plein soutien au FIDA, afin d'assurer une assise financière solide au Fonds. A cet égard, ils ont lancé un appel pressant aux pays développés et aux pays en développement qui en ont les moyens, pour qu'ils fassent un effort supplémentaire en augmentant leur part relative dans la troisième reconstitution des ressources du FIDA compte tenu de la situation économique critique prévalant dans les pays en développement.

92. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur profonde inquiétude devant la situation de l'alimentation et de l'agriculture d'un grand nombre de pays en développement, notamment devant la dégradation de la situation en Afrique en raison de la sécheresse prolongée et de l'accélération du processus de désertification. Ils ont réitéré leur appui à la Déclaration de Harare sur la crise de l'alimentation en Afrique qui a été adoptée au cours de la treizième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, ainsi qu'aux résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1983 et 1984, et ont prié la communauté internationale de contribuer à l'application immédiate et effective de ces résolutions en tenant compte de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique et du Plan d'action de Lagos. Sur cette base, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé leur appui au Programme prioritaire pour la reprise économique en Afrique en vue d'améliorer la situation alimentaire et de relancer l'agriculture en Afrique, qui a été adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa vingt et unième session ordinaire.

93. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont accueilli avec satisfaction le programme spécial du FIDA pour les pays africains touchés par la sécheresse et la désertification, établi pour aider ces pays dans leur processus de redressement, de relèvement et de développement à long terme. Constatant que certains grands pays industrialisés n'ont pas encore annoncé leur contribution à ce programme qui a cependant été adopté à l'unanimité, ils ont lancé un appel pressant à ces pays pour qu'ils agissent sans plus tarder afin que l'objectif de 300 millions de dollars des

Etats-Unis puisse être atteint dans les meilleurs délais, donnant ainsi une preuve supplémentaire de leur soutien au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990.

XI. ENERGIE

94. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné l'importance cruciale de l'énergie pour la croissance économique et le bien-être des pays en développement. Ils ont mis l'accent sur le fait que les efforts pour le développement et l'expansion de toutes les ressources énergétiques du monde devraient se poursuivre afin de permettre une transition ordonnée depuis la structure actuelle de production et de consommation d'énergie vers une nouvelle structure qui dépendrait progressivement de sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'utilisation rationnelle de toutes les formes d'énergie.

95. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté que nombre de pays en développement continuent de faire front à de graves problèmes dans la mise en valeur des ressources énergétiques. Ils ont réaffirmé le contenu des résolutions 39/176 et 40/208 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources énergétiques et ont exprimé l'espoir que tous les Etats Membres continuent, en coopération avec les organisations, organes et organismes compétents de l'Organisation des Nations Unies, d'explorer les voies et moyens de soutenir les efforts des pays en développement dans la prospection et l'exploitation de leurs ressources énergétiques.

96. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté par ailleurs que dans le domaine de l'énergie, le niveau des prêts consentis par les institutions financières internationales est encore insuffisant et ont vivement souhaité l'augmentation de ces ressources par le biais d'un relèvement du niveau général des prêts, notamment par des prêts d'ajustement structurel octroyés par l'intermédiaire du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale afin de combler les déficits de la balance des paiements.

97. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que la communauté internationale devrait accorder une attention sérieuse à l'application effective du Programme d'action de Nairobi (PAN) pour le développement et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Ils ont déploré que si peu des réunions consultatives prévues dans le Programme d'action de Nairobi (PAN) se soient tenues. La réunion consultative globale, bien qu'utile pour la définition des projets, n'a pas conduit à une mobilisation des ressources financières nécessaires. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé instamment que d'autres mesures soient prises dans ce domaine.

98. Tout en maintenant que les pays développés devraient offrir un accès le plus libre possible à toutes les techniques de l'énergie, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné l'importance de la coopération énergétique entre pays non alignés et autres pays en développement afin de favoriser le progrès de l'autonomie collective et ils ont vivement engagé ces derniers pays à renforcer leurs programmes de coopération technique et économique dans le domaine de l'énergie.

XII. SCIENCE ET TECHNOLOGIE

99. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé le rôle important de la science et de la technologie dans la promotion du développement des pays en développement. L'application du Programme d'action de Vienne a été regrettamment lente et insuffisante. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés de plus en plus préoccupés par les effets de la crise économique mondiale sur le progrès scientifique et technologique dans les pays en développement, notamment sur leur capacité d'assimiler et d'adapter les nouvelles technologies, de même que par les difficultés croissantes rencontrées au niveau du transfert de technologie en faveur des pays en développement, dans des conditions propres à leur assurer un développement indépendant. Plusieurs pays en développement ont défini des politiques scientifiques et technologiques et font de vigoureux efforts pour renforcer leur capacité dans ce secteur. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que la science et la technologie sont extrêmement importantes pour la coopération multilatérale, au niveau mondial et au niveau régional, et ont fait valoir le rôle du système des Nations Unies à cet égard. En outre, ils se sont félicités des initiatives régionales qui tendent à réhabiliter le domaine de la science et, notamment, la décision prise par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa vingt-deuxième session ordinaire de convoquer le premier Congrès de scientifiques en Afrique, en juin 1987, à Brazzaville (République populaire du Congo), et ont lancé un appel à tous les Etats membres du Mouvement des pays non alignés pour qu'ils apportent le soutien nécessaire à ce congrès.

100. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, conformément aux objectifs fixés lors de la Conférence de Vienne de 1979 sur la science et la technologie au service du développement, ont exhorté les pays développés à faire preuve de volonté politique dans ce secteur vital de développement, en allouant 0,05 p. 100 de leur PNB par an à la résolution de certains problèmes scientifiques et technologiques rencontrés par les pays en développement, et 10 p. 100 de leurs dépenses dans le domaine de la recherche et du développement à l'étude de questions présentant un intérêt particulier pour les pays en développement, afin de leur permettre d'atteindre leurs objectifs, à savoir de prendre en charge 20 p. 100 des activités mondiales de recherche et de développement en l'an 2000.

101. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note des délibérations des réunions du Comité intergouvernemental de la science et de la technologie au service du développement. Le Comité ayant décidé de centrer l'attention sur quelques thèmes choisis à chacune de ses sessions, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé l'espoir que les discussions sur des thèmes particuliers aboutiraient à des recommandations concrètes dans les domaines concernés et favoriseraient des actions de suivi améliorant ainsi davantage la coopération scientifique et technique. Ils ont également fait valoir que les thèmes retenus par le Comité pour ses prochaines sessions devront toucher de près aux problèmes de développement des pays en développement. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont cependant souligné qu'outre l'examen minutieux des thèmes choisis, le Comité devrait, au cours de ses sessions, étudier les questions restées en suspens lors de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technologie au service du développement, notamment les transferts de technologie.

102. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté avec préoccupation que les efforts en faveur de la mise en oeuvre des arrangements financiers et institutionnels à long terme du système de financement des Nations Unies pour la science et la technologie au service du développement, qui avaient fait l'objet d'un consensus à l'Assemblée générale, n'ont toujours pas donné de résultats. Ils ont invité tous les pays non alignés et autres pays en développement à poursuivre leurs efforts pour appliquer les arrangements à long terme du Système de financement des Nations Unies pour la science et la technologie au service du développement, conformément à la résolution 37/244 de l'Assemblée générale du 21 décembre 1982.

103. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté avec regret que, malgré une certaine atténuation des divergences, les négociations sur un code international de conduite pour le transfert de technologie n'ont pas permis de parachever la rédaction de ce texte. Ils ont noté que les pays développés ne sont guère enclins à poursuivre les négociations pour la mise au point de ce code. Ils ont pris note de la résolution 40/184 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 17 décembre 1985 et indiqué qu'ils étaient prêts à coopérer avec le Secrétaire général de la CNUCED à la recherche de moyens permettant de résoudre les questions non réglées que pose le code.

104. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont estimé que le processus de développement dans les pays en développement exige de plus en plus que les transferts de technologie s'opèrent à l'égard de ces pays dans des conditions préférentielles afin de leur permettre de surmonter les obstacles qu'ils rencontrent au cours du processus de développement, d'une manière compatible avec leurs politiques et programmes socio-économiques nationaux. L'acquisition de technologies avancées dans les domaines appropriés est devenue particulièrement importante dans ce contexte. Le renforcement des capacités d'assimilation de ces technologies par les pays en développement demande d'urgence des efforts concertés. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont invité les pays non alignés et autres pays en développement intéressés à faire preuve d'esprit de coopération en vue de mettre en commun leur expérience et leur permettre ainsi d'acquérir, de transférer et d'assimiler les technologies, en particulier les technologies de pointe en provenance du Nord.

105. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé aux pays développés d'améliorer substantiellement leurs mécanismes de transfert de technologie vers les pays en développement, en particulier en assouplissant les conditions et en éliminant les pratiques et politiques restrictives et discriminatoires.

106. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné qu'il importe au plus haut point de prendre des mesures pratiques en vue d'établir une coopération entre pays en développement dans le domaine de la science et de la technologie et se sont félicités de la mise au point définitive des statuts du Centre de la science et de la technologie pour le Mouvement des pays non alignés et autres pays en développement. Ils ont insisté auprès de tous les pays membres pour qu'ils accélèrent le processus de ratification afin que le Centre puisse être opérationnel dans un très proche avenir.

107. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont reconnu l'importance du rôle joué par la coopération technique entre pays en développement (CTPD) et souligné que les ressources affectées à ces activités, en particulier par le système des Nations Unies, devraient être considérablement augmentées.

XIII. INDUSTRIALISATION

108. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont observé que le secteur industriel n'a pas joué le rôle moteur escompté dans le développement national. En fait, les perspectives de croissance industrielle sont à l'heure actuelle plus mauvaises qu'il y a 10 ans, en raison de la crise économique internationale, de l'insuffisance des ressources financières, du manque de personnel qualifié, du protectionnisme croissant et du grave problème de la dette, autant de facteurs qui ont des incidences négatives sur la croissance industrielle et compromettent les progrès réalisés dans ce domaine. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé qu'un développement économique équilibré exige que la croissance du secteur agricole et celle du secteur industriel aillent de pair, l'une renforçant l'autre.

109. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté que la réalisation des objectifs fixés par les deuxième et troisième Conférences générales de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a très peu progressé et que la part des pays en développement dans la production industrielle mondiale et dans le commerce mondial des produits manufacturés n'a que faiblement augmenté. Alors que l'objectif fixé à Lima était de 25 p. 100, la part des pays en développement en 1985 n'a même pas atteint 12 p. 100.

110. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés satisfaits de la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée du système des Nations Unies. Ils ont souligné que la période de transition devait être sans heurt et ont invité les Etats membres de la nouvelle ONUDI à assurer la viabilité financière de l'Organisation et à lui fournir les ressources voulues pour s'acquitter de ses tâches.

111. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné qu'il est nécessaire d'appliquer rapidement et complètement la résolution 39/233 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 18 décembre 1984 relative à la Décennie de l'industrialisation de l'Afrique, et pour cela ils ont invité l'ONUDI à augmenter considérablement sa contribution à la Décennie.

112. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont instamment demandé aux gouvernements d'accroître et de diversifier les échanges d'information et de personnel dans les domaines, entre autres, de la technique, de la science, des finances et de l'énergie.

XIV. TELECOMMUNICATIONS

113. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont reconnu l'importance des conférences de l'Union internationale des télécommunications (UIT), en particulier de celles qui traitent des services de radiodiffusion sur hautes fréquences et par satellite,

et ils ont insisté sur la nécessité pour tous les pays non alignés et autres pays en développement de coopérer étroitement en vue d'harmoniser et de coordonner leurs positions de manière satisfaisante, dans l'intérêt à long terme de tous les pays en développement.

114. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé à la communauté internationale, en particulier aux pays développés, de fournir l'assistance technique et financière nécessaire aux pays en développement, en tenant compte de leurs plans de développement, de leurs objectifs et de leurs priorités nationales, pour leur permettre de surmonter les difficultés que leur posent l'extension de leurs réseaux de télécommunications ainsi que l'amélioration et la modernisation de leurs systèmes de télécommunications. De plus, ils ont à nouveau appelé la communauté internationale et plus particulièrement tous les pays développés à apporter une contribution plus importante afin que les pays d'Afrique puissent mettre en oeuvre avec succès le programme pour la deuxième phase de la Décennie des transports et des communications en Afrique, adopté par les ministres africains des transports et des communications en 1984.

115. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé que d'importants progrès ont été réalisés dans les applications scientifiques, technologiques et spatiales dont l'utilisation concrète et pacifique devrait être extrêmement bénéfique à l'humanité. Ils ont noté que les avantages tirés de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique n'ont pas été équitablement répartis entre les pays du monde. Le principe de l'accès équitable et garanti devrait constituer l'essence même de tout nouveau mécanisme de réglementation, de même que les besoins spécifiques des pays en développement, y compris ceux des pays équatoriaux, devraient être pris en considération. La coopération entre pays non alignés et autres pays en développement est à même de modifier la situation actuelle, et les chefs d'Etat ou de gouvernement ont donc réaffirmé leur volonté de jeter les bases d'une telle coopération. Les pays développés, quant à eux, devraient également intensifier leur coopération globale de sorte que les avantages tirés de l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique soient équitablement répartis entre l'humanité tout entière.

XV. SOUVERAINETE SUR LES RESSOURCES NATURELLES

116. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé le droit inaliénable de tous les pays et peuples à exercer, de manière permanente, leur pleine souveraineté et leur contrôle total sur leurs ressources naturelles et autres et sur leurs activités économiques. Ils ont en outre réaffirmé l'importance capitale qu'il y a à consolider l'indépendance politique des pays non alignés et autres pays en développement en assurant leur émancipation économique. Par ailleurs, ils ont insisté pour que le Mouvement des pays non alignés, en vue d'accomplir sa mission historique, continue à promouvoir et à sauvegarder l'indépendance politique et économique des pays et des peuples en développement. Ils ont déploré que certains pays développés et certaines de leurs sociétés transnationales recourent parfois à la coercition, aux pressions et à d'autres mesures économiques pour porter atteinte à la souveraineté des pays en développement et au droit fondamental de leurs peuples de mettre en oeuvre, en toute indépendance, leurs propres politiques et programmes économiques.

117. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont à nouveau fait part de leur soutien aux peuples vivant encore sous la domination coloniale et l'occupation étrangère et ont réaffirmé les droits nationaux inaliénables de ces peuples, y compris l'autodétermination, la liberté, l'indépendance et la souveraineté complète sur leurs ressources naturelles et autres et leurs activités économiques, particulièrement celles des peuples palestinien et namibien, dont les ressources ont été illégalement pillées et exploitées par les régimes racistes d'Israël et d'Afrique du Sud. Ils ont appelé tous les Etats et peuples à travailler individuellement et collectivement à l'élimination des obstacles en vue de la réalisation des droits nationaux de ces pays et peuples, y compris la liberté et l'indépendance, et ils ont demandé instamment qu'une action soit entreprise à cet effet. Tous les Etats, organisations internationales, institutions spécialisées, sociétés d'investissement et autres ont été instamment priés de ne reconnaître aucune entreprise visant à exploiter les ressources palestiniennes et namibiennes, et de ne pas y coopérer ni y participer.

118. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé le droit de tous les pays et de tous les peuples victimes de l'agression et de l'occupation étrangères, de la domination coloniale et sioniste ou de l'apartheid, à la restitution et à l'indemnisation totale pour l'exploitation, le pillage, la perte et les préjudices causés aux ressources naturelles et autres.

XVI. DROIT DE LA MER

119. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont relevé avec satisfaction que depuis l'adoption de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982), 159 pays l'ont signée et 26 l'ont ratifiée. Ils se sont en outre félicités des progrès réalisés par la Commission préparatoire de l'autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer dans ses travaux, dont le but est d'assurer la mise en place rapide de l'Autorité et du Tribunal. Ils ont instamment prié tous les Etats qui ne l'ont pas fait d'envisager de ratifier la Convention ou d'y adhérer dans les plus brefs délais, afin de permettre au nouveau régime juridique d'entrer en vigueur le plus tôt possible.

120. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé que la résolution 2749 (XXV) de l'Assemblée générale, du 17 décembre 1970, la Convention sur le droit de la mer de 1982 et les résolutions et décisions ultérieures y afférentes, en proclamant que les fonds marins et océaniques et leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale ainsi que les ressources de la zone font partie du patrimoine commun de l'humanité, ont entre autres souligné que :

a) Aucun Etat, compagnie ou individu ne peut s'approprier les ressources constituant le patrimoine commun de l'humanité;

b) Ces ressources doivent être gérées par une structure internationale appropriée au profit de l'humanité tout entière, compte tenu en particulier des besoins des pays en développement;

c) Les avantages retirés de ce patrimoine commun doivent être partagés et doivent inclure non seulement les bénéfices financiers mais aussi la gestion et le transfert de technologie.

Ils ont également rappelé que la Convention a créé l'Autorité internationale des fonds marins la désignant seul organe compétent pour gérer ce domaine et ses ressources au profit de l'humanité tout entière.

121. Dans ce contexte, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont relevé avec une profonde préoccupation les mesures prises récemment par certains pays développés pour compromettre et circonvenir la Convention et les résolutions qui s'y rapportent. Ils ont déclaré que toute initiative qui serait prise unilatéralement par un Etat ou un groupe d'Etats sous la forme d'une miniconvention ou d'un régime parallèle incompatible avec la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer serait dénuée de toute validité.

122. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont fermement condamné "l'arrangement provisoire touchant les questions relatives aux grands fonds marins" signé par la Belgique, la France, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les Etats-Unis, qui vise à usurper le patrimoine commun de l'humanité. Ils ont réaffirmé que cet accord est nul en droit et ne peut servir à établir des droits légitimes puisqu'il est incompatible avec le droit international contemporain en général et avec la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer en particulier.

123. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont enregistré avec satisfaction la position ferme adoptée par la Commission préparatoire dans sa déclaration du 30 août 1985 par laquelle elle a rejeté toute prétention, tout accord, ou toute mesure portant sur la zone internationale et ses ressources, qui serait incompatible avec la Convention et les résolutions y relatives, qui constituent le fondement de la création de droits. Ils ont déclaré que toute prétention, tout accord ou toute mesure de ce type serait dénué de toute valeur juridique.

124. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur profonde préoccupation devant les mesures législatives et autres adoptées notamment par les Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni pour l'exploration des fonds marins et ont rejeté ces mesures comme illégales en vertu de la Convention sur le droit de la mer et des résolutions pertinentes.

XVII. SOCIETES TRANSNATIONALES

125. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déploré les difficultés qui continuent à empêcher l'élaboration rapide d'un code de conduite réglementant les activités des sociétés transnationales dans le but d'en éliminer les aspects négatifs et d'amener ces sociétés à contribuer au maximum au développement des pays en développement. A cet égard, ils se sont à nouveau déclarés convaincus que les activités des sociétés transnationales doivent correspondre aux priorités nationales et aux plans de développement établis par les pays en développement. Ils ont noté avec regret que la mise au point finale de ce code a été continuellement différée en dépit des positions souples et constructives adoptées par les pays en développement et certains pays développés. Ils ont donc exhorté les autres pays développés à adopter une attitude positive et constructive à

l'égard des négociations pour élaborer un code efficace et valable. Ils ont réaffirmé leur opinion selon laquelle l'adoption d'un code de conduite représente un élément indispensable à l'établissement de relations justes et équitables entre les pays.

126. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déploré la politique et les pratiques illégales et inadmissibles de certaines sociétés transnationales dont l'objectif premier est de tirer le maximum de profit et qui les mènent à fausser les mécanismes économiques et à miner la souveraineté des pays en développement. Ils ont condamné la collaboration persistante de certaines sociétés transnationales avec le régime minoritaire d'Afrique du Sud et ont souligné que cette collaboration ne servirait qu'à renforcer l'apartheid et à prolonger l'occupation illégale de la Namibie par Pretoria. Ils ont demandé à ces sociétés transnationales de respecter strictement les décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur ce sujet et de s'abstenir de saper les efforts visant à éliminer l'apartheid.

127. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note avec satisfaction du rapport du Groupe de personnalités éminentes chargé de procéder aux audiences publiques sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie et ont appelé la Commission des sociétés transnationales et le Conseil économique et social de l'ONU à proposer des mesures concrètes visant à dissuader les sociétés transnationales de poursuivre leurs activités en Afrique du Sud, lesquelles contribuent à renforcer l'apartheid. Ils ont instamment prié les pays non alignés et autres pays en développement de coopérer à l'adoption de mesures nécessaires dans les organes compétents du système des Nations Unies en vue d'atteindre cet objectif.

XVIII. ENVIRONNEMENT ET AUTRES ASPECTS QUALITATIFS DU DEVELOPPEMENT

A. ENVIRONNEMENT

128. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont inquiétés de la détérioration continue de la qualité de l'environnement sur la planète. Ils ont noté qu'en l'absence de mesures rapides, il existe une nette possibilité d'aggravation exponentielle et de destruction irréversible de l'environnement mondial. Dans ce contexte, ils ont souligné, entre autres, la nécessité de planifier le développement, de façon équilibrée et rationnelle sur le plan écologique, de mettre en commun les renseignements relatifs aux technologies d'économie des ressources et de préserver et d'évaluer les ressources de l'environnement.

129. Ils ont souligné que la protection de l'environnement marin est un devoir commun de tous les Etats et leur ont demandé à tous de s'abstenir de toute action ou activité qui menacerait la qualité de l'environnement marin et des conditions écologiques qui porterait atteinte à la vie marine.

130. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont accueilli avec satisfaction les mesures adoptées par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour préparer le Programme mondial pour l'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà et ont appelé les pays non alignés et autres pays en développement à

oeuvrer de concert à la préparation de ce programme. Ils se sont félicités de la création de la Commission spéciale sur le Programme mondial pour l'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà, qui a pris le nom de Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Ils ont exprimé l'espoir que le rapport de la Commission et le document relatif au Programme mondial pour l'environnement appelleraient l'attention de tous les pays sur les questions connexes d'environnement et de développement et qu'ils aideraient à mobiliser des ressources plus vastes pour permettre aux pays en développement de poursuivre des politiques à long terme qui concilient les objectifs dans le domaine écologique et dans celui du développement.

131. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont indiqué qu'ils appuient sans réserve les résolutions 37/215, 38/163, 39/167 et 40/197 de l'Assemblée générale des Nations Unies relatives aux restes matériels des guerres sur le territoire des pays en développement. Ils ont lancé un appel à tous les pays qui sont responsables de la présence de ces engins pour qu'ils coopèrent avec le Secrétaire général et les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies pour répondre aux justes exigences des pays où subsistent des restes matériels, mines ou autres, dont l'existence compromet gravement les activités de développement.

132. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note avec satisfaction des résolutions adoptées par la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement qui s'est tenue au Caire en décembre 1985 et ont prié le Programme des Nations Unies pour l'environnement et autres organismes spécialisés d'accroître leur assistance aux pays d'Afrique pour les aider à atténuer les effets de la sécheresse et de la désertification.

133. Ils ont exprimé leur appui aux résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies pour protéger l'environnement, et exhorté tous les Etats à adhérer aux instruments juridiques internationaux appropriés relatifs à la protection de l'environnement, de façon à garantir leur complète application.

B. ASPECTS QUALITATIFS DU DEVELOPPEMENT

134. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, conscients de l'importance des aspects qualitatifs du développement et convaincus de la nécessité de préserver l'équilibre global entre ces facteurs interdépendants - à savoir les ressources, l'environnement, la population et le développement - en tenant compte de l'état d'avancement de la science et de la technologie, ont renouvelé leur appui à la résolution 40/179 du 17 décembre 1985, intitulée "Schémas de consommation : aspects qualitatifs du développement", adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarantième session et ont rappelé la nécessité de disposer d'un instrument de mesure fiable pour évaluer avec précision les progrès des niveaux de vie. Ils ont souligné à cet égard qu'il importe de définir des schémas indicatifs de consommation qui répondent suffisamment aux besoins socio-économiques fondamentaux et de les adapter aux particularités locales et nationales en tenant compte de l'expérience, des stratégies et des plans nationaux. Ils ont en conséquence invité les Etats membres du Mouvement des pays non alignés et autres pays en développement à accorder une importance particulière à cette question et à transmettre leurs vues

et observations à ce sujet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, chargé par l'Assemblée générale d'établir un rapport sur les schémas de consommation et les indicateurs socio-économiques connexes.

XIX. ANNEE INTERNATIONALE DU LOGEMENT DES SANS-ABRI

135. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur satisfaction devant l'initiative prise par le Gouvernement de Sri Lanka pour attirer l'attention de la communauté internationale sur les besoins des sans-abri, en proposant que 1987 soit déclarée Année internationale du logement des sans-abri par l'Organisation des Nations Unies. Ils ont estimé qu'il est toujours nécessaire de consacrer des efforts à l'amélioration du logement et des quartiers dans lesquels vivent les pauvres et les personnes défavorisées dans le monde entier. Ils ont insisté auprès des pays non alignés et autres pays en développement pour qu'ils apportent leur appui et prennent part aux projets et aux tâches spécifiques de coopération qui découlent des objectifs proposés en matière d'habitat par le Groupe des pays coordonnateurs dans le domaine de l'habitat. Ils ont réaffirmé leur détermination de renforcer la coopération avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT) afin de soutenir et d'appliquer les mesures relatives à l'Année internationale du logement des sans-abri qui sera célébrée en 1987.

XX. LE ROLE DE LA FEMME DANS LE DEVELOPPEMENT

136. La Conférence a souligné que la pleine participation des femmes au développement social, politique, économique et culturel devrait continuer à faire partie intégrante des plans nationaux de développement des pays non alignés et autres pays en développement ainsi que des efforts globaux visant à instituer le nouvel ordre économique international.

137. A cet égard, ils se sont déclarés pleinement convaincus que les recommandations de la Conférence des pays non alignés et autres pays en développement, tenue à New Delhi en mars 1985, et de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme, tenue à Nairobi (Kenya), constituent une base solide et constructive pour atteindre les objectifs fixés.

138. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont fermement engagés à mettre en oeuvre sans délai les recommandations de la Conférence mondiale et ont demandé à la communauté internationale de renforcer son soutien aux programmes visant à promouvoir le rôle de la femme dans le processus de développement.

139. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont lancé un appel à toute la communauté internationale pour qu'elle utilise tous les moyens à sa disposition afin d'intensifier la lutte contre l'apartheid pour que les femmes de la Namibie et de l'Afrique du Sud participent activement à l'application des stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme et la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix.

140. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont salué la réunion, au mois de septembre 1986 à Luanda, du Congrès panafricain des femmes, laquelle représente un événement important pour la participation effective des femmes au développement économique et social de leurs pays respectifs.

XXI. DESERTIFICATION ET AIDE AUX VICTIMES DE LA SECHERESSE

141. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec inquiétude que l'avance rapide du désert en Afrique et la sécheresse persistante qui sévit dans cette région ainsi que dans d'autres parties du monde en développement ont gravement nui aux efforts de développement de plusieurs pays et aux conditions socio-économiques de leurs peuples. Il en est résulté une forte chute de la production alimentaire et de l'activité économique des pays touchés et des situations d'urgence s'accompagnant d'une lutte désespérée pour la survie.

142. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que la réalisation des objectifs de la lutte contre la désertification et la sécheresse nécessite des ressources humaines, techniques et financières qui dépassent les moyens des pays affectés. A cet égard, ils ont demandé instamment à la communauté internationale, en particulier aux pays développés, d'appuyer pleinement les efforts faits par les pays touchés. Ils ont souligné que l'assistance internationale ne devrait pas viser exclusivement à résoudre le problème d'urgence mais devrait plutôt être orientée vers l'amélioration de l'infrastructure de ces pays.

143. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note avec satisfaction des résultats obtenus dans la formulation d'une politique concertée de lutte contre la sécheresse et la désertification par les pays membres du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, les pays du Maghreb, ainsi que l'Egypte et le Soudan, lors d'une Conférence ministérielle tenue à Dakar du 18 au 25 juillet 1984 et de la deuxième Conférence qui l'a suivie, également à Dakar, en novembre 1985. Ils ont aussi lancé un appel au Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNU) pour qu'il intensifie son aide aux pays membres du CILSS, compte tenu de la dégradation géographique persistante et de l'accroissement du déficit alimentaire.

144. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note avec satisfaction de la création par six pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est - Djibouti, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Somalie et Soudan - d'un organe intergouvernemental sur la sécheresse et le développement (IGADD) et se sont félicités de la tenue d'une réunion au sommet sur cette question à Djibouti, du 15 au 17 janvier 1986. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur plein appui aux efforts de ces pays et ont instamment prié la communauté internationale de leur fournir toute l'assistance financière et technique nécessaire.

145. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont réjouis que, pour la première fois, la question intitulée "Pays frappés par la désertification et la sécheresse" ait été examinée par l'Assemblée générale des Nations Unies à ses trente-neuvième et quarantième sessions. Ils ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle mette en oeuvre d'urgence les résolutions 39/208 et 40/175 y relatives de l'Assemblée générale des Nations Unies.

146. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont également félicités de la création, à la vingtième session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), du Fonds spécial d'assistance d'urgence en faveur des pays africains touchés par la sécheresse et la famine, et ont instamment prié tous les membres de la communauté internationale, particulièrement les pays développés, de verser des contributions substantielles à ce fonds.

XXII. LA SITUATION DES REFUGIES ET DES PERSONNES DEPLACEES EN AFRIQUE

147. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur profonde préoccupation devant l'afflux actuel de réfugiés en Afrique et les effets défavorables que ce fardeau continue de produire sur l'économie précaire des pays d'asile.

148. Dans ce contexte, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont accueilli favorablement la convocation en 1984 de la deuxième Conférence internationale sur l'aide aux réfugiés en Afrique (CIARA II) en vue de trouver des solutions durables aux problèmes des réfugiés. Ils ont instamment engagé la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées à fournir la coopération nécessaire à l'exécution des projets d'aide aux réfugiés en Afrique adoptés par la Conférence. Ils ont aussi engagé tous les pays à participer aux opérations de secours et au reclassement de tous les réfugiés et rapatriés volontaires en Afrique.

149. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont aussi profondément inquiétés du sort des personnes déplacées en Afrique et de l'ampleur du problème; ils ont engagé tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les organes et organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées à apporter la plus grande aide à tous les pays où ces problèmes se posent.

150. Quant à la situation des réfugiés en Afrique australe, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont déclaré à nouveau que la politique d'agression militaire et de déstabilisation économique des Etats et des peuples de la région, menée par le régime d'apartheid d'Afrique du Sud, constitue la principale cause de l'accroissement du nombre de réfugiés et de personnes déplacées dans cette sous-région. A cet égard, ils ont réaffirmé le droit des Etats de première ligne et des autres Etats africains indépendants de la région d'accueillir les victimes de l'apartheid et de leur donner asile. Ils ont manifesté leur soutien total aux mesures prises à la vingt et unième session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine en vue d'aider financièrement et matériellement les Etats d'Afrique australe et les mouvements de libération nationale, pour leur permettre de résister aux actes de déstabilisation menés par l'Afrique du Sud.

XXIII. CONDITIONS DE VIE DU PEUPLE PALESTINIEN DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPES

151. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec une vive inquiétude la détérioration continue des conditions de vie du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés par Israël. Ils ont noté en particulier que la

puissance occupante, Israël, a exproprié plus de 60 p. 100 de ces territoires à des fins expansionnistes, notamment pour la construction de colonies de peuplement, et à confisqué 90 p. 100 de l'approvisionnement annuel en eau de la Palestine. Ils ont également constaté que le siège israélien de l'économie nationale palestinienne a gravement perturbé les activités des différents secteurs et l'a rendue fortement tributaire de l'économie israélienne et de ses tendances inflationnistes, empêchant par là le développement d'une économie nationale saine et indépendante qui pourrait servir de fondement à un Etat palestinien.

152. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé les dispositions de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et souligné en particulier que l'élimination de l'occupation étrangère et des conséquences économiques et sociales de cette occupation est une condition nécessaire au développement. Ils ont reconnu que les Etats-Unis d'Amérique, par leur soutien moral et logistique illimité en faveur d'Israël, avaient une part de responsabilité dans l'occupation permanente des territoires palestiniens et dans les souffrances du peuple palestinien. Ils ont fait appel à tous les Etats pour qu'ils aident le peuple palestinien à mettre fin à l'occupation sioniste et à développer librement son économie nationale. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exhorté la communauté internationale à maintenir et accroître son aide au peuple palestinien en collaboration avec l'Organisation de libération de la Palestine. Ils ont aussi demandé à la communauté internationale et aux organes des Nations Unies de s'abstenir de se servir de la puissance occupante, Israël, pour canaliser l'aide ou toute autre forme d'assistance destinée au peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés, car une telle action contribuerait à prolonger l'occupation israélienne.

153. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé de s'opposer à toute tentative visant à accorder à la puissance occupante, Israël, la qualité de membre dans toute commission économique régionale de l'Organisation des Nations Unies.

*XXIV. LA SITUATION ECONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE

154. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec préoccupation que la crise économique dans laquelle le continent est plongé persiste sous une forme aiguë dans la plupart des pays touchés. Rien n'indique la reprise, les tendances des revenus par habitant restent négatives et les taux de croissance stagnent. De plus, le contexte économique international défavorable, marqué entre autres par des taux d'intérêt élevés, la baisse des prix des produits de base, la recrudescence du protectionnisme, l'alourdissement du service de la dette et le faible volume de l'aide extérieure accordée à des conditions de faveur, auxquels s'ajoutent les effets désastreux d'une sécheresse endémique et de l'inexorable avance du désert, continuent d'affaiblir gravement les économies des pays d'Afrique et de rendre leur redressement encore plus difficile. De fait une situation paradoxale est apparue, caractérisée par une sortie nette de ressources financières de l'Afrique vers les pays développés.

155. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont reconnu que le développement du continent africain incombe essentiellement aux gouvernements et aux peuples d'Afrique qui ont pris et continuent de prendre des mesures douloureuses de réajustement qui ne sont pas sans conséquences politiques et sociales. Ils ont également reconnu que, selon toutes les prévisions, les perspectives de redressement, de croissance et de développement demeureront extrêmement lointaines à moins que la communauté internationale ne soutienne les efforts actuels des pays africains pour les aider à satisfaire leurs besoins prioritaires. Ils ont également noté que, lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique en Afrique, la communauté internationale a reconnu la nécessité de fournir des ressources extérieures supplémentaires pour le redressement économique de l'Afrique. Ils ont souligné que la communauté internationale devait, tout en continuant à se préoccuper de la situation d'urgence en Afrique, faire une plus large place aux efforts de développement à moyen et à long terme sans lesquels il ne saurait y avoir de solution durable à cette situation. Ils ont par conséquent instamment demandé à la communauté internationale et aux institutions financières de fournir de toute urgence des ressources en quantité suffisante pour permettre la mise en oeuvre totale et effective du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement économique de l'Afrique (1986-1990).

156. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé la gravité des problèmes d'endettement des pays d'Afrique et leurs contraintes en matière de ressources. Ils ont invité les pays développés créanciers et les institutions financières, monétaires et bancaires multilatérales à adopter de toute urgence des mesures concrètes en vue de résoudre le problème de l'endettement extérieur de l'Afrique. Ces mesures devraient notamment porter sur les conditions de la dette extérieure actuelle et l'octroi de ressources financières supplémentaires assorties de conditions de faveur pour aider les pays débiteurs d'Afrique à reprendre le chemin de la croissance et du développement économique. Dans ce contexte, ils ont appuyé la décision de la vingt-deuxième Conférence au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à la tenue d'une conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique.

157. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont examiné les conséquences économiques des politiques de déstabilisation du régime raciste d'Afrique du Sud contre les Etats de l'Afrique australe et ils ont réaffirmé leur appui total et leur solidarité complète avec ces pays et les mouvements de libération pour les aider à surmonter les effets dévastateurs de ces actes de déstabilisation. A cet égard, ils ont noté que la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) a réalisé des progrès significatifs en lançant, dans des secteurs économiques importants, des programmes essentiels à la croissance économique et à l'autonomie collective et en réduisant la dépendance économique des Etats membres à l'égard de l'Afrique du Sud. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités des conclusions de la récente Conférence consultative annuelle de la SADCC qui s'est tenue à Harare, en janvier 1986, et qui a traité des stratégies sectorielles à adopter dans les cinq années à venir; ils ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle offre toute l'aide financière et autre qu'il lui est possible d'apporter aux programmes de la SADCC. Ils ont également invité les pays non alignés à fournir un appui accru aux programmes et projets de la SADCC afin de donner un contenu concret à leur solidarité avec les Etats de première ligne.

158. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont examiné les progrès réalisés dans l'application du Plan d'action du Mouvement des pays non alignés en vue de faire face à la situation économique critique en Afrique, qui a été adopté à New Delhi en avril 1985. A ce sujet, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont accueilli avec satisfaction les offres d'assistance reçues de divers pays (Algérie, Argentine, Bangladesh, Cuba, République démocratique populaire de Corée, Egypte, Inde, Indonésie, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Nigéria, Pakistan, Pérou et Yougoslavie) et les efforts de coordination déployés par l'Inde, pour satisfaire les besoins pressants des pays de l'Afrique subsaharienne. Ils ont invité instamment les pays non alignés et autres pays en développement à continuer de fournir toute l'assistance possible pour répondre aux besoins des pays africains, tels qu'ils sont définis dans les secteurs prioritaires et énoncés dans le Programme d'action du Mouvement des pays non alignés et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990).

XXV. DECENNIE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS EN AFRIQUE

159. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont examiné l'application des programmes de la Décennie des transports et des communications en Afrique et ont constaté avec regret que les ressources financières et techniques prévues pour la mise en oeuvre de ces programmes ont été très insuffisantes à tous points de vue. Ils ont prié instamment la communauté internationale de fournir aux pays africains l'aide économique et logistique nécessaire en vue de leur permettre d'accélérer la mise en oeuvre du Programme de la Décennie des transports et des communications en Afrique (1978-1988).

XXVI. DECENNIE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE

160. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé la résolution 39/227 de l'Assemblée générale relative à la Décennie des transports et des communications en Asie et dans le Pacifique (1985-1994) et ont exhorté la communauté internationale à fournir le soutien nécessaire à la réalisation des objectifs de la Décennie.

XXVII. PAYS LES MOINS AVANCES

161. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés profondément préoccupés par la détérioration continue des conditions socio-économiques des pays les moins avancés qui, en raison d'insuffisances structurelles, sont les moins en mesure de résister aux chocs extérieurs. Les déficits des recettes d'exportation et la détérioration des termes de l'échange couplés avec une diminution des flux de ressources extérieures ont gravement réduit leur capacité d'importation ainsi que leur consommation et leurs investissements. Le fardeau écrasant du service de la dette constitue une entrave majeure à leur processus de développement. Leurs difficultés ont encore été aggravées par des catastrophes naturelles. La gravité de leur détresse socio-économique et l'ampleur de leurs problèmes structurels exigent que la communauté internationale trouve d'urgence une solution pour assurer leur redressement immédiat comme leur développement à long terme.

162. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec déception que la mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés (NPSA) a été extrêmement lente. Réaffirmant l'entière validité du programme, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont fait leurs conclusions et les recommandations du Groupe intergouvernemental sur les pays les moins avancés chargé de l'examen global à mi-parcours de l'application du nouveau Programme substantiel d'action. Ils ont en outre demandé à la communauté internationale de prendre sans tarder les mesures concrètes qui s'imposent pour mettre en oeuvre le NPSA au cours des dernières années de la Décennie, de manière que les pays les moins avancés soient en mesure de surmonter leurs difficultés structurelles, de satisfaire au plus tôt les besoins essentiels de leur peuple et de parvenir à un développement autonome. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, en référence à la résolution 40/205 de l'Assemblée générale, ont appuyé la convocation d'une conférence des Nations Unies pour examiner et évaluer la mise en oeuvre du NPSA en 1980 en vue de déterminer l'orientation future de l'action. Ils ont affirmé leur plein appui à la tenue d'une telle conférence et ont recommandé une participation au niveau approprié.

XXVIII. PAYS EN DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL

163. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé les décisions prises précédemment par le Mouvement non aligné en faveur des pays en développement sans littoral et recommandé que le bilan de l'application de ces décisions soit fait par l'intermédiaire des institutions internationales appropriées, y compris la CNUCED, avant la septième Conférence de la CNUCED, afin d'assurer à ces pays l'accès à la mer et à partir de la mer et la liberté de transit, comme le stipule l'article 125 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, et afin de fournir l'aide internationale nécessaire pour satisfaire leurs besoins particuliers. De plus, ils ont reconnu que le droit d'accès à la mer et à partir de la mer et la liberté de transit devraient s'effectuer conformément aux alinéas 2 et 3 de l'article 125 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de sorte que tout programme ou action concernant les conditions et modalités de transit soit entrepris en consultation avec le pays de transit intéressé et avec son approbation.

164. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont vigoureusement condamné les mesures adoptées récemment par le Gouvernement sud-africain pour empêcher la libre circulation des personnes et des biens de la Zambie et du Zimbabwe vers la mer et à partir de la mer dans le but de perturber et d'affaiblir l'économie de ces deux pays, en violation flagrante des principes du droit international énoncés dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et la Convention des Nations Unies sur le commerce de transit des pays sans littoral et contrairement à des pratiques commerciales équitables.

XXIX. PAYS EN DEVELOPPEMENT INSULAIRES

165. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris acte des problèmes propres aux pays en développement insulaires, qui sont dus notamment aux handicaps inhérents à leur exiguïté, à leur isolement et à leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles, à leurs problèmes de transports et de communications, à leur éloignement des centres commerciaux, à l'étroitesse extrême de leur marché

intérieur, à leur manque de ressources naturelles, à leurs ressources épuisables et non renouvelables ou à la forte dépendance de leurs recettes en devises sur un petit nombre de produits ou de services, à la fragilité de leur environnement et à leurs lourdes charges financières. Ils ont considéré que de tels handicaps constituent en soi des obstacles majeurs au développement, en particulier à celui des petits pays insulaires, souvent au point de contrarier et de compromettre les efforts déployés par les pays concernés pour procéder aux transformations structurelles nécessaires à une croissance auto-entretenu.

166. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, ayant également à l'esprit les buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, ont souligné qu'il importait que les organes compétents du système des Nations Unies, le PNUD et autres institutions financières, apportent une solution urgente aux besoins spécifiques des pays en développement insulaires aux niveaux national, régional et interrégional. Ils ont demandé que soient appliquées sans réserve les mesures spécifiques d'aide aux pays insulaires énoncées dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, compte tenu en particulier des facteurs géographiques, des traditions et des institutions insulaires, de l'environnement physique, des priorités de développement et des problèmes des pays en développement insulaires dans l'économie internationale.

167. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec satisfaction que, dans sa résolution 39/122, l'Assemblée générale des Nations Unies a prié le Secrétaire général d'étudier, en coopération avec les organes, organisations et organismes du système des Nations Unies, la possibilité d'organiser une réunion de suivi interrégionale en prévoyant la participation des représentants des pays en développement insulaires et d'autres pays intéressés. Ils se sont une fois de plus déclarés favorables à cette réunion et ont proposé qu'elle se tienne de préférence en 1986. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont engagé tous les pays en développement, membres du Mouvement des pays non alignés, à oeuvrer pour le succès de cette réunion.

168. Dans ce contexte, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné que les critères, modalités et conditions déterminant les flux d'aide financière et technique multilatérale et bilatérale aux pays en développement insulaires devraient tenir compte des besoins et des problèmes particuliers de chacun de ces pays et que cette assistance devrait, pour l'essentiel, revêtir la forme de dons.

XXX. LES PAYS LES PLUS GRAVEMENT TOUCHES

169. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont constaté avec une grande inquiétude la détérioration de la situation économique et financière des pays les plus gravement touchés depuis la septième Conférence au sommet. Ils ont exprimé leur soutien à ces pays et ont, à cet égard, réaffirmé les paragraphes pertinents de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, préconisant des mesures concrètes en faveur de ces pays. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont engagé la communauté internationale à prendre les décisions nécessaires, conformément à la Stratégie internationale du développement, et à les mettre en oeuvre sans plus tarder.

XXXI. ABUS ET TRAFIC ILLICITE DES DROGUES

170. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés profondément préoccupés par l'aggravation du problème de l'abus des drogues et la recrudescence du trafic illicite de stupéfiants. Ils ont été d'avis qu'outre leurs effets néfastes sur les individus, constituant une menace pour la santé de la population et la vie en société dans chaque pays, l'abus des drogues et le trafic illicite affaiblissent le tissu social des nations, représentent pour les gouvernements des charges économiques directes et indirectes, et sont, aux niveaux national et international, des sources d'activités criminelles qui peuvent constituer une menace pour la stabilité des Etats. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont reconnu que l'élimination de ce fléau exige une volonté politique ferme et une action intégrée, pour s'attaquer simultanément à la réduction et au contrôle de la demande, de la production, de la distribution et de la consommation illicite de drogues.

171. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités des efforts concertés et résolus que la communauté internationale déploie pour éliminer le danger de l'abus et du trafic illicite des drogues. Ils se sont engagés en particulier à contribuer sans réserve au succès de la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues que l'Organisation des Nations Unies doit convoquer au niveau ministériel à Vienne en juin 1987. Ils ont invité les pays développés comme les pays en développement à entreprendre tous les travaux préparatoires nécessaires à cet effet. Dans ce contexte, les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont aussi félicités de la recommandation en huit points adoptée par la première réunion de l'organe préparatoire de la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues, qui s'est tenue à Vienne du 17 au 21 février 1986, et qui a fourni au secrétariat de la Conférence une ligne directrice pour la préparation de la deuxième réunion de l'organe préparatoire et de la Conférence internationale elle-même.

172. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont en outre souligné la nécessité de conclure rapidement une convention sur la lutte contre le trafic des stupéfiants et des substances psychotropes et les activités connexes. Ils ont enfin souligné la nécessité de mettre sur pied des programmes spécifiques de coopération technique et économique en vue d'aider les pays les plus gravement touchés par l'abus des drogues et par la production et le trafic illicite de celles-ci et ils ont prié instamment les pays industrialisés d'accroître leurs contributions financières à ces programmes par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et de redoubler d'efforts pour réduire la demande de drogues illicites.

XXXII. COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

A. Situation générale

173. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné le fait qu'au fil des ans la CEPD est devenue une réalité tangible qui a donné naissance à des concepts novateurs se fondant sur le principe de l'autonomie collective. Ces concepts ont été traduits en objectifs précis et en programmes et projets détaillés dans divers secteurs de la coopération économique. Ils se sont déclarés convaincus que la cinquième Réunion des pays coordonnateurs du Programme d'action de la CEPD des pays

non alignés, qui s'est tenue à New Delhi en avril 1986, et la réunion de haut niveau du Groupe des 77 tenue au Caire en août 1986, ont constitué une étape importante dans l'évolution de la CEPD qui se caractérise par une approche viable, réaliste et pragmatique. A cet égard, ils ont souligné le rôle essentiel que doivent jouer les Etats membres du Mouvement ainsi que le Groupe des 77 au niveau du suivi et de la mise en oeuvre des recommandations adoptées par ces deux réunions. Ils ont noté avec satisfaction les progrès accomplis en vue de renforcer la coopération économique entre pays en développement depuis l'adoption, lors de la septième Conférence au sommet, de la Déclaration sur l'autonomie collective entre pays non alignés. Ils ont réaffirmé l'engagement pris par les pays non alignés de promouvoir un développement autonome, considéré en tant que partie essentielle et intégrante de l'action menée par les pays en développement pour restructurer les relations économiques internationales et pour instaurer un nouvel ordre économique international.

174. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités du renforcement de la coopération bilatérale, sous-régionale et régionale entre pays en développement en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Méditerranée. A cet égard, ils ont favorablement accueilli la création de l'Association pour la coopération régionale en Asie du Sud (SAARC) au Sommet de Dacca tenu en décembre 1985, ainsi que les efforts similaires déployés par les pays non alignés et autres pays en développement pour établir entre eux une coopération véritable.

175. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont reconnu que, vu le climat économique mondial défavorable et l'impasse persistante dans laquelle se trouve la restructuration des relations économiques internationales, il n'en est que plus urgent d'accélérer le rythme de la coopération économique entre pays en développement (CEPD). Ils ont instamment demandé que l'on explore à fond le vaste potentiel de la CEPD pour réduire la vulnérabilité des pays en développement et améliorer leur capacité de négociation avec les pays développés. Ils ont réaffirmé que la coopération entre pays en développement ne constitue pas une solution de rechange à la coopération entre pays en développement et pays développés et ne peut la remplacer. A cet égard, ils ont souligné que la coopération économique entre pays non alignés et autres pays en développement doit tirer le meilleur parti possible des complémentarités qui existent dans leurs ressources humaines, naturelles, financières et technologiques. A ce sujet, ils ont aussi vivement incité les pays non alignés eux-mêmes à envisager l'application d'un traitement préférentiel à l'acquisition des services d'experts, de matériel et de fournitures en provenance d'autres pays non alignés.

176. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont également souligné que la coopération économique entre pays non alignés et autres pays en développement doit être fondée sur les avantages économiques et sociaux perçus, de sorte que le suivi et la mise en oeuvre ultérieurs s'insèrent, dans la mesure du possible, dans un processus autofinancé se développant de manière automatique et autonome.

177. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, en vue de renforcer la coopération économique entre les pays en développement, ont souligné que les centres de liaison pour la CEPD et autres organismes appropriés devraient jouer un rôle plus important dans le rassemblement et la diffusion des informations concernant les possibilités

de coopération économique et les contacts directs entre les partenaires de cette coopération. Ils ont recommandé que ces centres informent les gouvernements et les autres institutions gouvernementales de la nécessité d'adopter des mesures appropriées, y compris d'ordre législatif, pour faciliter la coopération économique entre pays en développement.

178. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé au système des Nations Unies de prendre des mesures plus efficaces et plus concrètes en vue de promouvoir la CEPD/CTPD dans le cadre de la mise en oeuvre de ses programmes et de ses projets. A cet égard, ils ont noté avec inquiétude la tendance du système des Nations Unies à recruter des consultants et à acheter du matériel dans les pays développés. Ils ont souligné que les achats de matériel aux pays en développement devraient s'accroître notablement et ils ont proposé qu'un groupe représentant les pays non alignés et autres pays en développement tiennent des réunions avec tous les organes d'exécution, dans le cadre des Nations Unies, en vue d'obtenir l'adoption de mesures efficaces pour atteindre les objectifs de la CEPD/CTPD.

179. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé l'importance du système global de préférences commerciales (SGPC) pour le développement du commerce entre pays en développement. Ils se sont félicités des décisions prises à la Réunion ministérielle sur le SGPC, tenue à New Delhi en juillet 1985, qui a donné un vigoureux élan politique aux négociations du SGPC, qui ont eu lieu à Brasilia en mai 1986.

B. Programmes d'action pour la coopération économique

180. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont une fois de plus résolument engagés à apporter un soutien politique au renforcement de la coopération entre pays non alignés et autres pays en développement. Ils ont instamment demandé une mise en oeuvre accélérée du Programme d'action pour la coopération économique du Mouvement non aligné et du Programme d'action pour la coopération économique adopté par le Groupe des 77 à Caracas en mai 1981.

181. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont rappelé les recommandations de la septième Conférence au sommet relatives à l'harmonisation et à la coordination des deux Programmes d'action et ont exprimé leur satisfaction devant les mesures prises à cet effet afin de les rendre complémentaires. A cet égard, ils ont pris note du rapport commun présenté à New York par le Président du Bureau de coordination et le Président du Groupe des 77 et ont invité ces derniers à poursuivre leurs efforts pour que, dans la mise en oeuvre, ces deux programmes se soutiennent l'un l'autre et que soient réalisées les complémentarités nécessaires. Ils se sont déclarés convaincus que ces programmes d'action constituaient une étape décisive vers la concrétisation d'une autonomie collective et la consolidation des complémentarités économiques entre les pays en développement.

a) Programme d'action pour la coopération économique (pays non alignés)

182. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont évalué la mise en oeuvre du Programme d'action pour la coopération économique des pays non alignés. Ils ont examiné le rapport de la cinquième Réunion des pays coordonnateurs, qui s'est tenue à

New Delhi en avril 1985, et ont noté avec satisfaction les progrès appréciables réalisés dans l'exécution du Programme d'action concernant plusieurs domaines de la coopération. Ils ont toutefois reconnu qu'il est nécessaire d'accélérer l'application des recommandations relatives à certains autres secteurs. A cet égard, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réaffirmé l'existence de grandes possibilités de coopération mutuelle dans les différents domaines définis par le septième Sommet et ont demandé aux pays coordonnateurs de poursuivre leurs efforts dans cette voie afin que les progrès réalisés soient à la mesure de la volonté politique des pays non alignés de développer davantage leur coopération.

183. Conformément aux recommandations de la cinquième Réunion des pays coordonnateurs du Programme d'action pour la coopération économique des pays non alignés, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont approuvé les recommandations de la cinquième Réunion des pays coordonnateurs du Programme d'action pour la coopération économique des pays non alignés concernant la rationalisation de la mise en oeuvre du PACE, particulièrement l'amélioration de la coordination et du suivi de la coopération dans tous les domaines.

184. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note de la tenue à Antananarivo en mars 1986 de la Réunion d'experts des pays coordonnateurs dans le domaine de la coopération monétaire et financière chargée d'examiner la proposition relative aux fonds monétaires, de développement et de stabilisation. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné la nécessité d'effectuer les études approfondies recommandées successivement par la Réunion d'experts, la cinquième Réunion des pays coordonnateurs du Programme d'action pour la coopération économique et la Réunion ministérielle du Bureau de coordination à New Delhi en avril 1986. Ils ont demandé la contribution d'institutions telles que les centres de recherche ou fondations des pays membres et la CNUCED pour la réalisation de ces études. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont prié le Bureau de coordination de désigner un groupe d'experts pour examiner les vues et observations des gouvernements sur les résultats des études envisagées et de faire rapport à la Réunion ministérielle le plus tôt possible de manière à permettre au neuvième Sommet des pays non alignés de prendre les décisions appropriées.

b) Programme d'action de Caracas (Groupe des 77)

185. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont déclarés satisfaits des efforts déployés pour renforcer et encourager la coopération économique entre pays en développement dans le cadre du Programme d'action de Caracas du Groupe des 77.

186. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont pris note de l'évaluation faite par la quatrième Réunion du Comité intergouvernemental de suivi et de coordination (CISC-IV) du Groupe des 77, qui s'est tenue à Djakarta en août 1985, selon laquelle les pays en développement devraient redoubler d'efforts pour accélérer la mise en oeuvre du Programme d'action de Caracas. Ils se sont félicités que la réunion du CISC ait convenu de la nécessité de réaffirmer et de renforcer l'engagement en faveur de mesures concrètes qui imprimeraient un nouvel élan à l'application effective du Programme d'action de Caracas dans un esprit de solidarité et de réalisme. Compte tenu de cette évaluation et sur les recommandations de cette réunion, les ministres des affaires étrangères du Groupe des 77, à leur réunion de New York, ont décidé de faire de celle-ci une réunion de haut niveau.

187. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités des résultats de la réunion de haut niveau du Groupe des 77 sur la coopération économique entre pays en développement (CEPD), tenue au Caire (Egypte), du 18 au 23 août 1986. Ils ont estimé que la réunion représentait une étape marquante en ce qu'elle a activé la poursuite des buts et objectifs de la CEPD. Ils ont exprimé leur appui aux mesures spécifiques contenues dans le rapport final de la réunion, pour mettre en oeuvre des projets spécifiques et mutuellement profitables dans le cadre des plans et programmes contenus dans le Programme d'action de Caracas.

188. Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont félicités de la Déclaration du Caire sur la coopération économique entre pays en développement, dans laquelle les Etats membres du Groupe des 77 ont réaffirmé leur soutien ferme et total à la CEPD et ont défini des mesures concrètes et constructives pour la stratégie future d'intensification de la CEPD.

XXXIII. PROGRAMME D'ACTION POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE

I. Introduction

189. Le Programme d'action économique des pays non alignés a été adopté pour la première fois au Sommet du Caire puis précisé au cours des conférences au sommet qui se sont tenues à Lusaka, Alger, Colombo, La Havane et New Delhi. Ce programme incarne, sur le plan économique, la volonté des pays non alignés et autres pays en développement d'explorer et concrétiser les immenses possibilités de coopération entre eux, dans les domaines financier, technique, industriel, commercial et autres, en vue de parvenir à une autonomie collective et d'assurer le développement de leurs économies. Il fait partie au même degré des efforts déployés par les pays non alignés pour restructurer les relations économiques internationales et constitue un élément fondamental de leur lutte pour instaurer le nouvel ordre économique international.

190. Consciente de ces objectifs et désireuse de renforcer davantage la coopération économique entre pays non alignés et autres pays en développement, la Conférence a examiné l'application du Programme d'action pour la coopération économique depuis la septième Conférence au sommet, tenue à New Delhi en 1983, et elle a noté que des progrès substantiels ont été accomplis dans l'application du Programme d'action dans plusieurs domaines de coopération. Cependant, la Conférence a constaté avec inquiétude que certains secteurs n'ont que peu progressé. Réaffirmant que de grandes possibilités de coopération mutuelle existent dans les différents domaines définis par le septième Sommet, la Conférence a invité les pays coordonnateurs à poursuivre leurs efforts dans cette voie afin que les progrès réalisés soient à la mesure de la ferme volonté politique des pays non alignés de développer davantage la coopération.

191. La Conférence s'est prononcée avec fermeté en faveur de la solidarité des pays non alignés et autres pays en développement qui a permis d'harmoniser des intérêts divers et d'unifier les positions. A cet égard, elle a invité les Etats membres du Mouvement des pays non alignés et du Groupe des 77 à accorder de toute urgence leur attention à ces aspects fondamentaux afin de les renforcer encore.

192. Conformément aux décisions prises à la septième Conférence au sommet de 1983, la cinquième Réunion des pays coordonnateurs du Programme d'action s'est tenue à New Delhi en avril 1986. Les recommandations de cette réunion ont été approuvées lors de la Réunion ministérielle du Bureau de coordination, qui s'est également tenue à New Delhi en avril 1986. Conformément aux recommandations faites à ces réunions, la Conférence a insisté sur la nécessité d'harmoniser et de coordonner davantage les activités menées dans le cadre du Programme d'action pour la coopération économique des pays non alignés et du Programme d'action de Caracas du Groupe des 77 afin qu'ils se renforcent mutuellement. La Conférence a également souligné la nécessité d'une application limitée dans le temps, spécialement dans le cas des programmes où les avantages de la coopération mutuelle peuvent se faire sentir à très bref délai. En outre, la Conférence a souligné que la coopération économique entre pays non alignés et autres pays en développement devrait reposer sur les avantages socio-économiques perçus de sorte que le suivi et la mise en oeuvre ultérieure constituent autant que possible un processus autofinancé se développant de manière automatique et autonome.

193. La Conférence a examiné les activités dans les différents secteurs couverts par le Programme d'action et a tracé les grandes lignes d'une action future dans les domaines suivants :

A. Matières premières

La Conférence

a) A souligné que la coopération entre pays producteurs de matières premières est indispensable pour résoudre efficacement les problèmes du secteur des produits de base. A cet égard, elle a réaffirmé l'importance des associations de producteurs, de leur renforcement et la nécessité d'en créer de nouvelles;

b) A prié instamment les pays en développement concernés qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer, dès que possible, aux associations de producteurs afin de renforcer la coopération dans ce domaine;

c) A invité les associations de producteurs créées à l'initiative des pays en développement, à envisager favorablement les mesures nécessaires pour adhérer au Conseil des associations de producteurs afin que cet organisme soit opérationnel dans les meilleurs délais;

d) A mis l'accent sur la nécessité de hâter les négociations sur la mise en oeuvre du Programme intégré pour les produits de base de la CNUCED et, à cet effet, a exhorté les pays développés à faire preuve d'une volonté politique affirmée;

e) A réaffirmé la nécessité de rendre le Fonds commun opérationnel dans les meilleurs délais. A ce sujet, les pays en développement qui ne l'ont pas encore fait ont été invités à ratifier cet accord afin d'inciter les pays développés à en faire autant;

f) A demandé qu'à la lumière des derniers développements, la situation actuelle soit examinée par les pays coordonnateurs en vue de formuler une stratégie pour l'application des recommandations de la huitième Conférence au sommet.

B. Commerce, transports et industrie

La Conférence

a) A pris note avec satisfaction du rôle analytique central joué par le Programme d'action des non-alignés dans les secteurs du commerce, des transports et de l'industrie et en particulier des efforts réalisés par le PACE/CTI;

b) A accueilli favorablement l'ouverture de la première série de négociations du SGPC à l'occasion de la Réunion ministérielle tenue à Brasilia (Brésil) en mai 1986 et a prié instamment tous les pays en développement de participer activement aux négociations afin de favoriser leur aboutissement rapide le 1er mai 1987 au plus tard;

c) A pris note de la création de l'Association des organismes de commerce d'Etat des pays en développement (ASTRO) et a invité les organismes concernés des pays en développement qui ne l'ont pas encore fait à y adhérer;

d) S'est félicitée de l'initiative prise par l'Indonésie de convoquer une réunion technique sur la coopération dans le domaine des engrais, dont la tenue est prévue du 21 au 24 octobre 1986 à Djakarta (Indonésie) et a recommandé aux organismes de commerce d'Etat des pays non alignés et autres pays en développement d'assister à cette réunion;

e) A appelé les Etats membres du Mouvement des pays non alignés et autres pays en développement à coopérer à la collecte et à l'exploitation des informations sur le commerce entre les pays en développement détenues par les institutions fonctionnant aux niveaux sous-régional, régional et interrégional;

f) A recommandé aux pays non alignés d'apporter tout le soutien politique, économique et logistique nécessaire à la réalisation des programmes de la Décennie des transports et des communications en Afrique (1978-1988) et de la Décennie des transports et des communications en Asie et dans le Pacifique (1985-1994);

g) A prié instamment les pays en développement de faire des recherches sur les problèmes de transport, en particulier sur les moyens d'améliorer la situation dans le domaine du transport des produits des associations de producteurs, en prêtant particulièrement attention aux problèmes des pays sans littoral;

h) A également exhorté les pays en développement à recenser les possibilités de coopération dans les domaines du transport maritime, des services de transbordement, d'emballage et de distribution;

i) A invité les pays coordonnateurs à prendre des mesures pour assurer la mise en oeuvre du projet pharmaceutique dans le cadre du PACE/CTI;

j) A appelé à nouveau les pays en développement à examiner les possibilités de coopération dans les secteurs des produits dérivés du sucre, de l'industrie alimentaire, des pesticides, des engrais, des installations de stockage, du matériel d'irrigation et du matériel agricole;

k) A prié instamment l'ONUDI d'accroître son soutien aux activités relevant de la CEPD dans le domaine de la coopération industrielle entre pays non alignés et autres pays en développement.

C. Coopération monétaire et financière

La Conférence

a) A réaffirmé que le Programme d'action de Caracas a offert aux pays non alignés et autres pays en développement l'occasion de coordonner leurs efforts pour la réalisation de programmes dans le domaine de la monnaie et des finances;

b) A pris note avec satisfaction des recommandations de la Réunion du Groupe d'experts des pays coordonnateurs dans ce domaine, tenue à Antananarivo du 24 au 28 mars 1986, concernant la proposition de création d'un fonds de stabilisation, d'un fonds de développement et d'un fonds monétaire, et ont souligné la nécessité d'entreprendre sans tarder les études recommandées;

c) A souligné la nécessité d'appliquer pleinement les décisions des cinquième, sixième, septième et huitième Conférences au sommet, notamment la nécessité d'organiser une réunion des représentants des banques centrales et des ministères des finances afin de promouvoir la coopération financière et monétaire entre pays non alignés et autres pays en développement;

d) A exhorté tous les pays non alignés et autres pays en développement à intensifier leurs efforts en vue de promouvoir les objectifs du Mouvement dans les instances financières, économiques et monétaires internationales;

e) A demandé instamment que des mesures soient prises en vue de rendre opérationnel le Fonds de solidarité pour le développement économique et social.

D. Assurance

La Conférence

a) A décidé d'accroître et d'élargir la coopération entre pays non alignés et autres pays en développement dans le domaine de l'assurance et de la réassurance;

b) A invité les pays coordonnateurs à continuer à s'inspirer des travaux du Groupe des 77 dans le contexte de la coordination et de l'harmonisation nécessaires des programmes de coopération du Mouvement des pays non alignés et du Groupe des 77;

c) A recommandé la mise au point de programmes concrets de coopération dans les domaines des services d'assurance et de réassurance afin de permettre le maintien des réserves de devises et le partage des risques et ainsi de réduire la dépendance des pays non alignés et autres pays en développement à l'égard des sociétés transnationales et de renforcer leurs positions de négociation vis-à-vis des pays développés.

E. Développement scientifique et technologique

La Conférence

a) S'est déclarée satisfaite des progrès réalisés dans l'application des recommandations adoptées lors des précédentes Conférences au sommet dans le domaine de la science et de la technologie;

b) S'est félicitée des conclusions auxquelles est parvenue la Réunion d'experts sur la nouvelle révolution technologique et les pays en développement qui s'est tenue à Brioni (Yougoslavie) les 8 et 9 juillet 1986;

c) A recommandé que les pays non alignés et autres pays en développement fassent tout leur possible pour maîtriser les nouvelles technologies, notamment la micro-électronique, la biotechnologie, les nouveaux matériaux et les sources d'énergie non traditionnelles;

d) A invité les pays coordonnateurs pour le développement scientifique et technologique à élaborer une stratégie commune, prévoyant des projets concrets, pour la coopération entre pays en développement dans le domaine de la science et de la technologie et à mettre à jour un cadre de coopération avec les pays développés;

e) A invité tous les pays non alignés et autres pays en développement à hâter la signature et la ratification des statuts du Centre de la science et de la technologie des pays non alignés et autres pays en développement de façon à le rendre rapidement opérationnel.

F. Coopération technique et services de consultants

La Conférence

a) A invité tous les pays non alignés et autres pays en développement à accélérer l'examen de la proposition relative au mécanisme pour l'élaboration des projets de coopération technique et économique;

b) A engagé les pays non alignés et autres pays en développement à prendre une part active aux activités relevant de la CTPD dans le cadre du Programme d'action de Caracas;

c) A noté que le Centre international des entreprises publiques des pays en développement (CIEP) de Ljubljana (Yougoslavie) est devenu une institution commune bien organisée des pays en développement. Elle a acquis une expérience et une compétence suffisantes dans les différents domaines de la gestion d'entreprise publique et a augmenté ses capacités en vue d'apporter une importante contribution à la promotion du développement des ressources humaines et une coopération dans les domaines financier, commercial et technique, comme dans celui des coentreprises, de l'industrie, de l'agriculture, des services de consultation et de la participation des femmes au développement;

d) A invité les pays non alignés et autres pays en développement qui ont entrepris ou projettent d'entreprendre des mesures de rationalisation et des réformes importantes dans le secteur des entreprises publiques à mettre en commun leur expérience et à utiliser autant que possible, pour ce faire, les compétences et les moyens matériels de ce centre et des centres similaires existant dans d'autres pays du Mouvement non aligné.

G. Alimentation et agriculture

La Conférence

a) A pris note avec satisfaction des conclusions de la troisième Réunion des pays coordonnateurs dans ce secteur, qui s'est tenue à Rabat (Maroc) du 28 au 31 juillet 1986, et a souligné la nécessité de mettre en oeuvre les recommandations de cette réunion;

b) A recommandé que les pays coordonnateurs étudient la possibilité de mettre au point un programme assorti d'échéances pour la coopération dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture pour la période 1986-1988, compte tenu du Programme d'action et des décisions adoptées à la huitième Conférence et aux réunions antérieures des pays non alignés touchant à l'alimentation et à l'agriculture;

c) A invité les pays coordonnateurs à se tenir informés des propositions et projets concernant la mise au point d'un système de sécurité alimentaire en vue de déterminer des lignes d'action futures qui tiennent compte des derniers progrès, en accordant une attention particulière aux pays les moins avancés;

d) A recommandé que, lors de la mise en oeuvre du Plan d'action visant à faire face à la situation économique critique en Afrique, une attention spéciale soit accordée aux activités de coopération propres à accroître la productivité alimentaire des pays africains pour leur permettre de s'attaquer au problème de la production, du stockage et de la commercialisation des produits alimentaires. A cet égard, la Conférence a également recommandé l'organisation, avec l'assistance de la FAO, de séminaires, visites sur le terrain et autres mesures pouvant favoriser la diffusion des résultats de la recherche et des techniques culturelles mises au point par les instituts de recherche agronomique et les fermes expérimentales de pays en développement auprès d'autres pays africains ayant des conditions climatiques et écologiques similaires;

e) A noté avec satisfaction les résultats de la Réunion d'experts en irrigation des pays coordonnateurs dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, qui s'est tenue à Pyongyang (République populaire démocratique de Corée) du 16 au 22 juin 1984, et a demandé instamment que soient appliquées les recommandations de cette réunion, notamment au sujet de la mise au point de mécanismes pour la coordination de la coopération technique entre les pays non alignés et autres pays en développement en matière d'irrigation et de drainage;

f) A accueilli favorablement l'offre faite par la République argentine d'accueillir la quatrième réunion des pays coordonnateurs dans ce domaine, qui se tiendra en 1988.

H. Pêches

La Conférence

a) A souligné la nécessité de mettre en oeuvre les décisions adoptées à la troisième Réunion ministérielle de coopération dans le secteur des pêches, tenue à La Havane en avril 1981, et à la réunion ultérieure des pays coordonnateurs;

b) A demandé instamment aux pays coordonnateurs représentés à la FAO de convoquer des réunions chargées de coordonner, de conseiller et de promouvoir l'application du Programme d'action dans les domaines des pêches;

c) A demandé aux pays coordonnateurs de diffuser un questionnaire à tous les Etats membres non alignés afin de favoriser la collecte d'informations primaires devant servir à la formulation de futurs projets de coopération entre eux;

d) A favorablement accueilli l'offre faite par le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée d'accueillir une réunion d'experts des pays non alignés et autres pays en développement sur l'aquaculture à Pyongyang en septembre 1987;

e) A souligné la nécessité de coordonner les activités dans ce secteur avec celles du secteur de l'alimentation et de l'agriculture et, dans ce contexte, a demandé que l'on tienne compte des recommandations de la réunion des pays coordonnateurs dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture qui s'est tenue à Rabat (Maroc) du 28 au 31 juillet 1986.

I. Santé

La Conférence

a) A souligné la nécessité de réaliser pleinement les buts et objectifs exposés dans le Programme d'action dans le domaine de la santé ainsi que dans les documents adoptés sur la base de ce programme et les recommandations adoptées au cours des réunions des ministres de la santé des pays non alignés et autres pays en développement, et a invité les coordonnateurs à prendre des mesures pratiques à cet égard;

b) A appuyé pleinement le Programme à moyen terme (1984-1989) de coopération technique entre pays en développement afin que soit atteint l'objectif de la "Santé pour tous d'ici l'an 2000" défini à la huitième Réunion des pays coordonnateurs tenue à Brioni en mars 1984 et adopté par la huitième Réunion des ministres de la santé des pays non alignés et autres pays en développement;

c) A appelé les pays non alignés et autres pays en développement à mettre en oeuvre activement le Programme à moyen terme et à prendre à cette fin les mesures nécessaires, notamment en élaborant des plans biennaux;

d) A exprimé son appui aux efforts déployés par l'OMS pour atteindre l'objectif de la "Santé pour tous", pour réorienter ses activités en faveur du programme des pays en développement pour soutenir la CTPD, tout particulièrement en vue de mettre en oeuvre les stratégies et programmes axés sur cet objectif;

e) A recommandé de continuer à tenir des réunions des ministres de la santé des pays non alignés et autres pays en développement pendant l'Assemblée mondiale de la santé, en vue de coordonner tous les efforts visant l'objectif de la "Santé pour tous".

J. Emploi et mise en valeur des ressources humaines

La Conférence

a) A appelé les pays non alignés et autres pays en développement à procéder à une coordination plus structurée dans le cadre de l'OIT en vue d'adopter des stratégies conjointes et d'exercer une action commune de plus grande ampleur et plus efficace;

b) A appuyé les activités visant à renforcer la coopération technique horizontale, notamment la poursuite de la formation professionnelle et la mise en valeur des ressources humaines dans le secteur rural et les secteurs non structurés;

c) A prié instamment les pays non alignés de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour créer le Fonds de solidarité et d'assistance mutuelle, conformément aux décisions de la Conférence des ministres du travail tenue à Bagdad en décembre 1981, qui ont été ratifiées à la Conférence des ministres du travail de Managua en 1984;

d) A pris note avec satisfaction de la recommandation de la Conférence de Managua relative à la création d'un fonds international pour la formation professionnelle et a invité les pays non alignés et autres pays en développement à prendre chacun en ce qui le concerne et collectivement des mesures en vue de son application;

e) A demandé que soit constitué sans délai un groupe de travail chargé de revoir les procédures réelles, les critères et la composition des instruments de contrôle pour l'application des règlements internationaux du travail dans le cadre de l'OIT et que le rapport du Groupe soit présenté à l'OIT à sa soixante-treizième session;

f) A prié l'OIT de poursuivre ses efforts en vue de trouver une solution aux problèmes structurels à l'échelle internationale.

K. Tourisme

La Conférence

a) A réaffirmé l'importance du tourisme pour le développement économique et social des pays non alignés et autres pays en développement et a donc souligné la nécessité, pour les pays non alignés, d'agir en tant que catalyseur pour promouvoir et élargir la coopération entre pays en développement, notamment dans le domaine de l'infrastructure touristique nécessaire, par exemple les moyens de transport, l'industrie hôtelière, les sites touristiques, l'organisation de la documentation touristique et les activités culturelles;

b) A appelé à un renforcement de l'harmonisation et de la coordination des politiques spécifiques et des efforts des pays non alignés dans le domaine du tourisme dans le but d'accroître de façon soutenue leur part du marché mondial du tourisme. A cet égard, le Conférence a prié instamment les coordonnateurs concernés de se réunir sans délai pour examiner notamment les possibilités suivantes :

- Elaborer des projets communs;
- Faciliter les voyages entre les pays non alignés et autres pays en développement;
- Promouvoir des échanges d'experts et la formation du personnel;
- Promouvoir une action commune dans le cadre du marché mondial du tourisme;
- Créer des centres de formation à l'échelle régionale;
- Organiser régulièrement des réunions à différents niveaux, depuis celui des ministres et hauts fonctionnaires concernés par le tourisme jusqu'à celui des responsables d'agences de tourisme et de voyage et de l'industrie hôtelière.

L. Sociétés transnationales et investissement privé extérieur

La Conférence

a) A décidé que le travail concernant les sociétés transnationales et l'investissement privé extérieur devait être confié au Système de recherche et d'information (SRI) des pays non alignés et autres pays en développement jusqu'à ce qu'une décision définitive soit prise au sujet du Centre d'information;

b) A regretté l'absence de progrès dans les négociations sur le Code de conduite des sociétés transnationales aux Nations Unies et a, à cet égard, prié instamment les pays développés de faire preuve de la volonté politique nécessaire pour donner une forme définitive et adopter sans délai le Code de conduite des sociétés transnationales;

c) A mis l'accent sur la nécessité de dynamiser les activités des pays non alignés et autres pays en développement aux Nations Unies pour faire en sorte que le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales (UNCTC) fonctionne de façon à sauvegarder les intérêts des pays en développement;

d) A décidé que le SRI des pays non alignés et autres pays en développement devrait établir des liens avec l'UNCTC en plus de ceux qu'il a avec des institutions homologues existant dans les pays non alignés et autres pays en développement afin de faciliter l'utilisation effective de l'information disponible dans ces pays et de permettre également la poursuite d'autres activités de recherche coordonnée qui mettent en relief les questions d'intérêt commun pour les pays en développement.

M. Education physique et sports

La Conférence

a) A pris note avec satisfaction des progrès réalisés jusqu'ici dans ce domaine;

b) A également constaté avec satisfaction les résultats de la deuxième Conférence générale des ministres et hauts fonctionnaires de l'éducation physique et des sports, tenue à Pyongyang, en République populaire démocratique de Corée, en juillet 1986, qui a souligné la nécessité de renforcer la coopération bilatérale et multilatérale entre les pays non alignés et autres pays en développement dans les domaines de l'éducation physique et des sports;

c) A demandé aux pays non alignés de tout mettre en oeuvre afin d'assurer le succès de la prochaine réunion qui doit se tenir à Lausanne à l'initiative du Comité olympique international en vue des XXIVème Jeux olympiques;

d) A invité les pays non alignés à soutenir et à promouvoir les idéaux du Mouvement olympique et des Jeux olympiques comme moyen d'accroître et de renforcer l'amitié entre les peuples et les nations quels que soient leurs systèmes économiques et sociaux sur la base d'une égalité complète et indépendamment de toute considération commerciale;

e) A décidé d'encourager les échanges entre pays membres du Mouvement dans le domaine des sports, y compris l'organisation de manifestations sportives aux niveaux national, régional et interrégional;

f) A pris note avec satisfaction de l'offre faite par Cuba d'accueillir la troisième Conférence des ministres et hauts fonctionnaires de l'éducation physique et des sports du Mouvement des pays non alignés qui doit se tenir en 1989.

N. Système de recherche et d'information

La Conférence

a) A souligné l'importance du rôle du SRI pour établir des liens solides entre les institutions de recherche des pays non alignés et autres pays;

b) A noté avec satisfaction les progrès réalisés à ce jour dans ce domaine;

c) A demandé au SRI de poursuivre les consultations avec le comité des six institutions désignées par les pays coordonnateurs pour mettre au point dès que possible les recommandations concernant les groupes d'experts sur certains sujets déterminés par la deuxième Conférence du SRI tenue à New Delhi en novembre 1985;

d) A recommandé que le SRI continue à élargir et intensifier ses contacts avec d'autres instituts et systèmes d'information en vue de devenir un centre technique de diffusion de renseignements économiques et financiers intéressant les pays non alignés et autres pays en développement et dans ce contexte elle a demandé au SRI de continuer à harmoniser ses domaines d'activité avec ceux du système d'information multisectoriel du Groupe des 77;

e) A demandé au SRI de poursuivre ses efforts pour obtenir le statut consultatif à la CNUCED, à l'ONUDI et dans d'autres organismes des Nations Unies;

f) A noté que la proposition concernant la création d'un groupe consultatif de personnalités éminentes doit faire l'objet d'un examen et d'une formation plus approfondis par le système de recherche et d'information des pays non alignés et autres pays en développement;

g) A invité les pays non alignés et autres pays en développement à se joindre en plus grand nombre au groupe de coordonnateurs et à désigner une ou plusieurs institutions pour participer au réseau du SRI;

h) A décidé que des travaux sur les sociétés transnationales et les investissements privés étrangers devaient être d'ores et déjà entrepris par le SRI jusqu'à ce qu'une décision définitive soit prise en ce qui concerne le Centre d'information sur les sociétés transnationales pour les pays non alignés.

0. Rôle de la femme dans le développement

La Conférence

a) A demandé aux pays en développement de prendre les mesures juridiques, politiques et organiques nécessaires pour créer des conditions propres à l'élaboration et à l'application des Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme d'ici à l'an 2000;

b) A souligné que la pleine participation de la femme au processus de développement devrait entre autres permettre aux femmes de participer aux décisions sur le développement et d'être nommées à des postes de responsabilité, en vue de renforcer leur contribution au développement national;

c) A souligné la nécessité pour les pays non alignés de prendre des mesures visant à éliminer les tendances et les pratiques sociales qui vont à l'encontre des intérêts, du rôle et de la condition des femmes;

d) A recommandé d'entreprendre des études coordonnées et organisées sur les problèmes liés à la promotion des femmes dans des domaines particulièrement importants pour leur condition dans la société, l'agriculture, la législation, l'éducation, l'information, la technologie et la coopération technologique afin de déterminer les mesures appropriées et d'exercer des actions concrètes dans tous les domaines du développement des pays non alignés;

e) A également recommandé d'élaborer un cadre conceptuel et méthodologique adéquat pour la mise au point d'indicateurs statistiques et autres qui aideraient à évaluer les mesures prises en faveur de la promotion de la femme;

f) A demandé aux pays non alignés de promouvoir toutes formes de coopération économique et technique à divers niveaux en tenant compte des aspects qui intéressent la promotion de la femme;

g) A souligné l'importance d'une participation coordonnée des pays non alignés et autres pays en développement aux travaux de la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme ainsi que dans d'autres organismes et institutions de la famille des Nations Unies afin d'appliquer les stratégies prospectives d'ici à l'an 2000; dans ce contexte, elle a souligné la nécessité pour les pays non alignés et autres pays en développement de participer aux activités futures de la Commission, du Conseil économique et social (ECOSOC) et de l'Assemblée générale relatives aux questions de la promotion de la femme;

h) A donné son appui aux activités du Centre international pour les entreprises publiques (CIEP) dans l'étude des problèmes posés par l'intégration des femmes dans le processus de développement, et à l'application des programmes destinés aux femmes dans les pays non alignés et autres pays en développement y compris le programme adopté par la Conférence de Nairobi;

i) A examiné la possibilité de tenir une réunion des pays coordonnateurs en 1986-1987 et à cet égard, elle a noté avec satisfaction l'offre de la Yougoslavie d'accueillir cette réunion.

P. Utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques

La Conférence

a) A souligné la nécessité de continuer à coordonner les efforts en vue d'encourager les pays non alignés et autres pays en développement à s'intéresser aux diverses instances internationales, y compris l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et à promouvoir la coopération internationale en matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire parmi les pays non alignés et autres pays en développement ainsi qu'à oeuvrer pour assurer le succès de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (UNCPICPUNE);

b) A réaffirmé le droit inaliénable qu'ont tous les Etats de développer leurs programmes d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, en fonction de

leurs besoins et de leurs priorités économiques et sociales, la coopération internationale dans des conditions justes et non discriminatoires devant jouer de plus en plus un rôle décisif dans ce domaine;

c) A pris note du mandat qui a été donné par la deuxième réunion des pays coordonnateurs dans ce secteur et a recommandé que la troisième réunion des pays coordonnateurs ait lieu avant la Conférence (UNCPICPUNE) qui est prévue pour mars/avril 1987, afin de permettre aux pays non alignés de suivre toutes les activités entreprises au stade actuel par le Groupe.

Q. Télécommunications

La Conférence

a) A souligné l'importance de la coordination intersectorielle, étant donné que le secteur des télécommunications touche à la plupart des autres secteurs couverts par le Programme d'action et d'autant plus que les télécommunications constituent le moyen le plus approprié pour l'échange et la transmission d'informations sur les autres secteurs entre pays non alignés et autres pays en développement;

b) A réaffirmé la décision d'établir un centre pour la coopération entre pays non alignés et autres pays en développement dans le domaine des services postaux et des télécommunications et, à cet égard, a exhorté tous les pays non alignés et autres pays en développement qui ne l'auraient pas encore fait, à soumettre leurs commentaires sur le centre de coopération entre pays non alignés et autres pays en développement dans le domaine des services postaux et des télécommunications;

c) A recommandé qu'une évaluation sur les progrès réalisés en ce qui concerne la mise en oeuvre de la recommandation de la réunion de Belgrade (décembre 1981) des pays coordonnateurs dans le domaine des télécommunications soit réalisée par les experts des pays coordonnateurs;

d) A demandé aux pays coordonnateurs de poursuivre leurs efforts pour parvenir à un accord portant sur la réduction des tarifs des télécommunications par les Etats membres du Pool des agences de presse des pays non alignés (PAPNA), conformément aux recommandations de la réunion conjointe des ministres de l'information et des ministres des télécommunications des pays dans lesquels se trouvent les centres de redistribution du Pool, qui s'est tenue au Caire en mai 1984;

e) A instamment prié tous les pays non alignés et autres pays en développement de coopérer étroitement les uns avec les autres pour adopter une approche harmonisée et coordonnée dans les institutions internationales pertinentes, telles que l'Union internationale des télécommunications.

R. Habitat

La Conférence

- a) A souligné la nécessité d'échanger les informations et les résultats d'expériences sur les progrès technologiques de l'industrie des matériaux de construction et de la gestion et de la formation dans ce secteur;
- b) A appelé à une meilleure coordination entre les pays non alignés et autres pays en développement, de même qu'avec les organisations internationales s'occupant de l'habitat, etc., en vue de tirer le meilleur parti des programmes de formation du personnel nécessaires à la réalisation d'études par pays et de pouvoir bénéficier des services d'experts;
- c) A invité les pays non alignés et autres pays en développement à évaluer leurs besoins en ressources humaines dans les domaines technologique, administratif, financier et de gestion en vue de conclure avec d'autres pays membres des arrangements bilatéraux et mutuels pour la formation du personnel, tout en utilisant au maximum les programmes offerts par les organisations internationales;
- d) A exhorté tous les pays en développement à utiliser le plus rationnellement possible les services des organisations non gouvernementales en matière d'habitat;
- e) A accordé un appui total aux objectifs de l'Année internationale du logement des sans-abri et a pris l'initiative de mettre à profit l'élan donné par le CNUEH/Habitat pour la mise en oeuvre du programme spécial;
- f) A recommandé que la deuxième réunion des coordonnateurs se tienne le plus tôt possible.

S. Education et culture

La Conférence

- a) A noté avec satisfaction les progrès réalisés à ce jour dans ce secteur;
- b) A apprécié à leur juste valeur les oeuvres précieuses de la galerie d'art "Josip Broz Tito" des pays non alignés, située à Titograd en Yougoslavie, ainsi que leur contribution à l'enrichissement de la coopération entre les pays non alignés dans le domaine de la culture et, à cet égard, a encouragé le centre à poursuivre et à renforcer ses activités;
- c) A demandé à cet effet aux pays non alignés de continuer à enrichir la galerie et sa collection permanente d'oeuvres d'art;
- d) Désireuse de promouvoir la coopération dans ce domaine, a décidé de faire de la galerie "Josip Broz Tito" une institution commune des pays non alignés;
- e) A invité le Bureau de coordination des pays non alignés à préparer un projet de statuts de la Galerie en tant qu'institution commune des pays non alignés;

f) A apprécié les efforts déployés par la République populaire démocratique de Corée pour créer un musée des instruments de musique nationaux des pays non alignés et autres pays en développement et à ce sujet, a invité les pays non alignés à fournir des instruments de musique nationaux de différents types à ce musée;

g) A invité tous les pays non alignés à participer pleinement et activement au séminaire sur l'éradication de l'analphabétisme et l'extension de la scolarisation des enfants qui se tiendra à Pyongyang du 22 au 27 octobre 1986 et au festival du film des pays non alignés et autres pays en développement qui se déroulera à Pyongyang du 1er au 13 septembre 1987;

h) A exprimé son soutien au rôle joué par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) dans les domaines relevant de sa compétence;

i) A invité les pays non alignés à coordonner leurs positions dans les conférences internationales et à l'Unesco au sujet des questions qui intéressent le Mouvement;

j) A recommandé que les pays coordonnateurs se réunissent au moins une fois par an pour faire le bilan des progrès réalisés et étudier l'action de suivi pour l'application des programmes adoptés par la première et la deuxième Conférences des ministres de l'éducation et de la culture, tenues respectivement à Pyongyang (République populaire démocratique de Corée) du 24 au 28 septembre 1983 et à La Havane (Cuba) du 1er au 4 avril 1986. Comme première étape, les pays coordonnateurs devraient organiser une réunion de fonctionnaires et de spécialistes des ministères de l'éducation et de la culture pour proposer des mesures concrètes pour la mise en pratique des recommandations de la Conférence des ministres de l'éducation et de la culture.

T. Normalisation, métrologie et contrôle de la qualité

La Conférence

a) A noté avec satisfaction les progrès réalisés dans ce domaine qui comportent entre autres la mise en place d'une banque de données pour un réseau centralisé d'informations qui favoriserait l'échange effectif d'informations entre pays non alignés dans le secteur de la normalisation, de la métrologie et du contrôle de la qualité et la création d'un centre international pour la formation de personnel des pays non alignés dans ce secteur;

b) A invité les pays coordonnateurs à poursuivre leurs efforts en vue de la pleine application du Programme d'action dans ce secteur et à cet égard a exhorté les pays non alignés à s'associer en plus grand nombre aux activités dans ce domaine;

c) A décidé d'inviter à nouveau les pays non alignés et autres pays en développement qui ne l'ont pas encore fait, à soumettre leurs réponses au questionnaire distribué par les quatre groupes techniques et a demandé aux pays coordonnateurs de procéder à un bilan périodique des résultats obtenus dans ce domaine.

U. Coopération internationale pour le développement

La Conférence

a) A souligné que, lors des réunions successives au sommet, au niveau des ministres et à celui du Bureau de coordination et lors des réunions du Groupe des 77, une attention particulière a été accordée à la situation de l'économie mondiale, aux relations économiques internationales et au dialogue entre pays en développement et pays développés;

b) A également indiqué le sens des efforts nécessaires pour promouvoir les intérêts des pays en développement, la restructuration du système économique international existant et l'instauration d'un nouvel ordre économique international; en conséquence, et puisque ces questions sont au coeur des préoccupations tant du Mouvement des pays non alignés que du Groupe des 77, elle a décidé que le domaine de la coopération internationale pour le développement n'avait plus besoin de constituer un secteur distinct dans le Programme d'action.

V. Environnement

La Conférence

a) A demandé instamment aux pays non alignés de poursuivre leurs efforts pour harmoniser leurs positions au sein du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) notamment en ce qui concerne les travaux préparatoires d'une étude prospective de l'environnement, à l'horizon 2000 et au-delà;

b) A appelé les pays non alignés et autres pays en développement à accorder l'importance voulue à un développement écologiquement équilibré et à coopérer pour la protection de l'environnement notamment dans le cadre de la lutte contre la sécheresse et la désertification, en mettant en commun leurs informations sur les techniques et technologies de conservation des ressources;

c) A recommandé à cet effet que les pays coordonnateurs dans ce domaine se rencontrent dans les meilleurs délais pour coordonner leurs efforts.

II. Orientations futures

194. Consciente de la nécessité de rationaliser davantage pour améliorer l'application, la coordination et le suivi du Programme d'action pour la coopération économique, la Conférence a décidé de regrouper les 22 centres d'intérêt du Programme d'action autour des thèmes suivants :

1. Matières premières, industrie et commerce,
2. Normalisation, métrologie et contrôle de la qualité,
3. Transports et télécommunications,
4. Coopération monétaire et financière et assurance,
5. Développement scientifique et technologique, coopération technique et services de consultants,
6. Alimentation et agriculture et pêches,
7. Santé,

8. Emploi et mise en valeur des ressources humaines,
9. Recherche et système d'information, sociétés transnationales et investissement privé extérieur,
10. Rôle de la femme dans le développement,
11. Utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques,
12. Habitat et coopération pour la protection de l'environnement,
13. Enseignement et culture, sports et tourisme.

195. La Conférence a en outre demandé à la sixième réunion des pays coordonnateurs d'évaluer l'impact de cette rationalisation des secteurs en termes d'objectifs globaux du Programme d'action pour la coopération économique en tenant compte de la nécessité reconnue d'harmoniser le Programme d'action pour la coopération économique des pays non alignés (PACE) et le Programme d'action de Caracas (PAC) pour les rendre plus complémentaires. A ce sujet, la Conférence a décidé qu'il convenait :

a) D'examiner les actions entreprises par le PACE et le PAC dans les domaines suivants : santé, emploi et mise en valeur des ressources humaines, sport, rôle de la femme dans le développement, télécommunications, habitat, normalisation, métrologie et contrôle de la qualité, enseignement et culture, alimentation et agriculture, utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques;

b) De revoir davantage les actions entreprises dans les domaines des matières premières, du commerce, des transports, de l'industrie et de la coopération monétaire et financière et de vérifier en particulier si l'une quelconque de ces activités ne fait pas double emploi avec le Programme d'action de Caracas du Groupe des 77, étant entendu que ces domaines sont traités dans le Programme d'action de Caracas.

196. En plus de la nécessité de promouvoir des activités dans le cadre du Programme d'action, la Conférence a recommandé que les pays coordonnateurs dans les différents domaines de coopération s'efforcent dans leurs travaux :

a) D'établir les priorités dans les différents secteurs de coopération et, dans ces domaines prioritaires, d'entreprendre des programmes et des projets à durée déterminée, y compris sous la forme de coentreprises;

b) De considérer les moyens d'améliorer l'efficacité du cadre institutionnel existant, y compris celui du système des Nations Unies, si cela s'avère nécessaire, et de fournir le soutien financier et technique ainsi que des mécanismes efficaces pour concrétiser ces programmes et ces projets;

c) De promouvoir la coopération technique par une aide matérielle dans les domaines de la formation, de l'enseignement technique, de l'échange de personnel et d'experts, etc., et d'organiser également des colloques, des séminaires et des conférences pour favoriser une interaction mutuelle;

d) De coordonner les positions des pays non alignés dans les institutions appropriées des Nations Unies et dans d'autres organisations internationales afin que l'orientation de leurs programmes soit bénéfique aux pays en développement;

e) De maintenir une coopération à l'échelle sous-régionale, régionale et interrégionale entre les pays non alignés et les autres pays en développement.

197. La Conférence a exhorté tous les pays non alignés et autres pays en développement à répondre à l'appel lancé par la septième Conférence au sommet à tous les membres du Mouvement pour qu'ils impriment un nouvel élan à l'autonomie collective et à la coopération économique entre pays en développement et pour qu'ils mobilisent toutes les ressources nécessaires et déploient les moyens requis pour une mise en oeuvre effective du Programme d'action.

198. La Conférence a recommandé que la sixième réunion des pays coordonnateurs de tous les domaines du Programme d'action pour la coopération économique entre pays non alignés et autres pays en développement se tienne entre la huitième et la neuvième Conférence au sommet.

XXXIV. LISTE DES PAYS COORDONNATEURS AU 6 SEPTEMBRE 1986

199. La liste définitive des pays coordonnateurs des différents domaines de coopération, telle qu'elle se présente après adoption de la recommandation demandant de ramener le nombre des programmes du PACE de 22 à 13, est reproduite ci-après :

- | | |
|--|---|
| 1. Matières premières, industries et commerce | Afghanistan, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Cameroun, Congo, Cuba, Gabon, Guinée, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Malte, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Tunisie et Zaïre. |
| 2. Normalisation, métrologie et contrôle de la qualité | Cuba, Guinée, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Kenya, Nicaragua, République populaire démocratique de Corée et Yougoslavie. |
| 3. Transport et télécommunications | Afghanistan, Argentine, Burundi, Cameroun, Congo, Cuba, Gabon, Guinée, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Malte, Mozambique, Pakistan, République centrafricaine, République populaire démocratique de Corée, Yougoslavie et Zaïre. |
| 4. Coopération monétaire et financière et assurance | Arabie saoudite, Cuba, Egypte, Guinée, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Madagascar, Nigéria, Nicaragua, Pakistan, Pérou, République populaire démocratique de Corée, Sénégal, Sri Lanka, Yougoslavie et Zaïre. |

5. Développement scientifique et technologique, coopération technique et services de consultants
Algérie, Argentine, Cameroun, Congo, Egypte, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kenya, Maroc, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, République populaire démocratique de Corée, Somalie, Tunisie, Yougoslavie et Zaïre.
6. Alimentation et agriculture et pêches
Arabie saoudite, Argentine, Angola, Bangladesh, Cameroun, Congo, Cuba, Egypte, Ethiopie, Gabon, Guinée, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Malte, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Nigéria, Pérou, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Viet Nam, Yougoslavie et Zaïre.
7. Santé
Afghanistan, Cuba, Guinée, Mozambique, Nicaragua, République centrafricaine, République populaire démocratique de Corée, Yougoslavie et Zaïre.
8. Emploi et mise en valeur des ressources humaines
Argentine, Bangladesh,, Chypre, Cuba, Gabon, Guinée, Jamaïque, Maroc, République arabe du Yémen, Tunisie.
9. Système de recherche et d'information et sociétés transnationales
Cuba, Guinée, Inde, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Pérou, République populaire démocratique de Corée, Sri Lanka, Tunisie, Yougoslavie et Zaïre.
10. Rôle de la femme dans le développement
Angola, Bangladesh, Cameroun, Congo, Cuba, Gabon, Guinée, Inde, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Libéria, Mozambique, Nicaragua, République centrafricaine, République populaire démocratique de Corée, Sénégal, Yougoslavie et Zaïre.
11. Utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques
Algérie, Argentine, Cameroun, Cuba, Egypte, Ethiopie, Gabon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Niger, Nigéria, Pakistan, République populaire démocratique de Corée, Tunisie, Yougoslavie et Zaïre.

12. Habitat et coopération pour la
protection de l'environnement

Argentine, Bangladesh, Chypre, Cuba,
Egypte, Gabon, Inde, Indonésie,
Jordanie, Kenya, Maroc, Mauritanie,
Nigéria, Pakistan, République
populaire démocratique de Corée,
Sénégal, Soudan, Sri Lanka,
Yougoslavie et Zaïre.

13. Enseignement et culture,
sports et tourisme

Algérie, Angola, Bangladesh, Chypre,
Cuba, Egypte, Guyana, Inde, Iran
(République islamique d'), Jamahiriya
arabe libyenne, Kenya, Madagascar,
Mozambique, Nicaragua, Nigéria,
Panama, République populaire
démocratique de Corée, Somalie,
Tunisie, Viet Nam, Yougoslavie et
Zaïre.

APPENDICES

APPENDICE I

Ordre du jour de la huitième Conférence des chefs d'Etat
et de gouvernement des pays non alignés

- I. Ouverture de la Conférence.
- II. Election des membres du Bureau.
- III. Admission de nouveaux membres et présence d'observateurs et d'invités.
- IV. Rapport du Président de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés.
- V. Adoption de l'ordre du jour.
- VI. Recommandation de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés tenue à Harare.
- VII. Organisation des travaux.
- VIII. Renforcement du rôle et de la politique de non-alignement en tant que formule indépendante, globale, positive et équitable remplaçant la politique des blocs et les rivalités entre grandes puissances dans les relations internationales.
- IX. Examen général et évaluation de la situation politique internationale ainsi que des mesures de solidarité prises par les pays non alignés dans la mise en oeuvre de leur politique et de leurs décisions, notamment l'intensification des mesures visant à combattre la domination coloniale et l'occupation étrangère, l'apartheid, le sionisme, la discrimination raciale et, dans ce contexte, l'apport d'un soutien effectif aux mouvements nationaux de libération.
- X. Mesures destinées à renforcer la paix et la sécurité internationales et à promouvoir la solidarité et l'assistance matérielle entre les pays non alignés, afin de faire face plus efficacement aux menaces, aux pressions, aux actes d'agression et de déstabilisation en tenant compte de leurs aspects politiques et économiques.
- XI. Désarmement et ses implications pour la sécurité internationale, le développement économique et social, la survie de l'humanité et la coexistence pacifique à l'ère des armes nucléaires.
- XII. Promotion des tendances positives dans les relations internationales, des efforts pour faire diminuer la tension internationale, de la démocratisation des relations internationales et de l'application universelle des principes de la coexistence pacifique.

- XIII. Non-intervention et non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.
- XIV. Règlement pacifique des différends entre pays non alignés sur la base de la Charte des Nations Unies et des principes et décisions du Mouvement non aligné.
- XV. Examen général et évaluation de la situation économique mondiale et des relations économiques internationales, de la situation des pays en développement dans l'économie mondiale; intensification des efforts des pays non alignés et autres pays en développement pour instaurer le nouvel ordre économique international :
- a) Stratégies pour les négociations économiques internationales : examen des mesures pour parvenir à des négociations globales et du programme de mesures immédiates, notamment convocation d'une conférence internationale sur les moyens monétaires et financiers au service du développement;
 - b) Elaboration de directives pour les travaux préparatoires de la septième session de la CNUCED afin de définir une position unifiée des pays non alignés et autres pays en développement à cette session;
 - c) Examen de la question de la crise de la dette extérieure et du développement;
 - d) Examen de la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et directives pour l'élaboration d'une stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement;
 - e) Suivi des résultats des conférences économiques des Nations Unies, notamment examen et adoption de mesures dans les domaines étroitement liés de la monnaie, des finances, de la dette, du commerce et des ressources pour le développement;
 - f) Situation des pays les moins avancés, examen de l'application du nouveau Programme substantiel d'action (NPSA);
 - g) Examen des efforts internationaux consacrés à la situation économique critique en Afrique, notamment la mise en oeuvre du Plan d'action du Mouvement non aligné;
 - h) Situation des pays en développement sans littoral, insulaires et les plus gravement touchés;
 - i) Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.
- XVI. Analyse des mesures et décisions à prendre pour consolider l'autonomie collective, y compris les programmes d'assistance mutuelle conçus pour

renforcer la solidarité et la coopération socio-économique entre pays non alignés et autres pays en développement : examen des rapports présentés par les pays coordonnateurs dans les domaines suivants : matières premières, commerce, transports et industrie, coopération monétaire et financière, alimentation et agriculture, pêches, télécommunications, assurance, santé, emploi et mise en valeur des ressources humaines, tourisme, sociétés transnationales, sports, rôle des femmes dans le développement, développement de la science et de la technologie, habitat, éducation et culture, coopération internationale pour le développement économique, fonds de solidarité des pays non alignés pour le développement économique et social, système de recherche et d'information, utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, centre international des entreprises publiques, environnement.

XVII. La crise à laquelle les Nations Unies sont confrontées et les dangers menaçant le multilatéralisme; les moyens de surmonter la crise et le renforcement de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies en vue de la promotion et de la préservation de la paix et de la sécurité internationales et dans une coopération internationale équitable et consolidation du rôle pivot joué par les pays non alignés dans le système des Nations Unies.

XVIII. Coopération entre pays non alignés et autres pays en développement dans le domaine de l'information et action concertée de ces pays en vue de l'établissement d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace.

XIX. Futures réunions des pays non alignés, y compris la date et le lieu de la neuvième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés.

XX. Composition du Bureau de coordination.

XXI. Questions diverses.

APPENDICE II

Discours liminaire de l'honorable Robert Gabriel Mugabe,
premier ministre de la République du Zimbabwe, prononcé à
l'occasion de la cérémonie d'inauguration de la huitième
Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays
non alignés

Honorable Shri Rajiv Gandhi, président du Mouvement des pays non alignés,
Majestés,
Messieurs les Présidents, Messieurs les Vice-Présidents, Messieurs les Premiers
Ministres adjoints et Ministres, Messieurs les chefs de délégation des pays
membres de notre mouvement,
Monsieur le représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,
Messieurs les Ministres,
Messieurs les délégués, observateurs et invités qui participez à la huitième
Conférence au sommet de notre mouvement,
Chers camarades et amis,
Mesdames et Messieurs,

Je vous invite tous à vous lever et à observer une minute de silence à la
mémoire de la Présidente de notre mouvement, notre inoubliable amie, Shrimati
Indira Gandhi, championne inlassable du non-alignement et fille dévouée de l'Inde.

Nous rendons également hommage aux autres dirigeants de notre mouvement,
disparus depuis la Conférence de New Delhi. Nous pensons en particulier à Linden
Forbes Burnham, regretté président du Guyana, à Le Duan, secrétaire général du
Comité central du Parti communiste du Viet Nam, à Maurice Bishop, premier ministre
de la Grenade et à Sékou Touré, président de la Guinée.

Majestés, Excellences, chers camarades et amis, je vous souhaite la bienvenue
à Harare, "la ville qui ne dort pas", capitale du Zimbabwe. Votre présence parmi
nous est un grand honneur pour notre jeune nation. Vous êtes ici entre amis, entre
frères et soeurs et surtout entre alliés dans une lutte commune et difficile pour
édifier un monde meilleur pour tous ceux qui y vivent aujourd'hui et qui y vivront
demain. Nous vous souhaitons la bienvenue parce que, par votre solidarité sans
faille et votre soutien inappréciable, vous avez incontestablement allégé le lourd
fardeau que nous avons eu à supporter pour libérer ce pays d'un colonialisme odieux
voici six ans et demi.

Je vous remercie vivement, Monsieur le premier ministre Rajiv Gandhi, pour les
paroles chaleureuses et généreuses que vous avez prononcées à l'endroit de mon pays.

Le Zimbabwe est une nation jeune et un pays en développement. Ainsi, lorsque
le Mouvement nous a demandé d'accueillir la huitième Conférence au sommet, voici
environ un an, ce fut à la fois une grande surprise et une lourde responsabilité
pour le peuple et le Gouvernement du Zimbabwe. Nous étions parfaitement conscients
du peu de temps dont nous disposions et de notre relative inexpérience dans

l'organisation d'une conférence de cette ampleur. Cependant, forts de la confiance que vous avez placée en nous et conscients de nos devoirs envers le Mouvement et les peuples opprimés d'Afrique australe, nous avons relevé le défi. Le reste fait désormais partie de l'histoire. Tout ce que nous demandons maintenant c'est votre indulgence pour les imperfections, les lacunes et les inconvénients que vous avez peut-être constatés depuis votre arrivée dans notre pays.

Bien que la République du Zimbabwe soit un Etat nouvellement indépendant, son peuple et sa culture ont un riche passé. Il existe, disséminés sur l'ensemble de notre territoire et chez nos voisins, quelque 200 cités, villes, palais et cours ou "dzimbabwes", comme nous les appelons, construits en pierre et datant pour la plupart du Moyen Age. Notre pays tire son nom de cette civilisation, qui revit dans la sculpture shona contemporaine. Nos ancêtres utilisaient la pierre pour construire leurs demeures qu'ils édifiaient directement sur la roche. Aujourd'hui, nous sommes déterminés à édifier un nouveau Zimbabwe sur le roc de la réconciliation nationale, avec les pierres de l'unité, de l'équité, de la sérénité, de la justice, de la paix et, par-dessus tout, de la fraternité.

Monsieur le président et premier ministre Rajiv Gandhi, nous vous savons profondément gré au nom du Mouvement tout entier du dynamisme et de la prudence avec lesquels vous avez dirigé le Mouvement durant ces deux dernières années. Malgré les circonstances tragiques dans lesquelles vous avez accédé à sa présidence, vous avez su accomplir votre mission avec le dévouement, la dignité, le talent et la sensibilité qui sont l'apanage reconnu de votre peuple. Le Zimbabwe a le grand privilège de reprendre le flambeau des mains salvatrices de l'Inde.

Je voudrais également remercier les nombreux pays, organismes et personnes qui nous ont aidés de multiples façons à préparer ce sommet en fournissant notamment mobilier, moyens de transport, médicaments, fournitures de bureau, dons en espèces et équipement électronique. Sans la générosité de tous ceux qui nous ont prêté leur concours, l'organisation de cette conférence aurait peut-être été une tâche trop lourde.

Notre planète doit relever de nombreux défis : assurer le développement économique, défendre les droits de l'homme, instaurer la justice et faire respecter la dignité humaine, mais tout cela n'a de sens que si l'humanité continue de vivre. Il est aujourd'hui une question qui domine toutes les autres, en ce sens que si elle reste sans réponse, les réponses à toutes les autres questions sont sans valeur, je veux parler du désarmement. Empêcher l'anéantissement de l'humanité par la guerre nucléaire est la condition préalable à tous nos efforts.

Cette vérité fondamentale a été reconnue dès 1978 lorsque, en adoptant le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la première qui ait été consacrée au désarmement, la communauté internationale déclarait sans équivoque : "Nous devons mettre un terme à la course aux armements et procéder au désarmement ou accepter le risque d'une annihilation totale".

Malgré cela, au cours des huit années qui ont suivi, nous avons constaté que les dépenses consacrées aux armes nucléaires ont augmenté au lieu de diminuer, que les armes nucléaires et autres armes de destruction massive sont en nombre

croissant et non en diminution, que l'insécurité est plus grande. Les dépenses militaires mondiales sont actuellement de l'ordre de 1 000 milliards de dollars par an.

En fait, les statistiques sont aussi pessimistes que familières; le montant total des dépenses militaires atteint aujourd'hui 2 millions de dollars par minute. Il y a dans le monde 556 soldats pour 100 000 personnes mais seulement 85 médecins. Chaque soldat coûte en moyenne 20 000 dollars des Etats-Unis alors que l'éducation d'un enfant d'âge scolaire ne coûte à l'Etat que 380 dollars des Etats-Unis. Les pays développés dépensent 20 fois plus pour l'armement que pour l'aide économique. Si l'on consacrait en une année un cinquième seulement des dépenses militaires à la lutte contre la famine, ce fléau aurait disparu en l'an 2000. Tous ces faits illustrent le problème central de notre époque qui est la mauvaise utilisation évidente des maigres ressources existantes dans un océan de misère, de faim et de maladie. Il est grand temps de ramener l'humanité à la raison pour rétablir l'ordre des priorités en faveur de la vie et du développement, contre la mort et la destruction.

Nous nous félicitons de la déclaration commune des deux superpuissances selon laquelle une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit donc pas être engagée. Nous les exhortons donc à poursuivre la logique de ce raisonnement en éliminant de la surface de la terre les moyens d'une telle guerre. Nous sommes convaincus qu'un traité global sur l'interdiction des essais nucléaires serait un grand progrès dans cette voie en interdisant à jamais tout essai nucléaire par tout pays en n'importe quel lieu.

En attendant la conclusion d'un tel traité, il faut parvenir à un moratoire sur tous les essais nucléaires par toutes les puissances dotées d'armements nucléaires. A cet égard, le monde salue le moratoire qui a été décidé unilatéralement par l'Union soviétique d'août 1985 à août 1986 et qui vient d'être prolongé jusqu'au mois de janvier prochain. Nous prions instamment la partie soviétique de poursuivre la politique de restriction qu'elle s'est imposée, et invitons tous les autres Etats dotés d'armes nucléaires à se joindre au moratoire, en particulier les Etats-Unis d'Amérique qui, avec l'Union soviétique, sont à l'origine de la grande majorité de ces essais. Il est également indispensable que tous les Etats dotés d'armes nucléaires concluent des accords contraignants sur le plan international prévoyant le gel des armements nucléaires. A cet égard, nous saluons l'Initiative des six nations des cinq continents dont les propositions sur ces questions et sur d'autres aspects du désarmement concordent avec les positions adoptées par notre mouvement. Nous demandons en particulier aux puissances dotées d'armes nucléaires de se pencher sérieusement sur les propositions constructives présentées par les Six au sujet de la vérification.

Les mesures instituant la confiance dans le cadre du désarmement ne permettront cependant pas, seules, d'assurer une paix et une sécurité durables à moins qu'elles ne soient assorties de mesures similaires dans le domaine des relations économiques internationales. L'état actuel de l'économie mondiale, dans la mesure surtout où il affecte les perspectives de développement dans les pays non alignés et autres pays en développement, est une source de grave préoccupation pour

nous. La crise du développement du début des années 80 est bien loin d'être terminée. En fait, elle s'est même aggravée. En 1985, dans plus du tiers des pays en développement, le taux de croissance du produit national brut par habitant a été nul ou négatif et dans nombre d'entre eux, la situation ne présente aucun signe d'amélioration cette année. Les marchés de produits dont les pays en développement sont de gros exportateurs, notamment les marchés de produits primaires, sont restés déprimés et instables en 1985, comme ils l'ont été durant la majeure partie des années 80.

Entre 1980 et 1985, les prix des produits primaires dans les pays en développement ont fléchi en moyenne de 7,4 p. 100 par an, soit deux fois plus que pour les produits manufacturés. Cette baisse, qui s'est accompagnée d'une montée du protectionnisme dans les marchés développés, d'une détérioration générale des termes de l'échange dans les pays en développement, de taux d'intérêt élevés et d'un affaiblissement en termes réels de l'aide publique au développement en faveur des pays en développement, s'est traduite par une "saignée" des pays en développement d'une ampleur sans précédent.

Le fait est que les économies en développement du Sud subventionnent actuellement celles du Nord développé. Nous sommes ainsi les témoins d'une aggravation de la crise économique. L'Etude sur l'économie mondiale publiée en 1986 par l'Organisation des Nations Unies estime par exemple que la baisse des prix des produits de base, y compris le pétrole, s'est traduite par des gains substantiels pour les pays développés se chiffrant à plus de 100 milliards de dollars des Etats-Unis. Dans le même temps, l'intérêt net versé par les pays en développement au titre du service de la dette extérieure a atteint 54 milliards de dollars en 1985 et les sorties nettes de capitaux dues au rapatriement des investissements directs extérieurs a atteint 13 milliards de dollars au cours de la même année. Cependant, le transfert de ressources des pays développés vers les pays en développement continue de décliner. On ne compte plus que 13 milliards de dollars de prêts et de facilités de crédits, 14 milliards d'aide publique au développement et 9 milliards d'investissements directs. Une telle hémorragie financière associée à une grave faiblesse économique a enlevé à beaucoup de pays en développement les moyens d'assurer le service de leur dette extérieure.

La crise de la dette, en particulier le fardeau du service de la dette qu'elle fait peser sur les économies des pays débiteurs concernés, a atteint des proportions aberrantes. Selon la Banque mondiale, la dette accumulée du monde en développement s'élève maintenant à 812,4 milliards de dollars et le service de la dette représente à lui seul 61,2 p. 100 de la totalité des paiements au titre de la dette. C'est là un sujet d'inquiétude très sérieux, non seulement pour les pays débiteurs concernés mais également pour toute l'humanité intéressée à la survie de l'économie mondiale. La crise de la dette évoque l'image d'un monstre antédiluvien vorace et insatiable qui engloutit toutes les recettes d'exportation des pays en développement. S'il n'est pas neutralisé à temps, il dévorera non seulement nos revenus mais aussi notre indépendance d'action et notre souveraineté sur nos ressources naturelles et nos activités économiques. Nous devons concevoir des plans, des initiatives et des approches coordonnés pour attaquer le problème. Ne rien faire est suicidaire. Permettre au monstre de traiter avec nous "au cas par cas" est le meilleur moyen de nous conduire tout droit au désastre.

La relation directe qui existe entre la monnaie, le commerce, la dette, le développement et la stabilité du système financier et monétaire international ne saurait être trop soulignée. L'instabilité persistante des marchés financiers, les taux d'intérêt actuellement élevés et les désalignements des taux de change militent contre le développement de l'économie mondiale. Une croissance économique équitable, soutenue et qui profite à tous ne peut être obtenue que dans un régime économique mondial libéré des déséquilibres, des inégalités et des inadéquations de l'actuel système économique international. Etant donné la situation que nous connaissons, l'instauration du nouvel ordre économique international fondé sur la justice, l'équité et l'égalité souveraine reste une nécessité absolue de notre temps. Les forces massées contre nous sont peut-être nombreuses, mais nous ne devons pas nous laisser décourager. Nous devons continuer à chercher sans relâche toutes les solutions possibles pour créer un monde nouveau et meilleur.

La reprise de la croissance de l'économie mondiale exige que le dialogue entre les pays développés et les pays en développement soit renoué sans tarder. L'impasse actuelle dans les négociations globales n'augure rien de bon pour l'avenir. A cet égard, la prochaine session de la CNUCED fournira donc l'occasion aux pays en développement et aux pays développés d'entreprendre une action commune en vue de lancer un programme pour le redressement économique mondial et le redémarrage d'une croissance et d'un développement équilibrés et soutenus.

Le renforcement de la coopération Sud-Sud et de l'autonomie collective, notamment dans le climat économique mondial défavorable et face au blocage persistant des négociations relatives à la restructuration des relations économiques internationales est indispensable et indissociable de nos efforts visant à restructurer l'actuel système économique mondial, injuste et inéquitable.

Outre qu'elle rend moins vulnérables les économies des pays en développement, cette coopération renforce encore notre pouvoir collectif de négociation sur le plan mondial. Il est grand temps pour nous de reconnaître que, tant que la liste interminable des domaines d'assistance et de coopération mutuelles inclus dans notre programme d'action pour la coopération économique demeurera essentiellement un vœu pieux, nos partenaires du Nord développé douteront de notre volonté d'apporter des changements dans l'économie mondiale actuelle. Notre solidarité et notre assistance mutuelles doivent se traduire réellement dans les faits. Nous devons, ici et maintenant, réaffirmer notre engagement en faveur d'une solidarité réelle ainsi que d'une assistance et d'une coopération mutuelles entre pays non alignés et autres pays en développement. Nous pouvons faire beaucoup pour nous entraider. Nous avons le devoir de le faire. Et le moment est venu.

Seul le développement des relations de coopération, non seulement entre pays en développement mais également entre Nord et Sud, peut arrêter et faire reculer la tendance à abandonner le multilatéralisme au profit de l'unilatéralisme et du bilatéralisme. Dans le monde actuel, l'interdépendance est une réalité et, de ce fait, le développement de la coopération internationale et du multilatéralisme devrait être la préoccupation de chacune des nations.

Les forces hostiles à la liberté des peuples continuent à s'opposer aux droits à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples vivant encore sous domination coloniale, et à violer la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays non alignés. L'une de ces forces mauvaises est le système d'apartheid, en Afrique du Sud, qui ignore notre appartenance commune à l'humanité, heurte notre sens de la dignité humaine, enfreint toutes les règles de la morale et déshumanise à la fois ses victimes et ses responsables. C'est un système que l'Organisation des Nations Unies a qualifié à juste titre de crime contre l'humanité. Le régime d'apartheid tue tous les jours des manifestants sans défense; il déracine brutalement et relègue des millions de citoyens noirs dans de misérables cratères de poussière; il torture et assassine ceux qu'il garde en détention. Il a incarcéré Nelson Mandela, ce symbole héroïque et légendaire des masses combattantes d'Afrique du Sud, pendant plus d'un quart de siècle parce qu'il avait simplement osé exiger la libération de son peuple. Il garde en outre sans jugement des milliers d'opposants en prison.

Le maintien de l'apartheid suppose non seulement une répression et un génocide à l'intérieur, mais également une agression constante contre les Etats voisins. Pretoria pratique une politique de terrorisme d'Etat à l'encontre des nations voisines indépendantes. Contre ces nations, l'Afrique du Sud a mis au point une politique régionale d'hégémonie générale qui combine le recours aux sanctions économiques et la fomentation de troubles politiques dans les Etats voisins par l'intermédiaire de bandits armés, recrutés, armés, financés et dirigés par elle. Par ces activités de terrorisme d'Etat, le régime est véritablement devenu une menace pour la paix et la sécurité tant régionales qu'internationales.

Comme chacun le sait, ce régime a étendu son odieux système à la Namibie, qu'il continue de soumettre au joug colonial deux décennies après que l'Organisation des Nations Unies a mis fin à son mandat sur ce territoire. La condition du peuple de Namibie illégalement occupée diffère peu de celle de la majorité du peuple sud-africain. Lui aussi est opprimé, brutalisé et privé des droits de l'homme et autres droits les plus élémentaires. En outre, le régime raciste organise le pillage des ressources naturelles de la Namibie par les sociétés transnationales et utilise le territoire namibien comme tremplin d'agression contre les Etats voisins.

Cette analyse de la nature et du caractère du régime de l'apartheid est généralement bien connue. Ce qui importe désormais c'est d'agir : agir pour éliminer l'ignoble système diabolique de l'apartheid; agir pour résister aux agressions de Pretoria contre les Etats indépendants voisins; agir, enfin, pour mettre un terme à l'occupation coloniale illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud. A cet égard, je me réjouis et vous félicite de l'étude, de l'adoption et de la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence mondiale sur les sanctions contre l'Afrique du Sud, tenue à Paris du 16 au 20 juin 1986, et de celles de la Conférence internationale pour l'indépendance immédiate de la Namibie, tenue du 7 au 11 juillet dernier à Vienne. Les deux Conférences ont approuvé la position défendue depuis longtemps par notre mouvement, selon laquelle des sanctions complètes et obligatoires sont le seul moyen efficace et pacifique qui nous reste pour obliger l'Afrique du Sud à supprimer l'apartheid, à cesser ses

actes d'agression caractérisée et à mettre fin à l'occupation illégale de la Namibie. J'exhorte les membres de notre mouvement, en attendant l'adoption, par le Conseil de sécurité, de sanctions obligatoires globales conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, à adopter et à appliquer pour commencer les sanctions volontaires sélectives contre l'Afrique du Sud prévues dans les Déclarations de Paris et de Vienne.

Nous devons continuer à exercer des pressions sur les grands pays industrialisés, en particulier le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, le Japon et l'actuel Gouvernement des Etats-Unis pour qu'ils acceptent l'application de sanctions obligatoires complètes contre l'Afrique du Sud. Nos actions doivent être coordonnées et concertées. A ce sujet, nous pourrions envisager d'envoyer un groupe de ministres des affaires étrangères de notre mouvement dans les capitales des principaux pays industrialisés afin d'obtenir l'adoption et l'application de sanctions obligatoires. En outre, nous pourrions décider de désigner un groupe de ministres des affaires étrangères pour représenter le Mouvement à la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la Namibie qui doit se tenir en septembre de cette année. Nous devrions enfin renforcer qualitativement et quantitativement notre soutien matériel concret aux mouvements de libération d'Afrique du Sud et de Namibie. Dans cet ordre d'idées, il est indispensable d'accorder un appui aux pays de première ligne et aux autres pays indépendants de la région pour en faire des têtes de pont solides contre l'apartheid.

L'attachement de notre mouvement à la justice, à la liberté et à l'égalité, nous oblige à apporter notre soutien total à toutes les luttes pour ces nobles idéaux, non seulement en Afrique, mais aussi au Moyen-Orient, en Amérique centrale, en Asie et en Méditerranée où des peuples luttent pour se libérer de l'impérialisme, de l'ingérence étrangère, de l'interventionnisme, de l'hégémonie, de la déstabilisation et autres formes de domination.

En ce qui concerne l'Afrique, nous constatons avec consternation que les atteintes à la souveraineté de l'Angola, en commençant par l'exigence du retrait des forces cubaines comme condition préalable à l'indépendance de la Namibie, prennent des dimensions plus dangereuses puisqu'une assistance militaire est maintenant fournie aux forces contre-révolutionnaires et réactionnaires de l'UNITA dans le but de renverser un gouvernement légitime, de sorte que l'UNITA bénéficie maintenant du soutien total de l'Afrique du Sud et de l'administration Reagan. Les récents bombardements aveugles de Tripoli sont peut-être encore plus révoltants. Il est certain que cette politique d'"intimidation" internationale ne sert qu'à exacerber plutôt qu'à réduire les tensions dans les relations bilatérales et constitue une grave menace contre la paix et la sécurité sur le plan non seulement régional mais aussi international.

Au Moyen-Orient, Israël ne se départit pas de son comportement belliqueux qui menace sérieusement la paix et la sécurité internationales. Nous nous joignons à l'appel lancé pour la convocation urgente d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient à laquelle participeraient toutes les parties au conflit, y compris l'OLP. Aucune solution durable au problème du Moyen-Orient ne pourra être

envisagée tant que la question de Palestine, qui est au coeur du problème, n'aura pas été résolue et que les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés n'auront pas été restitués à leurs propriétaires légitimes.

Il est troublant de constater que la plupart des foyers actuels de tension internationale sont localisés surtout sur le territoire de pays non alignés. Cette déplorable situation est principalement imputable à l'intensification des politiques de blocs et de l'ingérence généralisée dans les affaires intérieures des petits Etats. Nous sommes profondément attristés que des hostilités aient éclaté et se poursuivent entre deux pays frères non alignés, l'Iran et l'Iraq. Le recours à la force ou la menace du recours à la force pour régler des conflits internationaux est contraire à l'esprit de la Charte des Nations Unies et aux principes du Mouvement des pays non alignés. Nous invitons instamment nos frères d'Iran et d'Iraq à mettre fin au carnage et à respecter le droit humanitaire international. Nous les prions instamment de rechercher une solution pacifique à ce conflit cruel et tragique.

La situation à Chypre continue de menacer la souveraineté de ce pays et la paix dans toute la région de la Méditerranée. Nous lançons un appel à toutes les puissances étrangères pour qu'elles mettent fin immédiatement à toute ingérence dans les affaires intérieures de Chypre et qu'elles retirent leurs troupes de cet Etat insulaire pour faciliter les négociations entre les deux communautés chypriotes.

Il n'y aura ni paix ni sécurité dans la péninsule coréenne tant que l'intervention étrangère continuera à perpétuer l'idée des "deux Corée". Il faut mettre fin à l'ingérence étrangère pour permettre au Nord et au Sud de s'engager dans des pourparlers intercommunautaires en vue de la réunification pacifique de ce pays. Il est indispensable que toutes les troupes étrangères soient retirées immédiatement de la péninsule pour que le processus de réunification pacifique puisse démarrer.

Les tensions dans les régions d'Amérique centrale, des Caraïbes et de l'Atlantique sud persistent en raison surtout de l'intervention étrangère qui vise à déstabiliser et à saper les gouvernements progressistes en place. Au Nicaragua, nous assistons à l'emploi de la force armée contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de ce pays, parce qu'il a osé choisir un système politique et socio-économique non conforme à celui de la puissance dominante de la région. Le Gouvernement des Etats-Unis finance, entraîne, équipe, déploie et dirige ouvertement les contras contre le Nicaragua. Les contras ont infligé des pertes en vies humaines et des dommages matériels indescriptibles au peuple pacifique du Nicaragua. Nous invitons les Etats-Unis à observer les règles du droit international en respectant la décision récente de la Cour internationale de Justice et en s'y conformant. Nous demandons qu'il soit permis au Nicaragua de suivre la voie du développement socio-économique qu'il s'est choisie. Nous sommes convaincus que le processus de paix du Groupe de Contadora est une voie rationnelle vers un plan de paix globale pour la région, plan qui répondra aux préoccupations de toutes les parties au conflit en Amérique centrale.

De même, nous demandons instamment qu'il soit mis fin rapidement à l'intervention étrangère surtout lorsqu'elle se manifeste par la présence de troupes étrangères dans des pays comme l'Afghanistan et le Kampuchea et qu'il soit permis aux peuples de ces territoires de déterminer leur propre destin.

Excellences, notre mouvement ne représente rien s'il ne défend pas la liberté et l'autodétermination des peuples colonisés et opprimés. En Nouvelle-Calédonie, au Sahara occidental, à Mayotte et dans d'autres territoires, les peuples aspirent à leur liberté et l'on doit leur permettre de l'obtenir. Le colonialisme est aujourd'hui sérieusement discrédité. Nous devons donc l'éliminer de ces pays de façon que les peuples concernés puissent choisir leur propre destin au même titre et dans les mêmes conditions que les autres peuples libres.

Messieurs les chefs de délégation, Messieurs les délégués, Messieurs les observateurs et invités, à nouveau, je vous souhaite la bienvenue au Zimbabwe. J'espère que votre séjour sera agréable et fructueux. J'espère que nos travaux se dérouleront dans le même esprit positif qui a incité Tito, Nehru, Nasser, Sukarno, Nkrumah et d'autres encore à fonder notre mouvement il y a de cela aujourd'hui un quart de siècle. Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas les trahir. Le combat continue.

Je vous remercie.

APPENDICE III

Rapport du Rapporteur général

1. La huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés a eu lieu au Zimbabwe, à Harare, du 1er au 6 septembre 1986. Elle a été précédée par une réunion préparatoire des hauts fonctionnaires, les 26 et 27 août 1986, et par une Conférence des ministres des affaires étrangères, les 28 et 29 août 1986.
2. Les pays et organisations, membres du Mouvement, qui ont participé à la huitième Conférence sont les suivants : Afghanistan (République démocratique d'), Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Organisation de libération de la Palestine (OLP), Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Qatar, République arabe syrienne, République arabe du Yémen, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, South West Africa People's Organization (SWAPO), Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Vanuatu, Viet Nam, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.
3. Les représentants des pays et organisations ainsi que les mouvements de libération nationale dont les noms suivent ont assisté à la Conférence en tant qu'observateurs : Brésil, Mexique, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Uruguay, Venezuela, African National Congress, Afro-Asian People's Solidarity Organization, Front de libération nationale Kanak et socialiste (FLNKS), Ligue des Etats arabes, Organisation de la Conférence islamique, Organisation de l'unité africaine, Pan Africanist Congress of Azania, Parti socialiste de Porto Rico, Organisation des Nations Unies.
4. Les délégations des pays et organisations dont les noms suivent ont assisté à la Conférence en qualité d'invités : Australie, Autriche, Espagne, Finlande, Grèce, Mongolie, Portugal, Roumanie, République dominicaine, Saint-Marin, Saint-Siège, Suède, Suisse, Comité international de la Croix-Rouge, Comité spécial contre l'apartheid (ONU), Comité spécial de la décolonisation (ONU), Comité spécial de l'océan Indien (ONU), Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (ONU), Commissaire pour la Namibie (ONU), Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Conférence internationale sur la question de Palestine, Conseil des Nations Unies pour la Namibie, Fonds international de développement agricole (FIDA), Fonds international de secours à l'enfance (FISE), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé,

Programme des Nations Unies pour le développement, Programme alimentaire mondial (PAM), Secrétariat du Commonwealth, Système économique latino-américain (SELA), Zone d'échanges préférentiels (ZEP).

Cérémonie inaugurale

5. Shri Rajiv Gandhi, premier ministre de l'Inde, a déclaré la Conférence ouverte.
6. La Conférence a observé une minute de silence en mémoire de la regrettée Shrimati Indira Gandhi, présidente du Mouvement.
7. Le camarade Robert Mugabe, premier ministre de la République du Zimbabwe, a prononcé un discours liminaire que la Conférence a décidé par acclamation de faire distribuer en tant que document de la Conférence (NAC/CONF.8/Doc.12).
8. Des motions de remerciements ont été proposées par S. Exc. M. Denis Sassou Nguesso, président de la République populaire du Congo, au nom des pays membres d'Afrique; S. Exc. Syed Ali Khamenei, président de la République islamique d'Iran, au nom des pays membres d'Asie; S. Exc. M. Spyros Kyprianou, président de la République de Chypre, au nom des pays membres d'Europe; S. Exc. M. Daniel Ortega Saavedra, président de la République du Nicaragua, au nom des pays membres de l'Amérique latine et des Caraïbes; et le camarade Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, au nom des mouvements de libération nationale.

Election du Bureau (point II de l'ordre du jour)

9. Shri Rajiv Gandhi, premier ministre de l'Inde, a proposé que le camarade R. G. Mugabe, premier ministre de la République du Zimbabwe, soit élu Président de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés. Cette proposition a été appuyée par S. Exc. Kenneth Kaunda, président de la République de Zambie, au nom des pays membres d'Afrique; S. Exc. Mohammad Mahatir, premier ministre de Malaisie, au nom des pays membres d'Asie; S. Exc. Hugh Desmond Hoyte, président de la République du Guyana, au nom des pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes; S. Exc. A. Sceberras Trigola, ministre des affaires étrangères de Malte, au nom des pays membres d'Europe; et S. Exc. Sam Nujoma, président de la South West Africa People's Organization (SWAPO), au nom des mouvements de libération nationale. La proposition a été adoptée par acclamation, et le camarade R. G. Mugabe a ensuite présidé la Conférence.
10. Sur recommandation de la Conférence des ministres des affaires étrangères, la Conférence a décidé que le Bureau se composerait comme suit :

Vice-Présidents

Pour l'Afrique :

Ethiopie
Gabon
Guinée-Bissau
Jamahiriya arabe libyenne
Ouganda
Sénégal
SWAPO
Zambie

/...

Pour l'Asie : Bangladesh
Indonésie
Iran (République islamique d')
Iraq
Organisation de libération de la Palestine
République arabe syrienne
République populaire démocratique de Corée
Viet Nam

Pour l'Amérique latine
et les Caraïbes : Cuba
Guyana
Nicaragua
Pérou

Pour l'Europe : Chypre
Yougoslavie

Rapporteur général : S. Exc. Modibo Keita (Mali)

Président de la Commission
politique : S. Exc. Abdalla S. Al-Ashtal
(République démocratique populaire du Yémen)

Président de la Commission
économique : S. Exc. Oswaldo de Rivero (Pérou)

Membre ex-officio : Inde

11. La Conférence a noté que S. Exc. C. M. B. Utebe avait été nommé Secrétaire général de la Conférence par la Conférence des ministres des affaires étrangères.

Admission de nouveaux membres et participation en qualité
d'observateurs et d'invités (point III de l'ordre du jour)

12. Sur la recommandation de la Conférence des ministres des affaires étrangères, la Conférence a invité le FLNKS à participer en qualité d'observateur, et l'Australie, la Grèce, la République populaire mongole, le Secrétariat du Commonwealth, le CEDEAO, le FIDA, la ZEP, la SADCC, le SELA et le HCR à participer en qualité d'invités.

Cérémonie solennelle de célébration du vingt-cinquième anniversaire
de la fondation du Mouvement des pays non alignés

13. Le camarade R. G. Mugabe, premier ministre de la République du Zimbabwe et président du Mouvement, et Shri Rajiv Gandhi, premier ministre de l'Inde, ont prononcé chacun un discours. Des déclarations ont été faites ensuite par S. Exc. Chadli Bendjedid, président de la République algérienne démocratique et populaire, au nom des pays membres d'Afrique; S. Exc. M. Taha Yasin Ramadhan, vice-premier ministre de l'Iraq, au nom des pays membres d'Asie; M. Fidel Castro Ruz, président de la République de Cuba, au nom des pays membres de l'Amérique latine et des Caraïbes; S. Exc. M. Sinan Hasani, président de la Présidence de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, au nom des pays membres d'Europe, et S. Exc. Sam Nujoma, président de la SWAPO, au nom des mouvements de libération nationale.

/...

14. Le projet de déclaration de commémoration du vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Mouvement des pays non alignés (NAC/CONF.8/Doc.3) a été adopté par acclamation.

Rapport du Président de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés (point IV de l'ordre du jour)

15. La Conférence a pris note du rapport présenté par Shri Rajiv Gandhi, premier ministre de l'Inde, sur les activités du Mouvement des pays non alignés durant la présidence de l'Inde (NAC/CONF.8/Doc.6/Corr.1).

Adoption de l'ordre du jour (point V de l'ordre du jour)

16. La Conférence a adopté son ordre du jour (NAC/CONF.8/Doc.5/Corr.1).

Recommandations de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés tenue à Harare (point VI de l'ordre du jour)

17. La Conférence a approuvé les recommandations contenues dans le rapport de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés (NAC/CONF.8/FM/Doc.9/Rev.1).

Organisation des travaux (point VII de l'ordre du jour)

18. La Conférence a noté que la Commission politique et la Commission économique avaient été créées pour examiner les projets des documents finals et qu'elles avaient commencé leur travail pendant la Conférence des ministres des affaires étrangères. Il a été décidé que les points VIII à XIV et XVII à XX devraient être examinés par la Commission politique, et les points XV et XVI par la Commission économique.

Débat général

19. Au cours du débat général, la Conférence a entendu les déclarations des représentants des pays et organisations membres dont la liste suit : Algérie, République islamique d'Iran, Argentine, Cuba, Zambie, Pérou, Nigéria, Ethiopie, Yougoslavie, Mozambique, Malaisie, Guyana, Sri Lanka, Ouganda, République arabe syrienne, Zaïre, Koweït, Angola, Mali, Bhoutan, Burkina Faso, Iraq, Bénin, Egypte, Indonésie, Jamahiriya arabe libyenne*, Lesotho, Madagascar, Nicaragua, République-Unie de Tanzanie, Libéria, Népal, Pakistan, Guinée-Bissau, Jordanie, Viet Nam, Maroc, République démocratique populaire du Yémen, Chypre, Organisation de libération de la Palestine, Jamaïque, Panama, Bahreïn, République populaire démocratique de Corée, République démocratique d'Afghanistan, Ghana, Maldives, Bolivie, Suriname, Soudan, Bangladesh, Vanuatu, Kenya, République démocratique populaire lao, Colombie, Niger, Equateur, Guinée, République arabe du Yémen, Guinée équatoriale, Somalie, Malte.

* Cette déclaration a fait l'objet d'une déclaration commune des chefs de délégation du Cameroun, de la Côte d'Ivoire et du Zaïre (voir document joint I) et d'une communication du chef de la délégation de l'Egypte (voir document joint II).

20. Les pays suivants ont renoncé à leur droit de prendre la parole, et ont fait distribuer le texte de leur déclaration en séance plénière : Barbade, Belize, Botswana, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Maurice, Oman, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Togo, Tunisie, Emirats arabes unis, Venezuela.

Déclaration spéciale sur l'Afrique australe

21. La Conférence a adopté par acclamation une déclaration spéciale sur l'Afrique australe et a décidé de constituer le Fonds d'action pour résister à l'invasion, au colonialisme et à l'apartheid (AFRICA) (NAC/CONF.8/FM/Doc.10/Rev.1/Add.1).

Appel spécial de la huitième Conférence au sommet du Mouvement des pays non alignés pour l'indépendance immédiate de la Namibie

22. La Conférence a adopté par acclamation un appel spécial de la huitième Conférence au sommet du Mouvement des pays non alignés pour l'indépendance immédiate de la Namibie (NAC/CONF.8/Doc.16).

Déclaration de Harare sur le renforcement de l'action collective

23. La Conférence a adopté par acclamation la Déclaration de Harare en faveur du renforcement de l'action collective (NAC/CONF.8/Doc.15).

Appel de Harare pour le désarmement

24. La Conférence a adopté par acclamation l'appel de Harare pour le désarmement (NAC/CONF.8/Doc.14).

Rapport de la Commission politique

25. La Conférence a pris note du rapport de la Commission politique (NAC/CONF.8/Doc.18).

Rapport de la Commission économique

26. La Conférence a pris note du rapport de la Commission économique (NAC/CONF.8/Doc.19).

Rapport du Rapporteur général

27. La Conférence a adopté le rapport du Rapporteur général (NAC/CONF.8/Doc.20).

Motion de remerciements au Gouvernement et au peuple du Zimbabwe

28. Une motion par laquelle les membres de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leurs remerciements au Gouvernement et au peuple du Zimbabwe a été adoptée par acclamation.

Documents finals

29. La Conférence a adopté les documents finals par acclamation.

Futures réunions des pays non alignés, y compris la date et le lieu de la neuvième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés (point XIX de l'ordre du jour)

30. Rappelant qu'à la réunion ministérielle du Bureau de coordination à New Delhi, les ministres avaient pris note de la proposition faite par le Gouvernement du Nicaragua d'accueillir la neuvième Conférence au sommet, la Conférence a reçu cette proposition avec satisfaction. Elle a exprimé la solidarité du Mouvement avec le Nicaragua dans la défense de sa souveraineté, de son intégrité territoriale et du droit de son peuple à décider de son destin face à l'agression étrangère. Elle a condamné les Etats-Unis pour avoir rejeté l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice de La Haye, faisant ainsi fi du droit international.

31. La Conférence a également noté avec satisfaction la proposition faite par le Gouvernement de la République d'Indonésie d'accueillir le neuvième Sommet. La Conférence est convenue que la décision finale quant à la date et au lieu de la neuvième Conférence au sommet du Mouvement des pays non alignés serait prise par une conférence ministérielle qui devrait se réunir à Chypre en 1988 au plus tard. La Conférence a décidé qu'une réunion ministérielle sur la coopération Sud-Sud se tiendra en 1987 à Pyongyang (République populaire démocratique de Corée).

Composition du Bureau de coordination (point XX de l'ordre du jour)

32. La Conférence a décidé que le nombre des membres du Bureau de coordination ne serait pas limité et a noté que les candidatures seraient soumises à New York.

Questions diverses

33. Il n'y a pas eu de discussion sur ce point.

Séance de clôture

34. La séance de clôture s'est tenue le 7 septembre 1986. Le discours de clôture a été prononcé par le camarade R. G. Mugabe, premier ministre de la République du Zimbabwe.

35. Des motions de remerciements ont été proposées par S. Exc. M. Silvino M. da Luz, ministre des affaires étrangères de la République du Cap-Vert, au nom des pays membres d'Afrique; par S. Exc. Maumoun Abdul Gayoom, président de la République des Maldives, au nom des pays membres d'Asie; Par S. Exc. M. Alan Garcia, président du Pérou, au nom des pays membres de l'Amérique latine e des Caraïbes; par S. Exc. M. V. Camillen, de la République de Malte, au nom des pays membres d'Europe; et par le camarade Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, au nom des mouvements de libération nationale.

PIECE JOINTE I

Déclaration commune des chefs des délégations du Cameroun,
de la Côte d'Ivoire et du Zaïre

Suite aux propos malveillants, discourtois et indécents tenus ce 4 septembre 1986 par le colonel M. Kadhafi à l'endroit de leurs chefs d'Etat et de leurs pays devant le huitième Sommet des pays non alignés, qui se tient à Harare, les chefs des délégations du Cameroun, de la Côte d'Ivoire et du Zaïre, tout en se félicitant de la réaction immédiate et appropriée du Président du sommet, S. Exc. M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, tiennent à réaffirmer leur attachement aux principes et idéaux qui ont jusqu'ici guidé le Mouvement des pays non alignés et plus particulièrement ceux ayant trait au strict respect de la souveraineté de chaque Etat et à la non-immixtion dans les affaires intérieures d'autres Etats.

Aussi, au nom de leurs chefs d'Etat respectifs, les chefs des délégations de ces trois pays expriment leur profonde indignation et accueillent avec mépris cette déclaration insensée du colonel M. Kadhafi contre des Etats qui ont toujours tenu à affirmer leur personnalité sur le plan international en refusant toute forme de subjugation, de chantage et d'intimidation.

Les chefs des délégations de ces trois pays attirent l'attention de la Conférence sur l'impérieuse nécessité pour tous les Etats membres de s'en tenir strictement aux principes et valeurs du Mouvement qui ont jusqu'à présent assuré sa cohésion dans la diversité.

Fait à Harare, le 4 septembre 1986

Les chefs des délégations du Cameroun,
de la Côte d'Ivoire et du Zaïre

CAMEROUN

COTE D'IVOIRE

ZAIRE

(signature)

(signature)

(signature)

PIECE JOINTE II

Communicatin du chef de la délégation de l'Egypte

Monsieur le Premier Ministre, président du Mouvement
des pays non alignés,

Se conformant à ses directives, la délégation égyptienne s'est abstenue de demander à faire usage de son droit de réponse aux paroles hostiles, odieuses et abusives prononcées par le chef de la délégation libyenne tant à l'encontre du Mouvement des pays non alignés que de mon pays, mais je tiens à faire état de ma totale désapprobation et de mon opposition la plus vive à un tel langage. Les insultes proférées par la Libye contre la majorité des pays non alignés et notamment contre l'Egypte ne font que refléter le niveau de médiocrité auquel la Libye a rabaissé nos débats.

En outre, mon gouvernement rejette fermement la tentative faite par la délégation libyenne pour désavouer et discréditer le Mouvement des pays non alignés ainsi que ses principes auxquels nous adhérons entièrement, que nous avons contribué à formuler et que nous défendons depuis 25 années.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir distribuer la présente lettre à tous les membres du Mouvement, en tant que document officiel de la Conférence.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre d'Etat des affaires étrangères
et Chef de la délégation de l'Egypte à la
huitième Conférence des pays non alignés,

(Signé) BOUTROS BOUTROS GHALI

Son Excellence Monsieur Robert Mugabe
Premier Ministre du Zimbabwe
et Président du Mouvement
des pays non alignés

APPENDICE IV

Rapport de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés

1. La Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés s'est réunie à Harare (Zimbabwe) les 28 et 29 août 1986 sous la présidence du camarade W. P. M. Mangwende, ministre des affaires étrangères du Zimbabwe.

Séance inaugurale

2. S. Exc. M. Shiv Shankar, ministre des affaires étrangères et du commerce de l'Inde, a déclaré la Conférence ouverte et a proposé que le camarade W. P. M. Mangwende, ministre des affaires étrangères du Zimbabwe, soit élu président de la Conférence par acclamation. La proposition a été adoptée par acclamation. M. Mangwende a assumé la présidence et a prononcé un discours d'ouverture.

3. La Conférence a ensuite écouté les discours de félicitations prononcés par S. Ex. M. Blamo, ministre des affaires étrangères du Libéria au nom du Groupe africain, S. Exc. M. Kusumaatmadja, ministre des affaires étrangères de l'Indonésie au nom du Groupe asiatique, S. Exc. M. Dizdarevic, ministre des affaires étrangères de la Yougoslavie au nom de l'Europe, S. Exc. M. Alconada, ministre des affaires étrangères adjoint de l'Argentine au nom de l'Amérique latine et des Caraïbes et S. Exc. M. Farouk Khaddoumi, ministre des affaires étrangères de l'Organisation de libération de la Palestine au nom des mouvements de libération nationale.

Adoption de l'ordre du jour

4. La conférence a adopté l'ordre du jour suivant :

- "1. Ouverture de la Conférence ministérielle
2. Election des membres du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Rapport du Président de la Réunion préparatoire des hauts fonctionnaires
5. Recommandation concernant l'élection des membres du Bureau de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés
6. Recommandation concernant les demandes d'admission de nouveaux membres et les demandes de participation en qualité d'observateurs ou d'invités
7. Organisation des travaux, notamment constitution de la Commission politique et de la Commission économique
8. Préparation de la cérémonie solennelle marquant le vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Mouvement des pays non alignés

9. Rapport de la Conférence des ministres des affaires étrangères à la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés
10. Questions diverses."

Rapport du Président de la Réunion préparatoire des hauts fonctionnaires
(point 4 de l'ordre du jour)

5. Le rapport du Comité préparatoire au niveau des hauts fonctionnaires et des ambassadeurs (NAC/CONF.8/Doc.8/Rev.1) a été présenté à la Conférence par son président, M. Krishnan, ambassadeur de l'Inde. La Conférence a pris note du rapport et des recommandations qu'il contient. Elle a recommandé le projet d'ordre du jour provisoire ci-après pour la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés :

- I. Ouverture de la Conférence
- II. Election des membres du Bureau
- III. Admission de nouveaux membres et présence d'observateurs et d'invités
- IV. Rapport du Président de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés
- V. Adoption de l'ordre du jour
- VI. Recommandation de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés tenue à Harare
- VII. Organisation des travaux
- VIII. Renforcement du rôle et de la politique de non-alignement en tant que formule indépendante, globale, positive et équitable remplaçant la politique des blocs et les rivalités entre grandes puissances dans les relations internationales
- IX. Examen général et évaluation de la situation politique internationale ainsi que des mesures de solidarité prises par les pays non alignés dans la mise en oeuvre de leur politique et de leurs décisions, notamment l'intensification des mesures visant à combattre la domination coloniale et l'occupation étrangère, l'apartheid, la discrimination raciale et, dans ce contexte, l'apport d'un soutien effectif aux mouvements de libération nationale
- X. Mesures destinées à renforcer la paix et la sécurité internationales et à promouvoir la solidarité et l'assistance matérielle entre les pays non alignés, afin de faire face plus efficacement aux menaces, aux pressions, aux actes d'agression et de déstabilisation en tenant compte de leurs aspects politiques et économiques

- XI. Désarmement et ses implications pour la sécurité internationale, le développement économique et social, la survie de l'humanité et la coexistence pacifique à l'ère des armes nucléaires
- XII. Promotion des tendances positives dans les relations internationales, des efforts pour faire diminuer la tension internationale, de la démocratisation des relations internationales et de l'application universelle des principes de la coexistence pacifique
- XIII. Non-intervention et non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats
- XIV. Règlement pacifique des différends entre pays non alignés sur la base de la Charte des Nations Unies et des principes et décisions du Mouvement non aligné
- XV. Examen général et évaluation de la situation économique mondiale et des relations économiques internationales, de la situation des pays en développement dans l'économie mondiale; intensification des efforts des pays non alignés et autres pays en développement pour instaurer le nouvel ordre économique international :
- a) Stratégies pour les négociations économiques internationales : examen des mesures pour parvenir à des négociations globales et du programme de mesures immédiates, notamment convocation d'une conférence internationale sur les moyens monétaires et financiers du développement
 - b) Elaboration de directives pour les travaux préparatoires de la septième Conférence de la CNUCED afin de définir une position unifiée des pays non alignés et autres pays en développement à cette conférence
 - c) Examen de la question de la crise de la dette extérieure et du développement
 - d) Examen de la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, et directives pour l'élaboration d'une stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement
 - e) Suivi des résultats des conférences économiques des Nations Unies, notamment examen et adoption de mesures dans les domaines étroitement liés de la monnaie, des finances, de la dette, du commerce et des ressources pour le développement
 - f) Situation des pays les moins avancés, examen de l'application du nouveau Programme substantiel d'action (NPSA)

- g) Examen des efforts internationaux consacrés à la situation économique critique en Afrique, notamment la mise en oeuvre du plan d'action du Mouvement des pays non alignés
- h) Situation des pays en développement sans littoral, insulaires et les plus gravement touchés
- i) Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

- XVI. Analyse des mesures et décisions à prendre pour consolider l'autonomie collective, y compris les programmes d'assistance mutuelle conçus pour renforcer la solidarité et la coopération socio-économique entre pays non alignés et autres pays en développement : examen des rapports présentés par les pays coordonnateurs dans les domaines suivants : matières premières, commerce, transports et industrie, coopération monétaire financière, alimentation et agriculture, pêches, télécommunications, assurance, santé, emploi et mise en valeur des ressources humaines, tourisme, sociétés transnationales, sports, rôle de la femme dans le développement, développement de la science et de la technologie, habitat, éducation et culture, coopération internationale pour le développement économique, Fonds de solidarité des pays non alignés pour le développement économique et social, système de recherche et d'information, utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, Centre international des entreprises publiques, environnement
- XVII. Crise à laquelle les Nations Unies sont confrontées et dangers menaçant le multilatéralisme, moyens de surmonter la crise, renforcement de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies en vue de la promotion et de la préservation de la paix et la sécurité internationales et d'une coopération internationale équitable, consolidation du rôle pivot joué par les pays non alignés dans le système des Nations Unies
- XVIII. Coopération entre pays non alignés et autres pays en développement dans le domaine de l'information et action concertée de ces pays en vue de l'établissement d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace
- XIX. Futures réunions des pays non alignés, y compris la date et le lieu de la neuvième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés
- XX. Composition du Bureau de coordination
- XXI. Questions diverses."

6. Il a été décidé que les demandes d'inscription de points supplémentaires à l'ordre du jour de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés seraient soumises à la Commission politique.

Recommandations concernant l'élection des membres du Bureau de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés (point 5 de l'ordre du jour)

7. Conformément à la recommandation de la Réunion préparatoire des hauts fonctionnaires, la Conférence a décidé que la composition de son Bureau serait la suivante :

Président : Zimbabwe

Vice-Présidents :

pour l'Afrique:

Ethiopie
Gabon
Guinée-Bissau
Jamahiriya arabe libyenne
Ouganda
Sénégal
SWAPO
Zambie

pour l'Asie :

Bangladesh
Indonésie
Iran (République islamique d')
Iraq
Organisation de libération de la Palestine
République arabe syrienne
République populaire démocratique de Corée
Viet Nam

pour l'Amérique latine
et les Caraïbes ;

Cuba
Guyana
Nicaragua
Pérou

pour l'Europe :

Chypre
Yougoslavie

Rapporteur général :

M. Modibo Keita (Mali)

Président de la Commission
politique :

S. Exc. Abdalla S. Al-Ashtal (République
démocratique populaire du Yémen)

Président de la Commission
économique :

S. Exc. Oswaldo de Rivero (Pérou)

8. La Réunion a recommandé que, conformément aux pratiques établies, le Bureau de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés soit le même que celui de la Conférence des ministres des affaires étrangères.

9. La Conférence a approuvé la nomination de S. Exc. M. C. M. B. Utete en qualité de secrétaire général de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés.

Recommandation concernant les demandes d'admission de nouveaux membres et de présence en qualité d'observateurs et d'invités
(point 6 de l'ordre du jour)

10. En application des recommandations faites par le Bureau de coordination à ses réunions de New York et par la Réunion préparatoire des hauts fonctionnaires tenue à Harare, la Conférence a décidé de recommander à la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés que :

- i) Le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) soit invité à être présent en qualité d'observateur;
- ii) L'Australie, la Grèce et la Mongolie soient invitées à être présentes en qualité d'invités;
- iii) Le Secrétariat du Commonwealth, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), la Zone d'échanges préférentiels (PTA), la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), le Système économique latino-américain (SELA), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) soient invités à être présents en qualité d'invités.

Organisation des travaux, notamment constitution de la Commission politique et de la Commission économique
(point 7 de l'ordre du jour)

11. Conformément aux pratiques établies, la Conférence a constitué une Commission politique et une Commission économique qui ont entrepris l'examen des projets de documents finals pour la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés.

12. Sur la question de la représentation du Kampuchea, le Président a lu la déclaration faite à la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés et il a été décidé de recommander que le Bureau de coordination soit chargé à nouveau d'étudier la question plus avant et de faire rapport à la neuvième Conférence et que cette question ne fasse plus l'objet d'autre débat à la huitième Conférence.

Préparation de la cérémonie solennelle marquant le vingt-cinquième
anniversaire de la fondation du Mouvement des pays non alignés
(point 8 de l'ordre du jour)

13. Conformément aux recommandations de la Réunion préparatoire des hauts fonctionnaires, la Conférence a recommandé que le projet de Déclaration marquant le vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Mouvement des pays non alignés (NAC/CONF.8/Doc.3) soit adopté et publié à l'occasion de la cérémonie solennelle, le 1er septembre 1986 dans l'après-midi.

Rapport de la Conférence des ministres des affaires étrangères à
la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des
pays non alignés (point 9 de l'ordre du jour)

14. La Conférence a adopté son rapport (NAC/CONF.8/FM/Doc.9) et a décidé de le transmettre à la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés.

Questions diverses

15. Sur la proposition du représentant du Congo, il a été décidé de soumettre le projet de Déclaration spéciale sur l'Afrique australe (NAC/CONF.8/FM/Doc.10) à la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement.

16. La Conférence a pris note de la proposition faite par le représentant de la République arabe syrienne d'ajouter les mots "en particulier la question de Palestine, la situation au Moyen-Orient, en Afrique du Sud, en Namibie et en Amérique centrale" après les mots "situation politique internationale" au point IX de l'ordre du jour provisoire de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, et elle a recommandé que ces questions soient examinées au titre de ce point.

17. La Conférence a approuvé le texte de la Déclaration figurant dans le document NAC/CONF.8/Inf.7 et a décidé de le distribuer à la presse.

APPENDICE V

Rapport de la Réunion du Comité préparatoire au niveau des hauts fonctionnaires et des ambassadeurs

1. La Réunion du Comité préparatoire au niveau des hauts fonctionnaires et des ambassadeurs a tenu quatre séances les 26 et 27 août sous la présidence de S. Exc. M. l'ambassadeur N. Krishnan, représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies et président du Bureau de coordination à New York.

Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)

2. La Réunion a adopté l'ordre du jour suivant :

"1. Adoption de l'ordre du jour.

2. Préparation de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement.

Recommandations adressées à la Conférence des ministres des affaires étrangères :

a) Projet d'ordre du jour provisoire;

b) Demandes d'admission des nouveaux membres et de participation en qualité d'observateurs et d'invités;

c) Election des membres du Bureau de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement;

d) Organisation des travaux.

3. Préparation de la cérémonie solennelle marquant le vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Mouvement des pays non alignés;

4. Rapport de la Réunion des hauts fonctionnaires à la Conférence des ministres des affaires étrangères.

5. Questions diverses."

Préparation de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement

Recommandations adressées à la Conférence des ministres des affaires étrangères (point 2 de l'ordre du jour)

a) Projet d'ordre du jour provisoire

3. La Réunion a recommandé le projet d'ordre du jour provisoire suivant pour la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés :

- I. Ouverture de la Conférence.
- II. Election des membres du Bureau.
- III. Admission de nouveaux membres et présence d'observateurs et d'invités.
- IV. Rapport du Président de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés.
- V. Adoption de l'ordre du jour.
- VI. Recommandation de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés tenue à Harare.
- VII. Organisation des travaux.
- VIII. Renforcement du rôle et de la politique de non-alignement en tant que formule indépendante, globale, positive et équitable remplaçant la politique des blocs et les rivalités entre grandes puissances dans les relations internationales.
- IX. Examen général et évaluation de la situation politique internationale ainsi que des mesures de solidarité prises par les pays non alignés dans la mise en oeuvre de leur politique et de leurs décisions, notamment l'intensification des mesures visant à combattre la domination coloniale et l'occupation étrangère, l'apartheid, la discrimination raciale et, dans ce contexte, l'apport d'un soutien effectif aux mouvements nationaux de libération.
- X. Mesures destinées à renforcer la paix et la sécurité internationales et à promouvoir la solidarité et l'assistance matérielle entre les pays non alignés, afin de faire face plus efficacement aux menaces, aux pressions, aux actes d'agression et de déstabilisation en tenant compte de leurs aspects politiques et économiques.
- XI. Le désarmement et ses implications pour la sécurité internationale, le développement économique et social, la survie de l'humanité et la coexistence pacifique à l'ère des armes nucléaires.
- XII. Promotion des tendances positives dans les relations internationales, des efforts pour faire diminuer la tension internationale, de la démocratisation des relations internationales et de l'application universelle des principes de la coexistence pacifique.
- XIII. Non-intervention et non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

- XIV. Règlement pacifique des différends entre pays non alignés sur la base de la Charte des Nations Unies et des principes et décisions du Mouvement non aligné.
- XV. Examen général et évaluation de la situation économique mondiale et des relations économiques internationales, de la situation des pays en développement dans l'économie mondiale; intensification des efforts des pays non alignés et autres pays en développement pour instaurer le nouvel ordre économique international :
- a) Stratégies des négociations économiques internationales : examen des mesures conduisant à des négociations globales et du programme de mesures immédiates, notamment convocation d'une conférence internationale sur les moyens monétaires et financiers du développement;
 - b) Elaboration de directives pour les travaux préparatoires de la septième Conférence de la CNUCED afin de définir une position unifiée des pays non alignés et autres pays en développement à cette conférence;
 - c) Examen de la question de la crise de la dette extérieure et du développement;
 - d) Examen de la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, et directives pour l'élaboration d'une stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement;
 - e) Suivi des résultats des conférences économiques des Nations Unies, notamment examen et adoption de mesures dans les domaines étroitement liés de la monnaie, des finances, de la dette, du commerce et des ressources pour le développement;
 - f) Situation des pays les moins avancés, examen de l'application du nouveau Programme substantiel d'action (NPSA);
 - g) Examen des efforts internationaux consacrés à la situation économique critique en Afrique, notamment la mise en oeuvre du Plan d'action du Mouvement non aligné;
 - h) Situation des pays en développement sans littoral, insulaires et les plus gravement touchés;
 - i) Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

- XVI. Analyse des mesures et décisions à prendre pour consolider l'autonomie collective, y compris les programmes d'assistance mutuelle conçus pour renforcer la solidarité et la coopération socio-économique entre pays non alignés et autres pays en développement : examen des rapports présentés par les pays coordonnateurs dans les domaines suivants : matières premières, commerce, transports et industrie, coopération monétaire et financière, alimentation et agriculture, pêches, télécommunications, assurance, santé, emploi et mise en valeur des ressources humaines, tourisme, sociétés transnationales, sports, rôle de la femme dans le développement, développement de la science et de la technologie, habitat, éducation et culture, coopération internationale pour le développement économique, fonds de solidarité des pays non alignés pour le développement économique et social, système de recherche et d'information, utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, centre international des entreprises publiques, environnement.
- XVII. Crise à laquelle les Nations Unies sont confrontées et remise en question du multilatéralisme; moyens de surmonter la crise, renforcement de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies en vue de la promotion et de la préservation de la paix et de la sécurité internationales et d'une coopération internationale équitable, consolidation du rôle pivot joué par les pays non alignés dans le système des Nations Unies.
- XVIII. Coopération entre pays non alignés et autres pays en développement dans le domaine de l'information et action concertée de ces pays en vue de l'établissement d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace.
- XIX. Futures réunions des pays non alignés, y compris la date et le lieu de la neuvième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés.
- XX. Composition du Bureau de coordination.
- XXI. Questions diverses."

4. Les amendements suivants ont été proposés pour inscription au projet d'ordre du jour provisoire de la huitième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés :

"Ajouter les deux points ci-après :

'Terrorisme d'Etat'

'Menaces des Etats-Unis contre certains Etats arabes.'

(République arabe syrienne)

"Ajouter le nouveau point ci-après :

'Moyens de protéger les Etats membres du Mouvement non aligné contre les actes d'agression commis par une grande puissance.'

(Jamahiriya arabe libyenne)

"1. Ajouter le point ci-après à la suite du point XIII de l'ordre du jour :

'Non-agression et non-recours à la force ou à la menace de recours à la force dans les relations internationales.'

2. Ajouter le point ci-après à la suite du point XIV : 'Droit des nations de préserver leur culture et leur héritage national.'

(République islamique d'Iran)

"Proposition de modification du point IX :

Ajouter le mot 'le sionisme' après le mot 'apartheid'."

(République arabe syrienne)

Les délégations concernées se réservent le droit de soulever à nouveau la question à la Conférence des ministres des affaires étrangères.

b) Examen des demandes d'admission de nouveaux membres et de participation en qualité d'observateurs et d'invités

5. Conformément aux recommandations faites par le Bureau de coordination à ses réunions de New York et aux discussions qui ont eu lieu lors de la Réunion des hauts fonctionnaires tenue à Harare, la Réunion a recommandé que :

- i) Le Front de libération national Kanak et socialiste (FLNKS) soit invité à être présent en qualité d'observateur;
 - ii) L'Australie, la Grèce et la Mongolie soient reçues en qualité d'invités;
 - iii) Le Secrétariat du Commonwealth, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), la zone d'échanges préférentiels (PTA), la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), le système économique latino-américain (SELA), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) soient invités à être présents en qualité d'invités.
- c) Election des membres du Bureau de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement

6. La Réunion a recommandé que le Bureau de la Conférence des ministres des affaires étrangères (28-29 août 1986) soit constitué de la manière suivante :

Président :	Zimbabwe
Vice-Présidents :	
Pour l'Afrique :	Ethiopie Gabon Guinée-Bissau Jamahiriya arabe libyenne Ouganda Sénégal SWAPO Zambie
Pour l'Asie :	Bangladesh Indonésie Iran, République islamique d' Iraq Organisation de libération de la Palestine République arabe syrienne République populaire démocratique de Corée Viet Nam
Pour l'Amérique latine et les Caraïbes :	Cuba Guyana Nicaragua Pérou
Pour l'Europe :	Chypre Yougoslavie
Rapporteur général :	M. Modibo Keita (Mali)
Président de la Commission politique :	S. Exc. Abdalla S. Al-Ashtal République démocratique populaire du Yémen
Président de la Commission économique :	S. Exc. Oswaldo de Rivero (Pérou)

7. La Réunion a recommandé que, conformément aux pratiques établies, le Bureau de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés soit le même que celui de la Conférence des ministres des affaires étrangères.

8. La Réunion a pris note de la nomination de S. Exc. C. M. B. Utete en qualité de Secrétaire général de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés.

d) Organisation des travaux

9. La Réunion a recommandé que la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement constitue deux commissions plénières principales : une commission politique et une commission économique qui commenceraient leurs travaux ad referendum le 27 août 1986 et qui se réuniraient en même temps que la plénière. L'horaire normal de travail serait 9 h 30 - 12 h 30 et 15 heures - 18 heures, avec séances de nuit au besoin.

10. Conformément aux pratiques habituelles, les deux commissions commenceraient l'examen des projets de documents finals. Il a été recommandé que la Conférence confirme ces dispositions.

Ordre du jour de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés

11. La Réunion a également examiné le projet d'ordre du jour provisoire de la Conférence des ministres des affaires étrangères et a recommandé le projet d'ordre du jour suivant :

- "1. Ouverture de la Conférence ministérielle.
2. Election des membres du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Rapport du Président de la Réunion des hauts fonctionnaires.
5. Recommandations concernant l'élection des membres du Bureau de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés.
6. Recommandation concernant les demandes d'admission de nouveaux membres et de participation en qualité d'observateurs et d'invités.
7. Organisation des travaux, notamment constitution de la commission politique et de la commission économique.
8. Préparation de la cérémonie solennelle marquant le vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Mouvement des pays non alignés.
9. Rapport de la Conférence des ministres des affaires étrangères à la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés.
10. Questions diverses."

Préparation de la cérémonie solennelle marquant le vingt-cinquième
anniversaire de la fondation du Mouvement des pays non alignés
(point 3 de l'ordre du jour)

12. La Réunion a noté que cette cérémonie solennelle aurait lieu le 1^{er} septembre 1986 dans l'après-midi. Après avoir examiné le projet présenté par le pays hôte, la Réunion a recommandé que ce projet de déclaration (NAC/CONF.8/Doc.3) soit adopté et publié à l'occasion de la cérémonie solennelle.

Rapport de la Réunion des hauts fonctionnaires à la Conférence des
ministres des affaires étrangères (point 4 de l'ordre du jour)

13. La Réunion a adopté son rapport et a décidé de le transmettre à la Conférence des ministres des affaires étrangères.

Questions diverses (point 5 de l'ordre du jour)

14. La Réunion a adopté à l'unanimité la proposition de la délégation de la Yougoslavie visant à exprimer sa profonde reconnaissance à M. N. Krishnan, ambassadeur de l'Inde, pour les éminents services rendus en vue de renforcer l'unité et la solidarité du Mouvement des pays non alignés, en sa qualité de président du Bureau de coordination à New York.

APPENDICE VI

Rapport de la Commission politique

1. La Conférence des ministres des affaires étrangères qui a précédé la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés a décidé, le 28 août 1986, de créer une Commission politique chargée d'examiner le projet de déclaration politique (NAC/CONF.8/Doc.1) distribué par le Zimbabwe, pays hôte. La Commission avait en outre pour tâche d'examiner le point XIX (Futures réunions des pays non alignés, y compris la date et le lieu de la neuvième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés) et le point XX (Composition du Bureau de coordination) de l'ordre du jour de la huitième Conférence. S. Exc. M. Abdalla S. Al-Ashtal (République populaire démocratique du Yémen) a été élu président de la Commission politique.

Organisation des travaux

2. La Commission a tenu sa première séance le 28 août et a décidé de commencer ses travaux par un échange de vues préliminaire, après quoi elle étudierait la Déclaration chapitre par chapitre. Elle a décidé de constituer deux groupes de travail, sous la présidence, l'un de S. Exc. M. Dubey (Inde) et l'autre de S. Exc. M. Kam (Panama), pour examiner respectivement les chapitres III à V et XXVIII à XXXV.

Travaux de la Commission

3. La Commission politique a tenu 16 séances entre le 28 août et le 6 septembre 1986. A la 1ère séance, le projet de déclaration politique a été présenté par S. Exc. M. Mudenge, représentant permanent du Zimbabwe auprès de l'Organisation des Nations Unies. Un échange de vues général a suivi, auquel 41 délégations ont participé. La Commission a ensuite commencé l'examen du projet de déclaration chapitre par chapitre.

4. Au cours de ses travaux, la Commission a examiné en détail les chapitres I à XXXV du projet de déclaration, y compris les textes révisés présentés par les groupes de travail, sous la présidence de Leurs Excellences M. Dubey et M. Kam, et par les différents groupes régionaux. Au total, 96 amendements écrits ont été proposés et distribués.

5. Après un échange de vues sur les futures réunions des pays non alignés, la Commission politique a décidé d'en référer aux chefs d'Etat ou de gouvernement.

6. Les pays souhaitant faire partie du Bureau de coordination ont été priés de faire acte de candidature.

7. A sa 16ème séance, tenue le 6 septembre 1986, la Commission politique a adopté son rapport (NAC/CONF.8/Doc.18) et approuvé le texte révisé du projet de déclaration politique contenu dans le document NAC/CONF.8/Doc.1/Rev.1 en vue de le soumettre à la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement pour adoption.

APPENDICE VII

Rapport de la Commission économique

1. La Conférence des ministres des affaires étrangères qui a précédé la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés a décidé, le 28 août 1986, de créer une Commission économique pour procéder à l'examen du projet de déclaration économique (NAC/CONF.8/Doc.2) et du Programme d'action pour la coopération économique (NAC/CONF.8/Doc.2/Add.1) distribués par le Zimbabwe, pays hôte. S. Exc. M. Oswaldo de Rivero (Pérou) a été élu président de la Commission économique.

Organisation des travaux

2. A sa 1ère séance, le 28 août, la Commission a décidé de commencer ses travaux par un débat général pour passer ensuite à l'examen chapitre par chapitre du projet de déclaration et du Programme d'action. Elle a également décidé de créer, sous la présidence de S. Exc. M. Tan (Malaisie), un groupe de travail sur la coopération Sud-Sud, chargé d'étudier le chapitre XXXII ainsi que le Programme d'action pour la coopération économique.

Travaux de la Commission

3. La Commission économique a tenu 12 séances entre le 28 août et le 6 septembre 1986. A la 1ère séance, S. Exc. M. S. J. Mahaka, ambassadeur du Zimbabwe en Belgique, a présenté le projet de déclaration économique; un grand nombre de délégations ont pris la parole au cours du débat général qui a suivi. La Commission a ensuite examiné le projet de déclaration chapitre par chapitre.

4. Au cours de ses travaux, la Commission a examiné en détail les chapitres premier à XXXI du projet de déclaration. Elle a également examiné les textes révisés du chapitre XXXII et du Programme d'action présentés par le groupe de travail, présidé par S. Exc. M. Tan. Au total, 114 amendements écrits ont été proposés et distribués.

5. A sa 12ème séance, tenue le 6 septembre 1986, la Commission économique a adopté son rapport (NAC/CONF.8/Doc.19) et approuvé les textes révisés du projet de déclaration économique NAC/CONF.8/Doc.2/Rev.1 et du Programme d'action pour la coopération économique NAC/CONF.8/Doc.2/Rev.1/Annexe I, en vue de les soumettre à la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement pour adoption.

APPENDICE VIII

Discours de clôture prononcé par S. Exc. M. Robert Gabriel Mugabe,
premier ministre de la République du Zimbabwe et président de la
huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays
non alignés

Majestés,

Excellences,

Mesdames, Messieurs les invités,

Mesdames, Messieurs les délégués,

Je serais tenté de dire : vous être venus, vous avez vu et vous avez réellement vaincu. Oui, vous avez conquis le coeur et l'esprit du peuple du Zimbabwe et fait taire les sceptiques, les détracteurs et les oiseaux de mauvais augure du Mouvement, qui attendaient avec un malin plaisir que la discorde et la désunion s'installent entre nous au fil de nos travaux.

Les événements des derniers jours ont montré une nouvelle fois ce que nous voulons dire lorsque nous affirmons croire à l'unité dans la diversité. Nos systèmes socio-économiques et politiques différents ne nous ont pas empêchés de nous mettre d'accord dans de très nombreux domaines. Nous avons également fait la preuve de notre détermination à oeuvrer pour un monde meilleur et plus sûr et à asseoir la conduite des affaires de ce monde et les relations entre les Etats qui le composent sur des bases saines et rationnelles. Nous n'avons pas prétendu que notre tâche était aisée. Nous n'avons même pas caché que nous percevions parfois différemment certains problèmes. Mais y a-t-il seulement deux personnes qui soient toujours d'accord sur tout?

A ceux qui luttent pour l'autodétermination et la liberté et contre le colonialisme, le racisme, l'apartheid et le sionisme, nous avons redit qu'ils n'étaient pas seuls. Nous nous sommes engagés à apporter aux mouvements de libération nationale un soutien diplomatique, moral et matériel accru, à isoler les forces d'oppression, de domination et d'occupation et à leur faire front dans toutes les enceintes internationales.

Nous avons renouvelé notre adhésion au principe de l'égalité souveraine des Etats, nous avons réaffirmé notre opposition au recours ou à la menace de recours à la force dans les relations entre Etats et nous avons condamné les politiques de grandes puissances et de blocs ainsi que les ingérences et les interventions dans les affaires intérieures des autres Etats. Nous avons refusé de laisser les blocs considérer les problèmes locaux avant tout en termes de rivalités Est-Ouest et de politiques des blocs. A cet égard, nous avons souligné combien l'ingérence des grandes puissances avait exacerbé les conflits locaux, notamment en Afrique australe, en Amérique centrale et en Asie du Sud-Ouest. Nous avons exigé une fois de plus l'arrêt de ces ingérences et de ces interventions.

Nous avons exhorté une nouvelle fois nos amis, l'Iran et l'Iraq, à mettre fin à leur tragique conflit en se soumettant aux principes du Mouvement et de l'Organisation des Nations Unies concernant l'inadmissibilité du recours à la force dans les relations internationales et la nécessité d'un règlement pacifique des différends.

La question de la course aux armements, en particulier des armements nucléaires, et la menace qu'elle fait peser sur la survie de l'humanité ont une fois de plus été qualifiées de problème le plus pressant de notre temps; d'autant plus que la course aux armements engloutit des ressources indispensables au développement, à la lutte contre la faim, la maladie, l'analphabétisme et le sous-développement.

En quelques jours, nous avons pu amplement faire le bilan de l'état actuel des relations économiques internationales et réaffirmer notre rôle dans la recherche de solutions durables aux maux économiques qui hantent notre planète. Nous avons reconnu que les problèmes indissociables de la monnaie, des finances, du commerce, de la dette extérieure et du développement étaient parmi les plus pressants et appelaient une action urgente et concertée à l'échelle mondiale. Nous avons en outre, et de façon tout aussi importante, renouvelé notre appel à l'instauration du nouvel ordre économique international pour lequel nous avons déjà lutté avec tant d'ardeur.

Nous avons réaffirmé notre profonde conviction que, dans un monde de plus en plus interdépendant, il n'y a pas d'autre solution que le dialogue et le multilatéralisme. Tous les Etats, grands ou petits, devraient avoir le même poids dans le processus de décision pour tout ce qui touche au destin de l'humanité.

C'est pourquoi nous ne pouvons accepter qu'une poignée de pays puissants s'arrogent le droit de dicter et d'orienter le cours des événements dans l'économie mondiale sans tenir compte des intérêts des autres et en particulier des pays en développement. Nous demandons aux pays développés d'entendre notre appel et de se joindre à nous pour relancer le dialogue dans les relations économiques internationales par la reprise de négociations globales.

Nous sommes déterminés à intensifier l'assistance mutuelle et la coopération technique entre pays non alignés et pays en développement, afin d'accroître notre autonomie collective et accélérer ainsi le développement économique de nos pays. En outre, la coopération Sud-Sud fait partie intégrante des efforts que nous faisons pour établir le nouvel ordre économique international. Dans ce contexte, je me félicite de ce que beaucoup de pays aient appuyé la proposition concrète de création d'une commission indépendante chargée d'examiner en profondeur les moyens de promouvoir la coopération et l'interaction entre les pays du Sud.

L'idée que le Sud devrait s'aider lui-même a fait l'objet de nombreux débats dans le passé. Il nous plaît de constater que cette idée s'est concrétisée. Nous avons vu avec un grand plaisir Mwalimu Julius Nyerere, ancien président de la Tanzanie et fervent partisan de la coopération Sud-Sud qu'il a appelée le syndicat des pays pauvres, accepter la présidence de cette commission. Sa personnalité, son expérience, sa clairvoyance et son dynamisme donneront certainement à cette

commission l'élan directeur dont elle a besoin. Permettez-moi de remercier notre collègue, notre frère, le premier ministre Mahathir Mohammed du rôle qu'il a joué en tant que président du Comité directeur pour favoriser la création de cette commission indépendante.

La Commission devrait aller au-delà de la simple identification des causes de notre sous-développement et proposer des stratégies communes et des mesures spécifiques pour nous permettre de mettre fin à la pauvreté, à la famine, à l'analphabétisme, à la stagnation économique et à la multitude des problèmes économiques qui se posent à nos pays. Je demande instamment à tous les membres de notre mouvement de soutenir la Commission en lui accordant les ressources financières et l'assistance technique dont elle a besoin et en lui fournissant les informations statistiques et économiques qui lui sont nécessaires.

Malgré les insinuations malveillantes de ses détracteurs, notre mouvement doit, et peut à juste titre, être fier de ses réalisations.

Notre politique, notre conception du monde et nos efforts ont permis à la plus grande partie de l'humanité d'accéder à la liberté. Nous avons lutté inlassablement contre le racisme, l'apartheid et le sionisme, ainsi que contre toutes les formes d'oppression et de domination étrangère.

Le Mouvement n'est pas seulement l'expression du besoin que nous ressentons de sauvegarder la souveraineté et l'indépendance nationale de nos membres, mais aussi un vecteur important de la réalisation de ses buts. La preuve tangible de notre succès réside dans l'audience dont jouit la politique de non-alignement et qui se manifeste dans l'expansion du Mouvement et dans l'adoption des thèses du non-alignement même par de simples citoyens ou groupes dans les pays qui appartiennent aux blocs politico-militaires.

Je ne peux conclure cette allocution sans vous remercier tous, vous qui, par votre présence et votre participation à cette conférence, en avez assuré le succès. Tant dans la phase des préparatifs qu'au cours des débats par votre concours et vos conseils, vous nous avez apporté une contribution inestimable. L'esprit de coopération, l'amitié et la bonne volonté dont vous avez fait preuve au cours de cette conférence ont aussi contribué à créer un climat propice à des débats constructifs. Je remercie également ceux qui ont tant investi dans l'organisation de cette conférence - les équipes internationales de traducteurs, d'interprètes, de secrétaires - qui ont travaillé jour et nuit, sans relâche, pour en assurer le succès. Je remercie les médias du monde entier qui ont rendu compte de nos débats et les milliers de personnes qui ont oeuvré dans l'ombre avec patience et dévouement avant et pendant la Conférence pour la rendre possible. A tous, nous disons : merci beaucoup; thank you; choukrane; gracias; ou dans notre langue : siyabonga, tinotenda!

Et c'est d'une voix forte mais chaleureuse que le peuple zimbabwéen tout entier vous dit : "Bravo, frères et soeurs, bon retour et revenez-nous vite".

Oui, nous tous au Zimbabwe garderont à tout jamais dans notre coeur l'heureux souvenir de votre présence dans notre pays. Farewell!

APPENDICE IX

Motion de remerciements au Gouvernement et au peuple du Zimbabwe

La huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés réunie à Harare (République du Zimbabwe) du 1er au 6 septembre 1986,

EXPRIME ses sincères remerciements et sa profonde gratitude au Gouvernement et au peuple du Zimbabwe ainsi qu'à l'honorable Robert Gabriel Mugabe, premier ministre de la République du Zimbabwe, pour leur accueil chaleureux et amical qui a largement contribué au succès de cette conférence tenue dans la belle cité de Harare;

FELICITE le Premier Ministre de la République du Zimbabwe, l'honorable Robert Gabriel Mugabe, pour son discours inaugural éloquent dans lequel il a réaffirmé l'engagement et l'attachement profonds et indéfectibles du Mouvement aux principes de non-alignement qui visent à la consolidation de la paix, de la justice et du progrès dans le monde, à la réalisation du désarmement et l'instauration du nouvel ordre économique international fondé sur la justice et l'équité, à la lutte contre l'apartheid et le racisme, et à la recherche de l'autodétermination, et dans lequel il a aussi souligné l'impérieuse nécessité de renforcer l'unité et la solidarité active du Mouvement des pays non alignés;

REND HOMMAGE au Gouvernement de la République du Zimbabwe pour les excellentes installations qui ont été mises à la disposition des participants à la Conférence et pour l'organisation remarquable et l'efficacité des services fournis à la Conférence;

ENTEND TEMOIGNER sa profonde reconnaissance pour la contribution que la République du Zimbabwe, l'un des plus jeunes membres du Mouvement, a apportée à la mise en valeur du rôle du non-alignement dans le renforcement de la paix, l'instauration de relations internationales équitables, la coopération et l'amitié entre nations;

REAFFIRME sa conviction que la Conférence aura pour effet de resserrer l'unité et la solidarité du Mouvement, renforçant ainsi le rôle important et dynamique que le Mouvement des pays non alignés est appelé à jouer dans la solution des grands problèmes internationaux.

APPENDICE X

Participation à la Conférence

Membres

AFGHANISTAN, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE D'

Sultan Ali Keshtmand
Président du Conseil des Ministres

ALGERIE

S. Exc. M. Chadli Bendjedid
Président de la République

ANGOLA

S. Exc. M. José Eduardo dos Santos
Président

ARABIE SAOUDITE

S. A. R. le Prince Saud Al-Faisal
Ministre des affaires étrangères

ARGENTINE

S. Exc. Raul Ricardo Alfonsín
Président

BAHAMAS*

BAHREIN

S. Exc. Shaikh Mohammed Bin Mubarak Al-Khalifa
Ministre des affaires étrangères

BANGLADESH

S. Exc. M. Mizanur Rahman Chowdhury
Premier Ministre

BARBADE

S. Exc. M. Fozlo Brewster
Ministre adjoint des affaires étrangères

* Non représenté.

BELIZE

S. Exc. M. Kenneth E. Tillett
Ambassadeur plénipotentiaire
Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies

BENIN

S. Exc. M. Mathieu Kerekou
Président

BHOUTAN

S. M. le roi Jigme Singye Wangchuck

BOLIVIE

S. Exc. M. Julio Aillon Garrett
Vice-président

BOTSWANA

S. Exc. M. Quett Joni Ketumile Masire
Président

BURKINA FASO

Capitaine Thomas Sankara
Président

BURUNDI

S. Exc. M. Egide Nkuriyingoma
Ministre des relations extérieures et de la coopération

CAMEROUN

S. Exc. M. Mahamat Paba Sale
Ministre délégué
Ministre des affaires étrangères

CAP-VERT

S. Exc. M. Aristides Maria Pereira
Président

CHYPRE

S. Exc. M. Spyros Kyprianou
Président

COLOMBIE

S. Exc. M. Hector Charry Samper
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies

COMORES

S. Exc. M. Ahmed Abdallah Abderemane
Président de la République

CONGO

S. Exc. M. Denis Sassous-Nguesso
Président

COTE D'IVOIRE

M. Simeon Ake
Ministre des affaires étrangères

CUBA

S. Exc. M. Fidel Castro Ruz
Président du Conseil d'Etat

DJIBOUTI

S. Exc. M. Omar Kamil Warsama
Ministre de la justice

EGYPTE

M. Boutros Boutros Ghali
Ministre d'Etat des affaires étrangères

EMIRATS ARABES UNIS

S. Exc. M. Rashid Abdulla Alnoaimi
Ministre d'Etat des affaires étrangères

EQUATEUR

S. Exc. M. Julio Correa-Paredes
Ambassadeur
Vice-Ministre des affaires étrangères

ETHIOPIE

Camarade Mengistu Hailemariam
Secrétaire général du Comité central du Parti des travailleurs
Président du Conseil administratif militaire provisoire
Commandant en chef de l'armée

GABON

S. Exc. M. El Hadi Omar Bongo
Président

GAMBIE

L'honorable Lamin Kiti Jabang
Ministre des affaires extérieures

GHANA

S. Exc. M. Justice Daniel F. Annan
Vice-président
Conseil provisoire de la défense nationale

GRENADE*

GUINEE

S. Exc. le commandant Kerfalla Camara
Ministre
Secrétaire permanent/CMRN

GUINEE-BISSAU

Général Joao Bernardo Vieira
Président du Conseil d'Etat

GUINEE EQUATORIALE

M. Alejandro Evuna
Ministre
Secrétaire général de la Présidence

GUYANA

S. Exc. le camarade H. D. Hoyte
Président

* Non représentée.

INDE

S. Exc. M. Rajiv Gandhi
Premier Ministre

INDONESIE

S. Exc. M. Umar Wirahadikusumah
Vice-Président

IRAN, REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'

S. Exc. M. Said Ali Khameni
Président

IRAQ

S. Exc. M. Taha Yasin Ramadhan
Membre du Conseil du commandement révolutionnaire
Premier Vice-Premier Ministre

JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE

Colonel Muammar Gaddafi
Chef de la Grande Révolution Al-Fateh

JAMAIQUE

S. Exc. M. Hugh L. Shearer
Premier Ministre adjoint et Ministre des affaires étrangères

JORDANIE

S. Exc. M. Taher N. Masri
Ministre des affaires étrangères

KAMPUCHEA*

KENYA

M. Elijah W. Mwangale, E. G. H., M. P.,
Ministre des affaires étrangères

KOWEIT

Sheikh Sabah al-Ahmed al-Sabah
Premier Ministre adjoint
Ministre des affaires étrangères

* Sièges vacants.

LESOTHO

S. M. le roi Moshoeshoe II

LIBAN

S. Exc. M. Khalil Makkawi
Ambassadeur auprès de l'Italie et de l'Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

LIBERIA

S. Exc. M. Samuel K. Doe
Président

MADAGASCAR

S. Exc. M. Didier Ratsiraka
Président

MALAWI

L'honorable E. C. I. Bwanali
Ministre des transports et des communications

MALAISIE

Datuk Seri Mahthir Mohamad
Premier Ministre

MALDIVES

S. Exc. M. Maumoon Abdul Gayoom
Président

MALI

Général Moussa Traore
Président

MALTE

M. Alex Sceberras Trigona
Ministre des affaires étrangères et de la culture

MAROC

M. Abdellati F. Filali
Ministre des affaires étrangères

MAURICE

L'honorable Murlidas Dulloo
Ministre de l'agriculture, des pêches et des ressources nationales

MAURITANIE

S. Exc. M. Ahmed Ould Minnih
Ministre des affaires étrangères et de la coopération

MOZAMBIQUE

M. Samora Moisés Machel
Président

NEPAL

S. M. le roi Birendra Bir Bikram Shah Dev

NICARAGUA

M. Daniel Ortega Saavedra
Commandant de la Révolution
Président

NIGER

S. Exc. M. Hamid Algabid
Premier Ministre

NIGERIA

Général Ibrahim B. Babangida, C. F. R.
Président
Commandant en chef des Forces armées

OMAN

S. Exc. M. Yusuf Al-Alawi Abdulla
Ministre d'Etat des affaires étrangères

ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE

M. Yasser Arafat
Président

OUGANDA

S. Exc. M. Yoweri Museveni
Président

PAKISTAN

Général Mohammad Zia-Ul-Haq
Président

PANAMA

S. Exc. M. Roderick Esquivel
Vice-Président

PEROU

M. Alan Garcia Perez
Président

QATAR

S. Exc. Shikh Ahmad Bin Seif Al-Thani
Ministre d'Etat des affaires étrangères

REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

M. Abdul Halim Khaddam
Vice-Président de la République

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

M. Jean Willybiro-Sako
Ministre
Secrétaire d'Etat à l'intérieur

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

M. Sipaseuth Phoune
Vice-Président du Conseil des ministres

REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE COREE

S. Exc. M. Pak Song Chol
Vice-Président

REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

S. Exc. M. Mwinyi Ali Hassan
Président

RWANDA

S. Exc. M. François Ngarukiyintwali
Membre, C. C. de MRND
Ministre des affaires étrangères et de la coopération

SAO TOME-ET-PRINCIPE

S. Exc. M. Manuel Pinto da Costa
Président et chef du Gouvernement

SENEGAL

S. Exc. M. Abdou Diouf
Président

SEYCHELLES

M. France Albert René
Président de la République

SIERRA LEONE

L'honorable Karim Abdul Koroma
Ministre des affaires étrangères

SINGAPOUR

M. S. Dhanabalan
Ministre des affaires étrangères

SOMALIE

S. Exc. M. Abdurahman Jama Barre
Ministre des affaires étrangères

SOUDAN

S. Exc. M. Ahmed Ali Al Mirshani
Président du Conseil d'Etat

SOUTH WEST AFRICA PEOPLE'S ORGANIZATION (SWAPO)

M. Sam Nujoma
Président

SRI LANKA

L'honorable Ranasinghe Premadasa
Premier Ministre

SURINAME

M. Henk F. Herrenberg
Ministre des affaires étrangères

SWAZILAND

L'honorable S. J. S. Sibanyoni
Ministre des affaires étrangères

TCHAD

S. Exc. M. Gouara Lassou
Ministre des affaires étrangères et de la coopération

TOGO

S. Exc. M. Atsu-Koffi Amega
Ministre des affaires étrangères

TRINITE-ET-TOBAGO

S. Exc. M. Basil Ince
High Commissioner à Londres

TUNISIE

S. Exc. M. Beji Caid Essebsi
Envoyé spécial du Président

VANUATU

L'honorable Père H. Lini
Premier Ministre

VIET NAM

M. Nguyen Huu Tho
Vice-Président

REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN

M. Abdul Qarim Al-Eryani
Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères

YEMEN, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE DU

S. Exc. M. Heider Abubaker Al-Atass
Président du présidium du Conseil suprême du peuple

YUGOSLAVIE

S. Exc. M. Sinan Hasani
Président de la Présidence de la République fédérative
socialiste de Yougoslavie

ZAIRE

M. Kengo Wa Dondo
Premier Ministre

ZAMBIE

M. Kenneth D. Kaunda
Président

ZIMBABWE

S. Exc. le camarade S. V. Muzenda
Premier Ministre adjoint

Observateurs

Antigua-et-Barbuda*, Brésil, Costa Rica*, Dominique*, El Salvador*, Mexique, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Uruguay, Venezuela, African National Congress, Afro-Asian People's Solidarity Organization, Front de libération nationale kanak et socialiste, Ligue des Etats arabes, Organisation de la Conférence islamique, Organisation de l'unité africaine, Pan Africanist Congress of Azania, Parti socialiste de Porto Rico, Organisation des Nations Unies.

Invités

Australie, Autriche, Espagne, Finlande, Grèce, Mongolie, Portugal, Roumanie, République dominicaine, Saint-Marin, Saint-Siège, Suède, Suisse, Comité international de la Croix-Rouge, Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid, Comité spécial de la décolonisation, Comité spécial de l'océan Indien, Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien*, Commissaire des Nations Unies pour la Namibie, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique*, Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest*, Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Conférence internationale sur la question de Palestine, Conseil des Nations Unies pour la Namibie, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Fonds international de développement agricole, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel*, Organisation mondiale de la santé, Programme des Nations Unies pour le développement, Programme alimentaire mondial, Secrétariat du Commonwealth, Système économique latino-américain, Zone d'échanges préférentiels.

* Non représentés.